GRAND PARIS GRAND EST intercommunalité

PLAN LOCAL D'URBANISME Intercommunal

5. Annexes

5.2. Annexes réglementaires

5.2.15 Règlement local de publicité Intercommunal

Approbation : 17 décembre 2024
Mise à jour n° 1 : 30 septembre 2026



Grand Paris Grand Est

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL
CLICHY-SOUS-BOIS · COUBRON · GAGNY · GOURNAY-SUR-MARNE · LE RAINCY
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS · LIVRY-GARGAN · MONTFERMEIL · NEUILLY-PLAISANCE
NEUILLY-SUR-MARNE · NOISY-LE-GRAND · ROSNY-SOUS-BOIS · VAUJOURS · VILLEMOMBLE



Règlement Local de Publicité Intercommunal

1 - RAPPORT DE PRESENTATION

RLPi

Approbation par le conseil de territoire - CT2023/07/11

SOMMAIRE

DIAGNOSTIC 6
Chapitre 1 : Cadre et définitions 7
I. Pourquoi réaliser un RLPi sur le territoire de Grand Paris Grand Est ? 7
II. Contexte législatif et réglementaire 9
III. Contenu du Règlement Local de Publicité Intercommunal 11
IV. Les principales définitions 12
Chapitre 2 : Présentation du territoire 17
I. Démographie et place de Grand Paris Grand Est dans la métropole du Grand Paris 17
II. Paysage et patrimoine 18
III. Réseau de transports en commun 23
IV. Réseau viaire 24
V. Projets de transport dans le territoire 25
Chapitre 3 : Le cadre règlementaire de Grand Paris Grand Est 29
I. Les seuils démographiques 29
II. Les périmètres environnementaux et urbains 30
Chapitre 4 : Diagnostic publicitaire du territoire 38
I. Méthodologie pour le relevé de terrain 38
II. Synthèse cartographique et statistique 40
III. Secteurs à enjeux 74
IV. Cartes d'enjeux 89
ORIENTATIONS 92
EXPLICATION DES CHOIX RETENUS 98
I. Explication des choix retenus pour la délimitation des zones. 99
II. Explication des dispositions réglementaires retenues pour les publicités et préenseignes 116
III. Explication des dispositions réglementaires retenues pour les enseignes 123

Tables des illustrations et des tableaux

Illustrations :

Figure 1 : Carte synthétique présentant l'état de la règlementation locale en matière de publicité extérieure dans les différentes communes du territoire de Grand Paris Grand Est 7
Figure 2 : Photographies présentant des exemples d'enseignes sur le territoire de Grand Paris Grand Est 12
Figure 3 : Photographies présentant des exemples de dispositifs publicitaires sur le territoire de Grand Paris Grand Est 13
Figure 4 : Photographies présentant des exemples de préenseignes sur le territoire de Grand Paris Grand Est 14
Figure 5 : Photographies présentant des exemples de dispositifs temporaires sur le territoire de Grand Paris Grand Est 16
Figure 6 : Carte présentant la position de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est au sein de la métropole du Grand Paris 18
Figure 7 : Vue aérienne du parc de la Haute Ile 19
Figure 8 : Photographie de la Marne à Neuilly-sur-Marne 19
Figure 9 : Photographie d'une vue paysagère à Clichy-sous-Bois 19
Figure 10 : Les éléments majeurs de la composition de la Trame Verte et Bleue au sein des communes de Grand Paris Grand Est 21
Figure 11 : Carte présentant les types de tissus dans les communes de Grand Paris Grand Est 22
Figure 12 : Carte présentant les réseaux ferrés de transports en commun sur le territoire 24
Figure 13 : Photographies présentant des supports publicitaires de grand format le long d'axes routiers du territoire 25
Figure 14 : Carte présentant le prolongement de la ligne 11 jusqu'à Noisy-Champs - Source : http://noisychamps.prolongementligne11est.fr/ 26
Figure 15 : Carte présentant le projet de développement du Grand Paris Express 27
Figure 16 : Carte présentant le prolongement du tramway T4 28
Figure 17 : Schémas présentant la notion d'agglomération considérant la réalité physique et non les panneaux d'entrées de ville – Source : Extrait du guide pratique de la réglementation de la publicité extérieure 30
Figure 18 : Carte présentant la limite d'agglomération des communes de Grand Paris Grand Est 32
Figure 19 : Carte présentant les périmètres d'interdictions sur le territoire de Grand Paris Grand Est 37
Figure 20 : Carte présentant les voies sur lesquelles l'inventaire publicitaire a été réalisé 38
Figure 21 : Graphique présentant la répartition des différentes typologies d'implantations de la publicité sur le territoire 41
Figure 22 : Photographies présentant des publicités sur mobilier urbain sur le territoire 41
Figure 24 : Photographies présentant des publicités scellées au sol sur le territoire 41
Figure 23 : Graphique présentant la répartition des formats de publicité sur le territoire 42
Figure 25: Carte de répartition des publicités sur abribus sur le territoire 44
Figure 26: Carte de répartition des publicités sur mobilier urbain scellé au sol sur le territoire 45
Figure 27: Carte de répartition des dispositifs publicitaires scellés au sol (hors mobilier urbain) sur le territoire 46
Figure 28: Carte de répartition des publicités murales sur le territoire 47
Figure 29: Carte de répartition des dispositifs publicitaires de plus de 10m² sur le territoire 48
Figure 30: Graphique présentant la densité publicitaire au sein de chaque commune du territoire (définie en nombre de dispositifs par kilomètre carré) 49

FIGURE 31: GRAPHIQUE PRÉSENTANT LA DENSITÉ PUBLICITAIRE AU SEIN DE CHAQUE COMMUNE DU TERRITOIRE (DÉFINIE EN NOMBRE DE DISPOSITIFS PAR KILOMÈTRE CARRÉ) AVEC LA DISTINCTION DE LA PART DES MOBILIERS URBAINS ET CELLE DES AUTRES DISPOSITIFS 50
FIGURE 32: CARTE PRÉSENTANT LA DENSITÉ PUBLICITAIRE SUR LE TERRITOIRE DE GRAND PARIS GRAND EST PAR SUPERPOSITION DE RONDS PRÉSENTANT CHACUN UN DISPOSITIF PUBLICITAIRE RECENSÉ AU COURS DE L'ÉTUDE 51
FIGURE 33 : GRAPHIQUE PRÉSENTANT LE TAUX DE CONFORMITÉ SUR LE TERRITOIRE 52
FIGURE 34: CARTE PRÉSENTANT LA CONFORMITÉ DES PUBLICITÉS SUR ABRIBUS SUR LE TERRITOIRE DE GRAND PARIS GRAND EST 54
FIGURE 35: CARTE PRÉSENTANT LA CONFORMITÉ DES PUBLICITÉS SUR MOBILIER URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE GRAND PARIS GRAND EST 55
FIGURE 36: CARTE PRÉSENTANT LA CONFORMITÉ DES DISPOSITIFS PUBLICITAIRES MURAUX SUR LE TERRITOIRE DE GRAND PARIS GRAND EST 56
FIGURE 37: CARTE PRÉSENTANT LA CONFORMITÉ DES DISPOSITIFS PUBLICITAIRES SCELLÉS AU SOL SUR LE TERRITOIRE DE GRAND PARIS GRAND EST 57
FIGURE 38 : PHOTOGRAPHIES DE SUPPORTS EN INFRACTION À L'ARTICLE R581-32 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT, CAR TROP GRANDS SUR LE TERRITOIRE 58
FIGURE 39 : PHOTOGRAPHIES DE SUPPORTS EN INFRACTION À L'ARTICLE L581-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE 59
FIGURE 40 : PHOTOGRAPHIES DE SUPPORTS EN INFRACTION À L'ARTICLE R581-32 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CAR TROP HAUTS SUR LE TERRITOIRE 60
FIGURE 41 : PHOTOGRAPHIES DE SUPPORTS EN INFRACTION À L'ARTICLE R581-22 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CAR IMPLANTÉS SUR CLÔTURE NON AVEUGLE SUR LE TERRITOIRE 60
FIGURE 42 : PHOTOGRAPHIES DE SUPPORTS EN INFRACTION À L'ARTICLE R581-26 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE 61
FIGURE 43 : PHOTOGRAPHIES DE SUPPORTS EN INFRACTION À L'ARTICLE R581-27 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE 61
FIGURE 44 : PHOTOGRAPHIES DE SUPPORTS EN INFRACTION À L'ARTICLE R581-22 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CAR IMPLANTÉS SUR UN MUR NON AVEUGLE SUR LE TERRITOIRE 62
FIGURE 45 : PHOTOGRAPHIE DE SUPPORT EN INFRACTION À L'ARTICLE R581-34 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE 62
FIGURE 46 : PHOTOGRAPHIE DE SUPPORT EN INFRACTION À L'ARTICLE R581-27 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE 63
FIGURE 47 : PHOTOGRAPHIE DE SUPPORT EN INFRACTION À L'ARTICLE R581-33 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE 63
FIGURE 48: GRAPHIQUE PRÉSENTANT LE NOMBRE D'ENSEIGNES RECENSÉES PAR SECTEUR ET PAR TYPE D'IMPLANTATION 64
FIGURE 49 : PHOTOGRAPHIES PRÉSENTANT DES ENSEIGNES EN FAÇADE SUR LE TERRITOIRE 65
FIGURE 50 : PHOTOGRAPHIES PRÉSENTANT DES ENSEIGNES AU SOL SUR LE TERRITOIRE 66
FIGURE 51 : PHOTOGRAPHIES PRÉSENTANT DES ENSEIGNES EN TOITURE ET SUR CLÔTURE SUR LE TERRITOIRE 67
FIGURE 52 : PHOTOGRAPHIE PRÉSENTANT UNE ENSEIGNE TEMPORAIRE LIÉE À UNE OPÉRATION EXCEPTIONNELLE EN ZONE D'ACTIVITÉS 68
FIGURE 53 : PHOTOGRAPHIES PRÉSENTANT DES ENSEIGNES TEMPORAIRES LIÉES À DES OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES 68
FIGURE 54 : PHOTOGRAPHIES PRÉSENTANT DES ENSEIGNES LUMINEUSES SUR LE TERRITOIRE 69
FIGURE 55 : PHOTOGRAPHIES D'ENSEIGNES EN INFRACTION À L'ARTICLE R581-34 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE 70
FIGURE 56 : PHOTOGRAPHIES D'ENSEIGNES EN INFRACTION À L'ARTICLE R581-34 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE 70
FIGURE 57 : PHOTOGRAPHIES D'ENSEIGNES EN INFRACTION À L'ARTICLE R581-59 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE 71
FIGURE 58 : PHOTOGRAPHIES D'ENSEIGNES EN INFRACTION À L'ARTICLE R581-58 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE 71

Figure 59 : Photographies d'enseignes en infraction à l'article R581-64 du Code de l'Environnement sur le territoire 71
Figure 60 : Photographies d'enseignes en infraction à l'article R581-62 du Code de l'Environnement sur le territoire 72
Figure 61 : Photographies d'enseignes en infraction à l'article R581-65 du Code de l'Environnement sur le territoire 72
Figure 62 : Photographies d'enseignes en infraction à l'article R581-64 du Code de l'Environnement sur le territoire 73
Figure 63 : Photographies d'enseignes dans différents centres-villes du territoire 74
Figure 64 : Photographies d'enseignes dans différents centres-villes du territoire 75
Figure 65 : Photographies de publicités présentes dans différents centres-villes du territoire 76
Figure 66 : Photographies de publicités présentes dans différents secteurs historiques du territoire 77
Figure 67 : Photographies d'enseignes de centres commerciaux dans le territoire 78
Figure 68 : Photographies d'enseignes de zones d'activités commerciales au sein du territoire 79
Figure 69 : Photographies d'enseignes de zones d'activités au sein du territoire 80
Figure 70 : Photographies de publicités dans les zones d'activités du territoire 80
Figure 71 : Photographies de publicités le long d'axes à fort trafic du territoire 81
Figure 72 : Photographies de publicités présentes le long des voies SNCF (sur talus, ponts, bord de voies) 82
Figure 73 : Photographies de différents cônes de vues sur le territoire actuellement protégés de l'affichage excessif 84
Figure 74 : Photographies d'un cône de vue actuellement bloqué par de l'affichage excessif 85
Figure 75: Carte présentant les points de vue du territoire 86
Figure 76 : Photographies d'enseignes présentes en secteur résidentiel sur le territoire 87
Figure 77: Carte présentant les enjeux en matière de publicité sur le territoire 90
Figure 78: Carte présentant les enjeux en matière d'enseignes sur le territoire 91

Tableaux :

Tableau 1: Nombre d'habitants dans les communes de Grand Paris Grand Est recensés par l'INSEE en 2018 - Source : INSEE, Recensement 2018 17
Tableau 2: Principales règles d'implantation et de formats de publicités énoncées par le Code de l'Environnement qui diffèrent selon la taille des communes 29
Tableau 3: Principales règles d'implantation et de formats d'enseignes énoncées par le Code de l'Environnement qui diffèrent selon la taille des communes 30
Tableau 4: Liste des monuments historiques présents dans les communes de Grand Paris Grand Est 33
Tableau 5: Liste des sites classés présents dans les communes de Grand Paris Grand Est 33
Tableau 6: Liste des sites inscrits présents dans les communes de Grand Paris Grand Est 34
Tableau 7: Liste des sites Natura 2000 présents dans les communes de Grand Paris Grand Est 34
Tableau 8: Liste des périmètres de protection liés aux monuments historiques présents dans les communes de Grand Paris Grand Est 35
Tableau 9 : Liste des non-conformités testées sur les dispositifs publicitaires 40
Tableau 10 : Liste des non-conformités recensées sur les dispositifs publicitaires du territoire 53
Tableau 11 : Nombre de supports présentant de zéro à 3 infractions sur le territoire 53
Tableau 12 : Tableau présentant les dispositions de la règlementation nationale liées aux enseignes en toiture 67

RLPi

Grand Paris Grand Est

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL

CLICHY-SOUS-BOIS · COUBRON · GAGNY · GOURNAY-SUR-MARNE · LE RAINCY
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS · LIVRY-GARGAN · MONTFERMEIL · NEUILLY-PLAISANCE
NEUILLY-SUR-MARNE · NOISY-LE-GRAND · ROSNY-SOUS-BOIS · VAUJOURS · VILLEMOMBLE



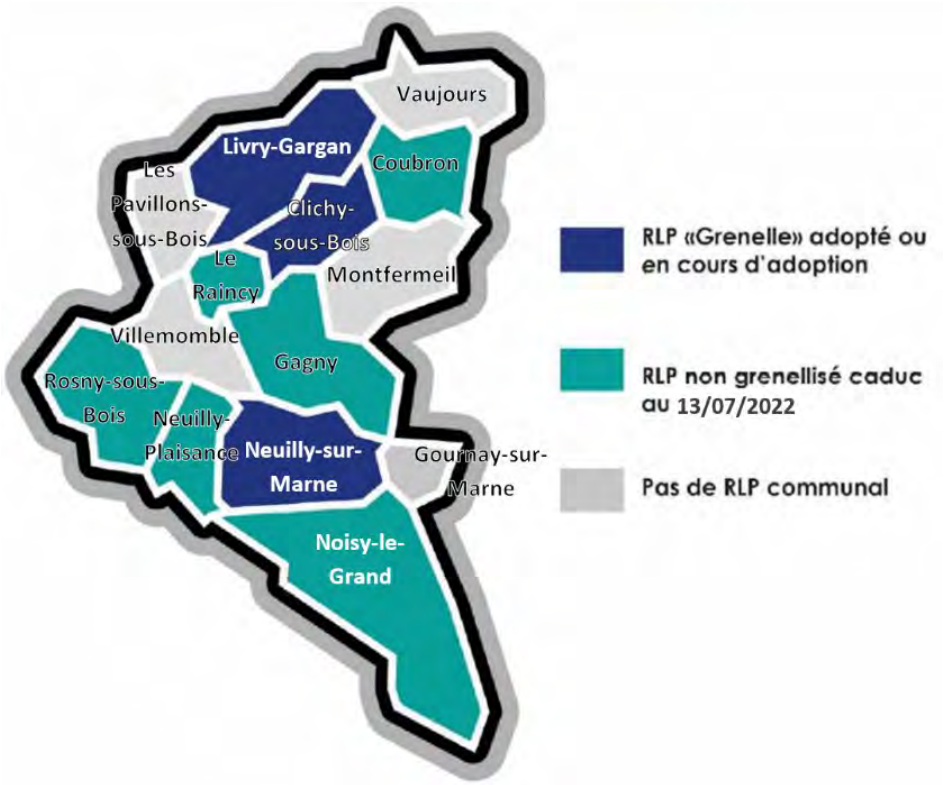
1 DIAGNOSTIC

Chapitre 1 : Cadre et définitions

I. Pourquoi réaliser un RLPi sur le territoire de Grand Paris Grand Est ?

La réalisation d'un RLPi sur le territoire de Grand Paris Grand Est doit permettre d'offrir à l'ensemble des communes une règlementation locale en termes de publicités, préenseignes et enseignes. Il permettra ainsi d'homogénéiser le cadre règlementaire à l'échelle du territoire.

L'élaboration d'un RLPi relève de la compétence PLU qu'exerce l'Établissement Public Territorial Grand Paris Grand Est depuis le 1er janvier 2016



Source : Grand Paris Grand Est

Figure 1 : Carte synthétique présentant l'état de la règlementation locale en matière de publicité extérieure dans les différentes communes du territoire de Grand Paris Grand Est

A l'heure actuelle il existe sur le territoire neuf RLP.
Trois communes possèdent un RLP Post Grenelle (ces RLP ne sont pas concernés par la caducité au 13 juillet 2022 explicitée dans la partie suivante « Contexte législatif et réglementaire »)

- Le RLP de Livry-Gargan, adopté en avril 2019 ;
- Le RLP de Clichy-sous-Bois, adopté en avril 2011 ;
- Le RLP de Neuilly-sur-Marne, adopté en octobre 2010.

Six RLP sont antérieurs à la loi Grenelle. Ils deviennent caducs au 13 juillet 2022. Il s'agit des RLP des communes de :

- Coubron, adopté en décembre 1991 ;
- Le Raincy, adopté en décembre 1988 ;
- Gagny, adopté en février 2003 ;
- Rosny-sous-Bois, adopté en juillet 1987 ;
- Neuilly-Plaisance, adopté ; adopté en décembre 1991
- Noisy-le-Grand, adopté en octobre 1991.

Enfin cinq communes ne sont pas dotées d'un RLP : Vaujours, Montfermeil, Gournay-sur-Marne, Les Pavillons-sous-Bois et Villemomble.

Le territoire a prescrit l'élaboration du RLPi par délibération du conseil de territoire du 16 avril 2019. Les objectifs de cette élaboration sont les suivants :

- Intégrer au sein du RLPi les nouvelles dispositions législatives et réglementaires relatives au RLP, issues notamment de la loi ENE du 12 juillet 2010, afin d'assurer la pérennité des politiques d'encadrement des publicités, enseignes et préenseignes des RLP communaux ;
- Préserver la qualité du cadre de vie et du paysage du territoire de Grand Paris Grand Est, en tenant compte des spécificités des différentes communes membres ;
- Favoriser une meilleure intégration paysagère des dispositifs d'enseignes, préenseignes et publicités, notamment dans les secteurs présentant des enjeux paysagers particuliers : centres-villes, entrées de ville et de territoire, secteurs pavillonnaires, axes des anciennes routes nationales (ex-RN370, ex-RN3, ex-RN302, ex-RN34) ;
- Préserver l'environnement paysager des éléments du patrimoine bâti (monuments historiques, ensembles patrimoniaux remarquables, centre-ville anciens…) et du patrimoine naturel (Bords de Marne, Forêt de Bondy, Bois-Saint-Martin, parcs départementaux de la Haute Ile et de la Fausse-Maussoin, Parc des coteaux d'Avron…) de Grand Paris Grand Est ;
- Prendre en compte, dans le respect du cadre de vie et du paysage, les besoins en communication et en animation des acteurs économiques et commerciaux, notamment des grands centre commerciaux (Rosny 2, Les Arcades…) et des entreprises du territoire implantées dans les zones d'activités majeures de Grand Paris Grand Est (ZAE des Richardets, ZAE Montgolfier, ZAE des Chanoux, ZAE Vaucanson, …) ;
- Lutter contre la pollution visuelle des dispositifs d'enseignes lumineuses et favoriser la réduction de leur impact énergétique.

II. Contexte législatif et réglementaire

La loi n°79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes a succédé à la loi de 1943 afin de remédier aux difficultés de son application. Elle permet l'adaptation de la réglementation nationale aux spécificités locales.

Cette loi a été codifiée par ordonnance du 18 septembre 2000. Elle constitue désormais, dans le Code de l'Environnement, le chapitre premier du titre VIII « Protection du cadre de vie » (art L581-1 à L581-45) au sein du livre V « Prévention des pollutions, des risques et des nuisances »

Elle a été modifiée par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et cette dernière a fait l'objet de décrets d'applications qui ont modifié la partie règlementaire du Code de l'Environnement (cf. notamment le décret n°2012-118 du 30 janvier 2012, décret n° 2012-948 du 1er août 2012 et décret n° 2013-606 du 9 juillet 2013). Cette réforme est majoritairement entrée en vigueur le 1er juillet 2012. Par conséquent, toute implantation postérieure à cette date doit être conforme à ses prescriptions.

Ce décret vise à protéger le cadre de vie en limitant la publicité extérieure tout en permettant l'utilisation de moyens nouveaux. Il réduit les formats des dispositifs publicitaires muraux en fonction de la taille des agglomérations. Il institue une règle de densité pour les dispositifs classiques scellés au sol et muraux le long des voies ouvertes à la circulation publique. La publicité lumineuse, en particulier numérique, est spécifiquement encadrée, tout comme la publicité sur bâches.

Le **Règlement Local de Publicité** (RLP) est un document qui régit de manière plus restrictive que la règle nationale, la publicité, les enseignes et les préenseignes sur une commune. Il permet de lutter contre la pollution et les nuisances, de maîtriser la publicité et les enseignes en entrées de ville et de sauvegarder le patrimoine naturel. Il permet à ce titre de maîtriser les publicités, les préenseignes et les enseignes en nombre et aspects, voire de l'interdire dans certains secteurs d'intérêt paysager de la commune, en définissant des zones particulières avec des prescriptions adaptées à chacune d'elles.

Lorsqu'un territoire se dote d'un Règlement Local de Publicité intercommunal, celui-ci se substitue au régime général. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans le Règlement Local de Publicité, le règlement national de publicité continue de s'appliquer.

La modification de la réglementation a imposé la modification de dispositifs d'enseignes ou de publicités en place. Des délais de mise en conformité ont été accordés après l'entrée en vigueur des différentes lois et sont détaillés ci-après.

MISE EN CONFORMITÉ DES DISPOSITIFS AVEC LA RNP (DÉCRET DU 30/01/2012 APPLICABLE DEPUIS LE 01/07/2012)

Suppression des préenseignes dérogatoires qui ne sont plus concernées par cette dénomination (activités utiles aux personnes en déplacements, activités signalant des services de secours, activités en retrait de la voie publique)

2015

- Mise en conformité des publicités et préenseignes installées avant le 01/07/2012

2018

- Mise en conformité des enseignes installées avant le 01/07/2012

L'ensemble des périodes de mise en conformité étant dépassées, les publicités, préenseignes et enseignes actuellement en place sont donc toutes censées être conformes au Code de l'Environnement.

2022

- Caducité des RLP non grenellisés (qui devaient initialement être caducs en juillet 2020) en application de l'article 22 de la loi n°2019-1461 du 27/12/2019.

Au sein de Grand Paris Grand Est, ce report concerne 6 RLP non grenellisés (ceux des communes de Coubron, Le Raincy, Gagny, Rosny-sous-Bois, Neuilly-Plaisance, Noisy-le-Grand). En l'absence d'approbation du RLPi au 13 juillet 2022, les 6 communes précitées retombent sous le régime du règlement national de publicité et perdent ainsi leur pouvoir de police. Les règles sur ces communes sont ainsi assouplies, les potentielles réintroduction de publicité dans les périmètres d'interdiction sont supprimées et les communes n'ont plus de possibilité d'action afin de contrôler l'installation des enseignes et publicités sur leur territoire.

A partir de l'entrée en vigueur du RLPi, l'ensemble des communes bénéficient de la compétence d'instruction et du pouvoir de police en matière de publicité extérieure (actuellement détenu par le préfet dans les communes qui ne disposent pas de RLP).

L'ensemble des dispositifs qui sont installés après l'approbation du RLPi doit être conforme à ces dispositions règlementaires.

Pour les dispositifs déjà existants au moment de l'approbation du RLPi, le Code de l'Environnement prévoit un délai de mise en conformité de :

- 6 ans pour les enseignes
- 2 ans pour les publicités et préenseignes

Ce délai ne s'applique qu'aux dispositifs initialement conformes au Règlement National de Publicité, ou au RLP de la commune. Les dispositifs qui présentaient une non-conformité avant l'approbation du RLPi (et la présente toujours après son approbation) doivent être mis en conformité sans délai.

III. Contenu du Règlement Local de Publicité Intercommunal

L'élaboration d'un Règlement Local de Publicité est encadrée conjointement par le **Code de l'Environnement** et le **Code de la Route**. Selon le secteur géographique (« hors agglomération », ou «agglomération » au sens du Code de la Route), les possibilités de créer des zones de publicités (ZP) sont définies.

Le règlement local de publicité intercommunal (RLPi) est constitué des pièces suivantes :

- Le **rapport de présentation** s'appuie sur un diagnostic, définit des orientations et objectifs et explique les choix retenus.
- Le **règlement** détaille le zonage et les dispositions s'appliquant à chaque zone.
- Les **annexes** regroupent les plans de zonage du RLPi, les cartes de limites d'agglomération ainsi que les arrêtés municipaux fixant lesdites limites.

IV.Les principales définitions

La règlementation nationale de la publicité extérieure est régie par le Code de l'Environnement et a pour but « d'assurer la protection du cadre de vie ». Elle s'applique « aux enseignes et aux préenseignes, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, au sens précisé par décret en Conseil d'Etat. Ses dispositions ne s'appliquent pas à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes situées à l'intérieur d'un local, sauf si l'utilisation de celui-ci est principalement celle d'un support de publicité. (article L.581-3, Code de l'Environnement)

Les enseignes, préenseignes et publicités sont encadrées par les définitions qui suivent.

Constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à l'activité qui s'y exerce. (article L.581-3, Code de l'Environnement)



Figure 2 : Photographies présentant des exemples d'enseignes sur le territoire de Grand Paris Grand Est

Tous les dispositifs situés sur l'unité foncière où s'exerce l'activité et dont le message concerne l'activité qui s'y exerce sont à considérer comme des enseignes.

Constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des préenseignes, toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités. (article L.581-3, Code de l'Environnement)



Figure 3 : Photographies présentant des exemples de dispositifs publicitaires sur le territoire de Grand Paris Grand Est

Constitue une préenseigne toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble ou s'exerce l'activité déterminée. (article L.581-3, Code de l'Environnement).



Figure 4 : Photographies présentant des exemples de préenseignes sur le territoire de Grand Paris Grand Est

Les préenseignes sont soumises aux règles qui régissent la publicité (article L.581-19, Code de l'Environnement).

Préenseigne dérogatoire :

En dehors des lieux qualifiés d'agglomération par les règlements relatifs à la circulation routière, toute publicité est interdite. (L.581-7, Code de l'Environnement).

Par dérogation à l'interdiction mentionnée au premier alinéa de l'article L. 581-7, en dehors des lieux qualifiés d'agglomération par les règlements relatifs à la circulation routière, peuvent être signalés de manière harmonisée par des préenseignes, dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat :

- les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales, les activités culturelles et les monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite ;
- à titre temporaire, les opérations et manifestations exceptionnelles mentionnées à l'article L.581-20 du présent code.

Les activités autres que celles mentionnées aux quatrième et cinquième alinéas du présent article ne peuvent être signalées que dans des conditions définies par les règlements relatifs à la circulation routière. (L.581-19, Code de l'Environnement).

Le code de l'Environnement définit ainsi le principe selon lequel les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité sauf pour celles dites « dérogatoires » qui sont soumises à un régime distinct de celui de la publicité.

La notion de dispositifs dérogatoires a évolué avec la réforme de l'affichage publicitaire de 2012. Ces dispositifs ne concernent plus que les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales, les activités culturelles et les monuments historiques ouverts à la visite, ainsi que les opérations et manifestions exceptionnelles mentionnées à l'article L.581-20 du Code de l'Environnement.

Constitue un dispositif temporaire (enseignes ou préenseignes) tout dispositif :

- qui signale des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de 3 mois.
- installé pour plus de trois mois signalant des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissements, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que les dispositifs installés pour plus de trois mois lorsqu'ils signalent la location ou la vente de fonds de commerce. (Art. L.581-20, Code de l'Environnement)



Figure 5 : Photographies présentant des exemples de dispositifs temporaires sur le territoire de Grand Paris Grand Est

Chapitre 2 : Présentation du territoire

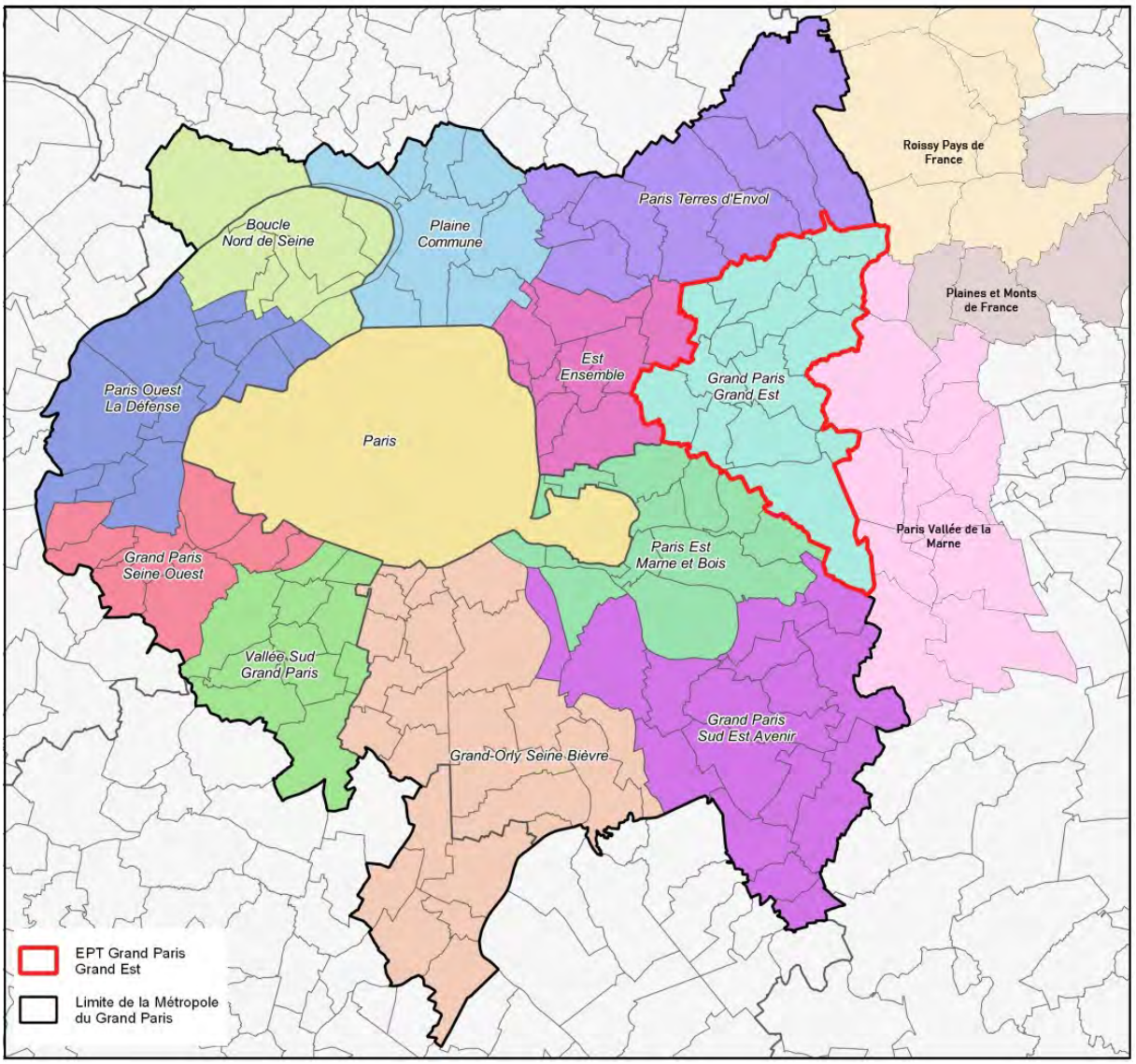
I. Démographie et place de Grand Paris Grand Est dans la métropole du Grand Paris

L'établissement public territorial (EPT) Grand Paris Grand Est composé de 14 communes faisant toutes partie de l'unité urbaine de Paris (qui regroupe plus de 800 000 habitants). Toutes les communes du territoire ont plus de 10 000 habitants, en dehors des communes de Coubron, Gournay-sur-Marne et Vaujours.

Communes	Population
Clichy-sous-Bois	29 085
Coubron	4 907
Gagny	39 816
Gournay-sur-Marne	6 939
Le Raincy	14 903
Les Pavillons-sous-Bois	24 057
Livry-Gargan	45 221
Montfermeil	27 325
Neuilly-Plaisance	21 043
Neuilly-sur-Marne	35 800
Noisy-le-Grand	68 511
Rosny-sous-Bois	46 220
Vaujours	7 090
Villemomble	30 187
Grand Paris Grand Est	**401 104**

Tableau 1: Nombre d'habitants dans les communes de Grand Paris Grand Est recensés par l'INSEE en 2018 - Source : INSEE, Recensement 2018

Les 14 communes de Grand Paris Grand Est sont entourées des EPT d'Est Ensemble et Paris-Est-Marne et Bois dans sa partie Est (qui constituent la première couronne de Paris), de Paris Terre d'Envol dans sa partie Nord et de Grand Paris Sud Est Avenir dans sa partie Sud. Ces EPT sont situés en continuité urbaine avec Paris et font tous partie de l'unité urbaine de Paris. A l'Ouest, les communautés d'agglomération Paris Vallée de la Marne et Roissy Pays de France présentent une urbanisation de plus en plus discontinue et dont le lien vers Paris s'estompe.



Source : Grand Paris Grand Est

Figure 6 : Carte présentant la position de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est au sein de la métropole du Grand Paris

II. Paysage et patrimoine

1. Patrimoine paysager

Le territoire de Grand Paris Grand Est bénéficie d'un cadre de vie privilégié, que ce soit par la qualité de ses espaces de nature ou par son tissu pavillonnaire offrant une couverture végétale riche.

De grands boisements et espaces verts structurent le territoire. Le Sud de l'EPT est notamment occupé par le Bois Saint Martin classé en ZNIEFF de type 1. Au Nord la forêt de Bondy s'inscrit entre les communes de Coubron, Clichy-sous-Bois, Livry-Gargan et Vaujours et constitue un réservoir de biodiversité important. Cette forêt est protégée par une zone Natura 2000, ainsi qu'un classement en ZNIEFF de type 1. Ces deux espaces sont complémentaires dans leur rôle pour la biodiversité, mais ne jouent pas la même fonction pour le cadre de vie des habitants. En effet la forêt de Bondy bénéficie d'un traitement particulier avec l'aménagement de promenades et d'aires de jeux, ce qui en fait un

réel espace dédié aux loisirs. Le bois Saint Martin reste de son côté une forêt plus traditionnelle sans aménagements spécifiques aux espaces de loisirs.

Entre ces deux espaces arborés d'importance, des espaces de plus petites dimensions jouent le rôle de relais verts pour le cadre de vie des habitants et de corridors écologiques. Le parc départemental de la Haute Ile (ZNIEFF de type 1) ainsi que le parc des Coteaux d'Avron, tous deux sites Natura 2000, sont notamment de réels atouts pour le territoire, autant du point de vue de la biodiversité que du cadre de vie.



Source : Grand Paris Grand Est Portrait – APUR/IAU

Figure 7 : Vue aérienne du parc de la Haute Ile

La Marne et le canal de Chelles qui traversent le territoire au Nord de Noisy-le-Grand, ainsi que le canal de l'Ourcq offrent au territoire de vastes espaces ouverts participant au cadre de vie des habitants autant par leur qualité paysagère que par l'offre de loisirs qu'ils permettent de développer.



Source : Grand Paris Grand Est Portrait – APUR/IAU

Figure 8 : Photographie de la Marne à Neuilly-sur-Marne

Les plateaux du Pays d'Aulnoye et d'Avron contribuent quant à eux à offrir des coteaux boisés au territoire d'où se dégagent des vues paysagères marquées.



Figure 9 : Photographie d'une vue paysagère à Clichy-sous-Bois

Ces grands espaces naturels et paysagers sont à la base de la qualité du cadre de vie des habitants et constituent également, à l'échelle de l'EPT, des réservoirs accueillant la biodiversité.

Ces espaces sont ainsi particulièrement sensibles à l'affichage. En effet, un nombre important d'affiches publicitaires ou de trop grandes dimensions d'affichages peuvent facilement nuire à la qualité paysagère de ces sites. Une forte luminosité des supports, ou des plages d'allumage trop étendues peuvent également nuire au bon fonctionnement écosystémique de ces espaces. Une protection accrue sera donc à y envisager dans le RLPi.

En complément de ces grands espaces verts, le territoire se trouve maillé de jardins privés dans l'ensemble des secteurs pavillonnaires. Ces jardins, tout comme les axes plantés, participent de manière ponctuelle à constituer des espaces paysagers qui, au même titre que les grands parcs du territoire, participent au cadre de vie des habitants. Ces espaces paysagers ponctuels constituent également des secteurs de vigilance pour l'élaboration du RLPi.

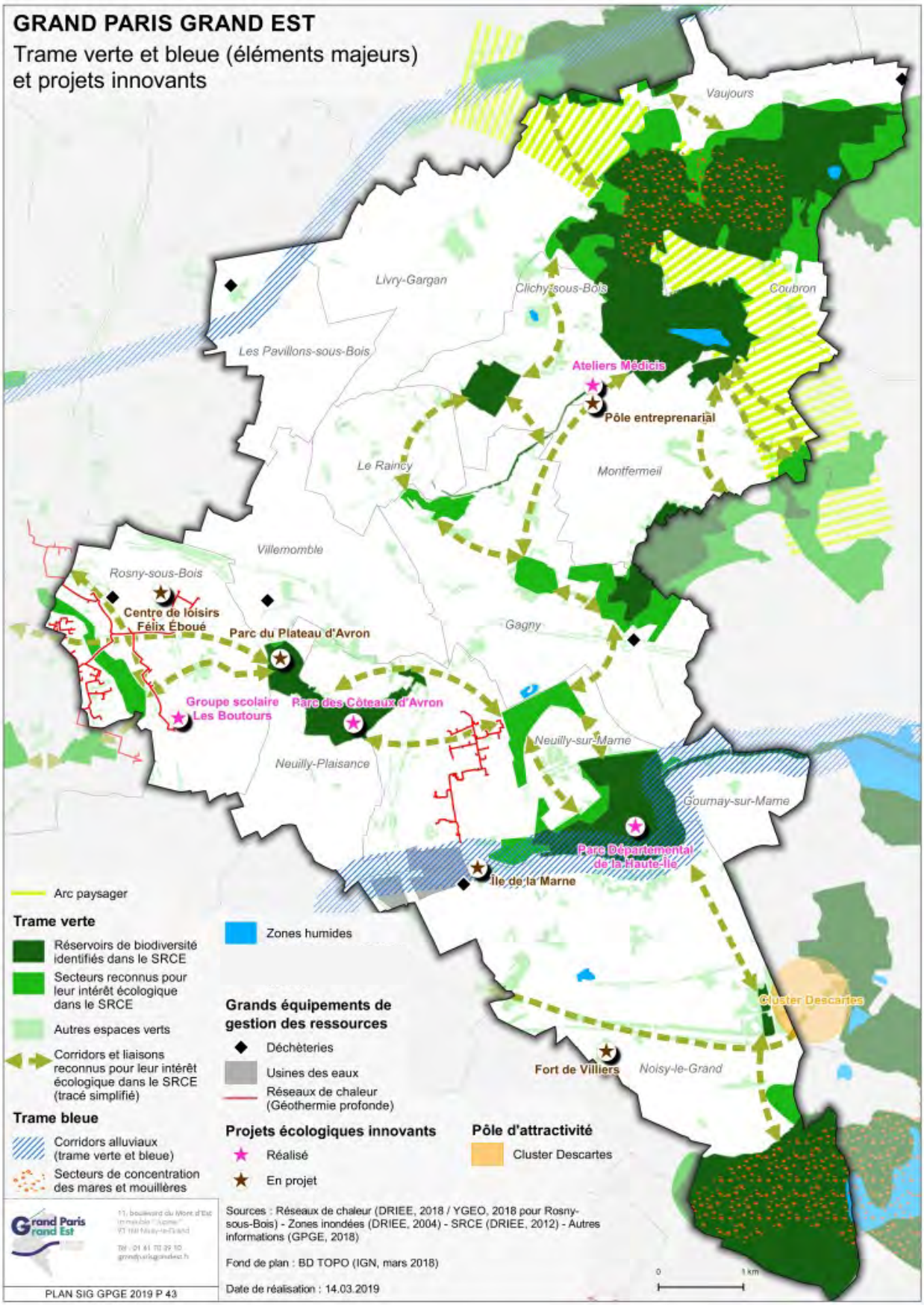
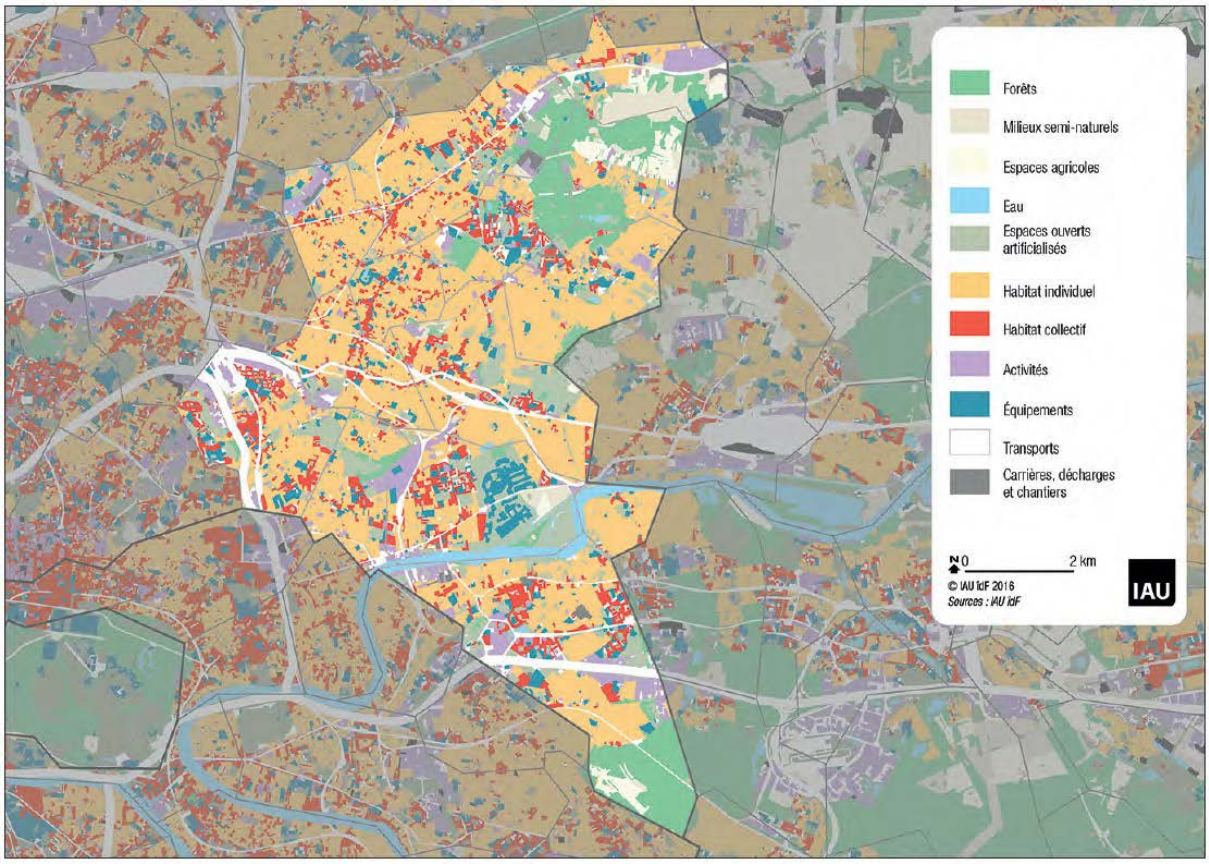


Figure 10 : Les éléments majeurs de la composition de la Trame Verte et Bleue au sein des communes de Grand Paris Grand Est

2. Urbanisation

Le territoire de Grand Paris Grand Est est aujourd'hui urbanisé sur une majorité de sa surface. Cette urbanisation se décline en typologies bâties variées, propices au développement d'activités tout aussi variées. Les centres urbains constitués majoritairement de petits collectifs en bande permettent l'implantation de commerces en rez-de-chaussée. Aux alentours, s'organisent et se juxtaposent des secteurs d'habitats collectifs denses et des tissus pavillonnaires plutôt anciens s'étant développés à partir des années 30. Dans l'ensemble de ces secteurs résidentiels, des activités à domicile se développent ponctuellement.

Mêlées à ces tissus résidentiels, des zones d'activités sont implantées, notamment à proximité des grandes infrastructures routières et ferroviaires (le long de l'A4 à Noisy-le-Grand, le long de la voie ferrée à Neuilly-sur-Marne, entre la voie ferrée et l'A86 à Rosny-sous-Bois ou encore le long de la N3 à Livry-Gargan et Vaujours). Ces zones sont de nature variée. Elles proposent dans certains secteurs une offre plutôt commerciale, notamment à Rosny-Sous-Bois ou Noisy-le-Grand, avec l'implantation de centres commerciaux (Rosny 2, Domus ou le centre commercial Arcades). Dans ces secteurs, l'affichage est de grand format et particulièrement démonstratif. A l'inverse, d'autres secteurs ont plutôt une vocation industrielle et l'affichage y est relativement discret ou même dissimulé (ce qui est par exemple le cas des secteurs de carrières au niveau de Livry-Gargan et Vaujours).



Source : Grand Paris Grand Est Portrait – APUR/IAU

Figure 11 : Carte présentant les types de tissus dans les communes de Grand Paris Grand Est

III. Réseau de transports en commun

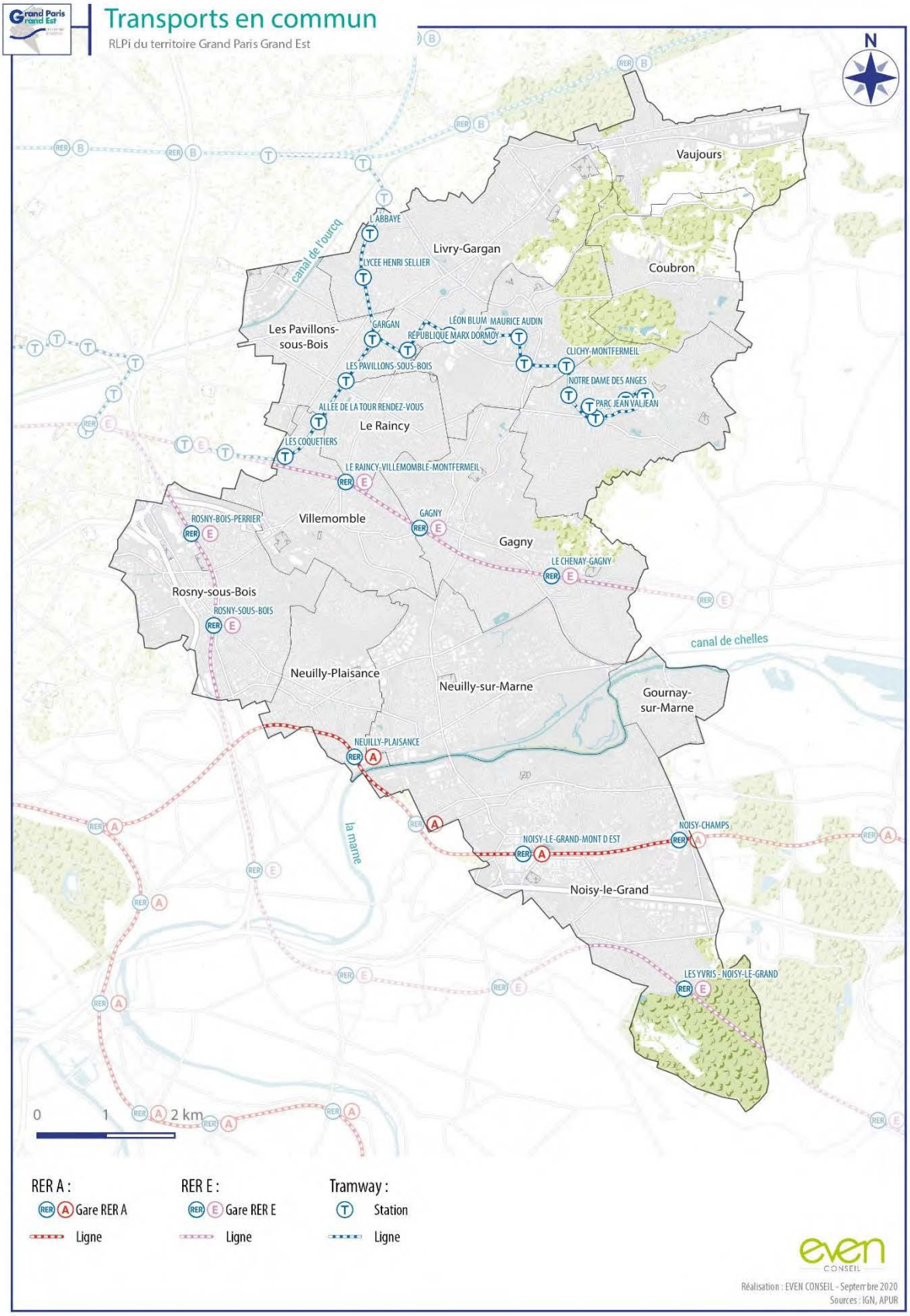


Figure 12 : Carte présentant les réseaux ferrés de transports en commun sur le territoire

Le territoire de Grand Paris Grand Est est actuellement desservi par le RER A dans sa partie Sud, au niveau de Noisy-le-Grand, par le RER E et la ligne transilien P qui desservent notamment les communes de Gagny, Le Raincy, Villemomble et Rosny-sous-Bois. Le tramway T4 dessert quant à lui les communes de Livry-Gargan et Rosny-sous-Bois. Il empreinte une ancienne ligne ferroviaire dite ligne des Coquetiers.

Ces différentes lignes apportent au territoire une connexion vers Paris correcte. Cependant l'étendue des différentes communes composant l'EPT éloigne de nombreux habitants de plus de 20 minutes de la gare la plus proche. Les projets de transports, notamment liés au Grand Paris Express, seront donc des acteurs d'un nouveau dynamisme pour le territoire.

Ces voies ferrées très majoritairement aériennes, créent ponctuellement des éléments de rupture dans le paysage. Elles constituent également des secteurs d'affichage privilégiés au niveau des traversées (ponts et tunnels) ou des voies qui les longent (comme par exemple le long de l'Avenue Lech Walesa à Rosny-Sous-Bois).

IV.Réseau viaire

Le territoire de Grand Paris Grand Est est parcouru par un réseau dense d'infrastructures viaires reliant les communes entre elles et permettant de rejoindre Paris : autoroutes (A4, A86, A3), routes nationales (N4, N302, N370, N403, N186, N34, …) et départementales (D30, D116, D117, D301, D34, D75…). La performance limitée des réseaux de transports en commun conduit de nombreux habitants du territoire à emprunter leur voiture. Les axes routiers sont ainsi des lieux particulièrement empruntés qui présentent donc des enjeux majeurs en termes d'affichage publicitaire.



Boulevard Paul Pambrun - Noisy-le-Grand



Boulevard d'Alsace-Lorraine – Rosny-sous-Bois

Figure 13 : Photographies présentant des supports publicitaires de grand format le long d'axes routiers du territoire

V. Projets de transport dans le territoire

Sur le territoire de Grand Paris Grand Est, plusieurs projets de transports vont modifier la physionomie de certains quartiers et renforcer les enjeux liés à l'affichage.

L'objectif de la prise en compte de ces projets dans le RLPi est notamment d'accompagner l'évolution des tissus urbains existants, de façon à améliorer la qualité urbaine du territoire sans en bouleverser les caractéristiques.

1. Prolongement de la ligne 11 du métro

La ligne 11 du métro doit être prolongée et permettre ainsi la liaison depuis Châtelet jusqu'à Rosny-sous-Bois. Cette première phase du prolongement est envisagée à l'horizon 2022. Ce prolongement, qui doit s'interconnecter avec la ligne 15 du Grand Paris Express, doit permettre d'améliorer les échanges vers Paris et entre banlieues.

Un second projet de prolongement de la ligne 11 jusqu'à Noisy-Champs est prévu à l'horizon 2025. Il traversera plusieurs communes du territoire notamment Rosny-sous-Bois, Villemomble, Neuilly-sur-Marne ou encore Noisy-le-Grand.



Figure 14 : Carte présentant le prolongement de la ligne 11 jusqu'à Noisy-Champs - Source : http://noisychamps.prolongementligne11est.fr/

2. Développement du Grand Paris Express

Le Grand Paris Express, dont le but est de favoriser l'utilisation des transports en commun par rapport à l'usage exclusif de la voiture, va se développer sur le territoire par le biais de deux lignes (les lignes 15 Est et 16).

La ligne 16, doit notamment permettre une liaison Nord-Sud permettant de relier les communes à l'Est de l'EPT (Clichy-sous-Bois et Noisy-le-Grand) vers le Bourget au Nord et Créteil au Sud. Cette nouvelle ligne devra, à l'horizon 2028, faciliter les liaisons entre banlieues qui jusque-là imposaient le plus souvent de repasser par le centre de Paris ou de se déplacer en voiture.

La ligne 15 doit permettre, à l'horizon 2030 de créer une liaison Nord-Sud entre Saint Denis Pleyel et Champigny. Cette ligne doit ainsi permettre de nouvelles connexions dans les communes de Rosny-sous-Bois et de Noisy-le-Grand.

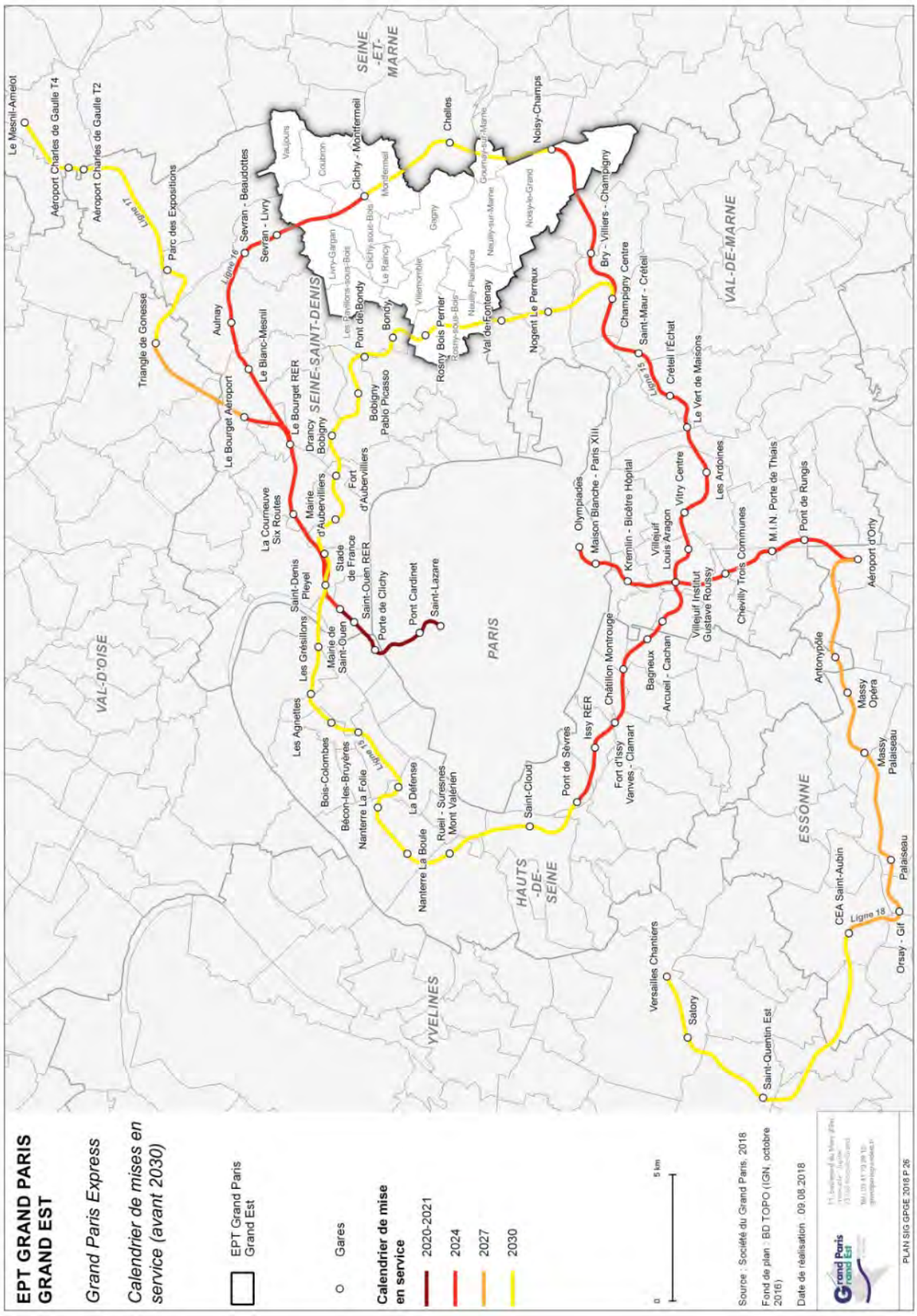


Figure 15 : Carte présentant le projet de développement du Grand Paris Express

3. Prolongement du Tramway T4

Le tramway T4 reliant Aulnay-sous-Bois à Bondy vient d'être prolongé sur une nouvelle branche entre Livry-Gargan à Montfermeil Ce prolongement doit permettre une meilleure interconnexion entre le RER B et les futurs métros du Grand Paris Express.



Figure 16 : Carte présentant le prolongement du tramway T4

Chapitre 3 : Le cadre règlementaire de Grand Paris Grand Est

Au regard de la nouvelle réglementation, le territoire de Grand Paris Grand Est est soumis à la fois :

- Aux dispositions relatives à la notion d'agglomération/hors agglomération.
- Aux dispositions relatives aux périmètres environnementaux et urbains spécifiques
- Aux dispositions relatives aux seuils démographiques fixés par la règlementation nationale.

I. Les seuils démographiques

Au sein de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est, trois communes comptent moins de 10 000 habitants : Coubron (4 863 habitants en 2017 – source INSEE), Gournay-sur-Marne (6 933 habitants en 2017 – source INSEE) et Vaujours (7 117 habitants en 2017 – source INSEE). Cependant, pour ces trois communes rattachées à l'unité urbaine de Paris, les règles de publicité qui s'appliquent sont quasiment équivalentes à celles du reste du territoire. Il en résulte une grande homogénéité de la réglementation nationale entre les communes, hormis concernant quelques dispositifs (notamment les enseignes scellées au sol).

Les tableaux ci-dessous reprennent les différentes règles applicables selon les seuils de plus ou moins 10 000 habitants. Ils permettent ainsi de se rendre compte de la souplesse règlementaire accordée aux communes intégrées dans une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, comparativement aux communes de moins de 10 000 habitants.

		En agglomération		**Hors agglomération**
		-10 000 hab.	**+ 10 000 hab. (ou -10 000 hab. faisant partie d'une UU de plus de 100 000 hab.)**	
Publicité & Préenseignes			Communes de Grand Paris Grand Est	
	Publicité au sol	**interdite**	12m² max	Publicité interdite Préenseignes interdites Préenseigne dérogatoire autorisées (1,5 x 1 m)
	Publicité numérique	**interdite**	8m² max	
	Publicité murale **Uniquement sur murs aveugles**	4m² max	12m² max	
	Publicité éclairée par projection / transparence	4m² max	12m² max	

Tableau 2: Principales règles d'implantation et de formats de publicités énoncées par le Code de l'Environnement qui diffèrent selon la taille des communes

		En agglomération		Hors agglomération
		-10 000 hab.	**+ 10 000 hab. (ou -10 000 hab. faisant partie d'une UU de plus de 100 000 hab.)**	
			Communes de Grand Paris Grand Est	
Enseignes	Enseignes en façade	15% ou 25% de la surface	15% ou 25% de la surface	Enseignes autorisées hors agglomération
	Enseigne au sol **1 par voie ouverte à la circulation**	6m² max + hauteur limitée à 6,5m ou (8m si largeur du dispositif <1m)	12m² max (6m² si commune de moins de 10 000 hab., même dans l'UU : **Coubron, Gournay-sur-Marne et Vaujours**) + hauteur limitée à 6,5m ou (8m si largeur du dispositif <1m)	
	Enseignes en toiture **en lettres découpées**	3m de haut max si façade < 15m	3m de haut max si façade < 15m	

Tableau 3: Principales règles d'implantation et de formats d'enseignes énoncées par le Code de l'Environnement qui diffèrent selon la taille des communes

II. Les périmètres environnementaux et urbains

La règlementation nationale de publicité définit des prescriptions spécifiques sur les secteurs présentés ci-après.

1. La zone agglomérée

La notion d'agglomération est définie en vertu des règles du code de l'Environnement (Art. L581-7 du code l'environnement). Ainsi l'agglomération se définit comme l'espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde (Art.R.110-2 du code de la route).

Dans les cas où l'implantation des panneaux d'entrée d'agglomération ne correspond pas aux limites du bâti rapproché, le Conseil d'État fait prévaloir la « réalité physique » de l'agglomération, peu importe l'existence ou non des panneaux et leur positionnement par rapport au bâti (CE, sect., 02/03/1990, Sté Publi-system, req. n°68134).



Figure 17 : Schémas présentant la notion d'agglomération considérant la réalité physique et non les panneaux d'entrées de ville – Source : Extrait du guide pratique de la réglementation de la publicité extérieure

L'adoption d'un RLP(i) impose la définition des limites de l'agglomération. En effet, parmi les annexes que doit comporter un RLP(i), l'article R.581-78 exige la présence d'un document graphique présentant les limites de l'agglomération ainsi que de l'arrêté municipal fixant lesdites limites.

Dans le cadre de la définition des limites d'agglomération des communes de Grand Paris Grand Est, celles-ci prennent en compte tous les ensembles bâtis en excluant la Marne. Elles sont dénuées de toute enclave et à ce titre intègrent des parcs et des boisements parcs tels que le parc des Coteaux d'Avron et le parc départemental de la Haute île. Ces limites excluent le Bois Saint Martin et la forêt de Bondy

Ces limites d'agglomération sont présentées par la carte de la page suivante et les arrêtés municipaux sont annexés au présent dossier.

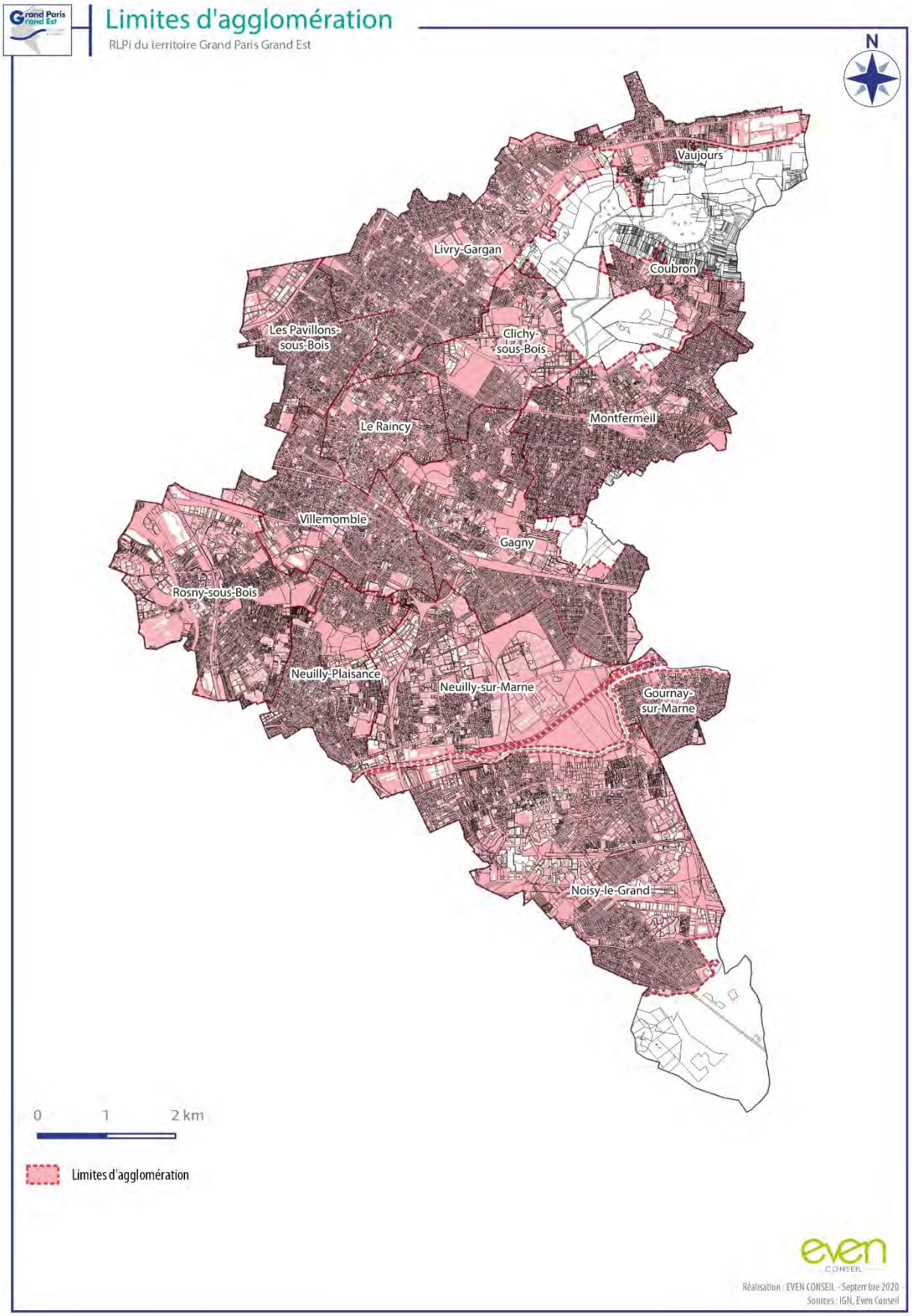


Figure 18 : Carte présentant la limite d'agglomération des communes de Grand Paris Grand Est

2. Les périmètres environnementaux réglementaires

La publicité est interdite :

- En dehors des lieux qualifiés d'agglomération par les règlements relatifs à la circulation routière, toute publicité est interdite (L.581-7, Code de l'Environnement).

- **Dans les secteurs d'interdictions absolues** : L'article L.581-4 du Code de l'Environnement précise que toute publicité est interdite :
  - sur les Monuments Historiques (classés et inscrits) ;
  - sur les monuments naturels et dans les sites classés ;
  - sur un immeuble protégé par arrêté du maire compte tenu de son caractère esthétique, historique ou pittoresque ;
  - sur les arbres.

Ces interdictions absolues concernent les sites et monuments suivants :

Monuments historiques classés ou inscrits	
Clichy-sous-Bois	▪ Château (ancien) et orangerie (ancienne)
Gournay-sur-Marne	▪ Ancien Château
Le Raincy	▪ Ancien parc à l'anglaise du duc d'Orléans et lycée Albert Schweitzer ▪ Eglise Notre-Dame du Raincy
Les Pavillons-sous-Bois	▪ Ancien parc à l'anglaise du duc d'Orléans – Pavillons de garde
Montfermeil	▪ Château des Cèdres ▪ Maison, 23 rue de l'Eglise ▪ Petit Château
Neuilly-Plaisance	▪ Eglise Notre-Dame de l'Assomption ou Notre-Dame d'Avron
Neuilly-sur-Marne	▪ Hôpital psychiatrique de Ville-Evrard ▪ Église Saint-Baudile
Noisy-le-Grand	▪ Eglise Saint-Sulpice et Notre-Dame ▪ Croix de cimetière ▪ Chapelle Notre-Dame des Sans Logis et de Tout le Monde ▪ Grotte de l'ancien parc de Villeflix
Vaujours	▪ Ancien château de Vaujours, actuellement école Fénelon
Villemomble	▪ Folie (ancienne), Hôtel de Ville (ancien) ▪ Eglise Saint-Louis, à l'exception de la chapelle Saint-Genest

Tableau 4: Liste des monuments historiques présents dans les communes de Grand Paris Grand Est

Sites classés	
Livry-Gargan	▪ Parc forestier de Sevran et ses abords (classé)
Gagny	▪ Cèdre (classé)

Tableau 5: Liste des sites classés présents dans les communes de Grand Paris Grand Est

❖ **Dans les secteurs d'interdictions relatives :** L'article L.581-8 du Code de l'Environnement dresse une liste d'interdictions qui, contrairement aux interdictions absolues de l'article L.581-4, sont dites «relatives » puisqu'il «ne peut être dérogé à cette interdiction que dans le cadre d'un règlement local de publicité établi en application de l'article L. 581-14 ».

Sauf mention dans le RLPi, la publicité est ainsi interdite par l'article L.581-8 :

- aux abords des monuments historiques mentionnés à l'article L. 621-30 du code du patrimoine ;
- dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables mentionnés à l'article L. 631-1 du même code (ex : ZPPAUP (Zone de Protection du Patrimoine Architectural, urbaine et paysager), AVAP (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine), secteur sauvegardé)
- Dans les sites inscrits ;
- A moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles mentionnés au II de l'article L. 581-4 (protection définie sur arrêté du Maire après avis du conseil municipal et de la CDNPS (Commission Départementale de la Nature des Sites et des Paysages)) ;
- Dans les zones spéciales de conservation et dans les zones de protection spéciales mentionnées à l'article L. 414-1 (= Natura 2000).

Sites inscrits	
Clichy-sous-Bois	▪ Mairie et son parc ▪ Chapelle Notre-Dame-des-Anges et ses abords

Tableau 6: Liste des sites inscrits présents dans les communes de Grand Paris Grand Est

Sites Natura 2000 ➔ FR1112013 - Sites de Seine-Saint-Denis	
Clichy-sous-Bois	▪ Parc départemental de la Fosse Maussoin ▪ Forêt de Bondy ▪ Promenade de la Dhuis
Coubron	▪ Forêt de Bondy ▪ Bois de Bernouille à Coubron ▪ Promenade de la Dhuis
Gagny	▪ Promenade de la Dhuis
Le Raincy	▪ Promenade de la Dhuis
Livry-Gargan	▪ Parc Forestier de la Poudrerie
Montfermeil	▪ Promenade de la Dhuis ▪ Forêt de Bondy ▪ Bois des Ormes
Neuilly-Plaisance	▪ Plateau d'Avron
Neuilly-sur-Marne	▪ Parc départemental de la Haute Isle ▪ Plateau d'Avron
Rosny-sous-Bois	▪ Plateau d'Avron
Vaujours	▪ Parc Forestier de la Poudrerie

Tableau 7: Liste des sites Natura 2000 présents dans les communes de Grand Paris Grand Est

Abords des monuments historiques classés ou inscrits	
Clichy-sous-Bois	▪ Périmètre de 500m autour du Château (ancien) et de l'orangerie (ancienne)
Coubron	▪ Périmètre de 500m autour de l'ancien château de Vaujours, actuellement école Fénelon
Gagny	▪ Périmètre de 500m autour de l'ancien parc à l'anglaise du duc d'Orléans et lycée Albert Schweitzer du Raincy ▪ Périmètre de 500m autour de l'ancien Château de Gournay-sur-Marne ▪ Périmètre de 500m autour de l'église Saint-Louis, à l'exception de la chapelle Saint-Genest
Gournay-sur-Marne	▪ Périmètre de 500m autour de l'ancien Château
Le Raincy	▪ Périmètre de 500m autour de l'ancien parc à l'anglaise du duc d'Orléans et lycée Albert Schweitzer ▪ Périmètre de 500m autour de l'Eglise Notre-Dame du Raincy
Les Pavillons-sous-Bois	▪ Périmètre de 500m des Pavillons de garde de l'ancien parc à du duc d'Orléans ▪ Périmètre de 500m autour de l'ancien parc à du duc d'Orléans au Raincy
Livry-Gargan	▪ Périmètre de 500m autour du Château (ancien) et de l'orangerie (ancienne) de Clichy-sous-Bois ▪ Périmètre de 500m autour de l'ancien parc à l'anglaise du duc d'Orléans et lycée Albert Schweitzer au Raincy ▪ Périmètre de 500m autour de l'ancien château de Vaujours, actuellement école Fénelon
Montfermeil	▪ Périmètre de 500m autour du château des Cèdres ▪ Périmètre de 500m autour de la maison, 23 rue de l'Eglise ▪ Périmètre de 500m autour du Petit Château
Neuilly-Plaisance	▪ Périmètre de 500m autour de l'église Notre-Dame de l'Assomption ou Notre-Dame d'Avron
Neuilly-sur-Marne	▪ Périmètre de 500m autour de l'hôpital psychiatrique de Ville-Evrard ▪ Périmètre de 500m autour de l'église Saint-Baudile ▪ Périmètre de 500m autour de la Croix du cimetière de Noisy-le-Grand ▪ Périmètre de 500m autour de l'église Saint-Sulpice et Notre-Dame ▪ Périmètre de 500m autour de la grotte de l'ancien parc de Villeflix
Noisy-le-Grand	▪ Périmètre de 500m autour de l'église Saint-Sulpice et Notre-Dame ▪ Périmètre de 500m autour de la Croix de cimetière ▪ Périmètre de 500m autour de la Chapelle Notre-Dame des Sans Logis et de Tout le Monde ▪ Périmètre de 500m autour de la grotte de l'ancien parc de Villeflix ▪ Périmètre de 500m autour de l'ancien gymnase Léopold Bellan et Monument aux morts des élèves sportifs de préparation militaire de Bry-sur-Marne ▪ Périmètre de 500m autour de l'église Saint-Baudile de Neuilly-sur-Marne ▪ Périmètre de 500m autour de l'hôpital psychiatrique de Ville-Evrard de Neuilly-sur-Marne
Rosny-sous-Bois	▪ Périmètre de 500m autour de la cité expérimentale de Merlan de Noisy-le-Sec ▪ Périmètre de 500m autour de l'église Notre-Dame de l'Assomption ou Notre-Dame d'Avron de Neuilly-Plaisance
Vaujours	▪ Périmètre de 500m autour de l'ancien château de Vaujours, actuellement école Fénelon
Villemomble	▪ Périmètre de 500m autour de l'hôtel de ville ▪ Périmètre de 500m autour de l'église Saint-Louis, à l'exception de la chapelle Saint-Genest ▪ Périmètre de 500m autour de l'église Notre-Dame de l'Assomption ou Notre-Dame d'Avron de Neuilly-Plaisance

Tableau 8: Liste des périmètres de protection liés aux monuments historiques présents dans les communes de Grand Paris Grand Est

La protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible depuis le monument historique ou visible en même temps que lui et situé dans les abords délimités ou le périmètre de 500 mètres.

Il convient de distinguer le critère de **visibilité directe,** soit la vue depuis la publicité vers le Monument Historique et réciproquement, de celui de **covisibilité** qui induit l'observation depuis un tiers point permettant de percevoir à la fois le Monument et le dispositif publicitaire.

Il est précisé par le CE, 5 juin 2020, n° 431994 qu'il s'agit de la vue à l'œil nu, depuis un lieu normalement accessible au public.

Ces critères de visibilité et covisibilité sont examinés par l'Architecte des Bâtiments de France.

De plus, outre les interdictions générales des articles L.581-4, L.581-7 ou L.581-8, les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol sont également interdits en agglomération (Art. R.581-30) :

- Dans les espaces boisés classés (EBC) en application de l'article L.113.1 du code de l'urbanisme ;
- Dans les zones à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment au point de vue esthétique ou écologique, et figurant sur un plan local d'urbanisme.

3. Les abords des autoroutes, voies express, déviation

Les abords des autoroutes A4, A86, les bretelles de raccordement à ces autoroutes, l'ancienne RN3 sur le tronçon allant du rond-point de l'Europe à Livry-Gargan jusqu'à la limite Est de Vaujours ainsi que les déviations et voies publiques situées hors agglomération sont protégées de la publicité. En effet, le code de l'environnement indique que : les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol ont interdits *« si les affiches qu'elles supportent sont visibles d'une autoroute ou d'une bretelle de raccordement à une autoroute ainsi que d'une route express, déviation ou voie publique situées hors agglomération »* (Art. R.581-31, alinéa 2).

Le Code de la Route précise :

« En agglomération, la publicité, les enseignes publicitaires et préenseignes visibles d'une autoroute ou route express sont interdites de part et d'autre de celle-ci, sur une largeur de 40m mesurée à partir du bord extérieur de chaque chaussée. Hors agglomération […] sur une largeur de 200m mesurée à partir du bord extérieur de chaque chaussée » (Art.R.418-7).

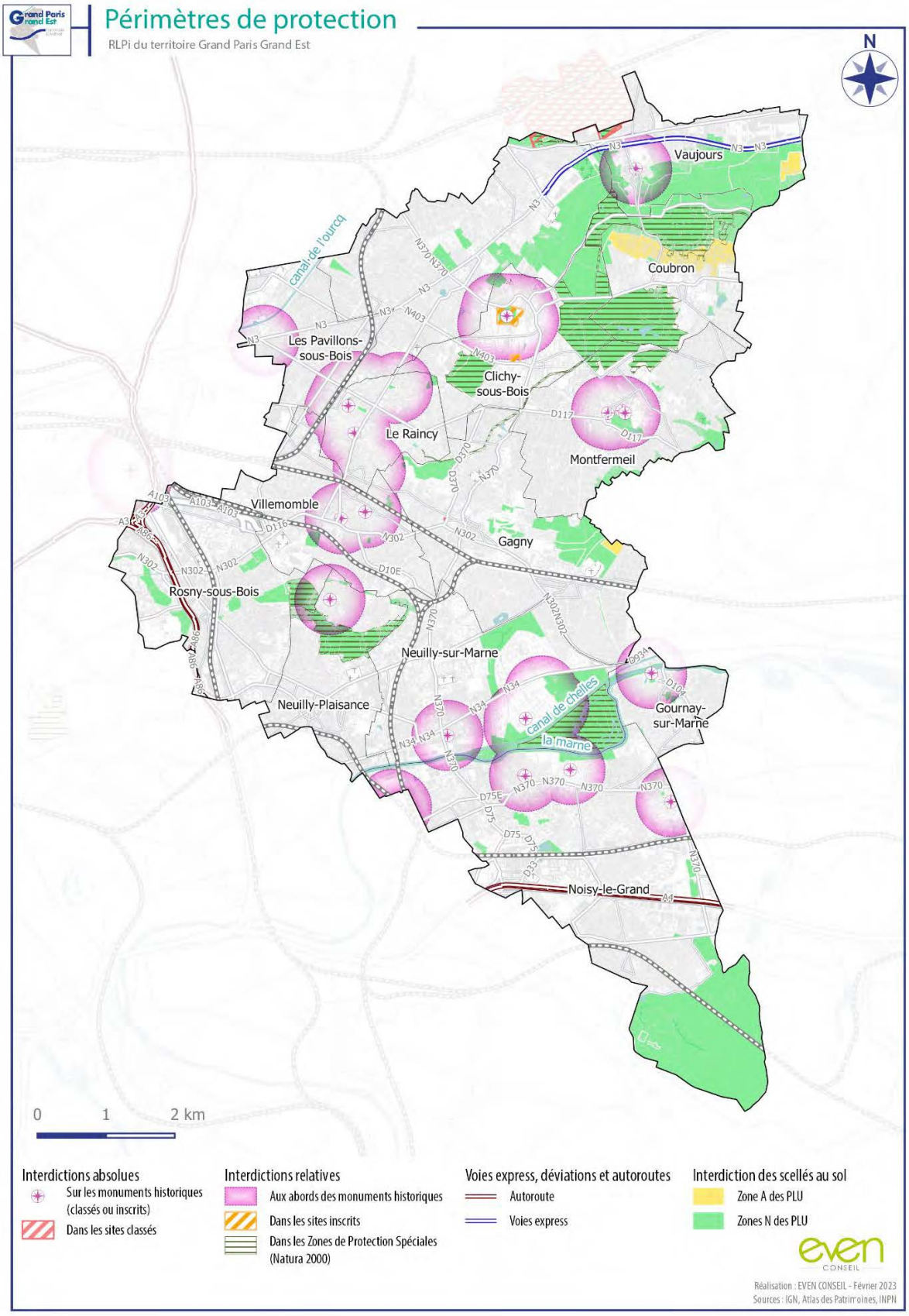


Figure 19 : Carte présentant les périmètres d'interdictions sur le territoire de Grand Paris Grand Est

Chapitre 4 : Diagnostic publicitaire du territoire

I. Méthodologie pour le relevé de terrain

Un relevé de terrain détaillé et précis de l'ensemble des publicités et préenseignes présentes sur le territoire intercommunal a été réalisé en décembre 2019. Les supports ont été photographiés et géoréférencés. Cet inventaire a été réalisé sur les axes principaux du territoire (représentés par un tracé vert sur la carte ci-contre). Ce recensement ne prétend pas être exhaustif sur le territoire mais représentatif de la situation sur les axes de passage.

Chaque objet relevé a été qualifié à l'aide d'une boite de dialogue sous le logiciel Quantum Gis, pour réaliser l'analyse des conformités au regard de la RNP.
Les données ressources utilisées

- Relevé géomètre
- Visites de terrain (2 jours)

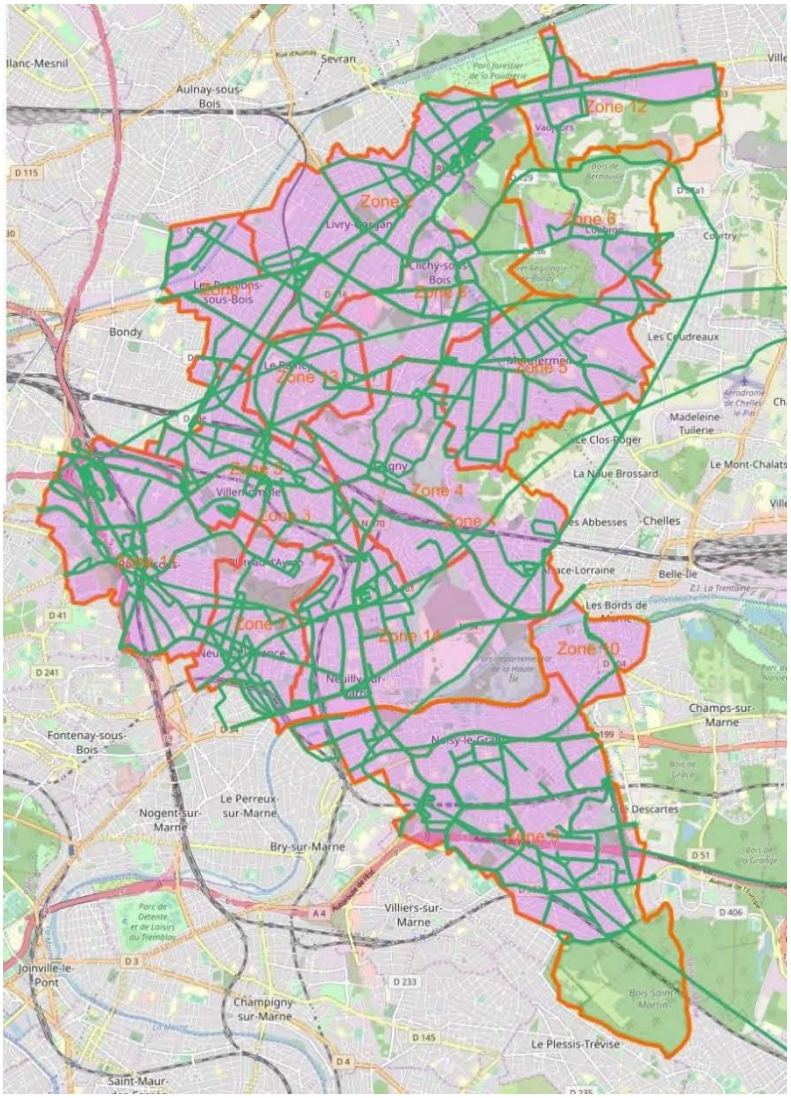


Figure 20 : Carte présentant les voies sur lesquelles l'inventaire publicitaire a été réalisé

1. Le contenu de la base de données

La base de données est constituée d'une couche pour les publicités et préenseignes, une pour les enseignes. Pour chaque dispositif, sont renseignés :

- La nature du dispositif (publicité, préenseigne, dispositif temporaire)
- La commune où le dispositif est implanté
- Son mode d'implantation
- Sa surface
- S'il est numérique, lumineux, sur bâche (nature particulière)
- Sa conformité ou non à la réglementation nationale et la ou les raison(s) de non-conformité
- Sa conformité ou non aux règlements locaux et la ou les raison(s) de non-conformité.
- La photographie du dispositif

2. Les rendus

Les rendus suivants ont permis d'identifier les secteurs d'enjeux et vérifier la réalité du terrain tout au long de l'élaboration du RLPi :

- La base SIG
- L'accès à une plateforme internet durant l'étude
- Un atlas à l'échelle communale et synthèse statistique
- Des diagnostics photographiques par commune

3. Critères de non-conformités

Une analyse de conformité des dispositifs publicitaires recensés a été menée sur la base des critères suivants :

Type de non-conformité
Non-conformités liées à des secteurs d'interdiction
Publicité dans un périmètre d'interdiction absolue
Publicité dans un périmètre d'interdiction relative (article L.581-8-1)
Publicité hors agglomération
Non-conformités liées au format ou à la hauteur d'implantation
Surface d'un dispositifs publicitaires scellés au soldépassant 12 m²
Publicité murale d'une surface dépassant 12m²
Dispositifs publicitaires scellés au sol s'élevant à plus de 6m du sol
Publicité murale s'élevant à plus de 7,5m du sol
Publicité murale apposée à moins de 0.50m du niveau du sol
Surface d'une publicité numérique supérieure à 8m² dans une agglomération de plus de 10 000 habitants ou ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants
Non-conformités liées à une mauvaise implantation sur le support ou par rapport à la taille de la commune

Type de non-conformité
Publicité sur une clôture non aveugle
Publicité sur un mur de façade non aveugle avec ouvertures supérieures à 0,50 m²
Publicités murales composées de plus de 2 dispositifs ou 2 publicités murales non alignées verticalement ou horizontalement
Publicité sur un mur de cimetière ou de jardin public
Publicité sur toiture ou dépassant les limites de l'égout du toit ou du mur qui la supporte

Tableau 9 : Liste des non-conformités testées sur les dispositifs publicitaires

II. Synthèse cartographique et statistique

1. Données générales

Deux types de dispositifs ont fait l'objet du relevé de terrain exhaustif sur les axes déterminés : les préenseignes et les publicités. Les enseignes ont fait l'objet d'un échantillonnage, complété par une analyse photographique.

L'objectif de ce relevé de terrain est d'identifier dans un premier temps, les dispositifs actuellement non conformes avec la réglementation nationale afin d'identifier dans un second temps, les enjeux du territoire relatifs à l'affichage publicitaire. Le relevé de terrain a servi de base pour identifier les critères actuels de conformité sur lesquels le territoire souhaite mener une réflexion et une politique d'action (encadrement potentiellement plus restrictif des modalités d'implantations de certains dispositifs sur certains secteurs).

2. Publicités et préenseignes

2.1. Nature et implantation

Sur l'ensemble du territoire, un total de 1180 dispositifs a été analysé : 97 préenseignes et 1083 publicités.

Les publicités et préenseignes sont soumises à la même réglementation.

Les publicités et préenseignes sont, d'une manière générale, présentes le long des principaux axes du territoire, au niveau des carrefours majeurs et aux abords des zones d'activités, sous la forme de dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol. Ces dispositifs sont également présents dans les centres-villes sous la forme de mobilier urbain.

Le principal mode d'implantation des publicités et préenseignes est l'affichage sur mobilier urbain (66%), ce qui permet aux communes d'avoir une certaine maîtrise de ces dispositifs.

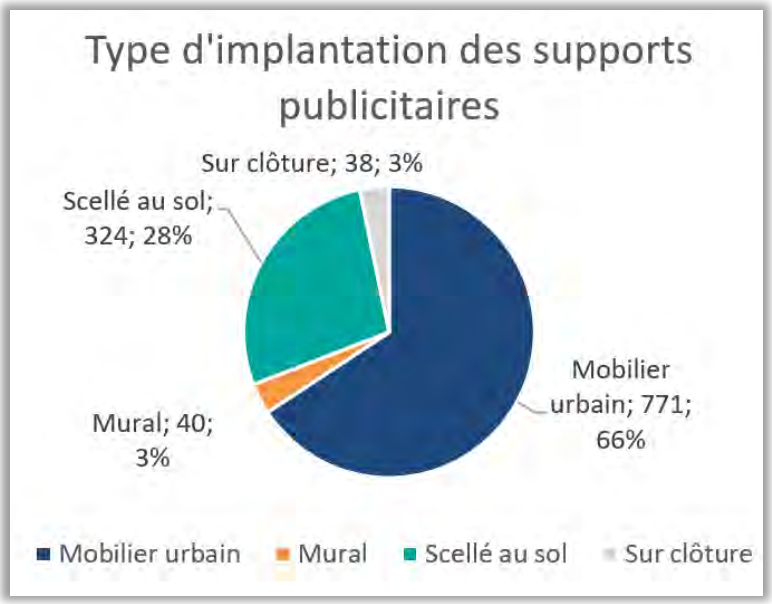


Figure 21 : Graphique présentant la répartition des différentes typologies d'implantations de la publicité sur le territoire



Figure 22 : Photographies présentant des publicités sur mobilier urbain sur le territoire

Après le mobilier urbain, la typologie dominante est l'implantation au sol des publicités et préenseignes, dans une moindre proportion (28%).



Figure 23 : Photographies présentant des publicités scellées au sol sur le territoire

Sur un total de **1180 dispositifs** analysés :

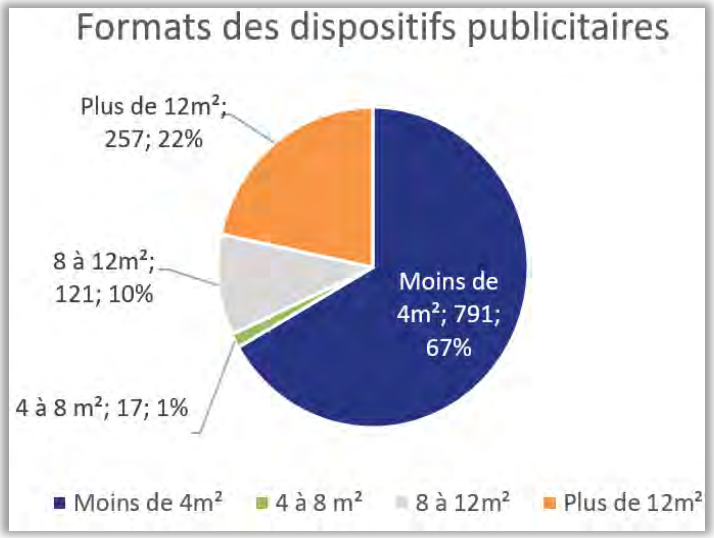


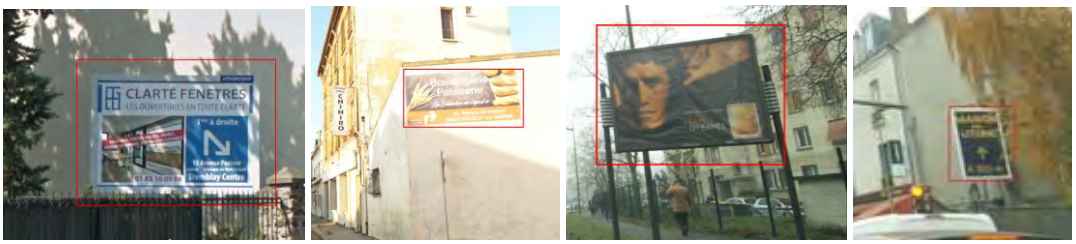
Figure 24 : Graphique présentant la répartition des formats de publicité sur le territoire

- 63% font moins de 2m² ;
- 2% des dispositifs font entre 2 et 4m² ;
- 3% des dispositifs font entre 4 et 11m² ;
- 7% des dispositifs font entre 11 et 12m² ;
- 25%, soit 292 dispositifs font plus de 12m².

Exemples de supports publicitaires de taille comprise entre]0 ;4m²]



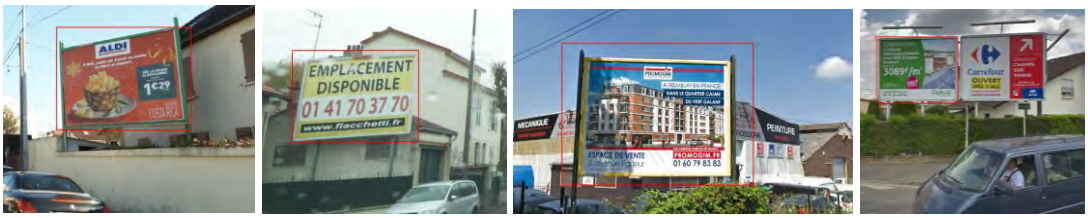
Exemples de supports publicitaires de taille comprise entre]4 ;8m²]



Exemples de supports publicitaires de taille comprise entre]8 ;12m²]



Exemples de supports publicitaires de taille supérieure à 12m²



Les cartes ci-après présentent la répartition des dispositifs publicitaires au sein du territoire.

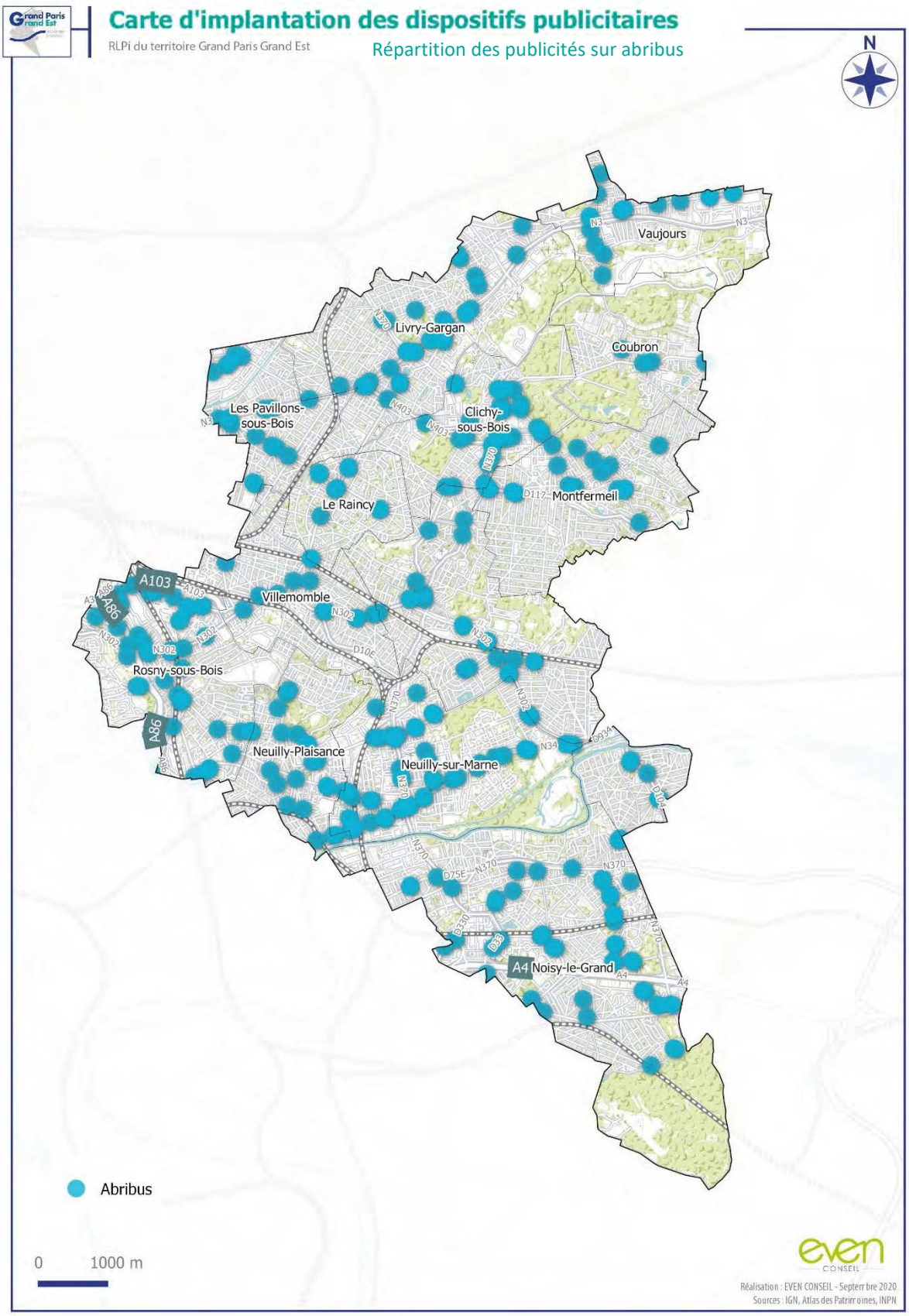


Figure 25: Carte de répartition des publicités sur abribus sur le territoire

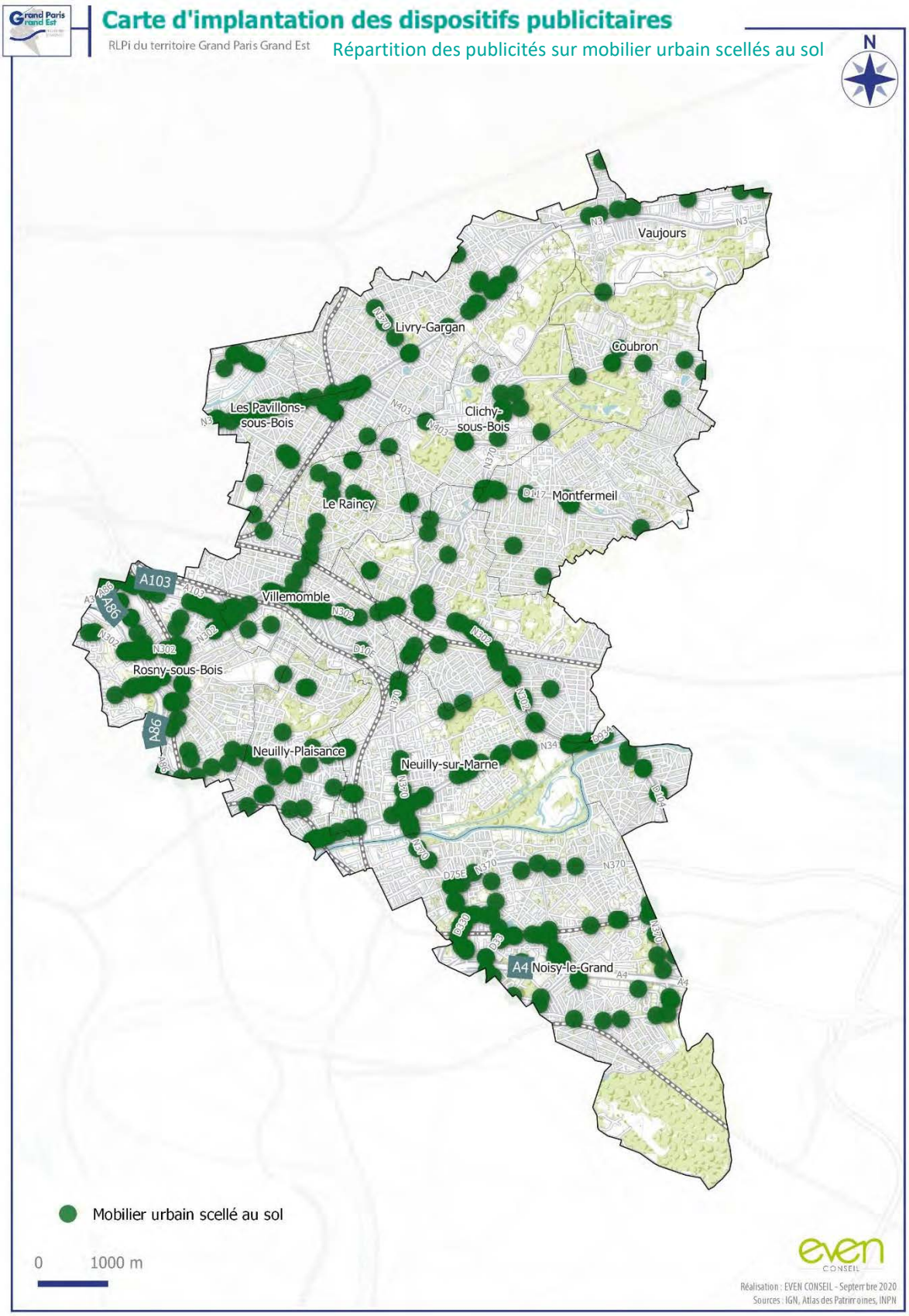


Figure 26: Carte de répartition des publicités sur mobilier urbain scellé au sol sur le territoire

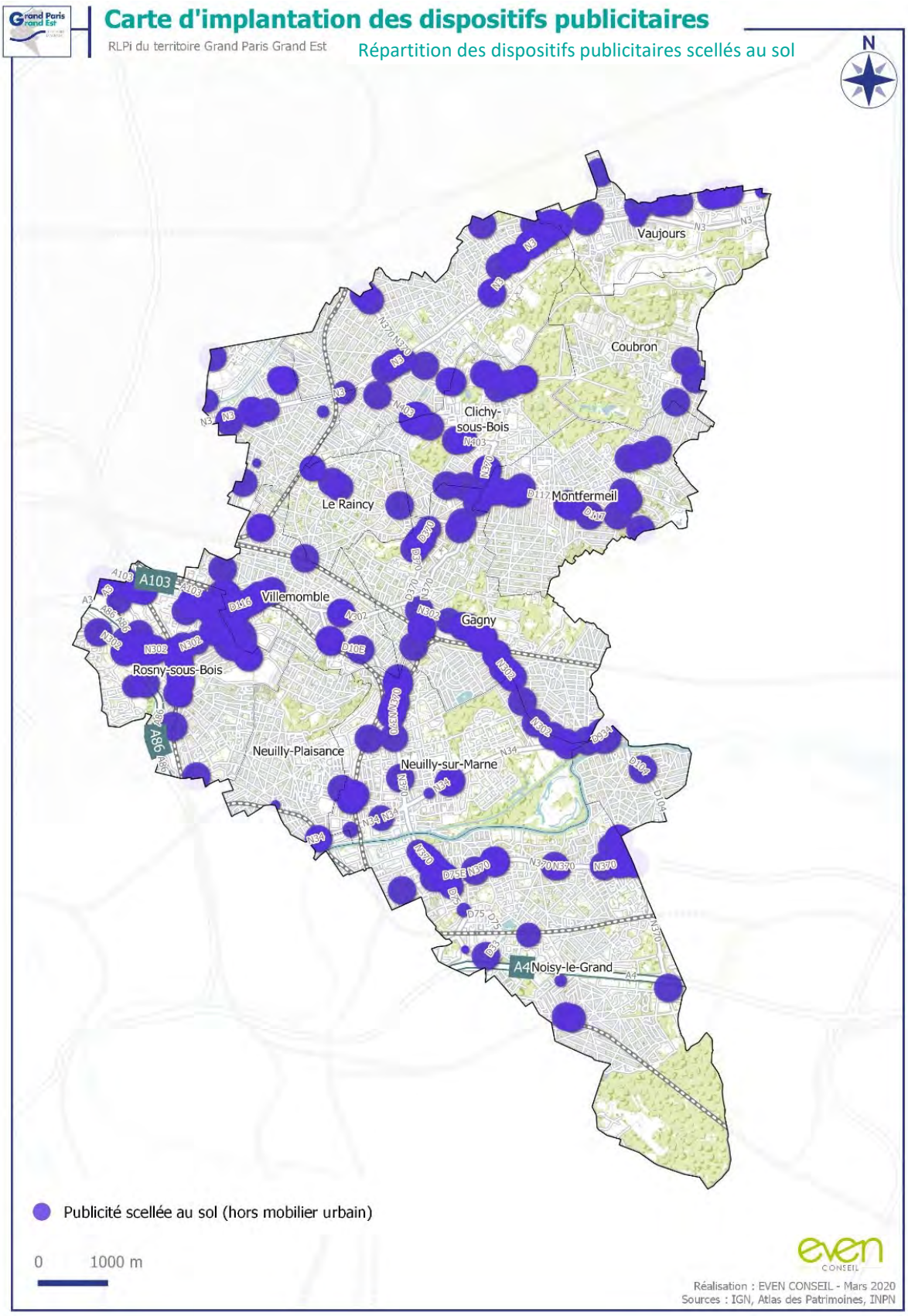


Figure 27: Carte de répartition des dispositifs publicitaires scellés au sol (hors mobilier urbain) sur le territoire

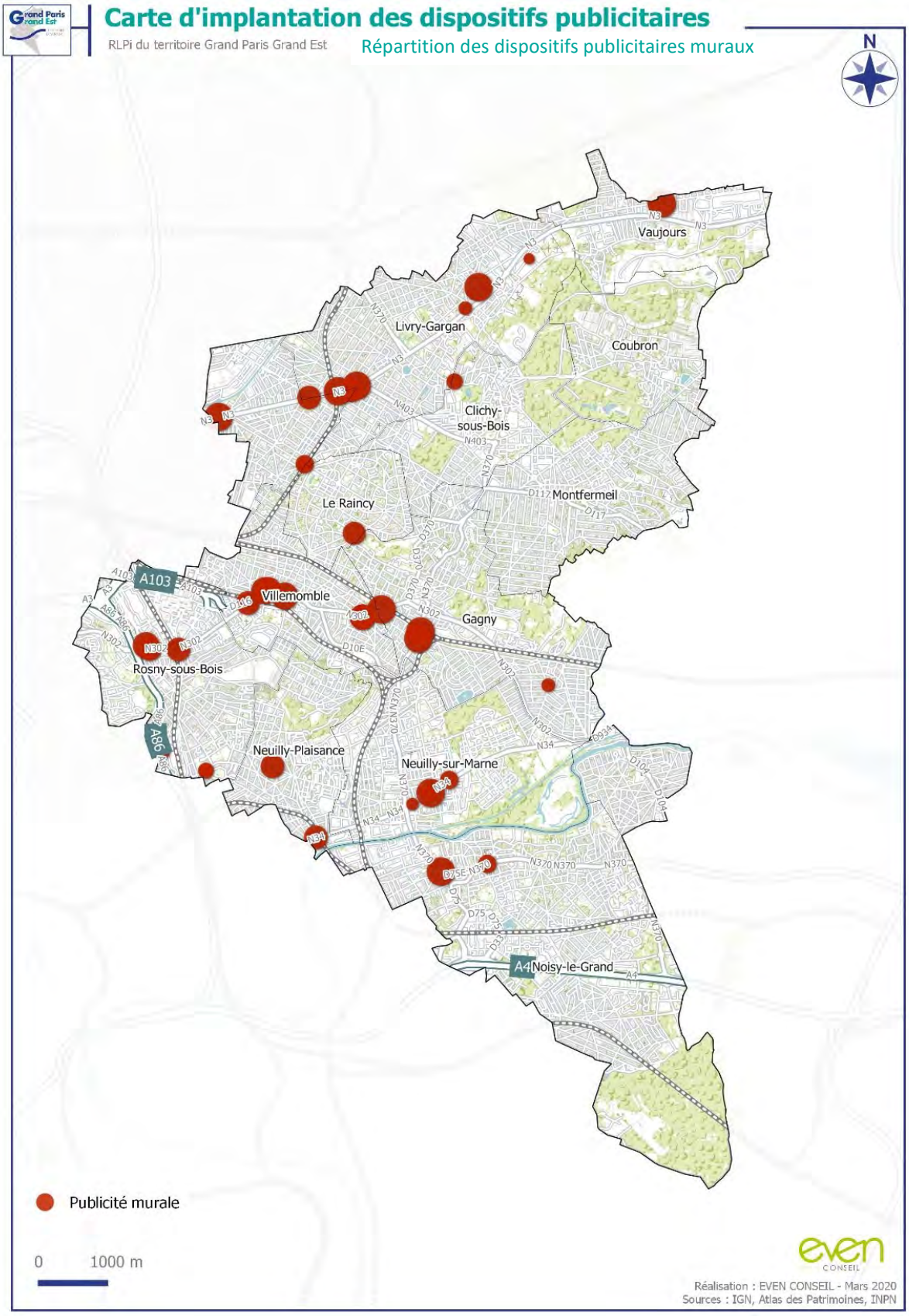


Figure 28: Carte de répartition des publicités murales sur le territoire

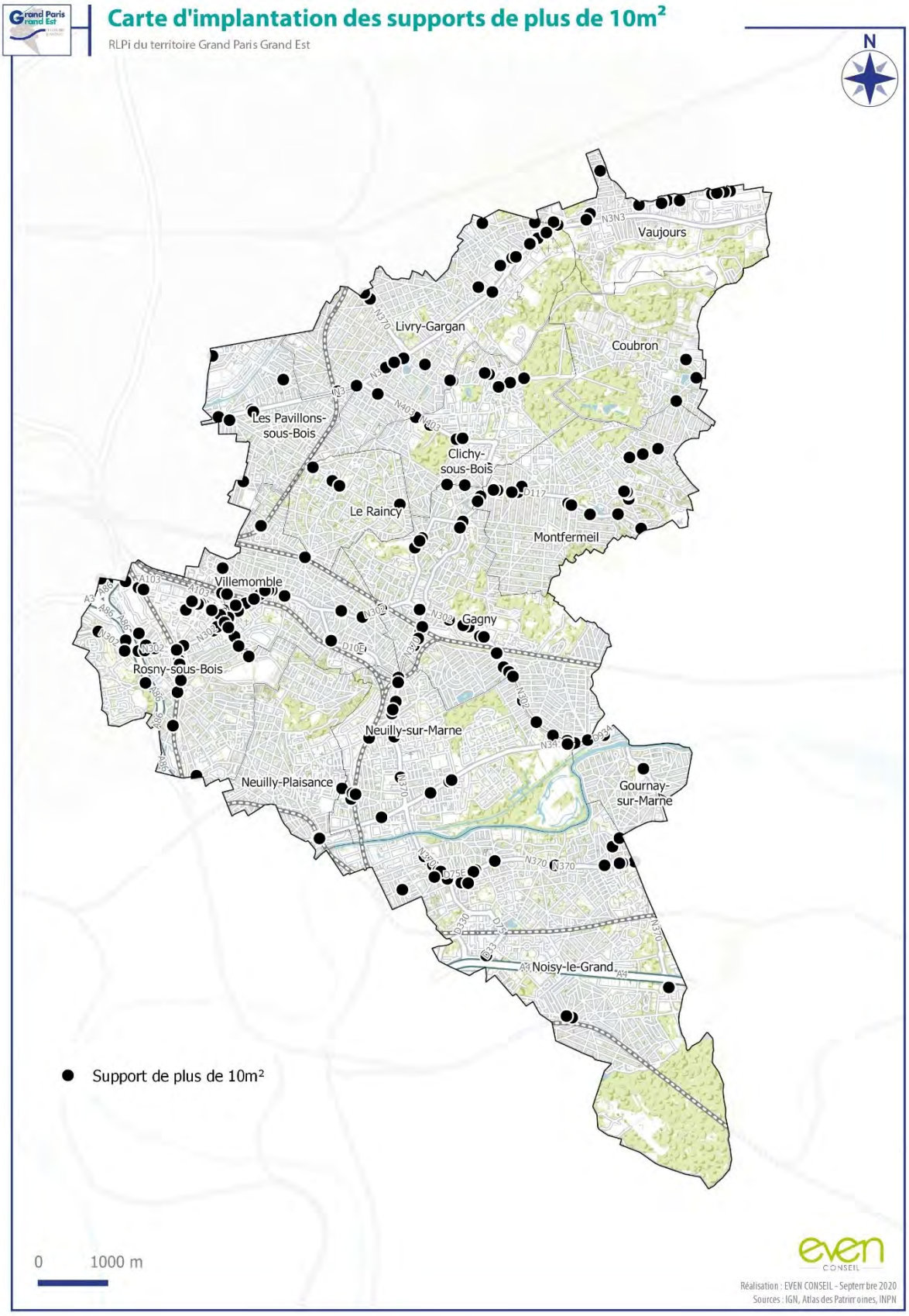


Figure 29: Carte de répartition des dispositifs publicitaires de plus de 10m² sur le territoire

A l'échelle du territoire, une moyenne de 16 dispositifs publicitaires par kilomètre carré est observée. Les communes présentant un écart à la moyenne important sont notamment les communes de Rosny-sous-Bois et Les Pavillons-sous-bois qui possèdent respectivement 36 et 27 dispositifs par kilomètre carré. Sur la commune de Rosny-sous-Bois, se sont particulièrement les différents secteurs d'activités qui sont impactés par cette surdensité publicitaire, notamment au niveau du Boulevard Gabriel Péri et du Boulevard d'Alsace-Lorraine. Dans la commune des Pavillons-sous-Bois, la surdensité est majoritairement présente au niveau de la RN3.

La commune de Coubron à l'inverse présente une sous-densité publicitaire par rapport aux autres communes. Celle-ci s'explique notamment par un trafic routier moindre qui limite ainsi la pression publicitaire sur la commune.

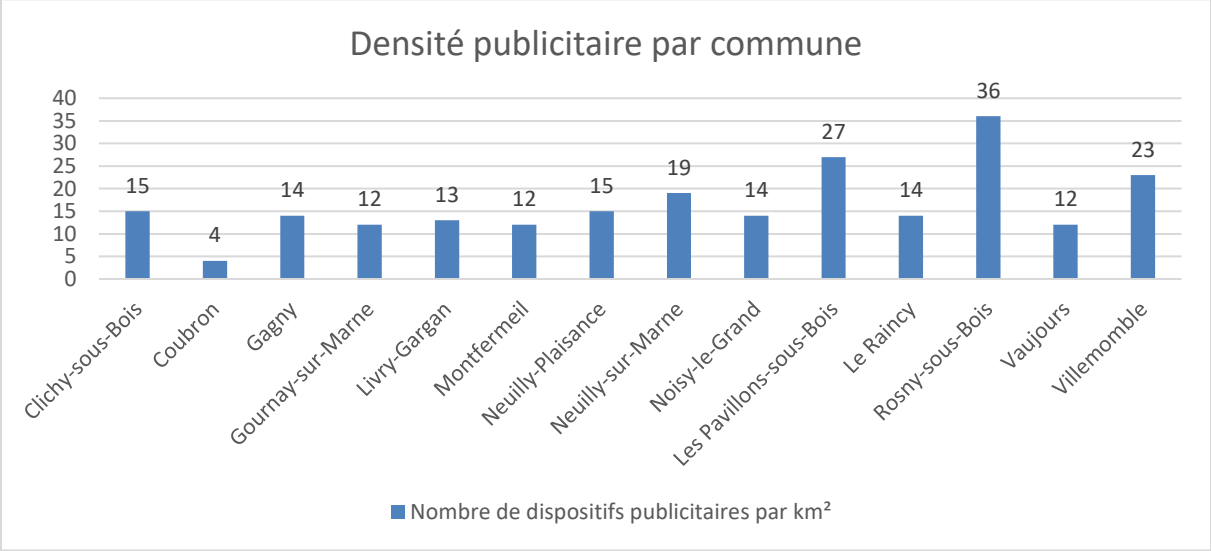


Figure 30: Graphique présentant la densité publicitaire au sein de chaque commune du territoire (définie en nombre de dispositifs par kilomètre carré)

La part de la publicité sur mobilier urbain joue un rôle assez différent selon les communes. Pour exemple, dans la commune de Montfermeil, le mobilier urbain et la publicité sur parcelle privée se cumulent à parts égales. Au contraire, à Neuilly-Plaisance, très peu de dispositifs sont présents sur parcelles privées et l'affichage est ainsi presque exclusivement présent sur mobilier urbain.

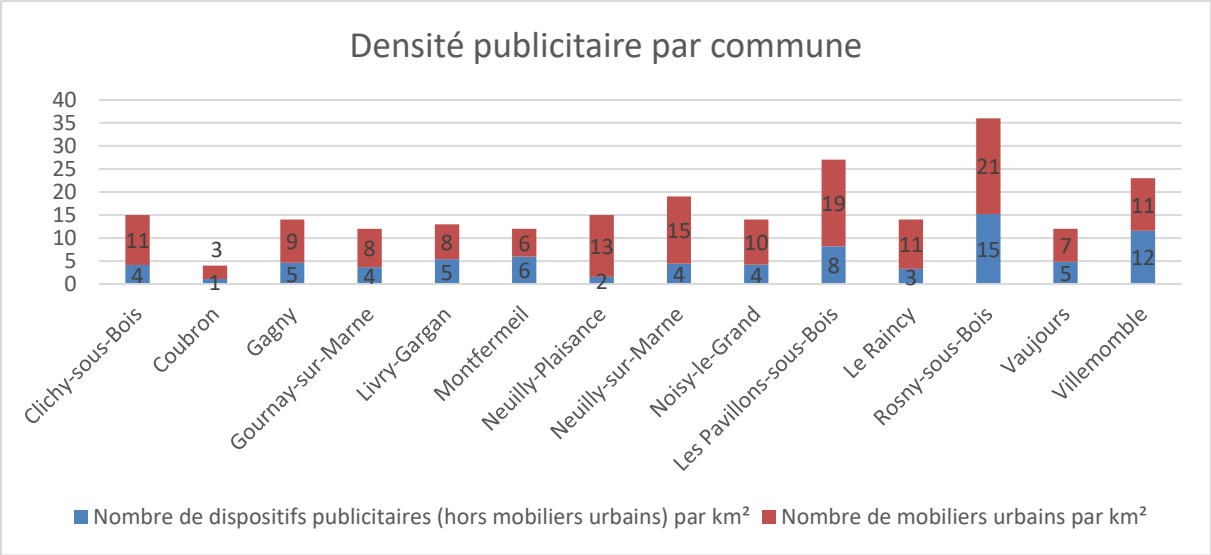


Figure 31: Graphique présentant la densité publicitaire au sein de chaque commune du territoire (définie en nombre de dispositifs par kilomètre carré) avec la distinction de la part des mobiliers urbains et celle des autres dispositifs

La carte ci-dessous présente le cumul des dispositifs publicitaires et illustre ainsi l'effet de densité publicitaire perçu le long de certains axes et carrefours.

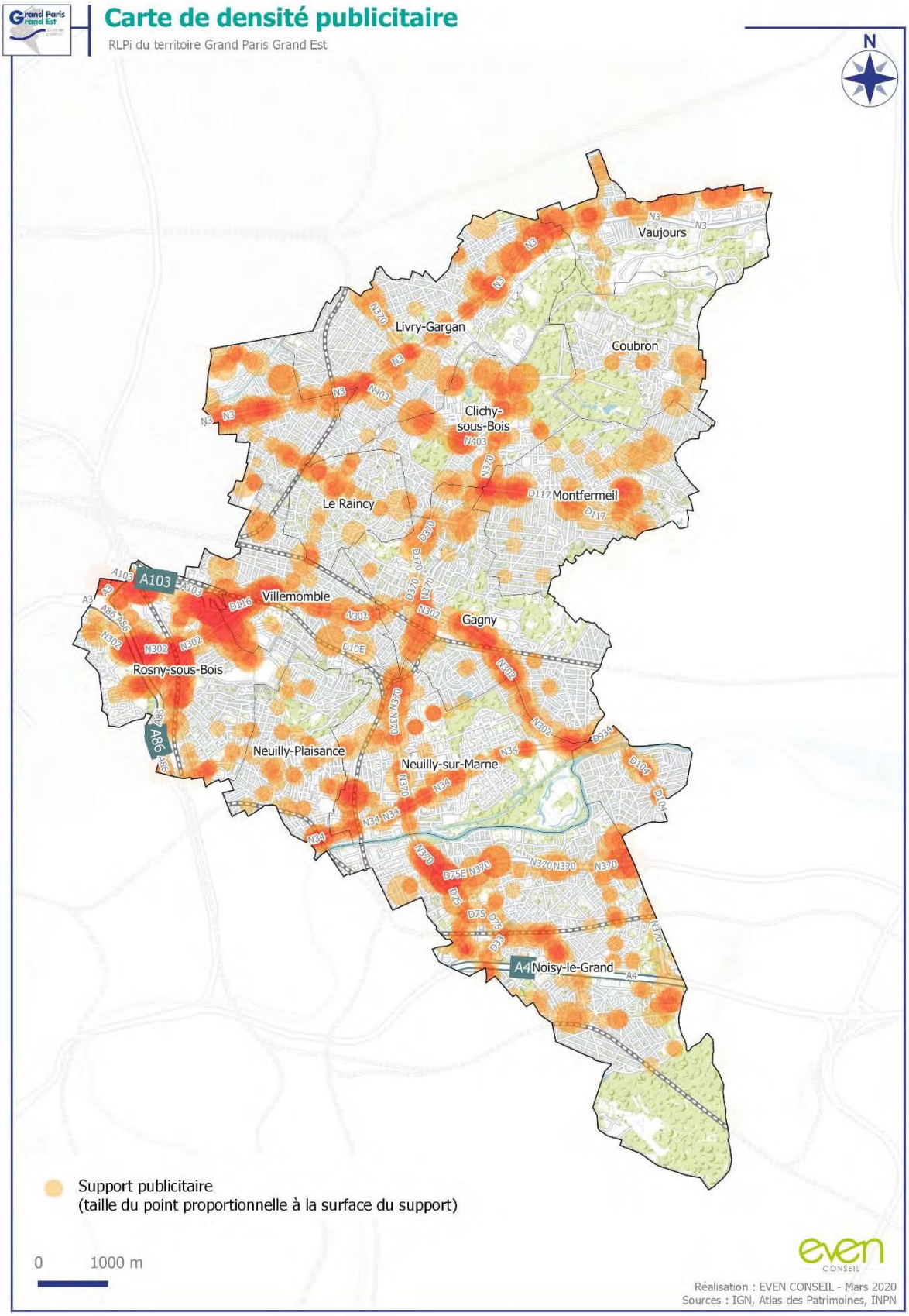


Figure 32: Carte présentant la densité publicitaire sur le territoire de Grand Paris Grand Est par superposition de ronds présentant chacun un dispositif publicitaire recensé au cours de l'étude

2.2. Conformité au règlement national

Une analyse de la conformité des dispositifs publicitaires recensés à la règlementation nationale de publicité (RNP) a été menée sur la base des critères présentés p.39. Il en ressort un taux de non-conformité de 42%.

Ce taux peut être nuancé par le fait que 17% des dispositifs non-conformes n'ont comme seule non-conformité leur présence dans un périmètre d'interdiction relative. Actuellement ces dispositifs sont en partie réintroduits par les RLP en vigueur. De plus la totalité des périmètres de 500m aux abords des monuments historiques ont été pris en compte et pas uniquement les secteurs de covisibilité (que seul l'ABF est en mesure d'apprécier).

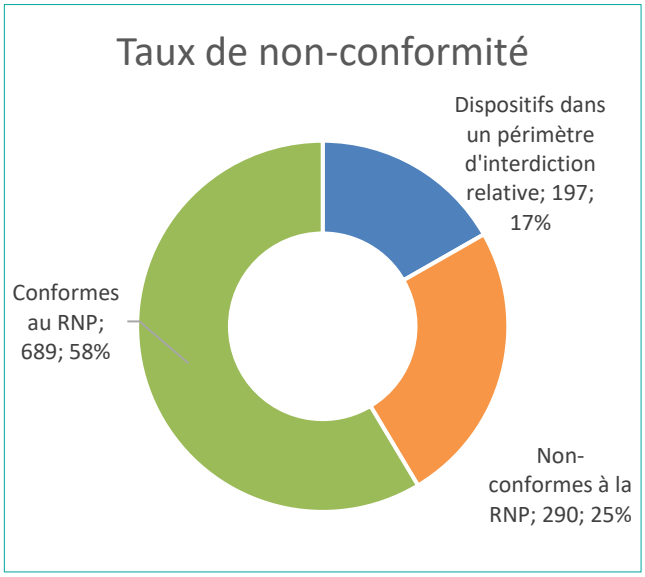


Figure 33 : Graphique présentant le taux de conformité sur le territoire

Ainsi les principales non-conformités recensées (en dehors de l'implantation au sein de périmètres d'interdiction relative) est le dépassement de surface, ainsi qu'une implantation trop haute.

Le dépassement de surface est une non-conformité souvent rencontrée à l'échelle nationale qui résulte d'une modification de la règlementation. Les surfaces des dispositifs publicitaires sont aujourd'hui calculées avec leur encadrement, alors que seule la taille de l'affiche était au préalable prise en compte. Le nombre de non-conformités est présenté dans le tableau ci-dessous :

Type de non-conformité	Nombre de dispositifs en infraction
Publicité dans un périmètre d'interdiction relative	248
Surface d'un dispositif publicitaire scellé au sol ou installé directement sur le sol dépassant 12 m²	237
Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol s'élevant à plus de 6 m du sol	118
Publicité sur une clôture non aveugle	15
Publicité murale d'une surface dépassant 12m²	11
Publicité murale s'élevant à plus de 7,5m du sol	8
Publicité sur un mur de façade non aveugle avec ouvertures supérieures à 0,50 m²	6
Publicité sur toiture ou dépassant les limites de l'égout du toit ou du mur qui la supporte	3
Surface d'une publicité numérique supérieure à 8m² dans une agglomération de plus de 10000 habitants ou faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants	1

Type de non-conformité	Nombre de dispositifs en infraction
Publicité murale apposée à moins de 0.50m du niveau du sol	1

Tableau 10 : Liste des non-conformités recensées sur les dispositifs publicitaires du territoire

Par ailleurs, certains dispositifs sont concernés par plusieurs non-conformités. Ce cumul de non-conformités en présenté dans le tableau ci-dessous :

Nombre d'infractions par dispositif	**0**	**1**	**2**	**3**
Nombre de dispositifs concernés	689	346	124	17

Tableau 11 : Nombre de supports présentant de zéro à 3 infractions sur le territoire

Pour exemples, les dispositifs ci-dessous présentent un cumul d'infractions à la règlementation nationale de publicité :



Noisy-le-Grand

- Surface d'un dispositif publicitaire scellés au sol dépassant 12 m²
- Dispositif publicitaire scellé au sol s'élevant à plus de 6m du sol



Vaujours

- Publicité sur toiture ou dépassant les limites de l'égout du toit ou du mur qui la supporte
- Publicité murale s'élevant à plus de 7,5m du sol
- Publicité murale d'une surface dépassant 12m²



Rosny-sous-Bois

- Surface d'un dispositif publicitaire scellé au sol dépassant 12 m²
- Dispositif publicitaire scellé au sol s'élevant à plus de 6m du sol

Les cartes ci-après présentent les supports de publicités et de préenseignes conformes et ceux non conformes sur le territoire. Ces cartes sont déclinées selon les typologies d'implantation des supports recensés.

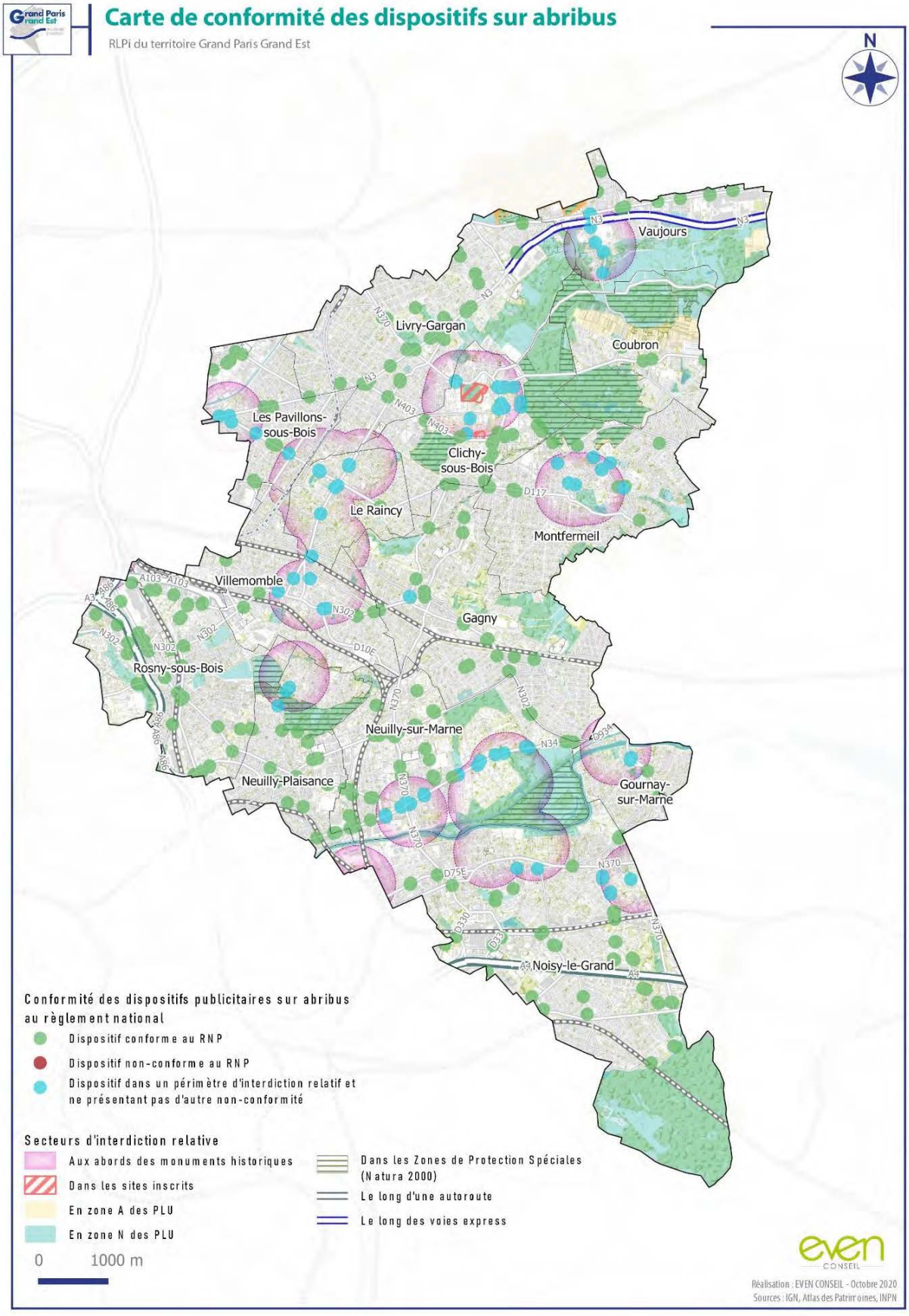


Figure 34: Carte présentant la conformité des publicités sur abribus sur le territoire de Grand Paris Grand Est

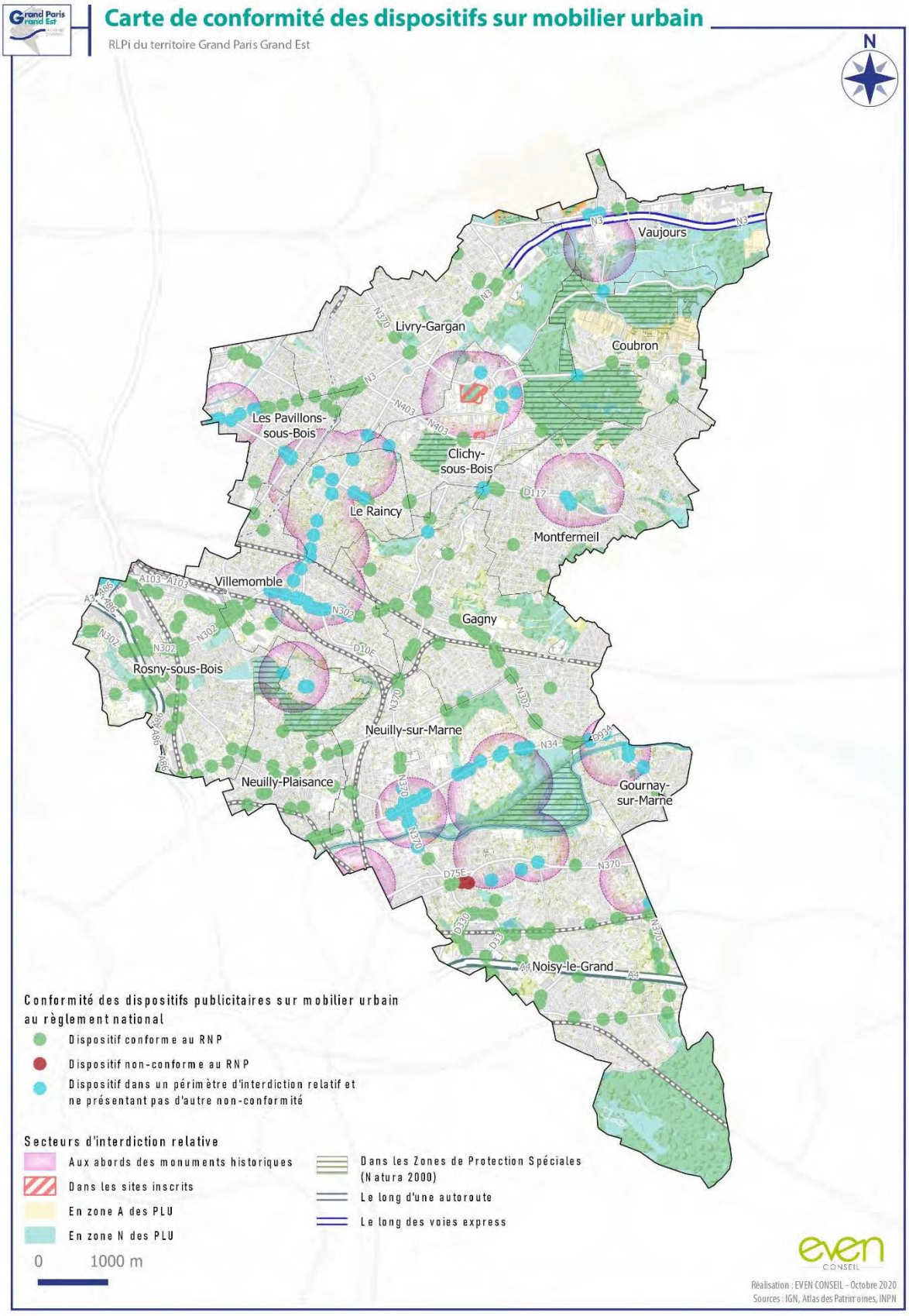


Figure 35: Carte présentant la conformité des publicités sur mobilier urbain sur le territoire de Grand Paris Grand Est

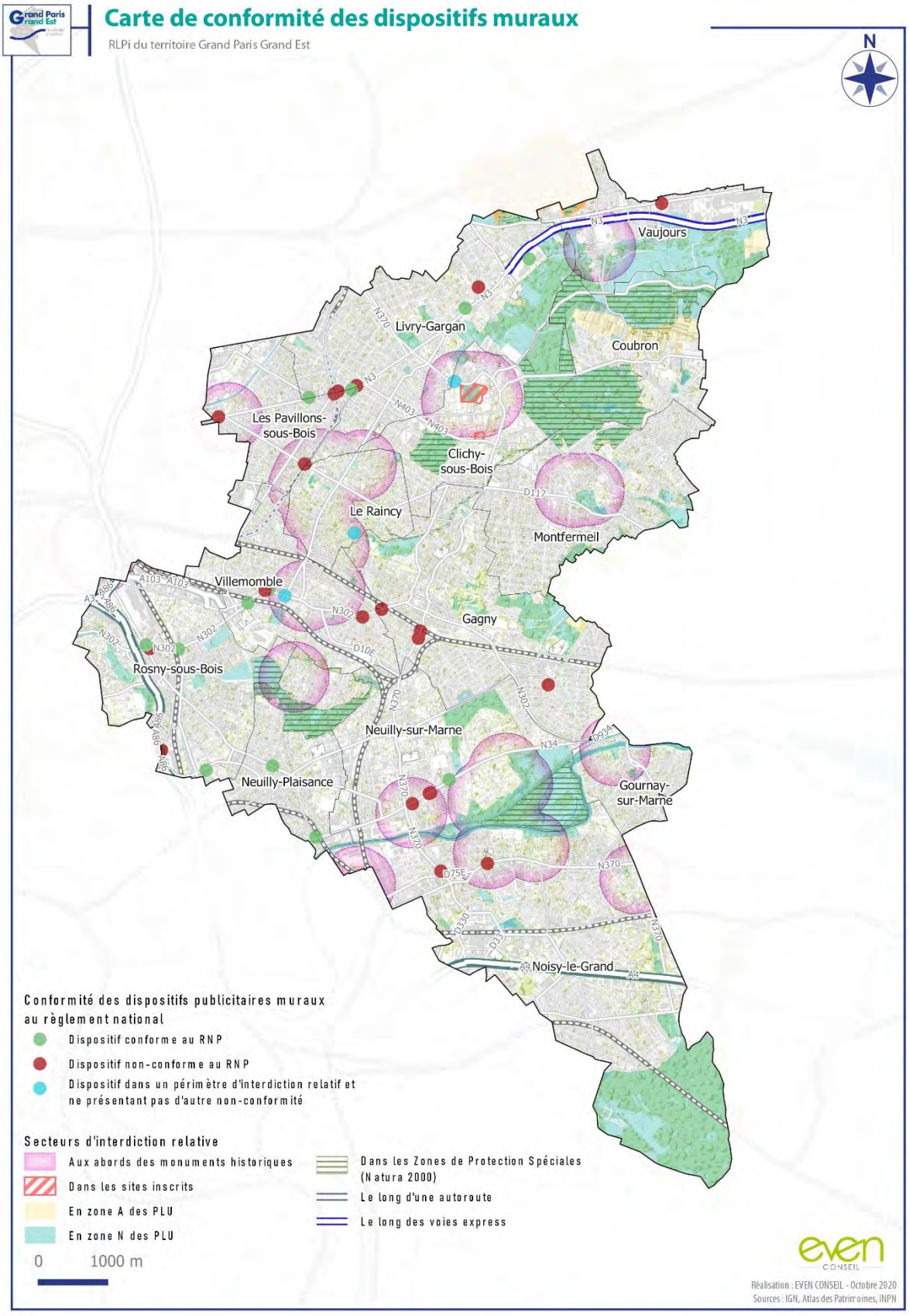


Figure 36: Carte présentant la conformité des dispositifs publicitaires muraux sur le territoire de Grand Paris Grand Est

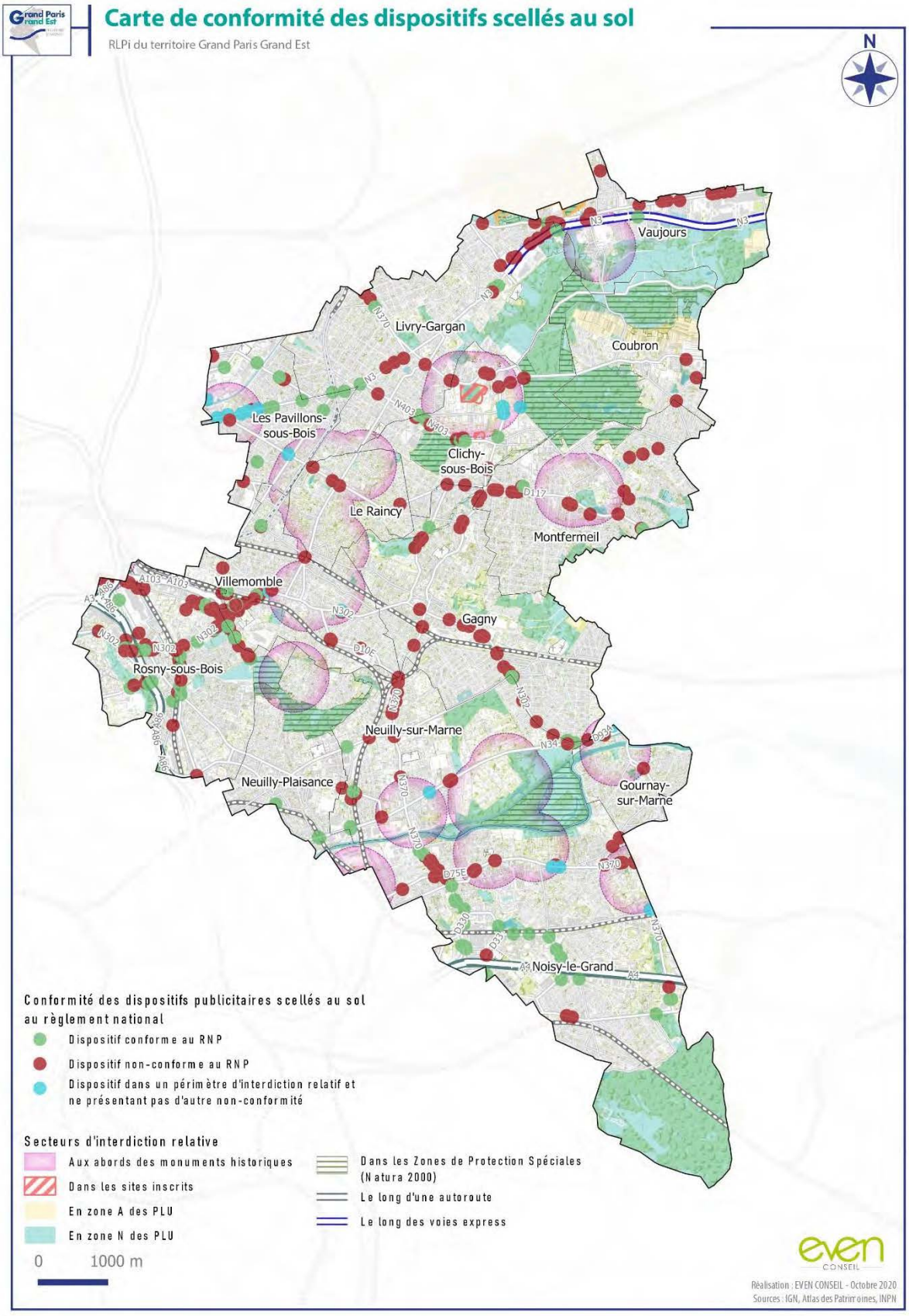


Figure 37: Carte présentant la conformité des dispositifs publicitaires scellés au sol sur le territoire de Grand Paris Grand Est

2.3. Principales raisons de non-conformité à la réglementation nationale de publicité

Les principales raisons de non-conformité des publicités et préenseignes sur le territoire de Grand Paris Grand Est sont :

- L'installation au sol (scellées ou installées directement sur le sol), ou bien l'apposition sur un mur ou une clôture, de dispositifs d'une **surface supérieure à 12 m².** Sur le territoire, 237 dispositifs sont concernés.

  Cette infraction fait référence aux articles suivants :

  « Dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants et dans celles de moins de 10 000 habitants faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, les dispositifs publicitaires **non lumineux scellés au sol ou installés directement sur le sol ne peuvent avoir une surface supérieure à 12 m²** » R581-32 Code de l'Environnement

  « Dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants et dans celles de moins de 10 000 habitants faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, ainsi qu'à l'intérieur de l'emprise des aéroports et des gares ferroviaires et routières, **la publicité non lumineuse apposée sur un mur ou une clôture ne peut avoir une surface unitaire excédant 12 m²** » R581-26 Code de l'Environnement



Figure 38 : Photographies de supports en infraction à l'article R581-32 du Code de l'Environnement, car trop grands sur le territoire

- L'implantation de publicités et préenseignes **dans un secteur d'interdiction relative**, représentant 248 dispositifs. Cette interdiction peut être levée par le biais du RLPi dans la mesure où la réintroduction peut être justifiée d'un point de vue environnemental.
  Cette infraction fait référence aux articles suivants :
  « L'article L.581-8 du Code de l'Environnement dresse une liste d'interdictions qui, contrairement aux interdictions absolues de l'article L.581-4, sont dites « relatives » puisqu'il «ne peut être dérogé à cette interdiction que dans le cadre d'un règlement local de publicité établi en application de l'article L. 581-14 ».
  La publicité est ainsi interdite par l'article L.581-8 :
  - aux abords des monuments historiques mentionnés à l'article L. 621-30 du code du patrimoine;
  - dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables mentionnés à l'article L. 631-1 du même code;
  - dans les sites inscrits;
  - à moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles mentionnés au II de l'article L. 581-4 ;
  - dans les zones spéciales de conservation et dans les zones de protection spéciales mentionnées à l'article L. 414-1 . »

Dans le cadre du diagnostic, tous les périmètres de 500m autour des monuments historiques ont été considérés comme des périmètres d'interdictions relatives.

Pour autant, l'article L.621-30 du Code du Patrimoine précise que « la protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui et situé à moins de cinq cents mètres de celui-ci ».

Etant donné que la jurisprudence n° 275287 du 12 mars 2007 précise que « c'est à l'architecte des bâtiments de France qu'il appartient d'apprécier, sous le contrôle du juge, si un immeuble implanté à moins de 500 m d'un immeuble classé est ou non situé dans le champ de visibilité de ce dernier ; que par suite, pour l'application de l'article R. 421-2 du code de l'urbanisme, toute la zone située à moins de 500 m d'un immeuble classé doit être regardée comme faisant l'objet d'une protection particulière au titre des monuments historiques », toute la zone des 500m a été prise en compte.

Ainsi l'ABF pourrait juger d'une absence de covisibilité et considérer **certains des dispositifs** (considérés comme dans un périmètre d'interdiction relative dans le cadre de l'étude) **conformes** au Code de l'Environnement.



Figure 39 : Photographies de supports en infraction à l'article L581-8 du Code de l'Environnement sur le territoire

- L'implantation de dispositifs publicitaires scellés au sol s'élevant **à plus de 6m du sol**, représentant 118 dispositifs.
  Cette infraction fait référence à l'article suivant :
  « Dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants et dans celles de moins de 10 000 habitants faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, ainsi que sur l'emprise des aéroports et des gares ferroviaires et routières hors agglomération, les dispositifs publicitaires non lumineux scellés au sol ou installés directement sur le sol ne peuvent s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol » R581-32, Code de l'Environnement



Figure 40 : Photographies de supports en infraction à l'article R581-32 du Code de l'Environnement car trop hauts sur le territoire

- L'implantation sur **clôture non aveugle**, concernant 15 publicités et préenseignes.
  Cette non-conformité se retrouve de manière importante au sein de secteurs résidentiels. Or le recensement des dispositifs publicitaires n'a été réalisé que sur les axes principaux du territoire. Ainsi les secteurs résidentiels n'ont pas été intégralement recensés. Cette non-conformité regroupe donc en réalité un nombre beaucoup plus important de dispositifs.

  Cette infraction fait référence à l'article suivant :
  « Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article L. 581-4, la publicité est interdite sur les clôtures qui ne sont pas aveugles » R581-22, Code de l'Environnement



Figure 41 : Photographies de supports en infraction à l'article R581-22 du Code de l'Environnement car implantés sur clôture non aveugle sur le territoire

- Le **dépassement de hauteur** des publicités murales s'élevant à plus de 7,5 m du sol concernant 8 dispositifs.
  Cette infraction fait référence à l'article suivant :
  « Dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants et dans celles de moins de 10 000 habitants faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, ainsi qu'à l'intérieur de l'emprise des aéroports et des gares ferroviaires et routières, la publicité non lumineuse apposée sur un mur ou une clôture ne peut s'élever à plus de 7,5 mètres au-dessus du niveau du sol » R581-26, Code de l'Environnement



Figure 42 : Photographies de supports en infraction à l'article R581-26 du Code de l'Environnement sur le territoire

- Le **dépassement du haut du mur ou de l'égout du toit** pour les supports muraux concernant 3 dispositifs.
  Cette infraction fait référence à l'article suivant :
  « La publicité non lumineuse ne peut être apposée sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu, ni dépasser les limites du mur qui la supporte, ni, le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit.» R581-27, Code de l'Environnement



Figure 43 : Photographies de supports en infraction à l'article R581-27 du Code de l'Environnement sur le territoire

- L'installation d'une publicité sur un **mur de façade non aveugle** avec ouvertures supérieures à 0,50 m² concerne 6 dispositifs.
  Cette infraction fait référence à l'article suivant :
  « Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article L. 581-4, la publicité est interdite sur les murs des bâtiments sauf quand ces murs sont aveugles ou qu'ils ne comportent qu'une ou plusieurs ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 mètre carré » R581-22, Code de l'Environnement



Figure 44 : Photographies de supports en infraction à l'article R581-22 du Code de l'Environnement car implantés sur un mur non aveugle sur le territoire

- La surface d'une **publicité numérique supérieure à 8m²** concerne 1 dispositif.
  Cette infraction fait référence à l'article suivant :
  « A l'intérieur des agglomérations de plus de 10 000 habitants et dans celles de moins de 10 000 habitants faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, ainsi qu'à l'intérieur de l'emprise des aéroports et des gares ferroviaires situés hors agglomération, la publicité lumineuse apposée sur un mur, scellée au sol ou installée directement sur le sol ne peut avoir une surface unitaire excédant 8 mètres carrés, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol. », R581-34, Code de l'Environnement



Figure 45 : Photographie de support en infraction à l'article R581-34 du Code de l'Environnement sur le territoire

- L'installation d'une **publicité apposée à moins de 0.50m** du niveau du sol concerne 1 dispositif.
  Cette infraction fait référence à l'article suivant :
  « La publicité non lumineuse ne peut être apposée à moins de 0,50 mètre du niveau du sol», R581-27, Code de l'Environnement



Les Pavillons-sous-Bois

Figure 46 : Photographie de support en infraction à l'article R581-27 du Code de l'Environnement sur le territoire

- L'installation d'une **publicité apposée trop proche d'une limite séparative.**
  Cette infraction fait référence à l'article suivant :
  L'implantation d'un dispositif scellé au sol « ne peut être faite à une distance inférieure à la **moitié de sa hauteur d'une limite séparative de propriété** », R581-33, Code de l'Environnement



Le Raincy



Montfermeil



Rosny-sous-Bois

Figure 47 : Photographie de support en infraction à l'article R581-33 du Code de l'Environnement sur le territoire

3. Enseignes

3.1. Localisation et implantation des enseignes du territoire

Sur l'ensemble du territoire, un total de 813 enseignes a été recensé. Ce recensement est un échantillonnage permettant de caractériser des typologies d'enseignes de secteurs différents :

- un secteur d'axe : par un recensement le long de la Nationale 3 aux Pavillons-sous-Bois et à Livry-Gargan ;
- un secteur de centre-ville : par un recensement le long de l'avenue de la Résistance au Raincy ;
- une polarité commerciale secondaire : par un recensement le long de l'allée de Montfermeil au Raincy ;
- un centre commercial et une zone d'activités par le recensement du centre Domus et de la zone d'activités s'organisant le long des rues de Lisbonne et Jules Ferry à Rosny-sous-Bois.

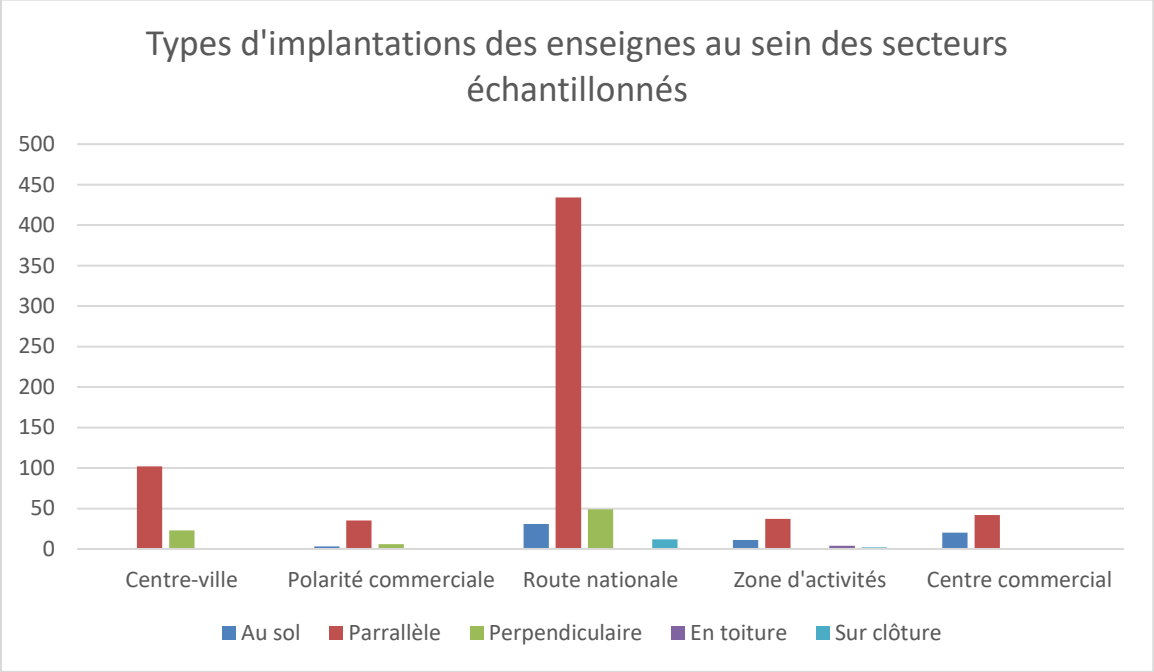


Figure 48: Graphique présentant le nombre d'enseignes recensées par secteur et par type d'implantation

Dans l'ensemble des secteurs échantillonnés, les enseignes sont majoritairement implantées parallèlement à la façade.

Selon les typologies urbaines de chaque zone, ces enseignes parallèles à la façade sont implantées de manières différentes sur le bâti. Elles se retrouvent en rez-de-chaussée en centre-ville et dans les polarités commerciales, alors qu'elles se situent plutôt en haut des façades dans les zones d'activités.

Le long de la route nationale 3, la diversité des typologies d'enseignes illustre la difficulté pour les commerçants de se démarquer. Ils implantent ainsi une multitude d'enseignes différentes pour capter l'œil des automobilistes.

En zone d'activités, ou en centre-ville, les typologies d'enseignes sont à l'inverse très limitées et s'adaptent aux typologies urbaines.

- En centre-ville, le bâti dense, en front de rue limite les possibilités d'implantations en clôture ou au sol. Les enseignes sont ainsi regroupées parallèlement ou perpendiculairement à la façade
- En zone d'activités à l'inverse, les parcelles sont de grandes dimensions et le bâti n'occupe pas la totalité de ces dernières. Afin de signaler les accès, les enseignes au sol sont ainsi nombreuses.

Afin de compléter les données issues de cet échantillonnage, les polarités commerciales, centres-villes et zones d'activités ont fait l'objet d'une analyse photographique permettant de caractériser les typologies d'enseignes de chaque secteur.

Au sein du territoire, les enseignes sont installées de deux grandes manières différentes : en façade et au sol. L'enseigne en façade englobe différents types d'enseignes : enseigne en bandeau, enseigne perpendiculaire, enseigne sur auvent, enseigne en adhésif sur vitrine (ces enseignes ne sont considérées en tant que tel, uniquement si elles sont situées à l'extérieur de la vitrine).

Les enseignes en façade présentent ainsi une multitude de formes et d'implantations. Elles peuvent être réalisées à l'aide de bandeaux, de lettres découpées, de lettres peintes. La sobriété des couleurs et la qualité de l'intégration de ce type d'enseigne à la façade participe grandement à la qualité du paysage urbain.



Enseignes perpendiculaires, Rosny-Sous-Bois



Enseignes sur bandeau, Gournay-sur-Marne



Enseigne avec lettres découpées, Le Raincy


Enseigne en vitrophanie, Noisy-le-Grand

Figure 49 : Photographies présentant des enseignes en façade sur le territoire

Les enseignes au sol constituent également un moyen d'affichage très utilisé, notamment en zone d'activités. Elles sont limitées à une surface maximale de 12 m² pour les communes de plus de 10 000 habitants. En revanche le format maximum est limité à 6m² dans les communes de Coubron, Gournay-sur-Marne et Vaujours qui comptent moins de 10 000 habitants.

Les enseignes au sol prennent des formes très diverses selon le secteur et l'activité : totem, panneaux, drapeau, …

Au sein des centres-villes et des polarités commerciales, les enseignes au sol sont majoritairement implantées sous la forme :

- de totems ;
- de petits oriflammes ;
- de chevalets.

NB : Un chevalet est considéré comme une enseigne soit :

- s'il est installé sur l'unité foncière où s'exerce l'activité ;
- s'il a reçu une autorisation d'occupation du domaine public.

A défaut, il est à considérer comme étant une préenseigne.

Au sein des zones d'activités les enseignes au sol sont majoritaires implantées sous la forme :

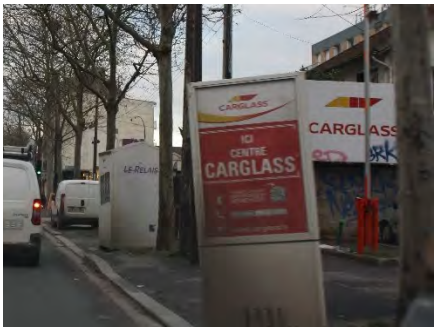
- de totems ;
- de panneaux ;
- de drapeaux de grands formats.


Totem, Noisy-le-Grand


Drapeaux, Coubron



Oriflamme, Gournay-sur-Marne



Enseigne au sol, Livry-Gargan

Figure 50 : Photographies présentant des enseignes au sol sur le territoire

D'autres types d'implantations d'enseignes sont présents sur le territoire, notamment sur clôture ou en toiture.

Les enseignes en toiture sont essentiellement présentes au sein des zones d'activités.

Les enseignes sur clôtures, en revanche, sont majoritairement présentes au sein des secteurs résidentiels où elles sont utilisées par les artisans pour se signaler. Elles sont également utilisées en zones d'activités ou le long des axes commerciaux dont le trafic routier est important.

Les enseignes en toiture doivent être réalisées en lettres découpées et ont des dimensions fixées par la réglementation nationale en fonction de la hauteur du bâtiment où s'exerce l'activité et de la surface qu'occupe l'activité en son sein (voir tableau suivant).



Figure 51 : Photographies présentant des enseignes en toiture et sur clôture sur le territoire

Enseignes en toiture Art. R.581-62	
Activité occupant > 50 % du bâtiment	Activité occupant ≤ 50% du bâtiment
Régime spécifique : enseignes en toiture	Régime des publicités lumineuses en toiture
Hauteur : Si hauteur façade ≤ 15 m : 3 m max	**Hauteur :** Si hauteur façade ≤ 20 m : 1/6ème de la hauteur et 2 m max
Si hauteur façade > 15 m : 1/5ème de la façade et 6 m max	Si hauteur façade > 20 m : 1/10ème de la hauteur et 6 m max
Surface cumulée limitée à 60 m²	Surface cumulée limitée à 60 m²

Tableau 12 : Tableau présentant les dispositions de la règlementation nationale liées aux enseignes en toiture

- Cas particulier des enseignes temporaires

Les enseignes temporaires sont partagées en deux catégories, liées à la durée et à la nature des événements qu'elles signalent (Art. L.581-20) :

- Les enseignes qui signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ;
- Les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce.

Les enseignes temporaires peuvent être installées 3 semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être retirées une semaine au plus tard après la fin de la manifestation ou de l'opération.

Ces enseignes se trouvent sur l'ensemble du territoire.

En zones d'activités, elles sont majoritairement de grandes dimensions et implantées en façade ou sur clôture.

En centre-ville ou le long d'une polarité commerciale, elles sont de plus petites dimensions et implantées majoritairement en façade.



Figure 52 : Photographie présentant une enseigne temporaire liée à une opération exceptionnelle en zone d'activités

Les enseignes installées pour plus de trois mois se situent majoritairement au niveau des chantiers ou des immeubles du bureaux. Elles sont majoritairement de grands formats.

Ces enseignes se trouvent également en zones résidentielles sous la forme d'affichettes installées par les agences immobilières afin de vendre ou louer des biens immobiliers.





Figure 53 : Photographies présentant des enseignes temporaires liées à des opérations immobilières

- Cas des enseignes lumineuses et numérique

Le code de l'environnement ne distingue pas de catégories dans les enseignes lumineuses. Eclairées par projection ou transparence, numériques ou non, elles sont toutes soumises aux mêmes règles. C'est ainsi qu'elles satisfont à des normes techniques fixées par un arrêté ministériel à venir, portant notamment sur les seuils maximaux de luminance, exprimés en candelas par mètre carré et l'efficacité lumineuse des sources utilisées, exprimées en lumens par watt (Art. R.581-59).
Sur le territoire, il existe encore peu d'enseignes numériques, mais celles présentes sont de grands formats (notamment sur le centre commercial Rosny 2, ou celui des Arcades).
C'est au RLPi de fixer les règles permettant d'encadrer ces enseignes.



Figure 54 : Photographies présentant des enseignes lumineuses sur le territoire

3.2. Infractions à la réglementation nationale de publicité

Les raisons de non-conformité rencontrées, au niveau des enseignes, sur le territoire sont :

- L'implantation **au-delà de la limite du mur**, pour les enseignes apposées à plat ou parallèlement à un mur.
  Cette infraction fait référence à l'article suivant :
  « Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser les limites de ce mur ni constituer par rapport à lui une saillie de plus de 0,25 mètre, ni le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit», R581-34, Code de l'Environnement



Figure 55 : Photographies d'enseignes en infraction à l'article R581-34 du Code de l'Environnement sur le territoire

- Une **surface d'enseigne trop importante** par rapport à celle de la façade.
  Cette infraction fait référence à l'article suivant :
  «Les enseignes apposées sur une façade commerciale d'un établissement ne peuvent avoir une surface cumulée excédant 15 % de la surface de cette façade. Toutefois, cette surface peut être portée à 25 % lorsque la façade commerciale de l'établissement est inférieure à 50 mètres carrés », R581-34, Code de l'Environnement



Figure 56 : Photographies d'enseignes en infraction à l'article R581-34 du Code de l'Environnement sur le territoire

- L'installation d'**enseignes clignotantes**
  Cette infraction fait référence à l'article suivant :
  «Les enseignes clignotantes sont interdites, à l'exception des enseignes de pharmacie ou de tout autre service d'urgence.», R581-59, Code de l'Environnement



Figure 57 : Photographies d'enseignes en infraction à l'article R581-59 du Code de l'Environnement sur le territoire

- Le **manque d'entretien** des enseignes.
  Cette infraction fait référence à l'article suivant :

« Une enseigne doit être constituée par des matériaux durables.
Elle doit être maintenue en bon état de propreté, d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement, par la personne exerçant l'activité qu'elle signale.
Elle est supprimée par la personne qui exerçait l'activité signalée et les lieux sont remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité, sauf lorsqu'elle présente un intérêt historique, artistique ou pittoresque. », R581-58, Code de l'Environnement



Figure 58 : Photographies d'enseignes en infraction à l'article R581-58 du Code de l'Environnement sur le territoire

- Une **densité d'enseignes au sol** trop importante.
  Cette infraction fait référence à l'article suivant :
  « Les enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre à un dispositif placé sur chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble dans lequel est exercée l'activité signalée », R581-64, Code de l'Environnement



Figure 59 : Photographies d'enseignes en infraction à l'article R581-64 du Code de l'Environnement sur le territoire

- La mise en place d'enseignes en toiture avec des **lettres non découpées** ou bien des **supports visibles**

Cette infraction fait référence à l'article suivant :

«Des enseignes peuvent être installées sur des toitures ou sur des terrasses en tenant lieu dans les conditions fixées par le présent article.
Lorsque les activités qu'elles signalent sont exercées dans moins de la moitié du bâtiment qui les supporte, leur installation est régie par les prescriptions applicables, dans les lieux considérés, aux dispositifs publicitaires sur toiture ou sur terrasse en tenant lieu.
Lorsque les activités qu'elles signalent sont exercées dans plus de la moitié du bâtiment qui les supporte, ces enseignes doivent être réalisées au moyen de lettres ou de signes découpés dissimulant leur fixation et sans panneaux de fond autres que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base. Ces panneaux ne peuvent pas dépasser 0,50 mètre de haut.», R581-62, Code de l'Environnement



Figure 60 : Photographies d'enseignes en infraction à l'article R581-62 du Code de l'Environnement sur le territoire

- **les mâts qui ne respectent pas les hauteurs autorisées**

Cette infraction fait référence à l'article suivant :

«[Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol] ne peuvent dépasser :
- 6,50 mètres de haut lorsqu'elles ont plus de 1 mètre de large ;
- 8 mètres de haut lorsqu'elles ont moins de 1 mètre de large.», R581-65, Code de l'Environnement



Figure 61 : Photographies d'enseignes en infraction à l'article R581-65 du Code de l'Environnement sur le territoire

- Les enseignes au sol trop proches des parcelles voisines
  Cette infraction fait référence à l'article suivant :

«Ces enseignes [scellées au sol] ne doivent pas être implantées à une distance inférieure à la moitié de leur hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété.», R581-64, Code de l'Environnement



Gagny



Villemomble

Figure 62 : Photographies d'enseignes en infraction à l'article R581-64 du Code de l'Environnement sur le territoire

Depuis le 1 juillet 2018, toutes les enseignes installées avant le 1er juillet 2012, doivent être mises en conformité avec la règlementation nationale.

III. Secteurs à enjeux

Cette partie présente les secteurs du territoire ayant des besoins particuliers en termes d'enseignes et/ou de publicité.

1. Centralités historiques et commerçantes

Les zones de centre-ville concentrent une partie importante du dynamisme commercial (commerces de proximité et artisans locaux) et la richesse patrimoniale des communes. A cet égard, il s'agit de secteurs à valoriser, où il est nécessaire d'offrir une bonne visibilité aux commerces, tout en préservant le cadre de vie et le paysage urbain.

Certaines communes du territoire possèdent des monuments historiques dans leur centre-ville, c'est le cas des communes de Clichy-sous-Bois, Gournay-sur-Marne, Le Raincy, Les Pavillons-sous-Bois, Neuilly-sur-Marne, Noisy-le-Grand, Vaujours ou encore Villemomble. La présence de ces monuments impose un périmètre de protection du patrimoine (abords de monuments historiques, site inscrit) induisant une interdiction relative de publicité, ainsi qu'une analyse des enseignes par l'ABF.

Les enseignes des centres-villes et des polarités commerciales du territoire sont assez hétérogènes entre les communes. Elles sont globalement assez démonstratives mais leur qualité diffère (que ce soit en termes d'entretien, de couleur, de luminosité ou d'esthétisme global). Ponctuellement, notamment au Raincy ou à Villemomble, certaines enseignes sont plus qualitatives : lettres découpées ou peintes, couleurs sobres, tailles adaptées, etc.



Rue Henri Maillard - Gagny





Grande Rue - Villemomble

Figure 63 : Photographies d'enseignes dans différents centres-villes du territoire



Noisy-le-Grand



Le Raincy



Livry-Gargan



Neuilly-sur-Marne



Les Pavillon-sous-Bois



Rosny-sous-Bois



Coubron



Gournay-sur-Marne

Figure 64 : Photographies d'enseignes dans différents centres-villes du territoire

Les publicités et préenseignes dans les centres-villes se trouvent majoritairement sous deux formes :

- mobilier urbain de petit format ;
- ponctuellement en publicité murale de grand format (affiche de 8 m²).



Avenue du Maréchal Foch -Neuilly-Plaisance



Avenue du Maréchal Joffre - Gournay-sur-Marne



Avenue de la République - Rosny-sous-Bois

Figure 65 : Photographies de publicités présentes dans différents centres-villes du territoire

Enjeux liés aux centralités historiques et commerçantes

En termes d'enseignes :

- Harmoniser les enseignes, notamment en centre-ville afin d'améliorer la lecture globale de chaque enseigne au sein d'une même rue
- Favoriser le renouvellement des enseignes vieillissante

En termes de publicité :

- Limiter les dispositifs de grands formats dans les centres-villes
- Adapter la taille des dispositif muraux au contexte et maitriser l'adéquation entre le bâti et la publicité (en évitant notamment de masquer des éléments d'architecture)

2. Abords de monuments historiques

La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016, relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine élargit le périmètre d'interdiction de la publicité aux abords des monuments historiques, d'un rayon initial de 100m à la totalité du périmètre délimité des abords, qu'il s'agisse d'un périmètre de protection de monument historique de 500m classique, d'un périmètre de protection modifié.

Sur le territoire, des dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol ainsi que de petites publicités sur mobilier urbain sont présents aux abords des monuments historiques.

Les dispositifs de grands formats, dès lors qu'ils sont situés en covisibilité du site ou monument protégé peuvent avoir un impact paysager très importants. Ils sont donc à encadrer.



Avenue Thiers, Le Raincy, au sein du périmètre de protection de l'Ancien parc à l'anglaise du duc d'Orléans



Rue Alexandre Boucher, Vaujours, au sein du périmètre de protection de l'Ancien château de Vaujours



Avenue des mésanges, Montfermeil, au sein des trois périmètres de protection des monuments historiques de la commune

Figure 66 : Photographies de publicités présentes dans différents secteurs historiques du territoire

Enjeux liés aux abords des monuments historiques

En termes d'enseignes :

- Veiller à la bonne qualité des enseignes aux abords des sites et monuments protégés

En termes de publicité :

- Étudier l'opportunité de réintroduire certains dispositifs publicitaires de petits formats dans les périmètres des abords des monuments historiques, mais pas ceux de plus grands formats
- Encadrer la publicité aux abords des monuments historiques et ne réintroduire que les formats et implantations dont les impacts paysagers sont les plus faibles

3. Centre commerciaux

Le territoire présente **des centres commerciaux de grandes dimensions**, notamment à Noisy-le-Grand et Rosny-sous-Bois (Les Arcades, Domus, Rosny 2). **Des centres de plus petite envergure, organisés autour de grandes surfaces alimentaires** tels que la zone commerciale Clichy 2 à Clichy-sous-Bois, le secteur de l'Intermarché à Coubron, le centre commercial des 7 îles à Montfermeil, le centre commercial du Baobab à Neuilly-sur-Marne ou encore le secteur du Super U à Noisy-le-Grand, sont également présents sur le territoire intercommunal.

Ces centres commerciaux, notamment ceux de grandes dimensions, imposent **des chartes d'enseignes** qui permettant de préserver une homogénéité d'implantation et de format pour les enseignes des différentes activités du centre.

Il est à noter que les enseignes présentant le centre en lui-même et non les activités à l'intérieur sont généralement extrêmement démonstratives (grande taille, très colorées et/ou lumineuse) et pourraient être requalifiées en publicités. Cela est notamment le cas pour les enseignes numériques en toiture du centre Rosny 2 ou de celui des Arcades.



Les Arcades - Noisy-le-Grand


Rosny 2 - Rosny-sous-Bois

Figure 67 : Photographies d'enseignes de centres commerciaux dans le territoire



Domus - Rosny-sous-Bois

Enjeux liés aux centres commerciaux en termes d'enseignes :

- Limiter la surenchère liée aux enseignes des centres-commerciaux (par une limitation des formats, de la densité…)
- Valoriser les enseignes chartées

4. Zones d'activités et commerciales

Le territoire de Grand Paris Grand Est regroupe de nombreuses zones d'activités, dont certaines sont de grandes tailles.

Ces zones sont essentiellement de deux types. Certaines ont une vocation commerciale, ce qui est notamment le cas des zones suivantes :

- Zone longeant la N3 à Livry-Gargan (regroupant notamment Leroy-Merlin et Point.P)
- Zone longeant la N302 à Villemomble (regroupant notamment Marché Frais et Castorama)

Dans ces zones, les enseignes sont très démonstratives, implantées majoritairement en toiture, en haut des façades ou au sol.



Figure 68 : Photographies d'enseignes de zones d'activités commerciales au sein du territoire

D'autres zones ont une vocation plus industrielle et n'ont pas de réel but commercial. Cela est notamment le cas des zones suivantes :

- Secteur des Platrières à Vaujours
- Zone industrielle de La Poudrette aux Pavillons-sous-Bois
- Zone industrielle Montgolfier à Rosny-sous-Bois
- Zone industrielle des Renouillères à Neuilly-Plaisance
- Zone d'activités La Varenne à Noisy-le-Grand
- Zone industrielle du port de Gournay-sur-Marne

Dans ces zones, les enseignes sont majoritairement plus discrètes qu'en zones commerciales. Toutefois, certains locaux commerciaux comportent ponctuellement des enseignes très démonstratives et nombreuses. Des enseignes vieillissantes, à renouveler, sont également présentes dans plusieurs de ces zones d'activités.





Rue des frères lumière - Neuilly-sur-Marne

Figure 69 : Photographies d'enseignes de zones d'activités au sein du territoire

Les publicités dans ces secteurs présentent des formats et des implantations variées selon l'attractivité de la zone d'activités et son ancienneté. Les dispositifs les plus représentés sont :

- les grands panneaux scellés au sol (parfois non utilisés et hors formats) ;
- les préenseignes de petit format.

Certains secteurs ne disposent d'aucune publicité, remplacée par des relais d'informations.



Boulevard Alsace-Lorraine - Rosny-sous-Bois



Rue Edmond Michelet - Neuilly-Plaisance

Figure 70 : Photographies de publicités dans les zones d'activités du territoire

Enjeux liés aux zones d'activités et zones commerciales

En termes d'enseignes :

- Renouveler les enseignes vieillissantes (par la suppression des non-conformités et éventuellement la définition de nouvelles dispositions règlementaires)
- Veiller à la conformité des enseignes (notamment au sol)

En termes de publicité :

- Limiter le nombre de publicités de grands formats afin de supprimer notamment les dispositifs inutilisés
- Valoriser les signalétiques ou relais d'informations afin de limiter les préenseignes

5. Principaux axes

Les axes traversants les plus fréquentés (routes nationales et départementales à fort trafic) tels que la RN3, RN 370, RN 403, D117, RN 302 ou encore la RN370 sont des secteurs privilégiés pour l'implantation des publicités et enseignes afin d'obtenir la meilleure visibilité possible sur ces dispositifs. De fait, leur densité y est importante, tout comme leur surface, notamment au sein des carrefours structurants permettant de relier les communes entre elles.

Le long de ces infrastructures routières à fort trafic, les enseignes sont plus voyantes afin de capter l'attention des automobilistes. Les types d'enseignes sont démultipliés (au sol, en façade, sur clôture) tout comme les formats.

L'affichage est majoritairement scellé au sol et de grands formats. Certains panneaux doivent, par ailleurs, être mis en conformité avec la loi Grenelle, leur surface dépassant les 12m². Les publicités de chantier ainsi que le mobilier urbain sont également de grande dimension.

C'est également le long de ces axes que le développement du numérique est le plus important. La demande pour ces dispositifs est croissante, que ce soit pour l'affichage publicitaire ou pour les enseignes.

Les dispositifs dominants sont des panneaux de grand format.



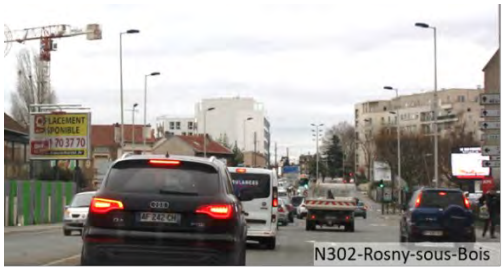


Figure 71 : Photographies de publicités le long d'axes à fort trafic du territoire

Enjeux liés aux principaux axes

En termes d'enseignes :

- Préserver la qualité paysagère des axes (notamment en entrée de ville) en adaptant le format et le nombre d'enseignes au contexte

En termes de publicité :

- Encadrer la densité et le format des dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol
- Encadrer l'implantation et les formats des publicités numériques

6. Voies ferrées

Les affichages le long des voies ferrées, notamment liées à la circulation des RER E et RER A sont traités de manière assez diverses selon les communes. Dans certaines, des panneaux scellés au sol sont implantés le long de la voie, devant les piles de pont ou aux carrefours menant aux ponts qui traversent les voies. Tandis que dans d'autres communes, aucune publicité n'est présente le long du foncier SNCF.

Les secteurs de gares, autant routières que ferroviaires sont **des secteurs d'entrées de ville**. Leur intégration urbaine en termes d'affichage dépend de la typologie bâtie et routière dans laquelle elles s'inscrivent. Lorsque les gares sont positionnées dans des secteurs de centre-ville, elles sont majoritairement bien intégrées et l'affichage environnant reste limité. En revanche une partie des gares est située en secteur routier ou au niveau de carrefours importants. L'affichage y est alors assez démonstratif et de grand format. Une réflexion sur l'affichage dans ces secteurs peut être menée afin d'améliorer la qualité de ces typologies d'entrées de ville.



D30 - Neuilly-sur-Marne



Boulevard Alsace-Lorraine - Rosny-sous-Bois

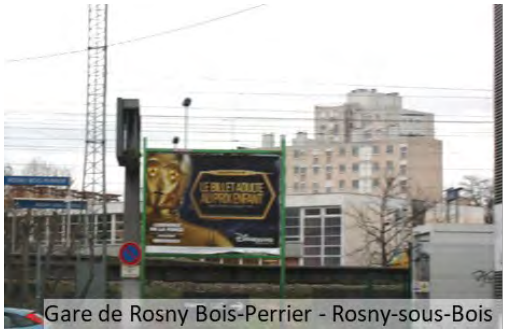

Gare de Rosny Bois-Perrier - Rosny-sous-Bois

Figure 72 : Photographies de publicités présentes le long des voies SNCF (sur talus, ponts, bord de voies)

Enjeux liés aux voies ferrées en termes de publicité :

- Encadrer la densité et le format des dispositifs publicitaires le long des voies
- Limiter les panneaux scellés au sol au niveau des intersections avec la voie ferrée

7. Cônes de vue et secteurs de nature en ville

Les cônes de vues et les espaces de nature en ville sont des secteurs où la publicité peut avoir un impact fort.

Le relief du territoire présente quelques ondulations. Les principaux cônes de vues sont donc situés en haut de buttes.

Plusieurs grands parcs structurent le territoire (Parc départemental de la Fosse-Maussoin, Parc Lefèvre, Parc des côteaux d'Avron, Parc de la Haute-Île, Parc Jean Decesari,) et offrent des ilots paysagers qui contribuent au cadre de vie du territoire. Globalement, ces secteurs sont actuellement préservés, bien que de grands axes longent certains parcs avec de l'affichage de grand format.

Les espaces de nature en ville, les parcs, jardins, bords de Marne, mais aussi cônes de vue et panoramas, ne bénéficient pas de protections particulières au titre du code de l'environnement. Pour autant, ils n'en sont pas moins à protéger des dispositifs publicitaires. Pour de multiples raisons ils doivent bénéficier d'un statut particulier : protection du paysage, protection de l'environnement, préservation des lieux de promenade…

Si ces espaces sensibles ne sont pas particulièrement marqués par des dispositifs d'affichage aujourd'hui, une protection via le RLPi éviterait une éventuelle pollution visuelle des espaces boisés, et coupures vertes.

Une cartographie des points de vue du territoire, issue des données du Scot Métropolitain et du PLUi est présentée figure 75, page 86.



Figure 73 : Photographies de différents cônes de vues sur le territoire actuellement protégés de l'affichage excessif



Figure 74 : Photographies d'un cône de vue actuellement bloqué par de l'affichage excessif

Enjeux liés aux cônes de vue et secteurs de nature en termes de publicité :

- Préserver les vues paysagères en limitant les formats publicitaires dans ces secteurs
- Veiller à limiter l'affichage publicitaire à proximité des parcs et espaces de nature

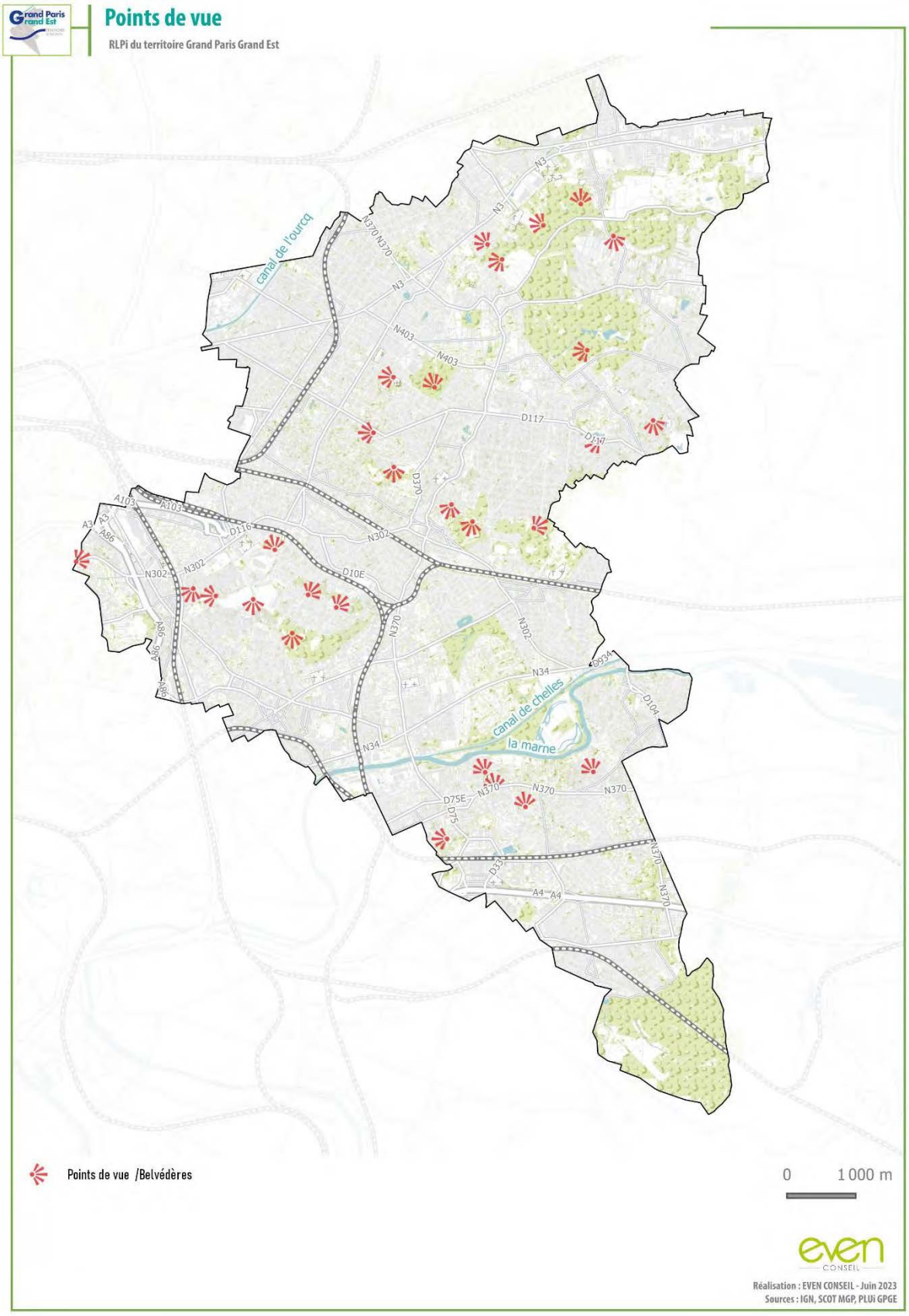


Figure 75: Carte présentant les points de vue du territoire

8. Secteurs résidentiels

Les secteurs résidentiels sont majoritairement préservés de la publicité, mais ponctuellement des panneaux de grands formats (scellés au sol pour la plupart) sont implantés dans les jardins de particuliers ou aux abords de résidences. Ces dispositifs sont souvent anciens et d'un format supérieur aux formats actuellement autorisés. Leur luminosité peut également avoir un impact très fort sur le cadre de vie.

Des enseignes d'artisans de petit format sont également présentes, majoritairement situées en clôture. Certaines sont apposées sur des clôtures non aveugles, ce qui n'est pas conforme à la réglementation nationale de publicité.



Rue de Vaujours - Coubron



Avenue des Perdrix - Montfermeil



Vaujours

Figure 76 : Photographies d'enseignes présentes en secteur résidentiel sur le territoire

Enjeux liés aux secteurs résidentiels

En termes d'enseignes :

- Maintenir l'activité économique existante en zone résidentielle par une réglementation adaptée aux activités rencontrées

En termes de publicité :

- Limiter les dispositifs de grands formats dans les secteurs résidentiels
- Encadrer les dispositifs lumineux dont l'impact peut être très fort dans ces secteurs
- Mettre en conformité les dispositifs existants

IV.Cartes d'enjeux

L'ensemble du diagnostic a permis d'aboutir à la réalisation de cartes d'enjeux liés aux enseignes et aux publicités.

1. Carte d'état des lieux et enjeux en matière de publicités

La carte liée aux publicités a été établie grâce au recensement des dispositifs publicitaires réalisé par Sogefi.

Ce recensement a permis de localiser des axes présentant une surdensité publicitaire marquée par un nombre important de dispositifs de grands formats (ayant des surfaces supérieures à 8m²). Cette surdensité est notamment importante dans les secteurs où les dispositifs de mobilier urbain se cumulent à des dispositifs sur parcelles privées.

Sont ainsi particulièrement marqués par cette surdensité publicitaire les secteurs suivants :

- Le secteur de Rosny 2, ainsi que la zone commerciale le long de la D116 à Rosny-sous-Bois ;
- la RN3 aux Pavillons-sous-Bois et Livry-Gargan, ainsi que les D44 et D105 à Vaujours ;
- le carrefour entre la N370 et la D117 entre Clichy-sous-Bois, Montfermeil et Gagny ;
- la N 302 à Gagny et Neuilly-sur-Marne ;
- la N 370 à Gagny, Neuilly-sur-Marne et Noisy-le-Grand.

Cette carte reprend également l'ensemble des périmètres d'interdictions absolues et relatives dans lesquels la question de l'affichage publicitaire nécessite une réflexion particulière pour éventuellement réintroduire certains types de dispositifs publicitaires dans certains secteurs.

2. Carte d'état des lieux et enjeux en matière d'enseignes

La carte liée aux enseignes a été établie grâce à un travail de terrain réalisé par les équipes d'Even Conseil. Cette analyse a permis de qualifier chaque typologie commerciale et ainsi les besoins particuliers d'enseignes qui y sont associés. Sont ainsi déclinés les secteurs d'enjeux particuliers liés aux enseignes et présentés dans la partie précédente :

- les centralités commerçantes de chaque commune ;
- les polarités commerciales secondaires identifient des regroupements ponctuels de cellules commerciales ;
- les axes commerçants regroupent les polarités commerciales structurées autour d'axes au trafic important ;
- les zones d'activités sont séparées en deux selon leur caractère commercial ou non. Leur caractère commercial a notamment été apprécié par le type d'activités présentes dans la zone, ainsi que la démonstrative des enseignes.

Ces cartes, en identifiant des secteurs aux besoins particuliers ont constitué une base de travail commun à toutes les communes menant à un zonage apportant une réglementation adaptée à chaque activité.

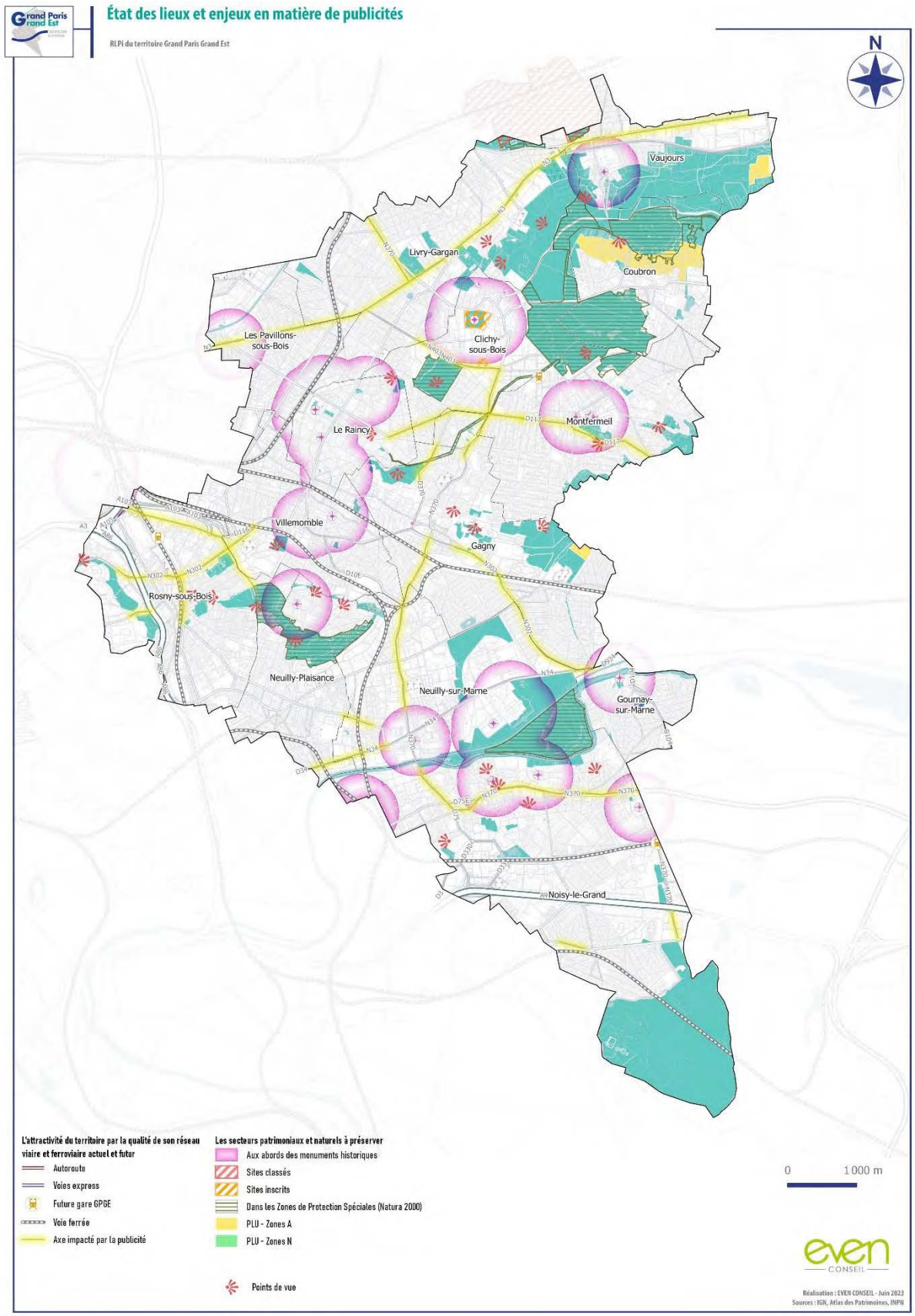


Figure 77: Carte présentant les enjeux en matière de publicité sur le territoire

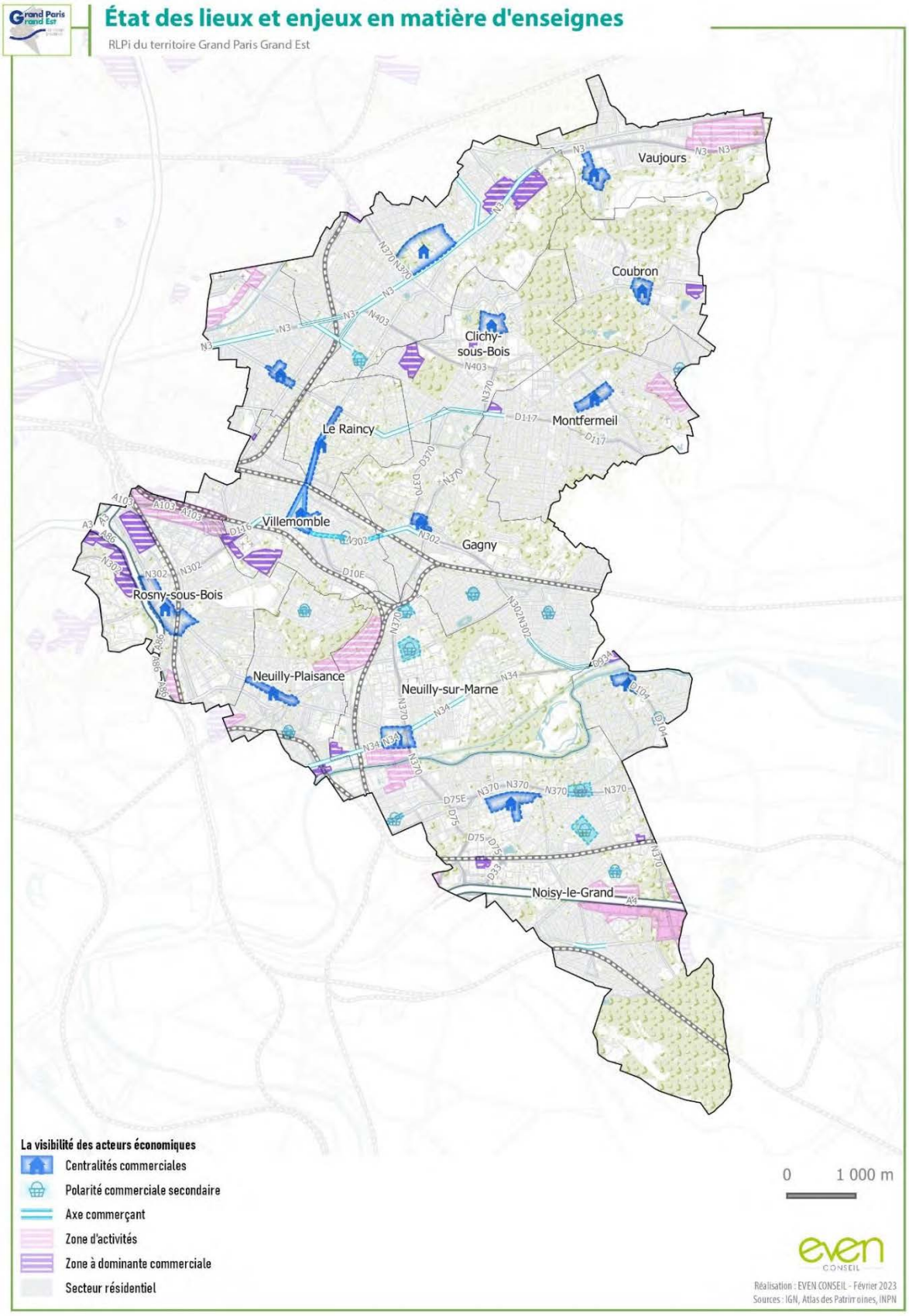


FIGURE 78: CARTE PRÉSENTANT LES ENJEUX EN MATIÈRE D'ENSEIGNES SUR LE TERRITOIRE

RLPi

Grand Paris Grand Est

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL

CLICHY-SOUS-BOIS · COUBRON · GAGNY · GOURNAY-SUR-MARNE · LE RAINCY
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS · LIVRY-GARGAN · MONTFERMEIL · NEUILLY-PLAISANCE
NEUILLY-SUR-MARNE · NOISY-LE-GRAND · ROSNY-SOUS-BOIS · VAUJOURS · VILLEMOMBLE



2 ORIENTATIONS

Dans le cadre de l'élaboration du RLPi de Grand Paris Grand Est, des orientations ont été élaborées et débattues en conseil de territoire et au sein des conseils municipaux en vue de guider la rédaction du règlement. Ces orientations se déclinent en 6 grands axes définissant les objectifs à atteindre à l'intérieur desquels est mobilisé un certain nombre de leviers permettant de répondre aux objectifs.

1. Préserver les abords des grandes coupures vertes telles que le Bois Saint-Martin, la Marne et le parc de la Haute Ile ou encore la forêt de Bondy, ainsi que le long des axes longeant des zones ouvertes ou présentant des cônes de vue

→ **Interdire la publicité, même de petits formats** aux abords des secteurs de nature, des espaces ouverts et dans les cônes de vue


Vaujours


Clichy-sous-Bois


Coubron

→ **Interdire les supports numériques aux abords des grands espaces de nature**


Villemomble


Neuilly-sur-Marne

Interdire les dispositifs numériques dans les rues longeant les grands espaces de nature, ainsi qu'aux abords des parcs tels que celui de la Fosse-Maussoin, celui du plateau ou encore du parc Lefèvre

2. Améliorer l'insertion de chaque secteur commercial et d'activités en répondant à leurs besoins particuliers

→ **Proposer une règlementation particulière pour les enseignes des centres commerciaux** ayant des besoins particuliers, notamment pour l'affichage de l'enseigne générale du centre



Rosny-sous-Bois



Noisy-le-Grand

Adapter les règles de format et d'implantation aux spécificités des différentes formes bâties de ces centres ainsi qu'aux enjeux de préservation environnementale

→ **Règlementer les enseignes des polarités secondaires de manière aussi qualitative que celles des centres-villes** de manière à valoriser l'ensemble du commerce de détail



Gagny


Gournay-sur-Marne

Encourager une bonne intégration des enseignes aux façades

Limiter les enseignes au sol ou sur clôture en nombre et en format

→ **Valoriser les zones d'activités en autorisant des typologies d'enseignes adaptées aux typologies bâties de ces secteurs, tout en limitant le nombre et les formats d'enseignes**



Noisy-le-Grand

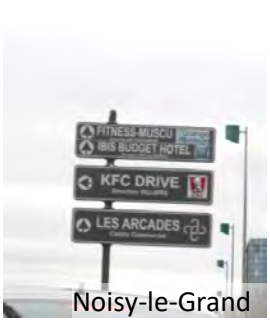


Neuilly-sur-Marne

Proposer des dispositions particulières pour les enseignes en façade

Limiter en nombre et format les enseignes sur clôture et au sol

→ **Veiller à proposer une typologie d'affichage adaptée au contexte urbain environnant, notamment pour les préenseignes aux abords des zones d'activités et centres commerciaux**



Noisy-le-Grand



Rosny-sous-Bois



Noisy-le-Grand

Valoriser le fléchage uniformisé par rapport aux préenseignes de chaque activité

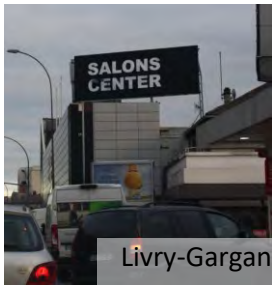
3. Améliorer la lisibilité des fronts commerciaux, notamment le long des grandes routes nationales commerciales (telles que la N3, la N34, ou la N302), en promouvant une dédensification de l'affichage (autant publicitaire que des enseignes)

→ **Limiter les enseignes au sol le long des linéaires commerçants** en limitant notamment les formats et les typologies d'enseignes au sol


Gagny



Les Pavillons-sous-Bois



Livry-Gargan

Définir des règles de format et d'implantation permettant aux enseignes de gagner en lisibilité globale et donc de limiter les surenchères de formats

→ **Limiter les formats et la densité publicitaire** le long des routes nationales afin de limiter l'effet de surdensité d'affichage et améliorer ainsi la visibilité des enseignes



N34-Neuilly-sur-


Les Pavillons-sous-

Eviter l'implantation de dispositifs de grands formats devant les cellules commerciales afin de limiter la surenchère de formats

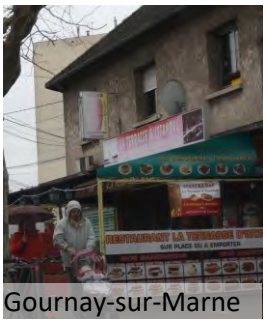
Limiter la densité des dispositifs publicitaires afin d'améliorer la visibilité des commerces

4. Valoriser les perceptions des centres-villes et secteurs patrimoniaux par une meilleure harmonie entre les enseignes et une limitation de la publicité

→ **Définir des règles permettant de mieux intégrer les enseignes aux façades commerçantes** et ainsi d'aboutir à une meilleure harmonie au sein des linéaires commerçants



Gagny


Gournay-sur-Marne



Le Raincy

→ **Anticiper la montée en puissance de l'affichage numérique (enseignes et publicité)** par des restrictions fortes et des interdictions dans les périmètres des abords



Livry-Gargan



Noisy-le-Grand

→ **Limiter la publicité en maintenant l'interdiction** aux abords immédiats des monuments historiques et en ne réintroduisant pas de formats supérieurs à 2 m² dans le reste du champ de covisibilité.



Les Pavillons-sous-Bois


Neuilly-Plaisance

5. Préserver les secteurs résidentiels par une limitation des dispositifs publicitaires

→ **Limiter en nombre et en format les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol dans les secteurs résidentiels**


Neuilly-sur-Marne



Vaujours

Intégrer des règles de densité empêchant l'accumulation de supports publicitaires dans de petites parcelles

Limiter les formats publicitaires au sein des secteurs résidentiels

6. Anticiper la montée en puissance de l'affichage numérique

→ **Limiter les possibilités d'implantation des dispositifs publicitaires lumineux et notamment dans l'ensemble des secteurs à préserver** (secteurs de nature, secteurs résidentiels et secteurs patrimoniaux)

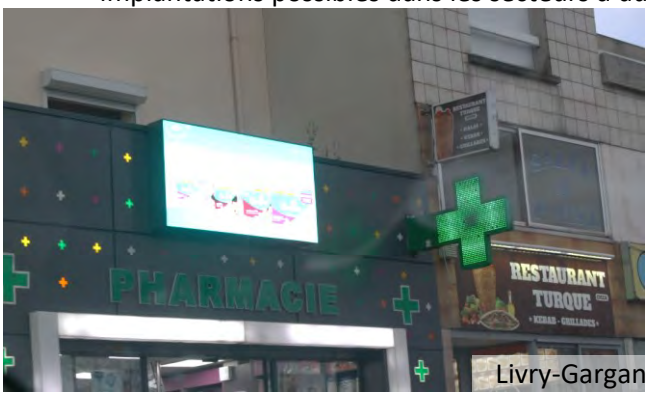

Villemomble


Rosny-sous-Bois

Interdire l'affichage numérique dans les secteurs à préserver

Limiter les formats et typologies d'implantations dans les secteurs d'autorisation

→ **Interdire les enseignes numériques sur la majorité du territoire** et préciser les formats et implantations possibles dans les secteurs d'autorisation



Livry-Gargan



Noisy-le-Grand

→ **Etendre la plage d'extinction nocturne**

RLPi

Grand Paris Grand Est

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL

CLICHY-SOUS-BOIS · COUBRON · GAGNY · GOURNAY-SUR-MARNE · LE RAINCY
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS · LIVRY-GARGAN · MONTFERMEIL · NEUILLY-PLAISANCE
NEUILLY-SUR-MARNE · NOISY-LE-GRAND · ROSNY-SOUS-BOIS · VAUJOURS · VILLEMOMBLE



3 EXPLICATION DES CHOIX RETENUS

I. Explication des choix retenus pour la délimitation des zones.

Le Règlement Local de Publicité intercommunal est établi conformément aux dispositions du Code de l'Environnement Livre V, titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes et notamment des articles L.581-1 à L.581-45 et aux dispositions des articles R.581-1 à R.581-88.

L'état des lieux, les enjeux caractérisés sur le territoire lors du diagnostic sur les grands types de secteurs et les orientations stratégiques retenues par Grand Paris Grand Est en matière d'affichage ont conduit à identifier cinq zones de publicités sur le territoire avec des règles particulières pour les publicités et les enseignes**.**

1. Définition des zones

❖ **Choix des zones de publicité en lien avec les enjeux du diagnostic et les orientations stratégiques**

L'état des lieux du territoire et la mise en évidence des enjeux dans le cadre du diagnostic ont permis de faire émerger plusieurs secteurs présentant chacun des enjeux spécifiques. Ces zones répondent à des enjeux paysagers distincts et hiérarchisés en fonction de l'impact de la publicité et des enseignes. Ces secteurs font l'objet de **zones de publicité (ZP**), pour lesquelles des règles spécifiques ont été définies et travaillées afin de répondre aux enjeux identifiés localement et spécifiques à l'affichage extérieur.

Ainsi, **cinq zones de publicité (ZP)** sont instituées sur le territoire intercommunal

Secteurs d'enjeux	Orientation du RLPi correspondante	Zone de publicité
Secteurs paysagers et naturels	Axe 1- Préserver les abords des grandes coupures vertes telles que le Bois Saint-Martin, la Marne et le parc de la Haute Ile ou encore la forêt de Bondy, ainsi que le long des axes longeant des zones ouvertes ou présentant des cônes de vue	**ZP0**
Secteurs résidentiels et centres-villes : *Zones de centres-villes, polarités secondaires, secteurs résidentiels, secteurs en mutation vers de la mixité entre résidentiel et polarité*	Axe 4 - Valoriser les perceptions des centres-villes et secteurs patrimoniaux par une meilleure harmonie entre les enseignes et une limitation de la publicité Axe 5 – Préserver les secteurs résidentiels par une limitation des dispositifs publicitaires	**ZP1**
Axes routiers présentant des enjeux de visibilité importants Quais de gare ferroviaire et	Axe 3 - Améliorer la lisibilité des fronts commerciaux, notamment le long des grandes routes nationales commerciales (telles que la N3, la N34, ou la N302), en promouvant une dé-densification de l'affichage (autant publicitaire que des enseignes)	**ZP2**

Secteurs d'enjeux	Orientation du RLPi correspondante	Zone de publicité
station de la ligne de tramway des Coquetiers		
Zones d'activités	Axe 2 - Améliorer l'insertion de chaque secteur commercial et d'activités en répondant à leurs besoins particuliers	**ZP3a**
Zones commerciales		**ZP3b**

Le zonage numérique se superpose par ailleurs aux cinq zones complétant les enjeux existants.

2. Explication de la délimitation de la zone de publicité ZP0 – secteurs paysagers et naturels

❖ **Délimitation**

Une zone spécifique est dédiée à la protection des secteurs patrimoniaux, naturels ou sensibles, qui présentent des enjeux spécifiques du fait de leur caractère historique, de leur valeur paysagère, écologique ou patrimonial.

Les espaces de nature (plus ou moins aménagés) comme les grands parcs ou les bords des cours d'eau et canaux sont appréhendés **en tant qu'éléments du paysage et du cadre de vie** mais également pour leur valeur écologique. Il s'agit de repérer ces zones naturelles pour les tenir à l'abri de toute prolifération publicitaire pouvant entraîner une dégradation des perceptions proches et lointaines des paysages, mais également des destructions et perturbations d'habitats et d'espèces lors de l'installation et du fonctionnement des dispositifs de jour et de nuit.

Par ailleurs, au-delà de son rôle dans la préservation de la biodiversité, la place de la nature en ville connaît aujourd'hui une importante reconnaissance pour les services écologiques et sociaux qu'elle rend aux habitants (adaptation au changement climatique, qualité du tissu urbain vécu, performance énergétique de l'habitat, etc.). Dans un territoire urbain contraint, la place de la nature en ville doit être préservée et renforcée. C'est pourquoi la ZP0 protège ces espaces de nature.

Ces grands espaces de nature offrent également des points de vue sur le territoire. L'interdiction de la publicité en ZPO participe à la préservation du paysages et des cônes de vue.

Les abords des voies ferrées participant à la perception du territoire via le transport ferroviaire sont protégés à ce titre.

La ZP0 couvre ainsi les secteurs à forte valeur patrimoniale ou naturelle situés à l'intérieur de l'agglomération, suivants :

- Les grands parcs et espaces verts du territoire suivants :

Promenade de la Dhuis	Clichy-sous-Bois, Montfermeil, Gagny, Le Raincy
Parc départemental de la Fausse Maussoin	Clichy-sous-Bois
Parc de la Mairie	Clichy-sous-Bois
Parc Courbet	Gagny
Parc Forestier du Bois de l'Etoile	Gagny
Parc du Lac de la Maison Blanche	Gagny
Parc des Friches	Livry-Gargan
Parc Pierre Bérégovoy	Livry-Gargan
Square Ahmed-Merabet	Livry-Gargan
Parc Forestier de la Poudrerie	Livry-Gargan
Parc Lefèvre	Livry-Gargan
Parc Vincent Auriol	Livry-Gargan
Parc Arboretum	Montfermeil
Parc des Coteaux d'Avron	Neuilly-Plaisance
Promenade André Devambez	Neuilly-Plaisance
Parc du Croissant Vert	Neuilly-sur-Marne
Parc départemental de la Haute-Ile	Neuilly-sur-Marne
Parc de la Butte Verte	Noisy-le-Grand
Parc Louis Antoine de Bougainville	Noisy-le-Grand
Parc de Villefix	Noisy-le-Grand
Parc Jean Deceseri	Rosny-Sous-Bois
Golf	Rosny-Sous-Bois
Parc Jean-Pierre Jousseman	Vaujours
Parc de la Garenne	Villemomble
Parc Jean Mermoz	Villemomble
Parc René Martin	Villemomble

- Les abords du canal de l'Ourcq, du canal de Chelles et de la Marne
- Les abords des voies ferrées (hors secteurs de gare)

❖ **Principes règlementaires**

Les dispositions retenues pour assurer la préservation des secteurs naturels et paysagers sont développées dans les chapitres suivants.

Pour les publicités, les principes de règlementation suivants sont retenus :

- Toute publicité est interdite en ZPO (Publicité sur mobilier urbain, publicité murale, sur bâche de chantier, bâche publicitaire, dispositif de dimensions exceptionnelles) à l'exception des dispositifs qui ne peuvent être interdits par le RLPi.
- Par ailleurs, le règlement de cette zone ne déroge pas à l'article L581-8 du Code de l'Environnement et maintient l'interdiction de toute publicité dans cette zone à l'intérieur des sites inscrits et aux abords des monuments historiques.

- Les dispositifs de petits formats et les publicités à l'intérieur des vitrines ne peuvent exister que sur les très rares bâtiments présents dans ces secteurs naturels et paysagers.

Cette interdiction quasi-totale de la publicité en ZP0 permet de garantir la préservation de ces espaces naturels et paysagers.

Affichage publicitaire	**ZP0** Secteurs paysagers et naturels
Lumineux y compris numérique	**Interdit**
Lumineux en vitrine	0,5m² en surface cumulée
Sur mobilier urbain	**Interdit**
Mural	**Interdit**
Scellé au sol ou installé directement sur le sol	**Interdit**
Préenseigne posée au sol	1 m² par face visible.
Préenseigne temporaire	Selon les dispositions du Code de l'environnement Dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants : 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur et si leur nombre est limité à quatre par opération ou manifestation. Dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants, les règles sont les mêmes que pour l'affichage permanent.
Sur palissade* de chantier	Deux dispositifs par voie bordant le chantier – surface unitaire maximale = 10,5m²
Sur bâche de chantier	**Interdit**
Sur bâche publicitaire	**Interdit**
Dispositif de dimension exceptionnelle	**Interdit**
Petit format	Selon les dispositions du Code de l'environnement Surface unitaire max 1m². surfaces cumulées <1/10ème de la devanture et 2m² max.

Pour les enseignes des activités très peu nombreuses dans ces secteurs, le règlement définit les règles les plus strictes du règlement, proches de celles de la ZP1 à l'exception de celles pour les enseignes numériques qui sont interdites en ZP0, dans le respect de l'orientation de l'Axe 1.

Les enseignes en toiture sont ainsi interdites.

Un format limité des autres types d'enseignes est recherché afin d'en limiter au maximum l'impact visuel.

Enseignes	**ZP0** Secteurs paysagers et naturels
Enseigne à plat sur la façade	Implantation en rez-de-chaussée Lettrage limité à une hauteur de 40cm
Enseigne en inscription sur vitrine	Lettres découpées ou sur fond transparent
Enseigne perpendiculaire	Positionnée en alignement de l'enseigne parallèle et en limite latérale de façade commerciale Limitée à 1 par voie 2,40 m hauteur minimum
	Saillie max: 0,80m Surface max: 0,60m²
Enseigne scellée au sol ou installée directement sur le sol	1 par voie - 2m²
Enseigne sur clôture	1 par voie – 0,60*0,60 m
Enseigne en toiture	**Interdite**
Enseigne numérique	**Interdit**

3. Explication de la délimitation de la zone de publicité ZP1 – secteurs résidentiels et centres-villes

❖ Délimitation

La ZP1 inclut les tissus de centres-villes ainsi que tous les secteurs résidentiels et secteurs mixtes, ce qui en fait le zonage de publicité occupant la majorité du territoire. Ces secteurs sont porteurs en effet d'ambiances urbaines spécifiques à préserver afin de pérenniser et renforcer leur attractivité.

Au sein des zones à dominante résidentielle que couvre la ZP1, des activités économiques qui nécessitent de la visibilité peuvent siéger. Il s'agit ainsi d'encadrer les besoins potentiels de ces activités en termes d'enseignes tout en garantissant la qualité des paysages urbains à caractère résidentiel. Dans ce secteur, les règles d'enseignes et de publicité sont strictes de manière à ce que ces espaces ne soient pas dégradés par de l'affichage trop présent ou de mauvaise qualité. Les secteurs résidentiels forment une grand part du paysage urbain visible depuis les points de vie du territoire. L'interdiction des dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol participe également à la préservation des paysages et des cônes de vue. Le cadre proposé à travers la ZP1 tend ainsi vers une préservation importante de ces zones, lieux privilégiés de vie pour la population.

❖ Principes règlementaires

Affichage publicitaire	**ZP1** Secteurs résidentiels et centres-villes
Lumineux y compris numérique	Éclairage par projection interdit Numérique autorisé sur mobilier urbain de 2m² uniquement dans les secteurs indiqués au plan de zonage
Lumineux en vitrine	0,5m² en surface cumulée
Sur mobilier urbain	**8 m²**
Mural	**Interdit**
Scellé au sol ou installé directement sur le sol	**Interdit**
Préenseigne posée au sol sur le domaine public	1 m² par face visible.
Préenseigne temporaire	Selon les dispositions du Code de l'environnement Dans les agglomérations de moins de 10 000 hab. : 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur et si leur nombre est limité à quatre par opération ou manifestation. Dans les agglomérations de plus de 10 000 hab., les règles sont les mêmes que pour l'affichage permanent.
Sur palissade* de chantier	Deux dispositifs par voie bordant le chantier – surface unitaire maximale = 10,5m²

Affichage publicitaire	**ZP1** Secteurs résidentiels et centres-villes
Sur bâche de chantier	Selon des dispositions du Code de l'environnement, 50% max de la surface de la bâche sauf la publicité lumineuse sur bâche de chantier qui est interdite
Sur bâche publicitaire	Selon les dispositions du Code de l'environnement
Dispositif de dimension exceptionnelle	Selon les dispositions du Code de l'environnement Pas de surface maximale sauf pour la publicité numérique 50m² max
Petit Format	Selon les dispositions du Code de l'environnement

Enseignes	**ZP1** Secteurs résidentiels et de centres-villes
Enseigne à plat sur la façade	Implantation en rez-de-chaussée Hauteur limitée à 1/5 de la hauteur de la devanture*
Enseigne en inscription sur vitrine	Lettres découpées ou sur fond transparent
Enseigne perpendiculaire	Positionnée en alignement de l'enseigne parallèle et en limite latérale de façade commerciale Limitée à 1 par voie 2,40 m hauteur minimum
	Saillie max: 0,80m Surface max: 0,60m²
Enseigne scellée au sol ou installés directement sur le sol	1 par voie - 2m²
Enseigne sur clôture	1 par voie – 0,60*0,60 m
Enseigne en toiture	Interdite
Enseigne numérique	Autorisé uniquement dans les secteurs définis au plan de zonage autorisant la publicité numérique
	Limité à 1m²

4. Explication de la délimitation de la zone de publicité – ZP2 – secteurs d'axes routiers et quais de gare

❖ Axes routiers

Le zonage dédié spécifiquement aux secteurs d'axes routiers, vise à mettre en cohérence l'affichage disposé le long de voies empruntées par un flux quotidien important de véhicules motorisés. Sur ces secteurs, l'objectif est de permettre à la fois la préservation du cadre paysager et une bonne lisibilité des affichages perçus depuis les véhicules par la définition de règles de formats et de densité claires.

Ainsi, par la définition de règles spécifiques sur des axes identifiés au zonage, il s'agit d'assouplir ponctuellement les règles définies par le RLPi, là où le contexte paysager le permet, sans pour autant assouplir les règles de publicité sur l'ensemble du territoire.

Tandis que la ZP1 qui couvre la majorité des axes routiers du territoire n'autorise la publicité que sur mobilier urbain, les quelques axes ciblés dans le RLPi en ZP2, en moyenne plus larges, autorisent des implantations murales et scellées au sol ainsi que des formats de publicité ponctuellement plus importants.

Ces axes ont été retenus en tenant compte des caractéristiques du tissus urbain qu'ils traversent et la densités des dispositifs publicitaires et des enseignes, en vue de concilier l'objectif de lisibilité des fronts commerciaux et la préservation des secteurs résidentiels.

Les axes et tronçons concernés par la ZP2 sur le territoire sont présentés dans le tableau suivant :

Ville	Nom Rue	Rue complète	Début Côté pair	Fin Côté pair	Début Côté impair	Fin Côté impair
Gagny	Rue Aristide Briand	Non	18 Rue Aristide Briand	53 Rue Georges Rémond	7 Rue Aristide Briand	91 Rue Aristide Briand
Gagny	Rue Parmentier (puis Avenue du Président Pompidou)	Non	4 Rue Parmentier	*666062,23 6864750,57*	5 Rue Parmentier	24 Avenue du Président Pompidou
Gagny	Tronçons de la rue Jules Guesde	Non	128 Tronçons de la rue Jules Guesde	*666901,24 6864190,48*	103 Tronçons de la rue Jules Guesde	96 rue du Chemin de Fer
Les Pavillons-sous-Bois	Allée de Monthyon	Non	32 Allée de Monthyon	Fin de rue	33 Allée de Monthyon	Fin de rue
Les Pavillons-sous-Bois	Avenue de Rome	**Oui**				
Les Pavillons-sous-Bois	Boulevard de Paris	**Oui**				
Les Pavillons-sous-Bois, Livry-Gargan	Avenue Aristide Briand (puis Avenue du Conseil Général Nordling ; puis Avenue du Maréchal Leclerc ; puis Boulevard de l'Europe)	Non	2 Avenue Aristide Briand	40 Boulevard de l'Europe	1 Avenue Aristide Briand	21-23 Rue Marc Sangnier, 93190 Livry-Gargan
Livry-Gargan	Avenue Eugène Masse	**Oui**				
Livry-Gargan	Avenue Jean Jacques Rousseau	**Oui**				
Livry-Gargan	Boulevard Chanzy	**Oui**				
Livry-Gargan	Boulevard de la République	**Oui**				
Livry-Gargan	Rue Marc Sangnier	**Oui**				
Montfermeil	Avenue Jean Jaurès	Non		186 Avenue	63 Avenue Jean Jaurès	231 Avenue Jean Jaurès

				Jean Jaurès			
Montfermeil	Boulevard de l'Europe	Non	132 Boulevard de l'Europe	Fin de rue	139 Boulevard de l'Europe	Fin de rue
Montfermeil	Rue du Général Leclerc	Non	*668515,7 6866840,9*	Fin de rue	3 Rue du Général Leclerc	Fin de rue
Montfermeil, Gagny	Avenue de Maison Rouge	Non	*666751,99 6866621,5 0*	*666780,7 6866602,4*	1 Avenue de Maison Rouge	3 Avenue des pensées
Neuilly-sur-Marne	Boulevard du Maréchal Foch (puis Avenue du Général de Gaulle ; puis Avenue du Maréchal Leclerc)	Non	2 Boulevard du Maréchal Foch	158 Avenue du Maréchal Leclerc	2 Bd Aristide Briand	159 Avenue du Maréchal Leclerc
Noisy-le-Grand	Avenue du Pavé Neuf	**Oui**				
Noisy-le-Grand	Avenue Médéric	**Oui**				
Noisy-le-Grand	Boulevard du Levant	**Oui**				
Noisy-le-Grand	Boulevard du Mont d'Est	**Oui**				
Noisy-le-Grand	Boulevard du Rempart	**Oui**				
Noisy-le-Grand	Boulevard du Rû de Nesle	**Oui**				
Noisy-le-Grand	Route de Neuilly	Non	22 Route de Neuilly	Fin de rue	21 Route de Neuilly	Fin de rue
Noisy-le-Grand	Rue de Centre	**Oui**				
Noisy-le-Grand	Rue des Arcades	**Oui**				
Rosny-sous-Bois	Avenue du Général de Gaulle	Non	*661733,1 6864552,9*	Fin de rue	*661680,5 6864525,9*	Fin de rue
Rosny-sous-Bois	Avenue Lech Walesa	**Oui**				
Rosny-sous-Bois	Boulevard Gabriel Péri	Non	Début de rue	102 Boulevard Gabriel Péri	Début de rue	Pas de numéro
Rosny-sous-Bois	Rue Laennec (puis Boulevard Alsace-Lorraine ; puis Rue de Brément)	**Oui**				

A défaut du numéro de la rue, les coordonnées spatiales sont indiquées.

La ZP2 s'applique sur une profondeur de 20 mètres de part et d'autre des limites la voie considérée.

❖ Quais de gare

La zone ZP2 comprend également les quais de gare à ciel ouvert visibles depuis la voie publique et depuis les trains. Sur ces espaces sont disposés des dispositifs de grand format répondant à un besoin de visibilité spécifique depuis les trains. Ces quais sont donc classés en ZP2.

Les quais de gare concernés sont les suivants :

RER E	Le Chenay Gagny	Gagny
RER E	Gagny	Gagny
RER E	Le Raincy-Villemomble-Montfermeil	Le Raincy / Villemomble
RER E	Gare de Rosny Bois Perrier	Rosny-sous-Bois
RER E	Rosny-Sous-Bois	Rosny-sous-Bois
RER E	Les Yvris Noisy le Grand	Noisy-le-Grand
RER A	Neuilly-Plaisance	Neuilly-Plaisance
RER A	Noisy - Champs RER	Noisy-le-Grand
T 4	Les Coquetiers	Villemomble
T 4	Allée de la Tour Rendez-vous	Villemomble
T 4	Les pavillons-sous-bois	Les Pavillons-sous-bois
T 4	Gargan	Les Pavillons-sous-bois
T 4	Lycée Henri-Sellier	Livry-Gargan
T 4	L'Abbaye	Livry-Gargan



Un grand format visible sur les quais de la gare du Raincy

La partie de ligne du tramway T4 entre Bondy et Aulnay-sous-Bois utilise la ligne SNCF dites des Coquetiers, dont les stations ont les caractéristiques de gares ferroviaires, dans lesquelles la publicité scellée au sol peut être installée sur les quais, justifiant leur inscription en ZP2.

La partie de la ligne du tramway T4 entre Livry-Gargan et l'hôpital de Montfermeil utilise un tracé créé sur la voirie, les caractéristiques des arrêts ne justifient pas un zonage particulier.

Les parvis extérieurs des gares sont soumis aux dispositions de la zone adjacente, les talus extérieurs au droit des gares sont soumis aux dispositions de la ZP0.







❖ **Principes règlementaires**

Concernant la publicité et les préenseignes, la ZP2 a vocation à pouvoir accueillir des affichages Au sein de la ZP2, qui sont des secteurs d'axes de grandes dimensions, les supports publicitaires sont autorisés jusqu'à 10,50m² dans un souci d'équilibre de formats entre publicité sur mobilier urbain et sur parcelles privées.

Affichage publicitaire	**ZP2** Axes routiers / Quais de gare
Lumineux y compris numérique	Éclairage par projection interdit Numérique autorisé sur mobilier urbain de 2m² uniquement dans les secteurs indiqués au plan de zonage
Lumineux en vitrine	0,5m² en surface cumulée
Sur mobilier urbain	8 m²
Mural	10,50 m²
Scellé au sol ou installé directement sur le sol	10,50 m² 2,5 m² sur les quais de gare
Préenseigne posée au sol sur le domaine public	1 m² par face visible.

Affichage publicitaire	**ZP2** Axes routiers / Quais de gare
Préenseigne temporaire	Selon les dispositions du Code de l'environnement Dans les agglomérations de moins de 10 000 hab. : 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur et si leur nombre est limité à quatre par opération ou manifestation. Dans les agglomérations de plus de 10 000 hab., les règles sont les mêmes que pour l'affichage permanent.
Sur palissade* de chantier	Deux dispositifs par voie bordant le chantier – surface unitaire maximale = 10,5m²
Sur bâche de chantier	Selon des dispositions du Code de l'environnement, 50% max de la surface de la bâche sauf la publicité lumineuse sur bâche de chantier qui est interdite
Sur bâche publicitaire	Selon les dispositions du Code de l'environnement
Dispositif de dimension exceptionnelle	Selon les dispositions du Code de l'environnement Pas de surface maximale sauf pour la publicité numérique 50m² max
Petit format	Selon les dispositions du Code de l'environnement Surface unitaire max 1m². surfaces cumulées <1/10ème de la devanture et 2m² max.

Enseignes	**ZP2** Axes routiers et quais de gare
Enseigne à plat sur la façade	Implantation en RDC ou dans le quart supérieur de la façade si l'activité occupe la totalité de l'immeuble Hauteur limitée à 1/5 de la hauteur de la devanture Ou Hauteur limitée à ½ étage pour une activité occupant la totalité d'un immeuble
Enseigne en inscription sur vitrine	15% de la surface vitrée
Enseigne perpendiculaire	Positionnée en alignement de l'enseigne parallèle et en limite latérale de façade commerciale Limitée à 1 par voie 2,40 m hauteur minimum
	Saillie max: 1m Surface max: 1m
Enseigne scellée au sol ou installée directement sur le sol	1 par voie - 4m²
Enseigne sur clôture	1 par voie – 2m²
Enseigne en toiture	Interdite

Enseignes	**ZP2** Axes routiers et quais de gare
Enseigne numérique	Autorisé uniquement dans les secteurs définis au plan de zonage autorisant la publicité numérique
	Limité à 2m²

5. Explication de la délimitation de la zone de publicité – ZP3a et ZP3b – Zones d'activités ou commerciales

Les zones d'activités du territoire se caractérisent par une multiplicité des dispositifs d'affichage extérieur associée à une grande diversité et multiplicité d'enseignes. Cet affichage particulier s'explique notamment par le fait que ces secteurs sont organisés de manière très différente des secteurs mixtes (bâtiments en retrait du domaine public, grands espaces ouverts dédiés au stationnement et rez-de-chaussée commerciaux de grande dimension), ce qui nécessite des supports particuliers et plus diversifiés pour leur permettre un affichage cohérent répondant à leurs besoins.

Pour améliorer globalement l'image des zones d'activités, le RLPi propose un cadre harmonisé pour l'implantation des dispositifs en leur sein. Le RLPi permet ainsi l'implantation de dispositifs publicitaires et d'enseignes adaptés aux spécificités de chaque type de zone.

❖ **Délimitation de la ZP3a**

La ZP3a couvre les zones d'activités industrielles ou artisanales n'ayant pas une visée commerciale et qui présentent donc des enjeux modérés en termes d'affichage. Cette zone inclut notamment les zones suivantes :

- Zone industrielle des Plâtrières — Vaujours
- Zone industrielle de La Poudrette — Les Pavillons-sous-Bois
- Zone d'activités de Vaucanson — Montfermeil
- Zone industrielle Montgolfier — Rosny-sous-Bois
- Zone d'activités La Garenne — Villemomble
- Zone industrielle des Renouillères — Neuilly Plaisance
- Zone d'activités de la fontaine du vaisseau — Neuilly Plaisance
- Zone industrielle des Chanoux — Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Marne
- Zone d'activités des Bords de marne — Neuilly-Plaisance
- Zone d'activités La Varenne — Noisy-le-Grand
- Usine des eaux — Neuilly-sur-Marne
- Zone industrielle du port de Gournay-sur-Marne — Gournay-sur-Marne
- Zone industrielle des Richardets — Noisy-le-Grand
- Zone d'activités La Garenne — Rosny-sous-Bois

❖ **Délimitation de la ZP3b**

La ZP3b couvre les zones commerciales plus « expressives » en termes de nombre et de dimension d'affichage. Elle inclut les centres commerciaux suivants :

- Centre commercial des Berges de l'Ourcq — Les Pavillons-sous-Bois
- Zone commerciale Clichy 2 — Clichy-sous-Bois
- Centre commercial des Sept Iles — Montfermeil
- Zone d'activités commerciale des Près — Coubron

- Centre commercial Rosny 2 — Rosny-sous-Bois
- Centre commercial Domus — Rosny-sous-Bois
- Zone d'activités commerciale du Plateau — Villemomble
- Centre commercial du Baobab — Neuilly-sur-Marne
- Zone d'activités commerciale de la pointe de Gournay — Gournay-sur-Marne
- Centre commercial Les Arcades — Noisy-le-Grand
- Secteur commercial de l'OIM Noisy-Pôle-Gare — Noisy-le-Grand
- Secteur commercial du Fort — Noisy-le-Grand

❖ Principes règlementaires

Affichage publicitaire	**ZP3a** Zones d'activités	**ZP3b** Zones commerciales
Lumineux y compris numérique	Eclairage par projection interdit Numérique autorisé sur mobilier urbain de 2m² uniquement dans les secteurs indiqués au plan de zonage	
Lumineux en vitrine	0,5m² en surface cumulée	1 m²
Sur mobilier urbain	8 m²	8 m²
Mural	2,50 m²	10,50 m²
Scellé au sol ou installé directement sur le sol	2,50 m²	10,50 m²
Préenseigne posée au sol sur le domaine public	1 m² par face visible.	
Préenseigne temporaire	Selon les dispositions du Code de l'environnement Dans les agglomérations de moins de 10 000 hab. : 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur et si leur nombre est limité à quatre par opération ou manifestation. Dans les agglomérations de plus de 10 000 hab., les règles sont les mêmes que pour l'affichage permanent.	
Sur palissade* de chantier	Deux dispositifs par voie bordant le chantier – surface unitaire maximale = 10,5m²	
Sur bâche de chantier	Selon des dispositions du Code de l'environnement, 50% max de la surface de la bâche sauf la publicité lumineuse sur bâche de chantier qui est interdite	
Sur bâche publicitaire	Selon les dispositions du Code de l'environnement	
Dispositif de dimension exceptionnelle	Selon les dispositions du Code de l'environnement Pas de surface maximale sauf pour la publicité numérique 50m² max	
Petit format	Selon les dispositions du Code de l'environnement Surface unitaire max 1m². surfaces cumulées <1/10ème de la devanture et 2m² max.	

Enseignes	**ZP3a** Zones d'activités	ZP3b Zones commerciales
Enseigne à plat sur la façade	Implantation en RDC ou dans le quart supérieur de la façade si l'activité occupe la totalité de l'immeuble Hauteur limitée à 1/5 de la hauteur de la devanture Ou Hauteur limitée à ½ étage pour une activité occupant la totalité d'un immeuble	
Enseigne en inscription sur vitrine	15% de la surface vitrée	
Enseigne perpendiculaire	Positionnée en alignement de l'enseigne parallèle et en limite latérale de façade commerciale Limitée à 1 par voie 2,40 m hauteur minimum	
	Saillie max: 1m Surface max: 1m	
Enseigne scellée au sol ou installée directement sur le sol	1 par voie 4m²	1 par voie 10,5m²
Enseigne sur clôture	1 par voie – 4m²	1 par voie – 2m²
Enseigne en toiture	Autorisée selon RNP soit 3m si la hauteur de la façade < 15m sinon 1/5 de la hauteur de la façade 6m max	
Enseigne numérique	Autorisé uniquement dans les secteurs définis au plan de zonage autorisant la publicité numérique	
	Limité à 4m²	

6. Explication de la délimitation du zonage numérique.

→ **Limiter les possibilités d'implantation des dispositifs publicitaires lumineux et notamment dans l'ensemble des secteurs à préserver** (secteurs de nature, secteurs résidentiels et secteurs patrimoniaux)
→ **Interdire les enseignes numériques sur la majorité du territoire** et préciser les formats et implantations possibles dans les secteurs d'autorisation

La publicité numérique, par sa capacité à délivrer un message dynamique, est à la fois un outil au service d'une communication économique rapide et visible et un support pouvant apporter des nuisances lumineuses dans un secteur à préserver. Le RLP, en lien avec le code de l'environnement, ne peut justifier en revanche des aspects liés à la sécurité routière.

Afin de répondre à cette ambivalence liée aux supports numériques, un encadrement très fort a été défini afin de les limiter aux seuls secteurs où ils peuvent apporter un affichage pertinent.

Ainsi sur le territoire, la publicité numérique est globalement interdite, sauf dans certains secteurs ciblés au zonage numérique. Dans ces secteurs, les besoins d'affichage municipal et commercial dynamiques ont été jugés plus importants que dans d'autres secteurs.

Cependant afin de limiter l'impact et le nombre de ces supports, **seule la publicité numérique sur mobilier urbain a été autorisée et uniquement jusqu'à des formats de 2m².** Ces supports pouvant combiner affichage municipal et commercial permettent ainsi de ne pas multiplier les dispositifs (un support de mobilier urbain combine les deux fonctions) et de ne pas avoir des surfaces lumineuses qui modifieraient trop fortement la qualité du paysage urbain.

Toutefois, il convient de rappeler que le RLPi ne règlemente pas l'affichage communal. Un dispositif numérique d'information communal sans publicité peut être installé partout.

Les secteurs ciblés sont notamment :

- **les secteurs de gares dans un rayon de 80m autour de l'accès ou les accès à la gare**. Dans ces secteurs de haute visibilité, l'objectif est toutefois de limiter le nombre de supports.
- **les zones commerciales,** trouvent un intérêt grandissant dans l'utilisation d'un affichage dynamique. Celui-ci apporte alors une animation et porte l'image d'un dynamisme économique. Les interfaces avec les zones d'habitation étant limitées, cette disposition est peu susceptible de nuire au cadre de vie.

II. Explication des dispositions réglementaires retenues pour les publicités et préenseignes

Afin de préserver la qualité du cadre environnemental du territoire de Grand Paris Grand Est plusieurs dispositions sont inscrites au règlement afin d'améliorer l'intégration des dispositifs dans leur environnement de manière générale.

Ainsi il est imposé que la publicité s'inscrive **dans un cadre rectiligne de forme régulière**, sans ajout ou extension ayant pour but d'augmenter le format initial du dispositif. Cette disposition vise à interdire l'installation de dispositifs particuliers dont le seul but serait d'attirer le regard, sans aucune prise en compte de l'environnement paysager dans lequel ils s'inscriraient.

Afin de limiter l'occupation de l'environnement par les dispositifs publicitaires, des dispositifs particuliers, très impactant pour le cadre de vie, ont été **interdits**. C'est notamment le cas des dispositifs **en toiture** ou de ceux **sur terrasses ou marquises**. Les dispositifs **sur volets et sur clôtures (hors publicité de chantier)** ont également été interdits afin de prolonger les dispositions du Code de l'Environnement liées à l'interdiction sur mur et clôtures non aveugles.

1. Réintroduction de la publicité aux abords des monuments historiques mentionnés à l'article L. 621-30 du code du patrimoine.

Les secteurs ZP0 et ZP1 sont ponctués d'éléments patrimoniaux et architecturaux dont certains sont Monuments Historiques ainsi que des sites inscrits

Comme présenté dans la Partie Diagnostic / Chapitre 3 Le Cadre règlementaire / II. Les périmètres environnementaux et urbains/ Périmètres environnementaux/ Interdiction relative, l'article L.581-8 du code de l'environnement interdit la publicité notamment :

1° Aux abords des monuments historiques mentionnés à l'article L. 621-30 du code du patrimoine ;

(…)

4° Dans les sites inscrits ;

5° A moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles mentionnés au II de l'article L. 581-4 ;

(..)

8° Dans les zones spéciales de conservation et dans les zones de protection spéciales mentionnées à l'article L. 414-1. Soient les zones Natura 2000

L'article L.581-8 du code de l'environnement permet de déroger à cette interdiction dans le cadre d'un règlement local de publicité.

Le RLPi de Grand Paris Grand Est déroge à cette interdiction et réintroduit la publicité aux abords des monuments historiques mentionnés à l'article L. 621-30 du code du patrimoine et dans les sites inscrits situés en ZP1.

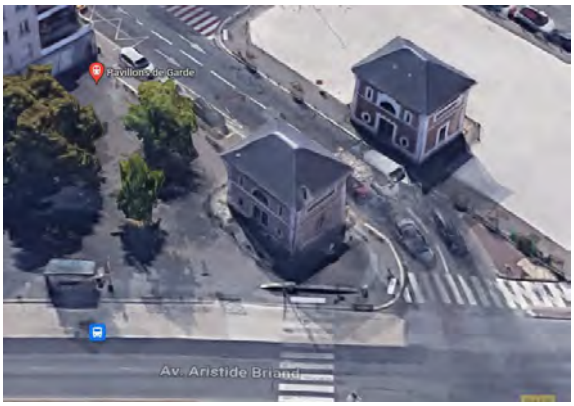
Cette réintroduction de la publicité aux abords des monuments historiques est assortie de conditions qui permettent de limiter fortement son impact sur les abords :

- Elle est **limitée à la publicité sur mobilier urbain.** Les différents mobiliers urbains apportent un service à la population que la publicité permet de financer et leur implantation aux abords d'un monument historique est parfois nécessaire.

- Tous les autres modes de publicité extérieure demeurent interdits : (faire la liste exhaustive, jusqu'au petits formats)

- La publicité doit être située **à plus de 30 mètres du monument historique**, à l'exception de la publicité sur les abris-voyageurs. Cette distance permet de préserver les abords immédiats des monuments historiques. Elle ne s'applique pas aux abris-voyageurs. Il existe en effet un nombre très limité d'abris-voyageurs implantés très proches d'un monument historique (arrêt La Fourche aux Pavillons-sous-Bois). Le choix du RLPi est de ne pas mettre en cause ces implantations.





Localisation de l'abri-voyageur La Fourche aux Pavillons-sous-Bois

- La surface unitaire de la publicité sur le mobilier urbain destiné à recevoir des informations publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques, est limitée **à 2 m².** Ce format réduit permet de limiter fortement l'impact de ces dispositifs.

- Elle ne s'applique pas en ZPO, dans laquelle la publicité sur mobilier urbain est interdite.

Ainsi, la publicité est autorisée aux abords des monuments historiques mentionnés à l'article L. 621-30 du code du patrimoine en cohérence avec **l'objectif de valorisation de la perception des centres-villes et secteurs patrimoniaux** par la limitation de la publicité. Les communes, dans le cadre des concessions de mobilier urbain, ont la maîtrise de l'implantation des dispositifs et peuvent appliquer des règles plus contraignantes.

2. Publicité lumineuse et numérique.

La publicité lumineuse se divise, dans le Code de l'environnement, en trois catégories :

- la publicité supportant des affiches éclairées par projection ou transparence ;
- la publicité lumineuse autre qu'éclairée par projection ou transparence ;
- la publicité numérique, sous-catégorie de la précédente.

Le règlement prévoit d'autoriser ces dispositifs, mais de les encadrer de deux manières :

- en définissant **des horaires d'extinction nocturne étendus** de 23h à 6h permettant de limiter l'impact de la luminosité de ces dispositifs sur l'environnement dès lors que l'activité du secteur ne justifie plus de maintenir la luminosité des dispositifs ;
- en limitant l'implantation des dispositifs numériques (qui sont jugés les plus impactants pour l'environnement) à **de petits formats de 2m² et à des secteurs limités**.

Afin de favoriser l'intégration des dispositifs dans leur environnement et limiter les dispositifs complémentaires aux supports publicitaires eux-mêmes, l'éclairage par projection (qui nécessite l'installation d'une rampe surplombant le panneau) a été interdit. Les seules publicités lumineuses autorisées sont les publicités éclairées par projection ou les publicités numériques sur mobilier urbain.

Conformément à l'article L.581-14-4 du Code de l'Environnement **introduit par la loi Climat et Résilience promulguée en août 2021**, le RLPi prévoit également des prescriptions pour les dispositifs lumineux et numériques installés à l'intérieur des vitrines et des baies des locaux commerciaux. En cohérence avec la plage d'extinction définie pour les autres dispositifs, celle-ci est également fixée de 23h à 6h. Par ailleurs, en accord avec les enjeux ayant conduit à la définition des zones de publicités, le RLPi fixe des surfaces cumulées maximales limitées à :

- 0,5m² en ZP0 , en ZP1, en ZP2 et ZP3a ;
- 1m² ZP3b ;

Cette surface autorisée doit ainsi permettre l'expression publicitaire et commerciale sans pour autant dénaturer la qualité des vitrines et des ambiances commerciales dont le caractère qualitatif est recherché sur l'ensemble du territoire.

3. Publicité sur mobilier urbain.

Le Code de l'Environnement distingue cinq types de supports de mobilier urbain susceptibles d'accueillir de la publicité à titre accessoire :

- les abris destinés au public ;
- les kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial ;
- les colonnes porte-affiches ne supportant que l'annonce de spectacles ou de manifestations culturelles (type colonne « Morris ») ;
- les mâts porte-affiches ;
- le mobilier recevant des informations non publicitaires à caractère général ou local ou des œuvres artistiques dont une face reçoit de la publicité.

En **ZP0 tout type de publicité sur mobilier urbain est interdite** afin de valoriser les espaces patrimoniaux et paysagers où s'applique ce zonage.

Dans les autres zones, la publicité sur mobilier urbain (et particulièrement le mobilier dont une face reçoit de la publicité) **est limitée à un format de 8m².** Toutefois un format réduit en ZP1 sera privilégié par les communes, le format supérieur ayant vocation à s'adapter aux dimensions des axes et des zones d'activités où ces supports seront installés. Les axes au sein de ces secteurs étant plus larges, une dimension plus importante sera possible car considérée comme aillant un impact environnemental similaire à un dispositif de petit format dans une rue étroite.

4. Publicités et préenseignes murales.

Les publicités murales s'installent sur des supports déjà existants. On peut considérer qu'elles ont un impact sur l'environnement moindre que celui des dispositifs publicitaires scellés au sol étant donné qu'elles n'ajoutent pas de supports et que leur implantation est conditionnée à la présence de murs pignons.

Afin de préserver les secteurs où les protections les plus fortes ont été recherchées, ce type de publicité est interdit en ZP0 et ZP1.

Les dispositifs muraux ont donc été admis uniquement dans les zones ZP2 et ZP3 du territoire.

Le règlement intègre des dispositions afin de préserver la qualité du bâti sur lequel ces dispositifs s'insèrent :

- Supports de pose : l'interdiction du maintien des dispositifs de pose a pour objectif de limiter la surcharge visuelle de chaque dispositif. Actuellement de nombreux dispositifs publicitaires sont entretenus **sans recours au maintien de passerelles ou échelles**, ce qui leur offre une intégration de bien meilleure qualité. C'est ce vers quoi souhaite tendre l'EPT pour l'ensemble des dispositifs publicitaires.
- Implantation : une **interdiction de masquer des éléments de composition architecturale** a été définie afin que la publicité ne nuise pas à la qualité du bâti sur le territoire.
  Un recul de 50cm par rapport à toute arrête est exigé pour l'implantation de dispositifs muraux. Cette disposition a pour but de protéger les éléments d'architecture et d'éloigner les dispositifs publicitaires (qui intègrent souvent des éléments lumineux) des fenêtres de la façade perpendiculaire de manière à limiter l'impact de la luminosité sur les habitants.
  Hauteur : Une **hauteur maximale de 6m** est définie afin d'uniformiser les hauteurs maximales entre publicité au sol et murale.
- Densité : **un seul dispositif** est admis par unité foncière afin d'éviter toute accumulation de dispositifs dans un secteur donné.
- Format : Un **maximum de recouvrement de 30%** du mur est définie de manière à limiter les implantations sur les petits murs et maintenir un affichage proportionné par rapport au bâti.

Au sein de la ZP2, qui sont des secteurs d'axes de grandes dimensions, les supports publicitaires sont autorisés jusqu'à 10,50m² dans un souci d'équilibre de formats entre publicité sur mobilier urbain et sur parcelles privées.

Au sein de la ZP3, les formats sont adaptés aux usages en cours en termes d'affichage. Le format est ainsi limité à 2m² en ZP3a (secteur couvrant les zones d'activités non commerciales) et est porté à 10,50m² au sein des zones d'activités commerciales, secteurs éloignés des zones d'habitations dont l'impact sur le cadre de vie est limité.

5. Dispositifs publicitaires et préenseignes scellés au sol ou installés directement sur le sol.

Les dispositifs scellés au sol ont été admis uniquement en ZP2 et ZP3 et en ZP1 sur mobilier urbain uniquement. Cependant, afin de préserver la qualité des secteurs environnementaux dans lesquels ces dispositifs s'insèrent, certaines dispositions ont été intégrées :

- Supports de pose : **les dos des dispositifs simple face** doivent être habillés afin d'encourager la mise en place de supports de qualité plutôt que de supports installés à l'économie, sans prise en compte de l'environnement.
  Dans la même logique les dispositifs doivent être à flanc fermé, interdisant de fait les supports implantés en V.
  Les dispositifs de scellement doivent être enterrés de manière à intégrer au mieux les supports à leur environnement.
- Implantation : La distance aux limites séparatives est agrandie de manière à mettre à distance le bâti et les publicités et protéger ainsi le cadre de vie des habitants du territoire. Dans cette même logique, la distance aux baies a été étendue aux baies de la parcelle où s'implante le dispositif.
  La notion de hauteur maximale de 6m est étendue à la voie la plus proche, afin d'éviter les dispositifs implantés en haut de talus dans l'unique but de gagner en visibilité, détériorant alors le paysage.
  Les dispositifs doivent être implantés perpendiculairement à l'axe de la voie afin d'éviter les implantations de dispositifs aux carrefours qui ont tendance à faire écran dans des secteurs où l'ouverture visuelle est importante.

- Densité : un seul dispositif est admis par unité foncière afin d'éviter toute accumulation de dispositifs dans un secteur donné. Cette disposition est levée pour les secteurs de gare dont les unités foncières sont de très grandes dimensions et où la publicité impacte peu le domaine public du fait de la configuration des gares sur le territoire.
  En complément, l'implantation de dispositifs est interdite dans les parcelles présentant un linéaire sur rue inférieur à 20m de manière à limiter les accumulations dans les secteurs présentant du parcellaire en bande de petite dimension.

Les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol peuvent induire **une surdensité d'affichage** au niveau des secteurs où elles sont implantées, d'autant plus si elles avoisinent des dispositifs de mobilier urbain et à des enseignes scellées au sol. Les dispositifs scellés au sol ont ainsi été limités dans le but de **privilégier notamment la visibilité des enseignes scellées au sol.**

Les zones où l'affichage scellé au sol est autorisé sont **limitées** aux **axes de forte circulation classés en ZP2, aux quais de gare** et **stations de la ligne de tramway-train des Coquetiers** dont la visibilité des dispositifs par rapport au domaine public reste restreinte et **aux zones d'activités** qui sont des secteurs éloignés des secteurs résidentiels (où l'impact sur le cadre de vie des habitants est donc plus limité). Ces supports sont interdits dans les autres zones.

Les formats ont été adaptés aux usages en cours en termes d'affichage, soit 10,50m² le long des axes, gares et des zones commerciales et 2m² en zones d'activités. Cependant afin de dédensifier l'affichage actuel, les règles de densité (précisées en dispositions générales) sont durcies.

Publicités et préenseignes posées au sol sur domaine public

Les dispositifs posés au sol sur domaine public peuvent offrir une surface d'affichage pertinente à des entreprises situées en retrait du domaine public pour se signaler, ainsi que pour indiquer l'ouverture d'un commerce et des informations secondaire (type menu d'un restaurant).
Par conséquent ces dispositifs ont été admis, mais encadrés en format de manière que leurs dimensions ne nuisent pas à la qualité des rues commerçantes.

6. Préenseignes temporaires.

Les préenseignes temporaires participent au dynamisme du territoire par le signalement d'activités temporaires. Ces dispositifs ont un impact environnemental faible dès lors qu'ils sont installés sur de courtes périodes. Elles sont soumises aux dispositions du code de l'environnement, lequel ne permet pas au RLPi de définir des règles plus contraignantes.

7. Publicité sur palissade et bâche de chantier.

La publicité de chantier est un type de publicité qui s'installe temporairement au cours de la réalisation de travaux et uniquement pendant la période effective de réalisation desdits travaux. Elle peut permettre ponctuellement, de couvrir certains frais de chantier et ainsi de faciliter la réalisation de travaux.

Comme tout dispositif temporaire, cet affichage n'a pas vocation à durer, les impacts sur le paysage et le cadre de vie ne sont donc pas permanents.
Sur palissade, le nombre de dispositifs n'est pas limité par le Code de l'Environnement. Le RLPi en limite donc la densité à deux par voie bordant le chantier afin d'en réduire les impacts.
Les dispositions du Code de l'Environnement concernant la publicité sur bâche de chantier sont considérées comme suffisantes. Elles sont ainsi interdites dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants, y compris au sein des unités urbaines de plus de 100 000 habitants.
En outre, la surface occupée par la publicité sur la bâche ne peut dépasser 50% de la surface de la bâche (hors travaux de rénovation BBC).
Seule la publicité lumineuse sur bâche n'est toutefois pas admise afin que la luminosité du dispositif ne nuise pas à la qualité du cadre de vie dans le secteur concerné.

8. Bâches publicitaires et dispositifs de dimensions exceptionnelles.

L'article L.581-9 permet l'installation de dispositifs de dimensions exceptionnelles, exclusivement liés à des manifestations temporaires. Elles font l'objet d'une autorisation du maire, délivrée au cas par cas, après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, paysages et sites (CDNPS). Une autorisation générale et/ou permanente ne peut être délivrée.

Cette procédure est jugée suffisante pour contrôler au cas par cas les impacts liés à l'implantation de ces dispositifs de dimensions exceptionnelles et bâches publicitaires et le RLPi ne les règlemente pas davantage.
Ces supports sont tout de même exclus des ZP0 où ils ne pourraient en aucun cas s'intégrer à ces secteurs préservés.

III. Explication des dispositions réglementaires retenues pour les enseignes

L'implantation d'enseignes sur le territoire est encadrée par des règles communes à toutes les zones et des règles spécifiques à chaque zone de publicité.
Les justifications ci-dessous se rapportent ainsi à l'ensemble des règles communes.

1. Composition générale et implantation.

Plusieurs dispositions ont été intégrées de manière à préserver une bonne intégration des enseignes sur les devantures commerçantes et dans le paysage de la rue.
Ainsi les enseignes doivent être réalisées à l'aide de matériaux durables et les bâches sont proscrites. es dispositions ont vocation à empêcher l'installation d'enseignes réalisées rapidement et à bas coût, sans réflexion sur leur intégration, au profit d'enseignes capables de perdurer dans le temps et bien intégrées.
L'implantation d'enseignes est interdite sur les balcons, les volets, les garde-corps, les arbres ou les haies, ainsi que sur les loggias afin de privilégier une implantation au niveau de la devanture commerciale ou au sol. Ces dispositions ont pour but de définir une implantation homogène entre tous les commerçants et entrepreneurs et veiller ainsi à ce que chacun dispose d'une visibilité similaire.

2. Enseignes lumineuses et éclairage des enseignes.

L'éclairage des enseignes doit être intégré à la devanture commerciale et doit être le moins agressif possible afin de limiter son impact sur l'environnement et permettre simplement de rendre l'enseigne visible. C'est pourquoi le règlement demande un éclairage indirect des enseignes, par rétroéclairage ou par projection. Les dispositifs type lettres éclairantes sur caisson opaque, lettres boitiers, barre d'éclairage ou spots intégrés à la devanture sont ainsi conseillés.
L'ensemble des dispositifs dont la lisibilité est limitée en journée (type néons, LED point à point) sont proscrits.

La saillie des dispositifs d'éclairage a été limitée dans le but de promouvoir des dispositifs discrets, intégrés le plus possible à la devanture.

L'interdiction des enseignes clignotantes a été étendue aux enseignes défilantes et mouvantes dans le but d'intégrer à l'interdiction les supports présentant des caractéristiques intermédiaires entre enseignes simplement lumineuses et enseignes numériques.
Les enseignes suivent la même plage horaire d'extinction nocturne que les publicités dans un soucis de valorisation d'un éclairage apaisé la nuit, permettant également d'amorcer un travail sur la trame noire, favorable à un meilleur fonctionnement écologique nocturne du territoire.

Conformément à l'article L.581-14-4 du Code de l'Environnement **introduit par la loi Climat et Résilience promulguée en août 2021**, le RLPi prévoit également des prescriptions pour les enseignes

lumineuses et numériques installées à l'intérieur des vitrines et des baies des locaux commerciaux. En cohérence avec la plage d'extinction définie pour les enseignes lumineuse, celle-ci est également fixée de 23h à 6h. Par ailleurs, en accord avec les enjeux ayant conduit à la définition des zones de publicités, le RLPi fixe pour les enseignes numériques des surfaces cumulées maximales limitées à :

- 0,5m² en ZP0, en ZP1, en ZP2 et en ZP3b ;
- 1m² en ZP3b ;

Cette surface autorisée doit ainsi permettre l'expression commerciale sans pour autant dénaturer la qualité des vitrines et des ambiances commerciales dont le caractère qualitatif est recherché sur l'ensemble du territoire.

3. Enseignes numériques.

Les enseignes numériques présentent une luminosité qui peut être très impactante pour le paysage de la rue étant donné que l'éclairage y est orienté vers la rue et que les enseignes numériques peuvent présenter des vidéos animées et des animations.
Elles sont par conséquent interdites dans la majorité des zones.
Les enseignes numériques restent toutefois admises dans les périmètres spécifiques autorisant la publicité numérique (autour des gares et dans les zones commerciales) hors ZP0 et ZP1, afin de permettre ponctuellement un affichage dynamique dans des secteurs éloignés des secteurs d'habitats. Ce type d'enseigne est restreint en format selon chaque zone afin de limiter son impact sur le cadre de vie.

4. Enseignes à plat en façades.

❖ Implantation des enseignes en façade

Afin d'optimiser l'intégration des différentes enseignes aux façades et d'améliorer la lecture globale du paysage de la rue, plusieurs règles d'intégration ont été définies par rapport notamment aux rythmes de façade et dimensions d'enseigne.

Le positionnement des enseignes en façade doit ainsi se faire en prenant en compte des lignes de composition de la façade, le parcellaire et sans masquer d'éléments d'architecture.
Cette intégration à la façade doit permettre d'améliorer la qualité des fronts commerçants et de limiter les implantations hétéroclites qui donneraient plus ou moins de visibilité à certaines activités et pourraient nuire à la qualité du patrimoine bâti.

❖ Activités au rez-de-chaussée ou en étages

Dans les axes 3 et 4 de sa stratégie, le RLPI établit des orientations visant à améliorer la lisibilité des fronts commerciaux et valoriser la perception des centres-villes. L'harmonisation recherchée, proportionnellement aux enjeux des secteurs, doit toutefois être envisagée au regard de

l'emplacement des activités dans les bâtiments afin de permettre une bonne visibilité et localisation depuis le domaine public.

Ainsi dans les secteurs d'enjeux paysagers forts, traduits en ZP0 et ZP1, quel que soit l'emplacement de l'activité, y compris pour des activités uniquement en étage, l'enseigne en façade doit être positionnée au rez-de-chaussée, sur un support commun lorsqu'il y a plusieurs activités au sein d'un immeuble. Dans ces secteurs dédiés aux perceptions à hauteur de piétons en priorité, ce positionnement doit permettre de les rendre visible mais également d'en limiter le nombre.
Dans le cas d'activités occupant la totalité d'un immeuble, ce qui est notamment le cas dans les secteurs de bureaux, les typologies bâties sont souvent très différentes de celles du commerce de détail. En général il n'y a pas de devanture commerciale définie, et les éléments vitrés représentent des dimensions beaucoup plus importantes.
Afin d'adapter les typologies d'enseignes au bâti particulier qui est associé à ces activités, des dispositions particulières sont définies et notamment la possibilité de déroger à la règle de respect du rez-de-chaussée pour les enseignes en zones ZP2 et ZP3 uniquement. Pour autant, ces enseignes n'en restent pas moins encadrées strictement en termes de format et de densité.

- **Densité**

Afin de limiter le nombre de dispositifs, le RLPi inscrit le principe d'une seule enseigne à plat (bandeau) par voie. Les commerces ayant un très long linéaire sur rue, sur plusieurs bâtiments conservent la possibilité d'installer plus d'une enseigne dans cet espace dédié, en maintenant la séparation architecturale entre les bâtiments.

- **Format de l'enseigne à plat sur la façade**

L'enseigne ne doit pas s'étendre d'un bout à l'autre de la façade dans le but d'éviter une enseigne qui est en général soit de très grand format et donc mal intégrée dans le paysage de la rue, soit très allongée et donc difficilement lisible.

L'objectif d'amélioration de l'intégration de ces enseignes à plat aux bâtiments est applicable à l'ensemble du territoire. C'est pourquoi il est demandé dans les dispositions communes qu'elles soient constituées de lettres ou signes découpés sur un panneau de fond en harmonie avec le support.

La hauteur de l'enseigne à plat ne doit pas dépasser le cinquième de la hauteur de la devanture commerciale. Cette dimension s'ajoute aux pourcentages d'occupation de la devanture du Code de l'Environnement. Ces deux dispositions combinées ont pour effet de limiter les dimensions de l'enseigne à plat, tout en offrant une grande adaptabilité aux typologies bâties et donc aux différents contextes urbains du territoire.
En ZP0, le lettrage est par ailleurs limité à une hauteur maximale de 40cm afin de limiter au maximum l'impact visuel des rares enseignes présentes dans la zone.

Enfin la saillie de ces enseignes à plat est limitée dans toutes les zones, à 0,15 m afin de limiter l'épaisseur des caissons s'ajoutant à la façade et dégradant la qualité du bâti dans les fronts commerçants.

❖ **Implantation de l'enseigne sur piles latérales**

Afin de permettre l'affichage de menus ou d'horaires sur les piles latérales des devantures commerciales, une dérogation est prévue à l'affichage des enseignes en façade. Cependant afin que l'affichage sur ces piles reste limité, cet affichage est encadré en surface, en saillie et d'harmonie des couleurs.

5. Enseignes sur baies et vitrines.

Les enseignes sur baies sont limitées de manière spécifique au sein des différentes zones. Au sein des ZP0 et ZP1, elles doivent être en lettres ou signes découpés (ou sur fond transparent) de manière à maintenir une transparence de la vitrine Cela doit éviter l'effet de masque de la vitrine.

Dans les autres zones, seul le pourcentage de couverture de la vitrine est réduit par rapport au Code de l'Environnement (15% contre 25% dans la RNP). Les besoins de transparence de la vitrine sont moindres dans ces zones où la circulation est majoritairement motorisée. Ainsi une plus grande diversité de types d'affichages peut être admis sur les vitrines sans que cela ne nuise à la qualité des paysages urbains de ces zones.

6. Enseignes sur store.

Afin de limiter l'effet visuel lié à la surdensité des enseignes et au cumul des enseignes parallèles et perpendiculaires, l'inscription sur store est encadrée dans toutes les zones en la limitant au lambrequin, ce qui revient à en limiter le format et maintenir le parallélisme à la façade.

7. Enseignes perpendiculaire à la façade.

Afin de faciliter la lecture globale des enseignes au sein d'une même rue, les dispositions relatives aux enseignes perpendiculaires à la façade ont été renforcées par rapport au Code de l'Environnement en cohérence avec celles établies pour les enseignes à plat.

❖ **Densité**

Ainsi en termes de densité, les enseignes perpendiculaires sont limitées à une par voie ouverte à la circulation publique,
Une dérogation de nombre est accordée pour les enseignes perpendiculaires liées à une obligation légale (tabac et pharmacie), dans le but de permettre l'affichage de cette activité, tout en ayant une enseigne de qualité pour le commerce.
Le regroupement des enseignes perpendiculaires est exigé afin de limite la multiplication des supports qui nuisent à la bonne visibilité des activités.

❖ **Implantation**

La recherche d'une harmonisation des enseignes conduit à prescrire l'alignement des enseignes perpendiculaires avec le bandeau (ce qui revient à les positionner au-dessus de la vitrine – à plus de 2,40m et sous la limite du rez-de-chaussée). Cela évite qu'une enseigne ne s'implante plus haut que d'autres en dégradant l'harmonie du paysage commercial à l'échelle de la rue.
Un positionnement au plus proche de la limite latérale du commerce est imposé afin que l'enseigne perpendiculaire ne masque pas l'enseigne parallèle et que l'implantation favorise un rythme régulier d'enseignes au sein du linéaire commerçant.

Les formats des enseignes perpendiculaires sont spécifiques aux différentes zones afin de s'adapter à la largeur des voies des différents secteurs et au typologies bâties en place. Le format maximal est ainsi ajusté par zone selon l'échelle des perceptions recherchée plutôt piétonne en ZP0 et ZP1, piétonne et motorisée en ZP2 et ZP3. Une saillie maximale est définie et ajustée par zone afin d'éviter qu'une enseigne ne s'implante très en surplomb de la rue, en masquant celles des commerces limitrophes.

Ainsi en ZP0 et ZP1, les secteurs d'interdiction de publicité, de centralités commerciales et d'habitat, le format des enseignes perpendiculaires est limité à 0,60m² et à une saillie de 0,80m (supports compris). Ce format, relativement petit, a pour but de protéger ces secteurs des dispositifs de trop grands formats qui ne seraient pas adaptés aux typologies bâties.

Au sein des ZP2 et ZP3, les secteurs de grands axes et de zones d'activités, un format de 1 m² est autorisé et la saillie y est limitée à 1m. Dans ces secteurs les rez-de-chaussée commerciaux sont beaucoup plus hauts et de beaucoup plus grandes dimensions. Par conséquent ce format a vocation à s'adapter aux typologies bâties de ces zones, tout en maintenant une présence d'affichage proportionnellement similaire à celle des ZP0 et ZP1.

8. Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol.

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol sont autorisées dans toutes les zones, dans la mesure où elles peuvent permettre de rendre visible une activité située en retrait du domaine public ou d'indiquer des éléments précis sur la parcelle de l'activité (les entrées et sorties notamment).

Pour autant, ces dispositifs peuvent avoir ponctuellement un impact important sur les effets de surdensité d'affichage. Ils sont par conséquent réglementés sur plusieurs points.

- **Densité**

Leur densité est limitée à un dispositif par voie ouverte à la circulation. Cette règle inclut notamment les oriflammes ne participant pas à une bonne lecture de l'activité commerciale tout en ayant un impact négatif sur la qualité paysagère du front commercial.
Les activités installées sur une même unité foncière doivent être regroupées sur un dispositif commun dans le but de limiter le nombre de supports et d'uniformiser l'affichage au sein des parcelles.

- **Typologies de supports :**

L'implantation de dispositifs en drapeaux est interdite afin de privilégier des dispositifs pérennes, plus qualitatifs dans le paysage de la rue.

❖ **Format**

Les formats des enseignes au sol ou installées directement sur le sol sont spécifiques aux différentes zones afin de s'adapter aux enjeux de perceptions des différents secteurs et aux typologies bâties en place.

Au sein de la ZP0 et de la ZP1, les enseignes au sol sont autorisées jusqu'à un format de 2m². Ce petit format a vocation à préserver la qualité paysagère des secteurs de centralités commerçantes et de zones d'habitats.

Au sein de la ZP2 qui est un secteur d'axes larges et circulés, un format maximal de 4m² est autorisé. Ce format doit permettre l'installation d'enseignes au sol de format adapté à une perception à vitesse motorisée la vitesse de circulation sans s'imposer trop massivement.

Au sein des zones d'activités (non commerciales), les enseignes au sol sont peu utilisées mais peuvent servir ponctuellement d'enseigne principale à des activités à l'affichage peu démonstratif. Ainsi le format dans ces zones y est limité à 4m². Au sein des zones commerciales, ponctuellement, des dispositifs peuvent être utilisés de manière conjointe pour plusieurs activités permettant de les rendre visible, en un point. Ce support commun est généralement qualitatif et évite une démultiplication d'affichage, c'est pourquoi il est imposé. Afin de permettre une bonne visibilité de toutes les activités, un format de 12m² a été prévu.

9. Enseigne sur clôture

Comme les enseignes scellées au sol, les enseignes sur clôture sont autorisées dans toutes les zones, dans la mesure où elles constituent parfois un des seuls moyens de visibilité de l'activité, en retrait du domaine public.

Pour autant, ces dispositifs peuvent contribuer aux effets visuels cumulés lié à une surdensité d'affichage. Ces dispositifs sont par conséquent réglementés sur plusieurs points.

❖ **Densité**

Ces dispositifs sont limités à un par voie ouverte à la circulation afin de proposer des règles de densité homogènes entre enseignes au sol et sur clôture (deux dispositifs ayant un but similaire).

❖ **Implantation et qualité**

Les enseignes sur clôture ne sont autorisées que si l'activité ne possède pas de façade commerciale bâtie visible depuis la voie ouverte à la circulation publique afin de valoriser un affichage en façade plutôt sur clôture qui est généralement plus qualitatif et s'intègre mieux au paysage urbain.

Les bâches sont interdites afin de valoriser des supports plus pérennes s'intégrant mieux au contexte urbain

❖ **Format**

Les formats des enseignes sur clôture sont spécifiques aux différentes zones afin de s'adapter aux enjeux de perception des différents secteurs et aux typologies bâties en place.

Au sein des ZP0 et ZP1, les enseignes sur clôture sont autorisées jusqu'à un format de 0,60*0,60m². Ce format correspond en général à celui utilisé par les artisans présents notamment dans les secteurs résidentiels. Ce format de petite dimension a pour objectif de permettre l'affichage des acteurs économiques de ces secteurs, tout en les conduisant à prioriser un affichage plus qualitatif offrant des formats supérieurs.

En ZP2 le format est porté à 2m² pour permettre un affichage à certaines activités positionnées en retrait du domaine public, sans pour autant créer d'effets de surdensité grâce à un format restant limité.

Au sein de la ZP3 couvrant les zones d'activités, le diagnostic a fait apparaître une utilisation excessive de ces dispositifs en zone commerciale, mais des besoins en zone d'activités à encadrer par la mise en place de dispositifs pérennes, sobres et de dimensions raisonnables en entrée de site afin de se signaler. Les prescriptions prévoient un format plus important pour les enseignes en zone d'activité présentant des risques de cumul plus modérés.

Afin d'éviter tout effet de surdensité, le format en zone commerciale a ainsi été limité à 2m² et admis jusqu'à 4m² dans les autres zones d'activités qui ont une utilisation plus adaptée de ce genre de dispositif.

10. Enseignes en toitures

Les enseignes en toiture sont interdites en toutes zones, sauf en ZP3, dans les zones d'activités.
Cette interdiction a pour but de réorienter l'affichage en façade, dans tous les secteurs où l'installation en toiture pourrait nuire à des espaces résidentiels limitrophes.
Au sein de la ZP3 les enseignes en toiture sont admises dans la mesure où elles respectent les dispositions nationales. Cette souplesse a été admise en zone d'activités car ces secteurs sont éloignés des zones résidentielles. L'affichage nuit ainsi peu au cadre de vie des habitants du territoire.

Grand Paris Grand Est

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL
CLICHY-SOUS-BOIS · COUBRON · GAGNY · GOURNAY-SUR-MARNE · LE RAINCY
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS · LIVRY-GARGAN · MONTFERMEIL · NEUILLY-PLAISANCE
NEUILLY-SUR-MARNE · NOISY-LE-GRAND · ROSNY-SOUS-BOIS · VAUJOURS · VILLEMOMBLE



Règlement Local de Publicité Intercommunal

RÈGLEMENT

Approbation par le conseil de territoire - CT2023/07/11

PRÉAMBULE

Le règlement local de publicité intercommunal (RLPi) de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est s'applique au territoire des communes composant son périmètre, à l'intérieur des limites d'agglomération.

Le RLPi s'applique à la publicité extérieure, c'est-à-dire à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes visibles depuis une voie ouverte à la circulation publique (routes, autoroutes et routes à grande circulation, voies navigables, voies piétonnes et chemins, voies ferrées, quais à ciel ouvert des gares ferroviaires, parkings.)

Le règlement ne s'applique pas à la signalétique d'information locale (SIL)* qui relève de la signalisation routière.

Les emplacements destinés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux associations sans but lucratif sont déterminés par arrêté municipal, en application du Code de l'environnement. Le RLPi permet que ces emplacements soient situés dans les secteurs définis au I de l'article L.581-8 du Code de l'environnement. Les autres dispositions du RLPi ne s'appliquent pas à ces emplacements.

Les dispositions du Code de l'environnement relative à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes (Règlementation Nationale de Publicité) qui ne sont pas modifiées par le présent règlement s'appliquent conjointement à celui-ci.

Sont annexés au présent règlement :

- Le plan de zonage de l'ensemble du territoire et les zooms de ce plan général sur chacune des communes composant l'établissement public territorial, ainsi que le plan de zonage réglementant la publicité numérique.
- Les limites d'agglomération représentées sur un document graphique ainsi que les arrêtés municipaux fixant les dites limites.

SOMMAIRE

1 DÉLIMITATION DES ZONES DE PUBLICITÉ 5

2. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PUBLICITÉS ET AUX PRÉENSEIGNES. 10

I. Dispositions générales. 10

II. Dispositions applicables à la ZP0. 20

III. Dispositions applicables à la ZP1. 21

IV. Dispositions applicables à la ZP2. 22

V. Dispositions applicables à la ZP3. 23

VI. Synthèse des formats autorisés pour les publicités et préenseignes. 24

3. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ENSEIGNES. 25

I. Dispositions générales. 25

II. Dispositions applicables à la ZP0 et hors agglomération. 34

III. Dispositions applicables à la ZP1. 36

IV. Dispositions applicables à la ZP2. 38

V. Dispositions applicables à la ZP3. 41

VI. Synthèse des formats et densités d'enseignes autorisés. 44

4. LEXIQUE. 45

1 DÉLIMITATION DES ZONES DE PUBLICITÉ

Le RLPi de Grand Paris Grand Est identifie cinq zones de publicité :

- ZP0 : Secteurs paysagers et naturels.
- ZP1 : Secteurs résidentiels et centres-villes.
- ZP2 : Axes routiers et quai de gares.
- ZP3a : Zones d'activités.
- ZP3b : Zones commerciales.

Ces zones sont délimitées sur le plan de zonage annexé au présent RLPi.

Chacune dispose de règles spécifiques concernant les dispositifs d'affichage extérieur. Des dispositions générales viennent compléter ces particularités en couvrant l'ensemble du territoire intercommunal de principes de base, applicables sur la totalité des zones de publicité.

Cas d'une unité foncière se trouvant à cheval entre deux zones de publicité

Pour les publicités et préenseignes, les règles à appliquer sont celles de la zone de publicité où le dispositif est implanté.

ZP0 - Secteurs paysagers et naturels.

La ZP0 couvre ainsi les secteurs à forte valeur patrimoniale ou naturelle situés à l'intérieur de l'agglomération, suivants :

- Les grands parcs et espaces verts du territoire suivants :

Promenade de la Dhuis	Clichy-sous-Bois, Montfermeil, Gagny, Le Raincy
Parc départemental de la Fausse Maussoin	Clichy-sous-Bois
Parc de la Mairie	Clichy-sous-Bois
Parc Courbet	Gagny
Parc Forestier du Bois de l'Etoile	Gagny
Parc du Lac de la Maison Blanche	Gagny
Parc des Friches	Livry-Gargan
Parc Pierre Bérégovoy	Livry-Gargan
Square Ahmed-Merabet	Livry-Gargan
Parc Forestier de la Poudrerie	Livry-Gargan
Parc Lefèvre	Livry-Gargan
Parc Vincent Auriol	Livry-Gargan
Parc Arboretum	Montfermeil
Parc des Coteaux d'Avron	Neuilly-Plaisance
Promenade André Devambez	Neuilly-Plaisance
Parc du Croissant Vert	Neuilly-sur-Marne
Parc départemental de la Haute-Ile	Neuilly-sur-Marne
Parc de la Butte Verte	Noisy-le-Grand
Parc Louis Antoine de Bougainville	Noisy-le-Grand
Parc de Villefix	Noisy-le-Grand
Parc Jean Deceseri	Rosny-Sous-Bois
Golf	Rosny-Sous-Bois
Parc Jean-Pierre Jousseman	Vaujours
Parc de la Garenne	Villemomble
Parc Jean Mermoz	Villemomble
Parc René Martin	Villemomble

- Les abords du canal de l'Ourcq, du canal de Chelles et de la Marne
- Les abords des voies ferrées (hors secteurs de gare)

Précision sur les limites de la ZP0 par rapport aux voies de circulation :

La partie d'une voie de circulation qui traverse la ZP0 est située en ZP0.

La partie d'une voie de circulation qui est adjacente ou qui longe la ZP0 est située en dehors de la ZP0. La limite de la ZPO correspond alors à l'alignement.

Ces dispositions prévalent sur la représentation graphique du plan de zonage.

ZP1 – Secteurs résidentiels et centres-villes.

La ZP1 inclut les tissus de centres-villes ainsi que tous les secteurs résidentiels et secteurs mixtes, ce qui en fait le zonage de publicité occupant la majorité du territoire.

Les monuments historiques non compris dans une ZP0 et leur périmètre de covisibilité sont inclus dans la ZP1.

ZP2 – Axes routiers et quais de gare.

La ZP2 couvre les axes routiers et tronçons suivants :

Ville	Nom Rue	Rue complète	Début Côté pair	Fin Côté pair	Début Côté impair	Fin Côté impair
Gagny	Rue Aristide Briand	Non	18 Rue Aristide Briand	53 Rue Georges Rémond	7 Rue Aristide Briand	91 Rue Aristide Briand
Gagny	Rue Parmentier (puis Avenue du Président Pompidou)	Non	4 Rue Parmentier	*666062,23 6864750,57*	5 Rue Parmentier	24 Avenue du Président Pompidou
Gagny	Tronçons de la rue Jules Guesde	Non	128 Tronçons de la rue Jules Guesde	*666901,24 6864190,48*	103 Tronçons de la rue Jules Guesde	96 rue du Chemin de Fer
Les Pavillons-sous-Bois	Allée de Monthyon	Non	32 Allée de Monthyon	Fin de rue	33 Allée de Monthyon	Fin de rue
Les Pavillons-sous-Bois	Avenue de Rome	**Oui**				
Les Pavillons-sous-Bois	Boulevard de Paris	**Oui**				
Les Pavillons-sous-Bois, Livry-Gargan	Avenue Aristide Briand (puis Avenue du Conseil Général Nordling ; puis Avenue du Maréchal Leclerc ; puis Boulevard de l'Europe)	Non	2 Avenue Aristide Briand	40 Boulevard de l'Europe	1 Avenue Aristide Briand	21-23 Rue Marc Sangnier, 93190 Livry-Gargan
Livry-Gargan	Avenue Eugène Masse	**Oui**				
Livry-Gargan	Avenue Jean Jacques Rousseau	**Oui**				
Livry-Gargan	Boulevard Chanzy	**Oui**				
Livry-Gargan	Boulevard de la République	**Oui**				
Livry-Gargan	Rue Marc Sangnier	**Oui**				
Montfermeil	Avenue Jean Jaurès	Non		186 Avenue Jean Jaurès	63 Avenue Jean Jaurès	231 Avenue Jean Jaurès
Montfermeil	Boulevard de l'Europe	Non	132 Boulevard de l'Europe	Fin de rue	139 Boulevard de l'Europe	Fin de rue
Montfermeil	Rue du Général Leclerc	Non	*668515,7 6866840,9*	Fin de rue	3 Rue du Général Leclerc	Fin de rue
Montfermeil, Gagny	Avenue de Maison Rouge	Non	*666751,99 6866621,50*	*666780,7 6866602,4*	1 Avenue de Maison Rouge	3 Avenue des pensées
Neuilly-sur-Marne	Boulevard du Maréchal Foch (puis Avenue du Général de Gaulle ; puis Avenue du Maréchal Leclerc)	Non	2 Boulevard du Maréchal Foch	158 Avenue du Maréchal Leclerc	2 Bd Aristide Briand	159 Avenue du Maréchal Leclerc

Noisy-le-Grand	Avenue du Pavé Neuf	**Oui**				
Noisy-le-Grand	Avenue Médéric	**Oui**				
Noisy-le-Grand	Boulevard du Levant	**Oui**				
Noisy-le-Grand	Boulevard du Mont d'Est	**Oui**				
Noisy-le-Grand	Boulevard du Rempart	**Oui**				
Noisy-le-Grand	Boulevard du Rû de Nesle	**Oui**				
Noisy-le-Grand	Route de Neuilly	Non	22 Route de Neuilly	Fin de rue	21 Route de Neuilly	Fin de rue
Noisy-le-Grand	Rue de Centre	**Oui**				
Noisy-le-Grand	Rue des Arcades	**Oui**				
Rosny-sous-Bois	Avenue du Général de Gaulle	Non	*661733,1 6864552,9*	Fin de rue	*661680,5 6864525,9*	Fin de rue
Rosny-sous-Bois	Avenue Lech Walesa	**Oui**				
Rosny-sous-Bois	Boulevard Gabriel Péri	Non	Début de rue	102 Boulevard Gabriel Péri	Début de rue	Pas de numéro
Rosny-sous-Bois	Rue Laennec (puis Boulevard Alsace-Lorraine ; puis Rue de Brément)	**Oui**				

A défaut du numéro de la rue, les coordonnées spatiales sont indiquées.

La ZP2 couvre les quais de gare à ciel ouvert visibles depuis la voie publique et depuis les trains.

RER E	Le Chenay Gagny	Gagny
RER E	Gagny	Gagny
RER E	Le Raincy-Villemomble-Montfermeil	Le Raincy / Villemomble
RER E	Gare de Rosny Bois Perrier	Rosny-sous-Bois
RER E	Rosny-Sous-Bois	Rosny-sous-Bois
RER E	Les Yvris Noisy le Grand	Noisy-le-Grand
RER A	Neuilly-Plaisance	Neuilly-Plaisance
RER A	Noisy - Champs RER	Noisy-le-Grand
T 4	Les Coquetiers	Villemomble
T 4	Allée de la Tour Rendez-vous	Villemomble
T 4	Les pavillons-sous-bois	Les Pavillons-sous-bois
T 4	Gargan	Les Pavillons-sous-bois
T 4	Lycée Henri-Sellier	Livry-Gargan
T 4	L'Abbaye	Livry-Gargan

<u>Précisions sur les limites de la ZP2</u> :

La ZP2 s'applique sur une profondeur de 20 mètres de part et d'autre des limites la voie considérée.

Toutefois, si cette voie est adjacente ou longe une ZP0 ou une ZP3, la limite de la ZP2 correspond à l'alignement. Ainsi la ZP0 et la ZP3 s'appliquent sur la totalité du terrain.

Ces dispositions prévalent sur la représentation graphique du plan de zonage.

Précisions sur l'application de la ZP2 aux quais de gare à ciel ouvert :

La ZP2 s'applique uniquement aux quais de gare à ciel ouvert.

Les parvis extérieurs des gares sont soumis aux dispositions de la zone adjacente, les talus extérieurs au droit des gares sont soumis aux dispositions de la ZP0.

Ces dispositions prévalent sur la représentation graphique du plan de zonage.

ZP3a – Zones d'activités.

La ZP3a couvre les zones d'activités industrielles ou artisanales n'ayant pas une visée commerciale et qui présentent donc des enjeux modérés en termes d'affichage. La ZP3a inclut les zones suivantes :

- Zone industrielle des Plâtrières	Vaujours
- Zone industrielle de La Poudrette	Les Pavillons-sous-Bois
- Zone d'activités de Vaucanson	Montfermeil
- Zone industrielle Montgolfier	Rosny-sous-Bois
- Zone d'activités La Garenne	Villemomble
- Zone industrielle des Renouillères	Neuilly Plaisance
- Zone d'activités de la fontaine du vaisseau	Neuilly Plaisance
- Zone industrielle des Chanoux	Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Marne
- Zone d'activités des Bords de marne	Neuilly-Plaisance
- Zone d'activités La Varenne	Noisy-le-Grand
- Usine des eaux	Neuilly-sur-Marne
- Zone industrielle du port de Gournay-sur-Marne	Gournay-sur-Marne
- Zone industrielle des Richardets	Noisy-le-Grand
- Zone d'activités La Garenne	Rosny-sous-Bois

ZP3b – Zones commerciales.

La ZP3b couvre les zones commerciales. Elle inclut les centres commerciaux suivants :

- Centre commercial des Berges de l'Ourcq	Les Pavillons-sous-Bois
- Zone commerciale Clichy 2	Clichy-sous-Bois
- Centre commercial des Sept Iles	Montfermeil
- Zone d'activités commerciale des Près	Coubron
- Centre commercial Rosny 2	Rosny-sous-Bois
- Centre commercial Domus	Rosny-sous-Bois
- Zone d'activités commerciale du Plateau	Villemomble
- Centre commercial du Baobab	Neuilly-sur-Marne
- Zone d'activités commerciale de la pointe de Gournay	Gournay-sur-Marne
- Centre commercial Les Arcades	Noisy-le-Grand

2. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PUBLICITÉS ET AUX PRÉENSEIGNES.

La partie ci-après précise les dispositions applicables aux publicités et préenseignes. Sont précisées les règles communes à toutes les zones dans un premier temps, puis les règles spécifiques aux différentes zones de publicité.

Les supports d'affichage libre peuvent être implantés dans les secteurs d'interdiction définis à l'article L. 581-8 du Code de l'environnement. Ils ne sont pas soumis aux autres dispositions du Règlement Local de Publicité intercommunal.

I. Dispositions générales.

Les dispositions générales s'appliquent à l'ensemble des dispositifs et à l'ensemble des zones de publicité, sous réserve des dispositions particulières spécifiques à chacune d'elles.

Dans l'ensemble du règlement, le terme" publicité" désigne la publicité et les pré-enseignes, sauf lorsqu'il en est spécifié autrement.

1. Surface unitaire des dispositifs.

La surface unitaire d'un dispositif publicitaire correspond à la surface du panneau publicitaire tout entier, encadrement* compris.

La surface unitaire d'une publicité sur mobilier urbain correspond à la surface de la publicité, hors encadrement*.







La surface unitaire maximale des dispositifs publicitaires indiquée dans le règlement correspond à la surface du rectangle dans lequel s'inscrit le dispositif publicitaire, quelle que soit sa forme, à l'exception de ses supports.
Tout ajout, extension, fond, entourage ayant pour effet d'augmenter le format du dispositif ou sa perception au-delà de la surface unitaire maximale est interdit.

2. Réintroduction de la publicité aux abords des monuments historiques* mentionnés à l'article L. 621-30 du Code du patrimoine.

Le présent règlement déroge à l'interdiction de la publicité dans les secteurs définis au I de l'article L.581-8 du Code de l'environnement. La publicité est autorisée aux abords* des monuments historiques mentionnés à l'article L. 621-30 du Code du patrimoine dans le respect des dispositions générales du présent règlement et des conditions propres à chaque zone de publicité, auxquelles s'ajoutent les conditions suivantes :

✓ Seule la **publicité sur mobilier urbain** est autorisée,

• A l'exception de la publicité sur les abris destinés au public, la publicité doit être située à une distance du monument historique au moins égale à **30 mètres.**

• La surface unitaire de la publicité sur le mobilier urbain destiné à recevoir des informations publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques, est limitée à **2 m².**

3. Interdictions applicables dans toutes les zones du règlement.

Dans toutes les zones du règlement, la publicité non lumineuse ou lumineuse ne peut être apposée :

× Sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu,
× Sur les terrasses et balcons, garde-corps* de balcon ou balconnet,
× Sur les marquises*, auvents*, volets,
× Sur les clôtures, murs de clôtures, autres que les palissades de chantier,
× Sur les murs de soutènement,

- × Sur les piles, culées et tablier des ponts,
- × Sur les parapets.

Pour rappel, les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol, non lumineux ou lumineux, sont interdits :

- × dans les zones A et N des plans locaux d'urbanisme et dans les espaces boisés classés,
- × si les affiches qu'elle supporte sont visibles :
- × depuis une autoroute ou une bretelle de raccordement à une autoroute,
- × depuis une route express, déviation ou voie publique situées hors agglomération.

4. Entretien des dispositifs.

Les publicités ainsi que les dispositifs qui les supportent et leurs abords doivent être maintenus en bon état d'entretien, de propreté et, le cas échéant, de fonctionnement par les personnes ou les entreprises qui les exploitent.
Les pièces et parties défectueuses doivent être réparées ou remplacées sans délai.

5. Conception et aspect des dispositifs.

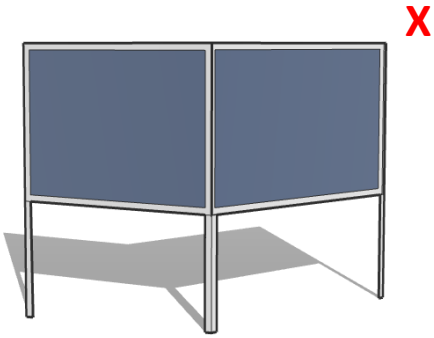
- × Les jambes de force*, haubans, pieds-échelle, gouttières à colle sont interdits.
- Les dispositifs d'accès au dispositif (échelles, passerelles) doivent être amovibles et déposés en dehors des interventions sur le dispositif publicitaire.
- Les dispositifs de scellements doivent être enterrés
- Le dos des dispositifs simple face doit être couvert d'un habillage masquant les éléments de fixation du support.
- Les dispositifs double faces doivent être à flancs fermés, avec les deux faces parallèles entre elles.
- × Les dispositifs en "V" sont interdits.
- × Tout dispositif sonore est interdit.



Dos non couvert



Dispositif de scellement non enterré

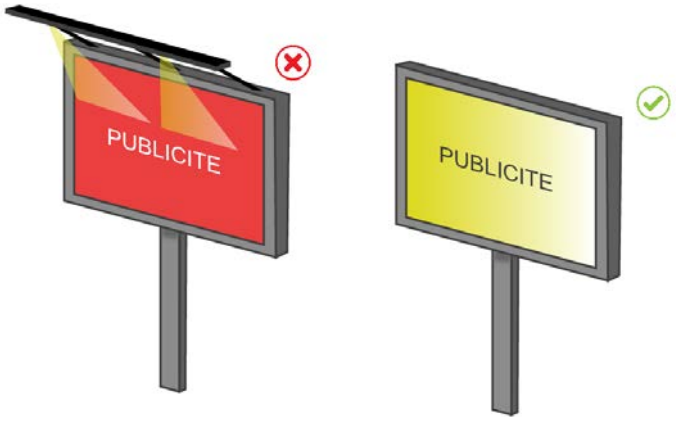


Dispositif en « V »

6. Publicité lumineuse.

1. Publicité lumineuse autre que numérique

Les publicités et les pré-enseignes lumineuses autres que numériques ne sont autorisées que si elles sont éclairées par transparence.
Le système d'éclairage devra être intégré au panneau publicitaire.
Tout autre dispositif d'éclairage (spots*, ampoules, rampes...) est interdit.



Eclairage par projection Eclairage par transparence

× Les dispositifs clignotants, défilants, mouvants, animés ou à luminosité variable sont interdits.

Les dispositifs déroulants ou à prisme (« trivision ») sont autorisés.

Les publicités et les pré-enseignes lumineuses éclairées par transparence sont soumises aux dispositions applicables à la publicité non lumineuse.

× Les bâches de chantier* comportant de la publicité lumineuse sont interdites.

2. Publicité numérique

Les publicités et préenseignes numériques sur mobilier urbain ne sont autorisées que dans les secteurs mentionnés sur le plan de zonage dans les secteurs dédiés au numérique.
La surface unitaire maximale est fixée à 2m².

× Les autres types de publicité numérique sont interdits.

Elles doivent présenter des images fixes.

3. Obligations et modalités d'extinction des publicités et préenseignes lumineuses

Les publicités et préenseignes lumineuses doivent être éteintes entre 23 heures et 6 heures.
Cette obligation s'applique également à la publicité sur mobilier urbain, à l'exception de la publicité sur les abris-voyageurs.

7. Publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial.

Les publicités lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial doivent présenter des images fixes.

- × Les dispositifs clignotants, défilants, mouvants, animés ou à luminosité variable sont interdits.

Elles sont soumises aux obligations d'extinction des publicités et préenseignes.

La surface cumulée maximale des publicités lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial est indiquée dans les dispositions propres à chaque zone du règlement.

8. Publicité sur mobilier urbain.

- × La publicité sur mobilier urbain est interdite en ZP0.

- ✓ Elle est autorisée dans les autres zones dans les conditions définies par le Code de l'environnement.
- ✓ Toutefois, la surface unitaire de la publicité sur le **mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques**, est limitée à **8 m².** Lorsque ce mobilier urbain est situé **aux abords* d'un monument historique** mentionnés à l'article L. 621-30 du Code du patrimoine, cette surface unitaire est limitée à **2 m².**

9. Publicité murale.

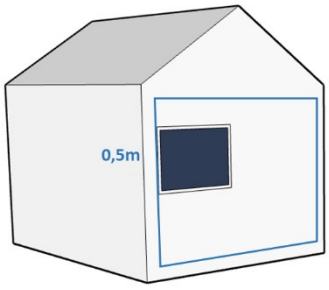
Densité

Il n'est admis qu'un seul dispositif par unité foncière.

Implantation

Un dispositif publicitaire mural ne doit pas masquer, même partiellement, les éléments de composition architecturale, décors et modénatures* (bandeaux de façade*, corniches*, moulures, bossages, pierres d'angle, chaîne d'angle etc.) du bâtiment ou support sur lequel il est apposé.

Un dispositif publicitaire mural doit être implanté en retrait d'au moins 0,50 mètres des arrêtes du mur qui le supporte et à 0,50 m au moins en-dessous de l'égout du toit*.
Les bords du dispositif devront être parallèles aux arêtes verticales et horizontales du support.



Hauteur

Un dispositif publicitaire mural ne peut s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.

Format

La surface unitaire maximale des dispositifs est indiquée dans les dispositions propres à chaque zone du règlement.

Dans tous les cas, elle ne doit pas être supérieure à 30 % de la superficie du mur qui la supporte.

10.Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol.

1. Disposition générales

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol implantés sur les quais de gare à ciel ouvert, ni aux dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol implantés sur le domaine public.

Densité

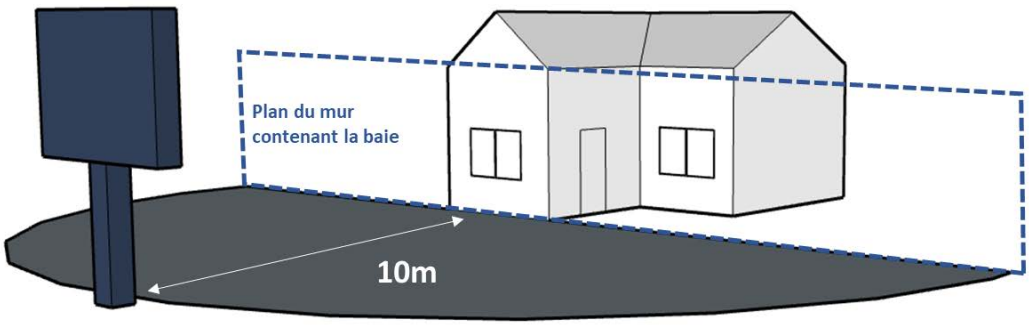
Les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol ne sont autorisés que sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 20 mètres.

Il ne peut être installé qu'un seul dispositif scellé au sol ou installé directement sur sol par unité foncière.

Implantation

Un dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol doit être implanté à une distance de la limite séparative de propriété au moins égale à sa hauteur.

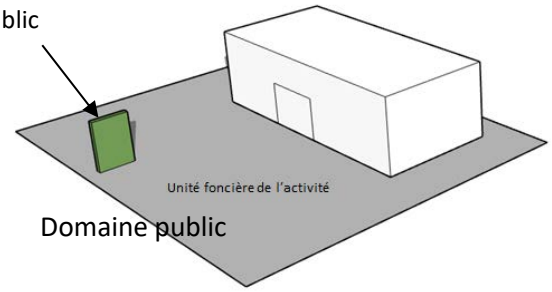
Un dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol ne peut être placé à moins de dix mètres d'une baie d'un immeuble d'habitation lorsqu'il se trouve en avant du plan du mur contenant cette baie.



Un dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol doit être implanté perpendiculairement à l'axe de la voie.

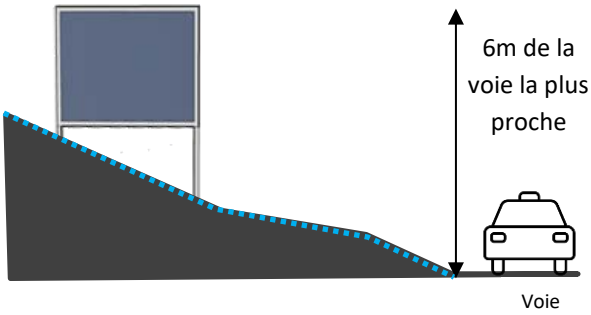
Un dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol doit être implanté en retrait d'au moins 0,50 mètre de l'alignement.

Publicité perpendiculaire et en retrait du domaine public



Hauteur :

Un dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol ne peut d'élever à plus de six mètres du niveau du sol, ni à plus de six mètres du niveau de la voie la plus proche.



Format :

La surface unitaire maximale des publicités scellées au sol ou installées directement sur le sol est indiquée dans les dispositions propres à chaque zone du règlement.

2. Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol, implantés sur les quais de gare à ciel ouvert.

Densité :

Il peut être installé au maximum deux dispositifs accolés, à simple ou double face, par tranche de 25 mètres de longueur de quai. Ces dispositifs sont répartis librement sur la longueur du quai.

Implantation :

Les publicités doivent être orientées vers les voies ferrées. Les dispositifs à double face ne sont autorisés que sur les quais situés entre deux voies ferrées.

Format :

La surface unitaire des dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol implanté sur les quais de gare à ciel ouvert est limitée à 2,5 m².

3. Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol, implantés sur le domaine public.

Ne sont autorisées sur le domaine public que les préenseignes installées directement sur le sol, à l'exclusion de tous autre dispositif publicitaire.

Ces dispositifs sont soumis à autorisation d'occupation du domaine public.

Densité :

Il ne peut être installé qu'une préenseigne posée au sol sur le domaine public par établissement, au droit de celui-ci.

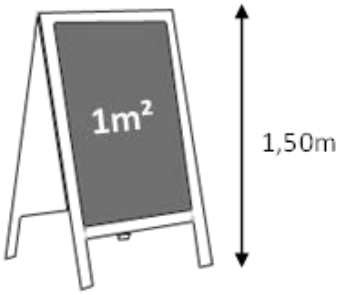
Implantation :

Une préenseigne posée au sol sur le domaine public ne peut être installée que si un cheminement libre de tout obstacle d'une largeur minimale de 1,40 mètre est maintenu sur le trottoir au droit de l'établissement.

Ces dispositifs ne peuvent être ni sellés au sol, ni fixés ou attachés à du mobilier urbain ou à la signalisation routière et doivent pouvoir être déplacé à tout moment. Ils doivent être retirés en dehors des heures d'activité de l'établissement.

Hauteur :

La hauteur des préenseignes posées au sol sur le domaine public est limitée à 1,50 mètre.



Format :

La surface unitaire des préenseignes posées au sol sur le domaine public est limité à 1 m² par face

11. Publicité supportée par des palissades* de chantier.

Densité :

Le nombre de publicités supportées par des palissades* de chantier est limité à 2 par voie bordant le chantier.

Implantation :

La publicité supportée par des palissades de chantier est interdite aux abords des monuments historiques mentionnés à l'article L.621-30.

Hauteur :

La publicité supportée par des palissades* de chantier ne peut s'élever au-dessus du sommet de la palissade* ni à une hauteur supérieure à 3,5 m.

Format :

La surface unitaire des dispositifs est limitée à 10,5 m².

12. Bâches de chantier* comportant de la publicité.

- ✓ Les bâches de chantier* comportant de la publicité non lumineuse sont autorisées dans les conditions définies par le Code de l'environnement,
- × Les bâches de chantier* comportant de la publicité lumineuse sont interdites.

Rappels :
- Les bâches de chantier* comportant de la publicité sont interdites dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants (Coubron, Gournay-sur-Marne, Vaujours.)
- La publicité sur bâches de chantier* installées sur les Monuments Historiques n'est pas règlementée par le Code de l'Environnement mais par le Code du Patrimoine.
- L'installation de publicité sur bâche de chantier* est soumise à autorisation préalable accordée par arrêté municipal.

13.Bâches publicitaires.

- × Les bâches publicitaires sont interdites en ZP0.
- ✓ Elles sont autorisées dans les autres zones, dans les conditions définies par le Code de l'environnement.

Rappels :
- Les bâches publicitaires sont interdites dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants (Coubron, Gournay-sur-Marne, Vaujours.)
- L'installation de bâche publicitaire est soumise à autorisation préalable, accordée par arrêté municipal pour une durée maximale de huit ans.

14. Dispositifs de dimensions exceptionnelles.

- × Les dispositifs de dimensions exceptionnelles sont interdits en ZP0.

- ✓ Ils sont autorisés dans les autres zones, dans les conditions définies par le Code de l'environnement.

Rappels :
- Les dispositifs de dimensions exceptionnelles sont interdits dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants (Coubron, Gournay-sur-Marne, Vaujours.)
- L'installation de dispositifs de dimensions exceptionnelles est soumise à autorisation préalable, accordée par arrêté municipal après avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS).

15. Dispositifs de petits formats*.

- ✓ Les dispositifs de petits formats* sont autorisés dans toutes les zones, dans les conditions définies par le Code de l'environnement.

II. Dispositions applicables à la ZP0.

1. Sont interdits :

- × La publicité sur le mobilier urbain
- × Les dispositifs publicitaires muraux,
- × Les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol, à l'exception des préenseignes posées au sol sur le domaine public.
- × Les bâches de chantier comportant de la publicité,
- × Les bâches publicitaires,
- × Les dispositifs de dimensions exceptionnelles,

2. Sont autorisés :

- ✓ Les préenseignes posées au sol sur le domaine public,
- ✓ La publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial,
- ✓ La publicité supportée par des palissades* de chantier,
- ✓ Les dispositifs de petits formats,
- ✓ Les préenseignes temporaires.

3. Publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines ou baies d'un local commercial

La surface cumulée des publicités lumineuses, y compris numériques, situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial est limitée à 0,5 m² par établissement.

ZP0

III. Dispositions applicables à la ZP1.

1. Sont interdits :

× Les dispositifs publicitaires muraux,
× Les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol, à l'exception des préenseignes posées au sol sur le domaine public.

2. Sont autorisés :

✓ La publicité sur le mobilier urbain,
✓ Les préenseignes posées au sol sur le domaine public,
✓ La publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial,
✓ La publicité supportée par des palissades* de chantier,
✓ Les bâches de chantier comportant de la publicité,
✓ Les bâches publicitaires,
✓ Les dispositifs de dimensions exceptionnelles,
✓ Les dispositifs de petits formats,
✓ Les préenseignes temporaires.

3. Publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines ou baies d'un local commercial

La surface cumulée des publicités lumineuses, y compris numériques, situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial est limitée à 0,5 m² par établissement.

ZP1

IV. Dispositions applicables à la ZP2.

1. Sont autorisés :

- ✓ La publicité sur le mobilier urbain,
- ✓ Les dispositifs publicitaires muraux,
- ✓ Les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol,
- ✓ La publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial,
- ✓ La publicité supportée par des palissades* de chantier,
- ✓ Les bâches de chantier comportant de la publicité,
- ✓ Les bâches publicitaires,
- ✓ Les dispositifs de dimensions exceptionnelles,
- ✓ Les dispositifs de petits formats,
- ✓ Les préenseignes temporaires.

2. Publicités murales

La surface unitaire des publicités murales est limitée à 10,5 m².

3. Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol

La surface unitaire des dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol est limitée à 10,5 m².

Quais de gare à ciel ouvert

ZP2

La surface unitaire des dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol est limitée à 2,5 m².

4. Publicités lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou baies d'un local commercial

La surface cumulée des publicités lumineuses, y compris numériques, situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial est limitée à 0,5 m² par établissement.

V. Dispositions applicables à la ZP3.

1. Sont autorisés :

- ✓ La publicité sur le mobilier urbain,
- ✓ Les dispositifs publicitaires muraux,
- ✓ Les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol,
- ✓ La publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial,
- ✓ La publicité supportée par des palissades* de chantier,
- ✓ Les bâches de chantier comportant de la publicité,
- ✓ Les bâches publicitaires,
- ✓ Les dispositifs de dimensions exceptionnelles,
- ✓ Les dispositifs de petits formats,
- ✓ Les préenseignes temporaires.

2. Publicités murales

La surface unitaire des publicités murales est limitée à :

- 2,5 m² en ZP3a,
- 10,5 m² en ZP3b.

3. Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol

La surface unitaire des dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol est limitée à :

- 2,5 m² en ZP3a,
- 10,5 m² en ZP3b.

4. Publicités lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou baies d'un local commercial

La surface cumulée des publicités lumineuses, y compris numériques, situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial est limitée à :

- 0,5 m² par établissement en ZP3a,
- 1 m² par établissement en ZP3b.

ZP3

VI. Synthèse des formats autorisés pour les publicités et préenseignes.

Affichage publicitaire	**ZP0** Secteurs paysagers et naturels	**ZP1** Secteurs résidentiels et centres-villes	**ZP2** Axes routiers	**ZP2** Quais de gares Tramway /Coquetiers	**ZP3a** Zones d'activités	**ZP3b** Zones commerciales
Lumineux y compris numérique	Éclairage par projection interdit Numérique autorisé sur mobilier urbain de 2m² uniquement dans les secteurs indiqués au plan de zonage					
Lumineux en vitrine	0,5m² en surface cumulée					1 m²
Sur mobilier urbain	**Interdit**	8 m²	8 m²	8 m²	8 m²	8 m²
Mural	**Interdit**	**Interdit**	10,50 m²	10,50 m²	2,50 m²	10,50 m²
Scellé au sol ou installé directement sur le sol	**Interdit**	**Interdit**	10,50 m²	2,50 m²	2,50 m²	10,50 m²
Préenseigne posée au sol	1 m² par face visible.					
Préenseigne temporaire	Selon les dispositions du Code de l'environnement					
Sur palissade* de chantier	Deux dispositifs par voie bordant le chantier – surface unitaire maximale = 10,5m²					
Sur bâche de chantier	**Interdit**	Selon des dispositions du Code de l'environnement, sauf la publicité lumineuse sur bâche de chantier qui est interdite				
Sur bâche publicitaire	**Interdit**	Selon les dispositions du Code de l'environnement				
Dispositifs de dimensions exceptionnelles	**Interdit**	Selon les dispositions du Code de l'environnement				
Petit format	Selon les dispositions du Code de l'environnement					

3. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ENSEIGNES.

I. Dispositions générales.

Les dispositions générales s'appliquent à l'ensemble des dispositifs et à l'ensemble des zones de publicité, sous réserve des dispositions particulières spécifiques à chacune d'elles.

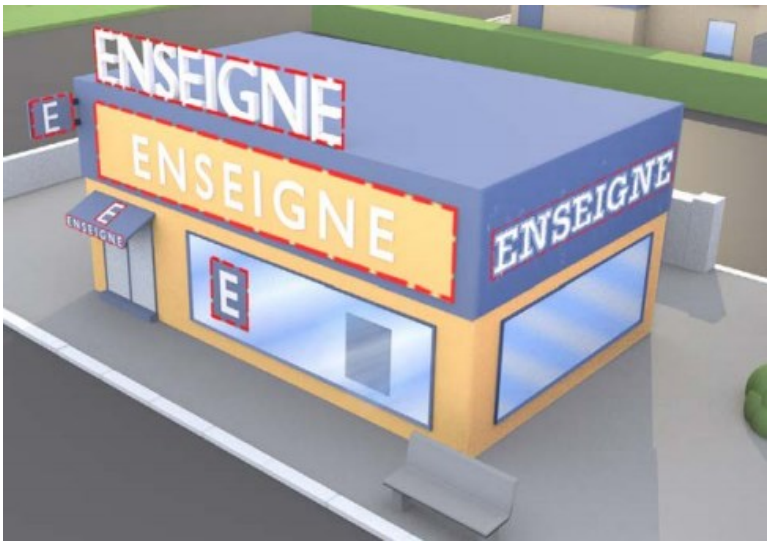


Schéma explicatif du calcul de la surface des enseignes. La surface des enseignes doit être considérée pour chacune selon le pointillé

Source : Guide pratique de la règlementation de la publicité extérieure.

1. Composition.

Les enseignes doivent être constituées par des matériaux durables.

- × **Les enseignes sur bâches** sont interdites, à l'exception des enseignes temporaires.
- × **Les enseignes en structures gonflables** sont interdites dans toutes les zones, à l'exception de la ZP3.
- × **Les mats porte-drapeau** sont interdits.

Les enseignes, par le choix des matériaux, coloris, implantations, formats, densités, doivent s'intégrer dans leur environnement en cohérence avec le cadre bâti ou naturel.

- × **Tout dispositif sonore** est interdit.

2. Accessoires.

- × **Les jambes de force*, haubans, pieds-échelle, gouttières à colle** sont interdits.

Les dispositifs d'accès au dispositif (échelles, passerelles) doivent être **amovibles** et déposés en dehors des interventions sur le dispositif publicitaire.
Les dispositifs de scellements doivent être **enterrés**.
Le dos des dispositifs simple face doit être couvert d'un habillage masquant les éléments de fixation du support.
Les dispositifs double faces doivent être à **flancs fermés**, avec les deux faces parallèles entre elles.
× **Les dispositifs en "V"** sont interdits.

3. Implantations interdites.

Les enseignes sont interdites :
- × Sur les balcons et loggias,
- × Sur les volets, garde-corps*, barres d'appui de fenêtre ou tout éléments de ferronnerie,
- × Sur les arbres, plantations arbustives, haies ou tout autre élément végétal ou de composition paysagère.

4. Enseignes des établissements culturels.

Les établissements culturels (établissements de spectacles cinématographiques, établissements de spectacles vivants, établissements d'enseignement et d'exposition des arts plastiques) ne sont pas soumis aux règles limitant la surface des enseignes en façade et des enseignes en toiture.
Les activités culturelles* (spectacles cinématographiques, spectacles vivants, enseignement et exposition des arts plastiques) ne sont pas soumises aux règles limitant la surface des enseignes en façade.

5. Enseignes lumineuses.

× Les enseignes clignotantes, mouvantes, défilantes, animées ou à luminosité variable sont interdites,
✓ à l'exception **des enseignes de pharmacie** ou de tout autre service d'urgence*, pour lesquels une enseigne clignotante est autorisée par voie ouverte à la circulation publique bordant l'établissement.

- × Les néons apparents, LED point à point, spots pelle* sont interdits.
- × Les caissons entièrement lumineux ou comportant une façade diffusante sont interdits.
- ✓ Ne sont autorisées que **les lettres ou signes découpés** sur caisson lumineux* à fond opaque, les lettres boitiers rétro-éclairées, les lettres boitiers lumineuses et les lettres ou signes découpés, peints ou imprimés sur un panneau de fond et éclairés par projection.



L'éclairage doit être orienté sur la seule enseigne et se faire de manière indirecte, par rétro-éclairage* ou par projection, aux moyens de dispositifs discrets, intégrés à la devanture commerciale*.

La saillie maximale des dispositifs d'éclairage est limitée à 15 cm.

6. Enseignes numériques.

Implantation :

- ✓ Les enseignes numériques ne sont autorisées que dans les zones de publicité numérique délimitées au plan de zonage.

Densité :

Lorsqu'elles sont autorisées, le nombre d'enseigne numérique est limité à une par établissement.

Format :

La surface maximale des enseignes numériques est indiquée dans les dispositions propres à chaque zone du règlement.

Elles doivent respecter l'ensemble des autres règles applicables dans la zone où elles sont implantées.

7. Enseignes lumineuses et numériques situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial.

Les enseignes lumineuses et numériques situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial ne doivent **pas être clignotantes, mouvantes, ni défilantes**. Les enseignes numériques doivent présenter des **images fixes.**

Les enseignes lumineuses et numériques situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial sont soumises aux **règles d'extinction** applicables aux enseignes.

Format :

La surface maximale cumulées des enseignes lumineuses et numériques situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial ne doit pas dépasser **15 % de la surface de la vitrine** ou de la baie. Cette disposition ne s'applique pas aux enseignes éclairées par transparence ou par projection.

La surface maximale cumulées des enseignes numériques situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial est indiquée dans les dispositions propres à chaque zone du règlement.

8. Enseignes à faisceaux de rayonnement laser.

Les enseignes à faisceaux de rayonnement laser sont interdites.

9. Extinction des enseignes lumineuses.

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse ou commence entre 22 heures et 7 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Pour rappel, les éclairages de vitrines de magasins de commerce ou d'exposition sont éteints à 1 heure du matin au plus tard ou 1 heure après la cessation de l'activité si celle-ci est plus tardive et sont allumées à 7 heures du matin au plus tôt ou 1 heure avant le début de l'activité si celle-ci s'exerce plus tôt.

10. Enseignes temporaires.

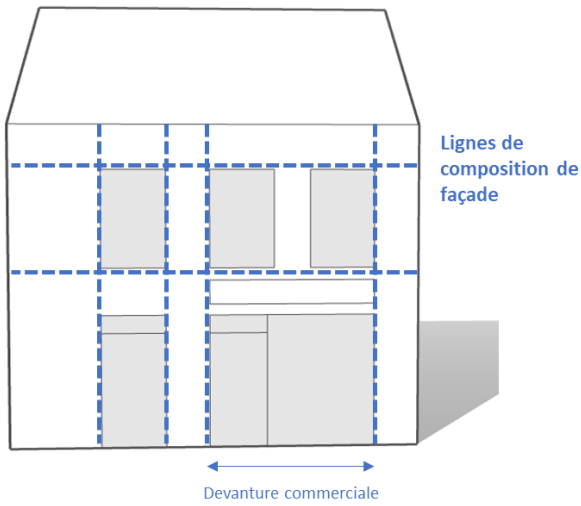
Les enseignes temporaires sont soumises aux dispositions du Code de l'environnement.

11. Enseignes en façade.

L'implantation des enseignes doit prendre en compte les lignes de compositions et rythmes de façade du bâtiment.
L'enseigne ne doit masquer ni chevaucher aucun élément de décors, modénatures*, détails ornementaux d'architecture.

Si une activité est installée sur plusieurs immeubles mitoyens, l'implantation des enseignes doit respecter la séparation architecturale.

Les dispositions relatives aux saillies des enseignes sur le domaine public s'appliquent sous réserve des dispositions des règlements de voirie.



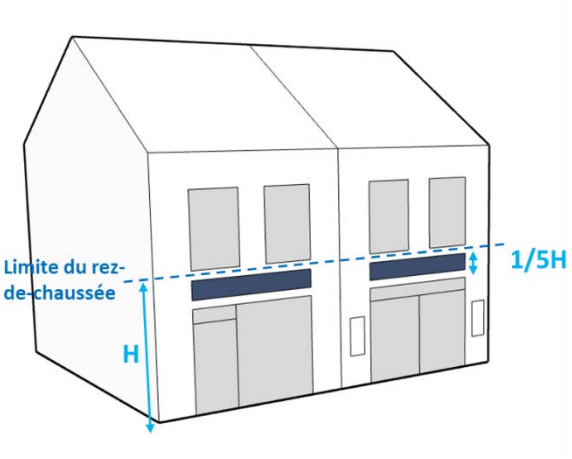
Les locaux situés en rez-de-dalle sont considérés comme des rez-de-chaussée pour l'application du règlement.

5. Enseigne à plat sur la façade (enseignes en bandeau)

Implantation :

L'enseigne à plat sur la façade doit être positionnée au-dessous d'un élément de modénature* (corniche* par exemple), ou d'une matérialisation de séparation d'étage (enduit, peinture…).

Les enseignes à plat sur la façade doivent être implantées dans la hauteur du rez-de-chaussée, en dessous des éléments de façade matérialisant la séparation entre le rez-de-chaussée et les étages (corniche*...) si elle existe, ou bien sous le niveau de l'appui de fenêtre du 1er étage, sauf cas prévus dans les dispositions spécifiques à chaque zone.



Format :

Les enseignes à plat sur la façade ne peuvent constituer par rapport au mur une saillie de plus de 0,15 mètre. La saillie ne concerne que l'enseigne elle-même et ne prend pas en compte le support sur lequel l'enseigne est apposée (applique de la devanture*, caisson de store…).

Les enseignes à plat sur la façade ou bandeaux sont constituées de lettres ou signes découpés, peints ou imprimés, sur un panneau de fond en harmonie avec le support.

6. Enseignes sur les piles latérales ou piédroits

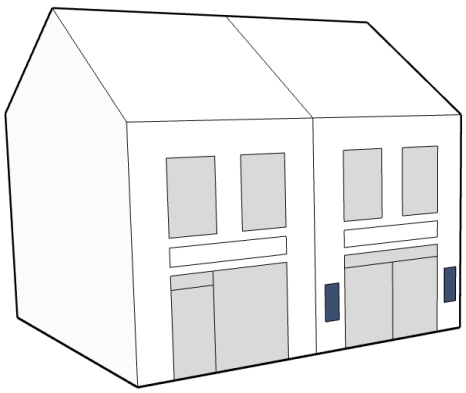
Implantation :

Les enseignes sur les piédroits des devantures commerciales* sont admises en complément des enseignes en bandeau.

Format :

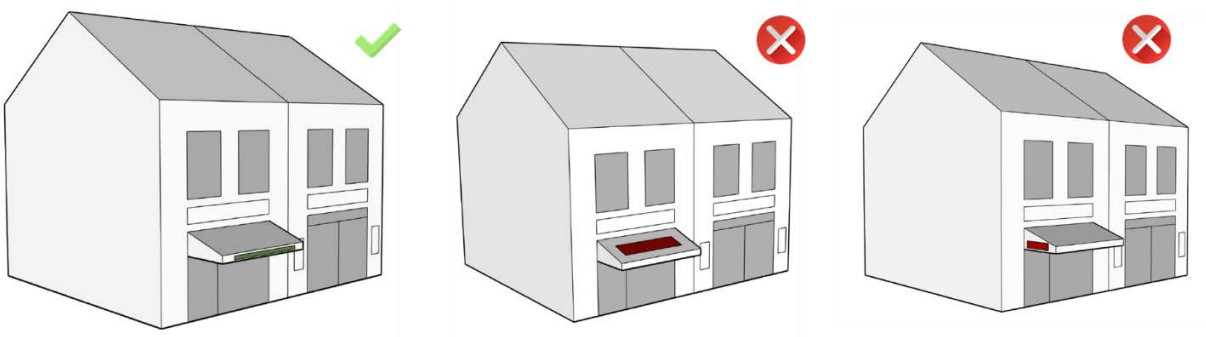
Elles sont en lettres ou signes découpés, peints ou imprimés. Le panneau de fond, le cas échéant, doit être transparent ou bien d'une couleur en harmonie avec la couleur du support.

La surface des enseignes sur les piédroits est limitée à 0,60 m² sur chaque piédroit.
Ces enseignes ne peuvent constituer une saillie de plus de 0,05 mètre par rapport au mur ou à la devanture*.



7. Enseignes sur store

L'inscription d'une enseigne ne peut se faire que sur le lambrequin* du store.



8. Enseignes perpendiculaires à la façade

Densité :

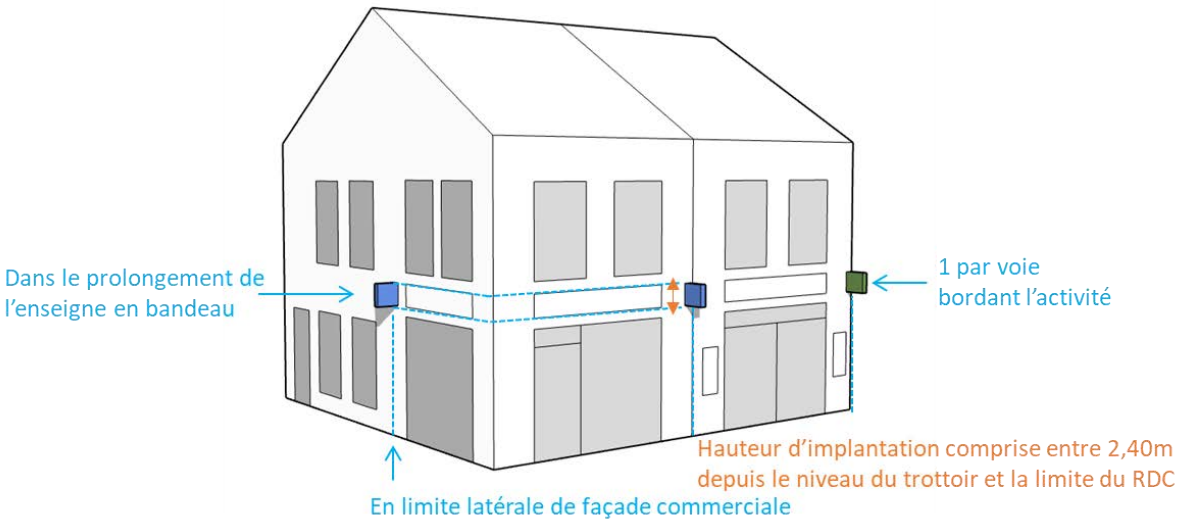
Une seule enseigne perpendiculaire à la façade est autorisée par voie ouverte à la circulation publique bordant l'établissement. Une enseigne supplémentaire est accordée pour les enseignes obligatoires (pharmacie, débit de tabac.)
Si plusieurs enseignes sont nécessaires, elles devront être regroupées sur un support commun.

Implantation :

Les enseignes perpendiculaires à la façade doivent être implantées dans la hauteur du rez-de-chaussée, en dessous des éléments de façade matérialisant la séparation entre le rez-de-chaussée et les étages (corniche*...) ou bien sous le niveau du plancher bas du 1er étage.
Elles doivent être implantées dans le prolongement de l'enseigne en bandeau, si elle existe, au plus proche de la limite latérale de la devanture*.
À l'angle de deux voies, elles ne doivent pas être regroupées à l'angle du bâtiment.

Hauteur :

L'enseigne perpendiculaire* doit être implantée à plus de 2,40 m au-dessus du niveau du trottoir sauf règlement de voirie plus restrictif.

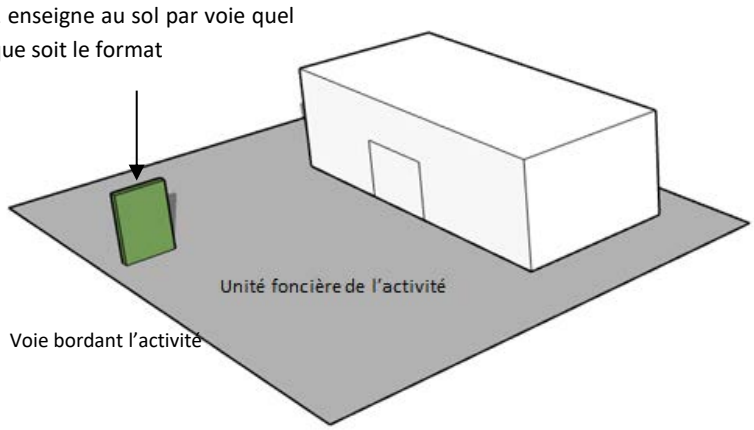


11. Enseignes posées au sol ou installées directement sur le sol.

Densité :

Il n'est autorisé qu'une seule enseigne posée au sol ou installée directement sur le sol par voie ouverte à la circulation bordant le terrain où se situe d'activité, y compris les enseignes de moins de 1 m².

Dans le cas de plusieurs activités exercées sur une même unité foncière, les enseignes de chacune d'elles doivent être regroupées sur un dispositif commun.



Implantation :

Les enseignes posées au sol ou installées directement sur le sol doivent être implantées en retrait d'au moins 0,5 mètre de l'alignement.

Format :

La surface maximale des enseignes posées au sol ou installées directement sur le sol est indiquée dans les dispositions propres à chaque zone du règlement.

12. Enseignes sur clôture.

Densité :

Il n'est autorisé qu'une seule enseigne sur clôture par voie ouverte à la circulation bordant le terrain où se situe d'activité.

Implantation :

Les enseignes sur clôtures ne sont autorisées que si la façade commerciale du local ou s'exerce l'activité n'est pas visible depuis une voie ouverte à la circulation publique. Cette disposition ne s'applique pas aux activités exercées dans des locaux ayant leur façade commerciale à l'intérieur d'un bâtiment (centre commercial ou galerie marchande) si la façade de ce bâtiment est visible depuis une voie ouverte à la circulation publique.

Seules les enseignes apposées à plat sur la clôture sont autorisées. Les enseignes perpendiculaires sur clôtures sont interdites.

Format :

La surface ou le format maximal des enseignes sur clôture est indiqué dans les dispositions propres à chaque zone du règlement.

II. Dispositions applicables à la ZP0 et hors agglomération.

1. Enseignes en façade.

1. Enseignes à plat sur la façade

Format :

La hauteur du lettrage et des signes ne doit pas dépasser **0,40 mètre.**

2. Enseignes sur baies et vitrines

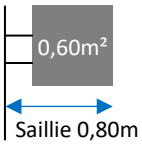
Format :

Les enseignes sur les baies et vitrines doivent être réalisées en **lettres ou signes découpés** sur fond transparent.

3. Enseignes perpendiculaires à la façade

Format :

La surface des enseignes perpendiculaires à la façade ne doit pas dépasser **0,60 m².**
Les enseignes perpendiculaires à la façade ne doivent pas présenter une **saillie de plus de 0,80 mètre** par rapport à la façade, support compris.



ZP0

4. Activités occupant la totalité d'un immeuble et activités occupant le rez-de-chaussée et un ou plusieurs niveaux d'un immeuble

Implantation :

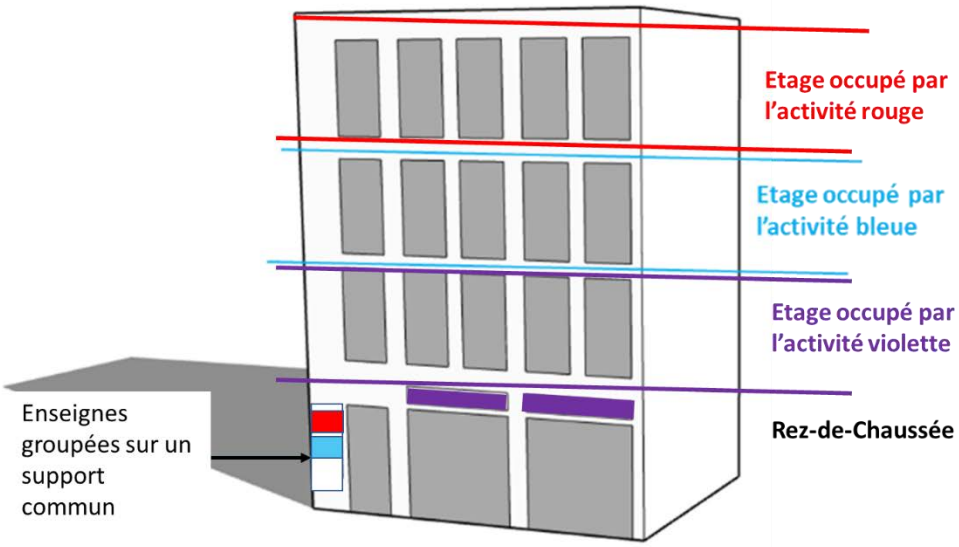
Les enseignes des activités occupant la totalité d'un immeuble et des activités occupant le rez-de-chaussée et un ou plusieurs niveaux d'un immeuble doivent être installées **dans la hauteur du rez-de-chaussée.**

5. Activités situées uniquement en étage

Implantation :

Les enseignes des activités situées uniquement en étage doivent être installées **dans la hauteur du rez-de-chaussée.**

Dans le cas où l'immeuble est occupé par plusieurs activités, les enseignes doivent être installées dans la hauteur du rez-de-chaussée et regroupées sur **un support commun**.



2. Enseignes posées au sol ou installées directement sur le sol.

Format :

Le format des enseignes posées au sol ou installées directement sur le sol ne doit pas dépasser **2 m².**

3. Enseignes sur clôture.

ZP0

Format :

Le format des enseignes sur clôture ne doit pas dépasser **0,60 m X 0,60 m**.

4. Enseignes en toiture.

× Les enseignes sur les toitures et terrasses en tenant lieu sont interdites.

5. Enseignes numériques.

× Les enseignes numériques sont interdites.

6. Enseignes numériques situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial.

Format :

La surface des enseignes numériques situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial est limitée à 0,5 m² .

III. Dispositions applicables à la ZP1.

1. Enseignes en façade.

1. Enseignes à plat sur la façade ou bandeau.

Format :

La hauteur du lettrage et des signes ne doit pas dépasser **0,40 mètre.**

2. Enseignes sur baies et vitrines.

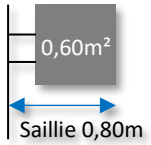
Format :

Les enseignes sur les baies et vitrines doivent être réalisées en **lettres ou signes découpés sur fond transparent.**

3. Enseignes perpendiculaires à la façade.

Format :

La surface des enseignes perpendiculaires à la façade ne doit pas dépasser **0,60 m².**
Elles ne doivent pas présenter une **saillie de plus de 0,80 mètre** par rapport à la façade, support compris.



ZP1

4. Activités occupant la totalité d'un immeuble et activités occupant le rez-de-chaussée et un ou plusieurs niveaux d'un immeuble.

Implantation :

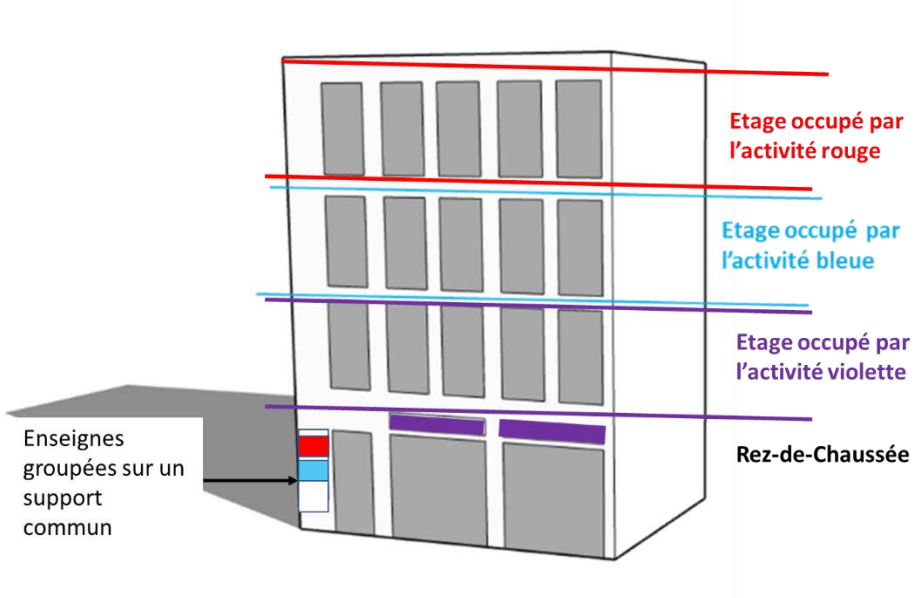
Les enseignes des activités occupant la totalité d'un immeuble et des activités occupant le rez-de-chaussée et un ou plusieurs niveaux d'un immeuble doivent être installées **dans la hauteur du rez-de-chaussée.**

5. Activités situées uniquement en étage.

Implantation :

Les enseignes des activités situées uniquement en étage doivent être installées **dans la hauteur du rez-de-chaussée.**

Dans le cas où l'immeuble est occupé par plusieurs activités, les enseignes doivent être installées dans la hauteur du rez-de-chaussée et regroupées sur **un support commun.**



2. Enseignes posées au sol ou installées directement sur le sol.

Format :

Le format des enseignes posées au sol ou installées directement sur le sol ne doit pas dépasser **2 m².**

3. Enseignes sur clôture.

Format :

Le format des enseignes sur clôture ne doit pas dépasser **0,60 m X 0,60 m.**

Z

P

1

4. Enseignes en toiture.

× Les enseignes sur les toitures et terrasses en tenant lieu sont **interdites.**

5. Enseignes numériques.

Format :

La surface des enseignes numériques ne doit pas dépasser **1 m².**

6. Enseignes numériques situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial.

Format :

La surface des enseignes numériques situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial est limitée à 0,5 m² .

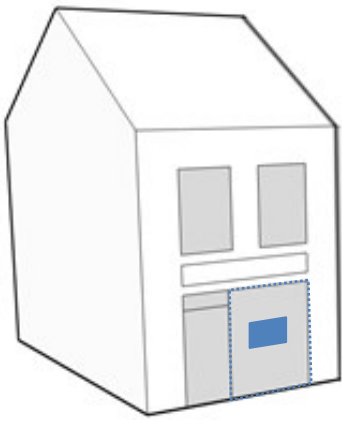
IV. Dispositions applicables à la ZP2.

1. Enseignes en façade.

1. Enseignes sur baies et vitrines.

Format :

La surface des enseignes sur baies et vitrines ne doit pas dépasser **15 % de la surface vitrée.**

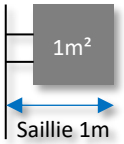


2. Enseignes perpendiculaires à la façade.

Format :

ZP2

La surface des enseignes perpendiculaires à la façade ne doit pas dépasser **1 m².**
Elles ne doivent pas présenter une **saillie de plus de 1 mètre** par rapport à la façade, support compris.



3. Activités occupant le rez-de-chaussée et un ou plusieurs niveaux d'un immeuble.

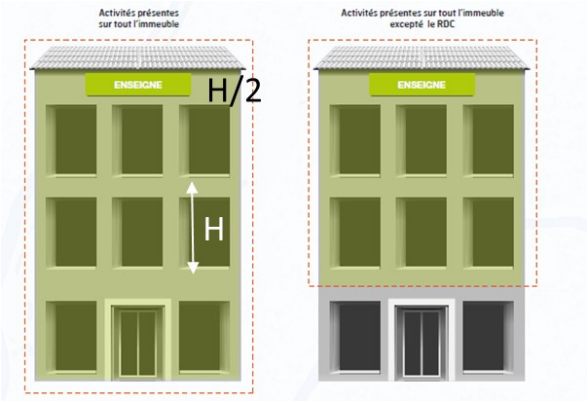
Implantation :

Les enseignes des activités occupant le rez-de-chaussée et un ou plusieurs niveaux d'un immeuble doivent être installées **dans la hauteur du rez-de-chaussée.**

4. Activités occupant la totalité d'un immeuble et activités occupant la totalité des étages d'un immeuble.

Implantation :

Les enseignes à plat des activités occupant la totalité d'un immeuble et activités occupant la totalité des étages d'un immeuble **peuvent être installées au-dessus du niveau du rez-de-chaussée**, à condition d'être constituées de **lettres ou signes découpés.**



Format :

La hauteur de l'enseigne (lettrage, panneau de fond ou caisson) est limitée **à la moitié de la hauteur d'un étage** courant de l'immeuble.

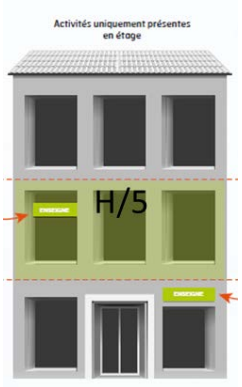
5. Activités situées uniquement en étage.

Densité :

Le nombre d'enseignes est limité à une enseigne par façade visible depuis une voie ouverte à la circulation publique, pour chaque activité présente dans l'immeuble.

Implantation :

Les enseignes à plats des activités situées uniquement en étage peuvent être installées au-dessus du rez-de-chaussée, dans la hauteur du ou des étages occupés, à condition d'être constituées de lettres ou signes découpés.



Format :

La hauteur de l'enseigne (lettrage, panneau de fond ou caisson) est limitée au 1/5^{e} de la hauteur d'un étage courant de l'immeuble.

Z
P
2

7. Enseignes posées au sol ou installées directement sur le sol .

Format :

Le format des enseignes posées au sol ou installées directement sur le sol ne doit pas dépasser 4 m².

8. Enseignes sur clôture.

Format :

Le format des enseignes sur clôture ne doit pas dépasser 2 m².

9. Enseignes en toiture.

× Les enseignes sur les toitures et terrasses en tenant lieu sont interdites.

10. Enseignes numériques.

Format :

La surface des enseignes numériques est limitée à 2 m².

11. Enseignes numériques situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial.

Format :

La surface des enseignes numériques situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial est limitée à 0,5 m² .

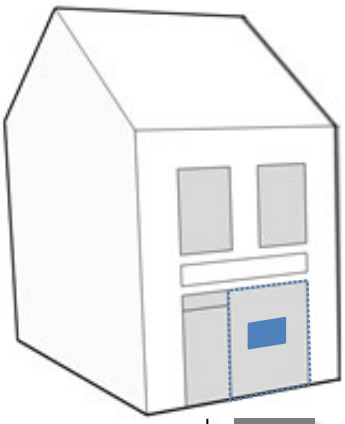
Z
P
2

V. Dispositions applicables à la ZP3.

1. Enseignes en façade.

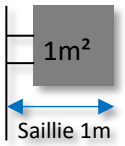
6. Enseignes sur baies et vitrines

La surface des enseignes sur baies et vitrines ne doit pas dépasser 15 % de la surface vitrée.



1. Enseignes perpendiculaires à la façade

La surface des enseignes perpendiculaires à la façade ne doit pas dépasser 1 m².
Elles ne doivent pas présenter une saillie de plus de 1 mètre par rapport à la façade, support compris.



2. Activités occupant le rez-de-chaussée et un ou plusieurs niveaux d'un immeuble

Implantation :

Les enseignes des activités occupant le rez-de-chaussée et un ou plusieurs niveaux d'un immeuble doivent être installées dans la hauteur du rez-de-chaussée.

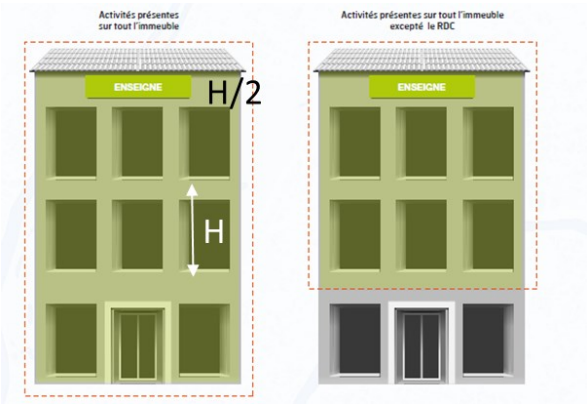
NB : Les activités installées en rez-de-dalle sur le secteur du Mont d'Est à Noisy le Grand suivent les règles applicables aux activités en rez-de-chaussée.

Z
P
3

3. Activités occupant la totalité d'un immeuble et activités occupant la totalité des étages d'un immeuble

Implantation :

Les enseignes à plat des activités occupant la totalité d'un immeuble et activités occupant la totalité des étages d'un immeuble peuvent être installées au-dessus du niveau du rez-de-chaussée, à condition d'être constituées de lettres ou signes découpés.



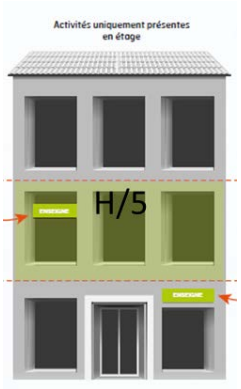
Format :

La hauteur de l'enseigne (lettrage, panneau de fond ou caisson) est limitée à la moitié de la hauteur d'un étage courant de l'immeuble.

4. Activités situées uniquement en étage

Implantation :

Les enseignes à plats des activités situées uniquement en étage peuvent être installées au-dessus du rez-de-chaussée, dans la hauteur du ou des étages occupés, à condition d'être constituées de lettres ou signes découpés.



Format :

La hauteur de l'enseigne (lettrage, panneau de fond ou caisson) est limitée au 1/5e de la hauteur d'un étage courant de l'immeuble.

2. Enseignes posées au sol ou installées directement sur le sol.

Format :

Le format des enseignes posées au sol ou installées directement sur le sol ne doit pas dépasser :

- **4 m² en ZP3a.**
- **10,5 m² en ZP3b.**

3. Enseignes sur clôture.

Format :

Le format des enseignes sur clôture ne doit pas dépasser :

- **4 m² en ZP3a.**
- **2 m² en ZP3b.**

ZP3

4. Enseignes en toiture.

✓ Les enseignes sur les toitures et terrasses en tenant lieu sont autorisées dans les conditions définies par le Code de l'environnement.

Format :

Toutefois, la hauteur de ces enseignes ne peut excéder :

- **1 mètre** lorsque la hauteur de la façade qui les supporte est **inférieure ou égale à 15 mètres,**
- **2 mètres** lorsque la hauteur de la façade qui les supporte est **supérieure à 15 mètres.**

5. Enseignes numériques.

Format :

La surface des enseignes numériques est limitée à 4 m².

6. Enseignes numériques situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial.

Format :

La surface des enseignes numériques situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local commercial est limitée à :

- 0,5 m² en ZP3a.
- 1 m² en ZP3b.

ZP3

VI. Synthèse des formats et densités d'enseignes autorisés.

<table>
<tr><th>Enseignes</th><th>ZP0
Secteurs paysagers et naturels</th><th>ZP1
Secteurs résidentiels et centres-villes</th><th>ZP2
Axes routiers et quais de gare</th><th>ZP3a
Zones d'activités</th><th>ZP3b
Zones commerciales</th></tr>
<tr><td>Enseignes à plat sur la façade</td><td colspan="2">Implantation en rez-de-chaussée
Lettrage limité à une hauteur de 40cm</td><td colspan="3">Implantation en RDC ou dans le quart supérieur de la façade si l'activité occupe la totalité de l'immeuble
Hauteur limitée à 1/5 de la hauteur de la devanture
Ou
Hauteur limitée à ½ étage pour une activité occupant la totalité d'un immeuble</td></tr>
<tr><td>Enseignes sur baie et vitrine</td><td colspan="3">Lettres découpées ou sur fond transparent</td><td colspan="2">15% de la surface vitrée</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Enseignes perpendiculaires</td><td colspan="5">Positionnées en alignement de l'enseigne parallèle et en limite latérale de façade commerciale
Limitées à 1 par voie 2,40 m hauteur minimum</td></tr>
<tr><td colspan="3">Saillie max: 0,80m
Surface max: 0,60m²</td><td colspan="2">Saillie max: 1m
Surface max: 1m²</td></tr>
<tr><td>Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol</td><td colspan="3">1 par voie - 2m²</td><td>1 par voie
4m²</td><td>1 par voie
4m²</td><td>1 par voie 10,5m²</td></tr>
<tr><td>Enseignes sur clôture</td><td colspan="3">1 par voie – 0,60*0,60 m</td><td>1 par voie
2m²</td><td>1 par voie
4m²</td><td>1 par voie
2m²</td></tr>
<tr><td>Enseignes en toiture</td><td colspan="4">Interdites</td><td colspan="2">Autorisées selon RNP</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Enseignes numériques</td><td colspan="6">Autorisées uniquement dans les secteurs définis au plan de zonage autorisant la publicité numérique</td></tr>
<tr><td>Interdit</td><td>Limité à 1m²</td><td colspan="2">Limité à 2m²</td><td colspan="2">Limité à 4m²</td></tr>
<tr><td>Lumineux en vitrine</td><td colspan="5">0,5m² en surface cumulée</td><td>1 m²</td></tr>
</table>

4. LEXIQUE.

Principales définitions / mots d'occurrence limitée signalés dans le texte par une astérisque

La lettre entre parenthèse (A) renvoie au schéma explicatif correspondant.

Abords des monuments historiques : La protection au titre des abords des monuments historiques s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, situé dans un périmètre délimité par l'autorité administrative dans les conditions fixées à l'article L. 621-31 du Code du Patrimoine. Ce périmètre peut être commun à plusieurs monuments historiques.

En l'absence de périmètre délimité, la protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui et situé à moins de cinq cents mètres de celui-ci.

Activités culturelles : sont qualifiées comme telles : les spectacles cinématographiques, les spectacles vivants, ainsi que l'enseignement et l'exposition des arts plastiques.

Auvent : avancée en matériaux durs en saillie sur un mur, au-dessus d'une ouverture ou d'une devanture*, dont l'objet est de protéger des intempéries.

Bâche de chantier : installée sur un échafaudage nécessaire à la réalisation de travaux.

Baie : toute ouverture vitrée pratiquée dans un mur de bâtiment (porte, fenêtre, vitrine, etc.).

Bandeau de façade : terme désignant la bande horizontale située entre le bord supérieur des ouvertures de la devanture* et la corniche* séparant le rez-de-chaussée du premier étage ou de l'entresol d'un immeuble. (A)

Caisson lumineux : coffret rigide avec une ou deux faces translucides comportant un dispositif intérieur d'éclairage.

Chevalet : élément d'affichage de rue apposé sur le sol. Il permet notamment un communication double face devant une boutique. Généralement installé sur le domaine public (trottoir), il fait l'objet d'une autorisation de stationnement.

Clôture : toute construction, maçonnée ou non, destinée à séparer une propriété privée du domaine public, deux propriétés ou encore deux parties d'une même propriété.

Corniche : couronnement continu en saillie d'une construction, qui décore et protège la façade. (A)

Devanture commerciale : revêtement de la façade commerciale d'un commerce. Une devanture est constituée de l'ensemble des éléments extérieurs qui expriment la présence d'un commerce sur la façade d'un immeuble : la vitrine, son encadrement*, le système de fermeture et l'éclairage.

Égout du toit : limite ou ligne basse d'un pan de couverture, vers laquelle ruissellent les eaux de pluie. La ligne d'égout correspond, dans la plupart des cas, à la partie basse d'une gouttière ou d'un chéneau.

Encadrement : le cadre d'un dispositif publicitaire est la partie du dispositif qui entoure l'affiche (également appelé moulure).

Enseigne sur baie : la catégorie des enseignes sur baie regroupe toutes les inscriptions pouvant être apposées sur vitre et vitrine (vitrophanie, peinture, etc.)

Enseigne perpendiculaire : Dispositif scellé au mur, appliqué perpendiculairement à celui-ci et dont l'accroche se fait sur le côté du dispositif parallèle au mur.

Façade : la façade d'une construction s'entend de l'ensemble des murs ou parois de pourtour, pignons inclus. Sont ainsi concernés tous les murs extérieurs d'une construction.

Façade commerciale : façade de la partie de l'immeuble occupée par l'activité et sur laquelle celle-ci peut implanter des enseignes selon les règles imposées par le RLPi.

Façade aveugle : définie dans la règlementation nationale comme étant un mur de bâtiment ne comportant aucune baie, ou au maximum des ouvertures de 0.50m².

Garde-corps : Élément ou ensemble d'éléments format une barrière de protection placée sur les côtés d'un escalier ouvert, ou pourtour d'une toiture-terrasse, d'une toiture, ou d'un balcon, ou tout autre espace accessible et en hauteur.

Immeuble : terme désignant, au sens du Code civil, le bâtiment mais aussi le terrain sur lequel peut être implanté un bâtiment.

Jambe de force : barre métallique qui sert à soutenir un panneau

Kakemono : support d'affichage publicitaire suspendu verticalement. Au sens strict, un kakemono est une affiche verticale suspendue (kakemono = objet suspendu en japonais). Par extension, le terme désigne également une affiche sur pied portant.

Lambrequin : Retombée d'un store de magasin (ou ornement pendant et découpé, en bois ou en métal, qui borde une toiture de pavillon, une marquise* et dissimule les gouttières, les chéneaux). (A)

Logo : abréviation de logotype. Terme désignant le signe figuratif d'une marque de fabrique, de commerce ou de service, ainsi que d'un produit ou de son conditionnement.

Marquise : terme désignant l'auvent* vitré composé d'une structure métallique, au-dessus d'une porte d'entrée ou d'une vitrine.

Mobilier urbain : Installation implantée sur une dépendance du domaine public à des fins de commodité pour les usagers. Le Code de l'environnement reconnaît à certains types de mobilier urbain la possibilité d'accueillir, à titre accessoire, de la publicité dans des conditions spécifiques. On distingue 5 types de mobilier urbain pouvant accueillir de la publicité : abris destinés au public, kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial, colonnes porte- affiches, mâts porte-affiches, le mobilier urbain destinés à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local ou des œuvres artistiques.

Modénature : terme désignant les éléments en relief ou en creux qui décorent la façade d'un bâtiment.

Nu de la façade : plan de référence (le plus souvent vertical) correspondant à la surface de parement fini d'un mur ou d'un ouvrage, abstraction faite des moulures et ornements divers qui viennent en saillie sur ce nu.

Oriflamme : voile imprimée, fixée sur un mât.

Ouverture : percement pratiqué dans un mur.

Palissade : clôture provisoire constituée de panneaux pleins et masquant une installation de chantier.

Pavillon : habitation non mitoyenne implantée en retrait du domaine public.

Petit format : Apposé sur les vitrines des commerces. Le terme désigne les dispositifs annonçant de la publicité, apposés à l'extérieur, sur la vitrine. Ils sont à différencier des éléments propres aux enseignes. Comme toute autre forme de publicité, l'affichage de petit format est soumis à déclaration préalable.

Piédroit : terme synonyme de pilier, désignant les montants verticaux en maçonnerie situés de part et d'autre d'une ouverture (baie ou porte).

Pilastre : support rectangulaire terminé par une base et un chapeau (A)

Produits du terroir : expression désignant les produits traditionnels liés à un savoir-faire et à une identité culturelle locaux, fabriqué dans un secteur géographique délimité et identifié ayant un rapport avec l'origine du produit.

Préenseignes posées au sol : Les chevalets*, oriflammes*, kakemonos*, fléchages, effigies, porte-menus et autres moyens fixes ou animés, installés sur le domaine public sont à considérer comme étant des préenseignes.

Pré-enseignes temporaires / permanentes : Sont considérées comme enseignes ou préenseignes temporaires (article R581-68 du Code de l'Environnement) :

1- Les enseignes ou pré-enseignes installées pour moins de 3 mois qui signalent :
- des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique de moins de 3 mois :
- des opérations exceptionnelles de moins de 3 mois (fêtes locales, salons, brocantes, vide greniers, Manifestations sportives, foires, etc .)
2- Les enseignes ou pré-enseignes installées pour plus de 3 mois qui signalent :
- des travaux publics
- des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location, vente
3- Les enseignes installées pour plus de 3 mois qui signalent la location ou la vente de fonds de commerce
Les dispositifs ne rentrant pas dans ces catégories sont soumis aux règles des enseignes ou **préenseignes permanentes.**

Publicité murale : La publicité murale est définie comme toute publicité installée sur un support construit préalablement à cette installation et destiné à un autre usage que de supporter une publicité. Ex : palissade*, mur de clôture, mur de bâtiment…

Rétroéclairage : la source lumineuse est placée derrière l'objet éclairé.

Saillie : terme désignant la distance qui sépare le dispositif débordant et le nu* de la façade.

Service d'urgence : se dit d'un service public portant secours aux personnes (pompiers, SAMU) ou assurant la sécurité des personnes (police nationale, gendarmerie nationale).

Signalétique d'Information Locale (SIL) : la SIL a pour objectif d'orienter les personnes en déplacement vers les commerces, services, équipements ou points d'intérêts locaux situés à proximité. Ces dispositifs ne sont pas règlementés par le RLP, car ils relèvent non pas du Code de l'environnement, mais du Code de la route.

Spot-pelle : projecteur placé au bout d'un bras métallique

Store : équipement de protection déroulant, en tissu ou matériau léger, fixé en haut d'une fenêtre.

Support : terme désignant toutes les constructions (bâtiment, clôture, ouvrage, etc.) susceptibles de recevoir un dispositif publicitaire.

Surface unitaire : correspond à la surface du dispositif publicitaire dans son ensemble (encadrement* compris). En revanche la surface unitaire d'un mobilier urbain s'apprécie hors encadrement*.

Toiture terrasse : couverture quasiment plate ne comportant que de légères pentes qui permettent l'écoulement des eaux. Pente souvent inférieure à 15%.

Totem : dispositif apposé ou scellé au sol, de forme verticale, sans mât et dont le bas de l'ensemble est plein.

Unité foncière : ilot de propriété d'un seul tenant, composé d'une parcelle ou d'un ensemble de parcelles appartenant à un même propriétaire ou à la même indivision.

Unité urbaine : terme statistique défini par l'INSEE désignant une commune ou un ensemble de communes présentant une zone bâtie continue (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions), qui compte au moins 2 000 habitants.

Vitrine : partie d'un magasin séparée e la rue par un vitrage et où on expose des objets à vendre. (A)

Voie ouverte à la circulation publique : au sens de l'article R.581-1 du Code de l'Environnement, il s'agit d'une voie publique ou privée qui peut être librement empruntée, à titre gratuit ou non, par toute personne circulant à pied ou par un moyen de transport individuel ou collectif.


Corniche
Bandeau
des petits hauts
IKKS
WOMEN
Banne
Lambrequin
Store
Pilastre
Vitrine
Allège
Soubassement

Schéma A

Grand Paris Grand Est

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL
CLICHY-SOUS-BOIS · COUBRON · GAGNY · GOURNAY-SUR-MARNE · LE RAINCY
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS · LIVRY-GARGAN · MONTFERMEIL · NEUILLY-PLAISANCE
NEUILLY-SUR-MARNE · NOISY-LE-GRAND · ROSNY-SOUS-BOIS · VAUJOURS · VILLEMOMBLE



Règlement Local de Publicité Intercommunal

3 - ANNEXES

3 - 1 - Plan de zonage - territoire et communes.

Version pour approbation - CT2023/07/11

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL

PLANS DE ZONAGE

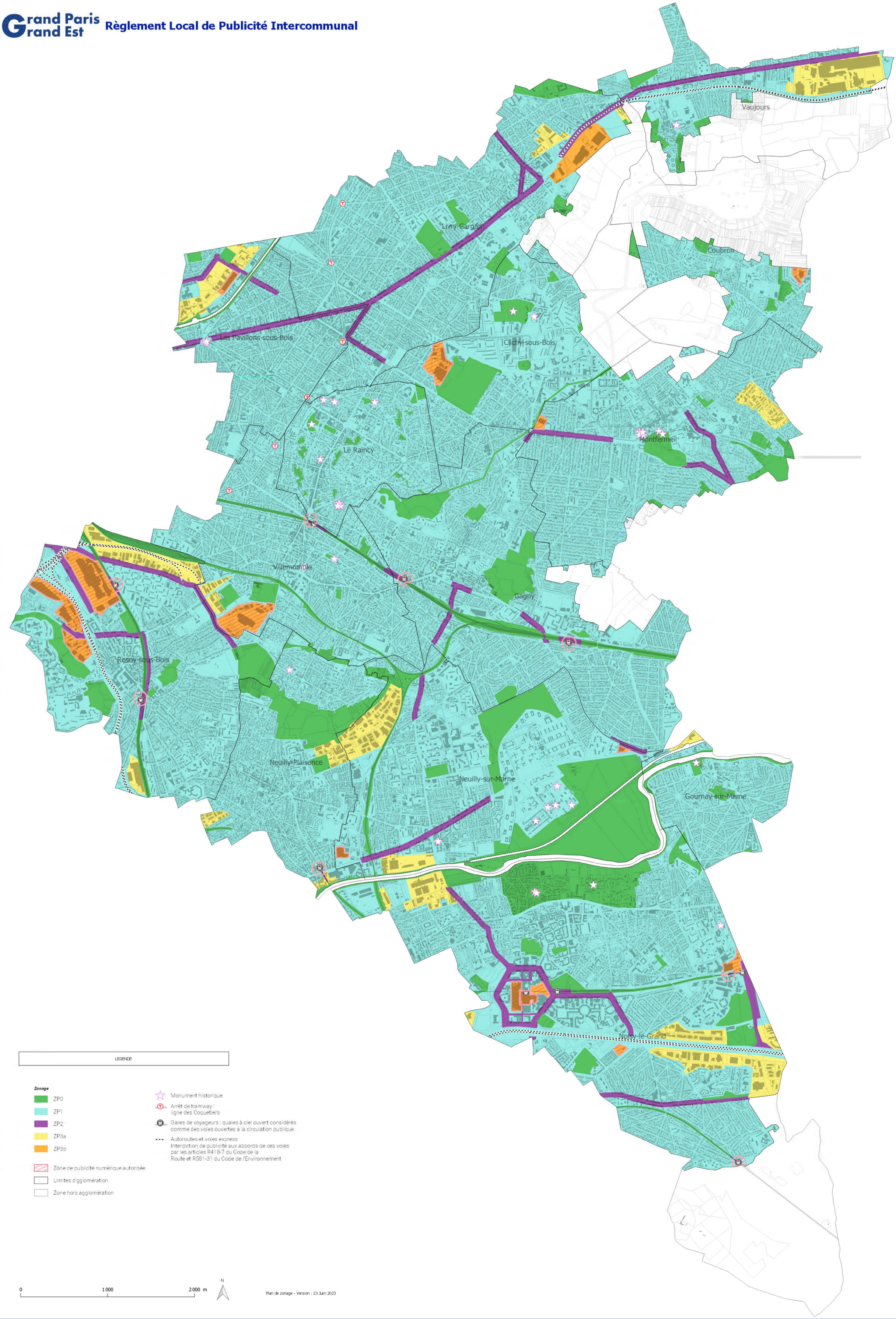
- PLAN DE ZONAGE À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE

- PLANS DE ZONAGE PAR COMMUNES :

- **CLICHY-SOUS-BOIS**
- **COUBRON**
- **GAGNY**
- **GOURNAY-SUR-MARNE**
- **LE RAINCY**
- **LES PAVILLONS-SOUS-BOIS**
- **LIVRY-GARGAN**
- **MONTFERMEIL**
- **NEUILLY-PLAISANCE**
- **NEUILLY-SUR-MARNE**
- **NOISY-LE-GRAND**
- **ROSNY-SOUS-BOIS**
- **VAUJOURS**
- **VILLEMOMBLE**

Grand Paris Grand Est

Règlement Local de Publicité Intercommunal



LEGENDE

Zonage

- ZP0
- ZP1
- ZP2
- ZP3a
- ZP3b
- Zone de publicité numérique autorisée
- Limites d'agglomération
- Zone hors agglomération

- Monument historique
- Arrêt de tramway : ligne des Coquetiers
- Gares de voyageurs : quais à ciel ouvert considérés comme des voies ouvertes à la circulation publique
- Autoroutes et voies express Interdiction de publicité aux abbords de ces voies par les articles R418-7 du Code de la Route et R581-31 du Code de l'Environnement

0 — 1 000 — 2 000 m

N

Plan de zonage - Version : 23 Juin 2023

Grand Paris Grand Est **Règlement Local de Publicité Intercommunal**



Clichy-sous-Bois

Livry-Gargan

Coubron

Les Pavillons-sous-Bois

Montfermeil

Gagny

LEGENDE

Zonage

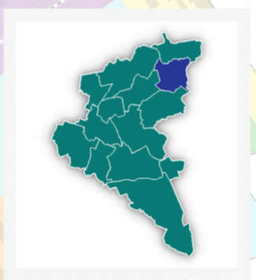
- ZP0
- ZP1
- ZP2
- ZP3a
- ZP3b

- Zone de publicité numérique autorisée
- Limites d'agglomération
- Zone hors agglomération

- Monument historique
- Arrêt de tramway : ligne des Coquetiers
- Gares de voyageurs : quaies à ciel ouvert considérés comme des voies ouvertes à la circulation publique
- Autoroutes et voies express Interdiction de publicité aux abbords de ces voies par les articles R418-7 du Code de la Route et R581-31 du Code de l'Environnement

0 500 1 000 m

Plan de zonage - Version : 23 Juin 2023



Coubron

Vaujours

Livry-Gargan

Clichy-sous-Bois

Montfermeil

RTE STRATEGIQUE
CHE DU BAS DES VIGNES
CHE DE VILLEPARISIS
RTE DU BOIS DE BERNOUILLE
CHE DE VAUJOURS
CHE DES GRANDS CHAMPS
SEN DES PLATRIERES
CHE DE MONTFAUBAN
SEN DES RAMIOTTES
SEN DES VIGNES
SEN DE DERRIERE LES JARDINS
ALL DES COURTS SILLONS
CHE DE COUBRON
FROM DEPARTEMENTALE DE LA DHUIS
ALL DE L'ETOILE DES 6 ROUTES
ALL DE L'ADMINISTRATEUR
ALL DES ETANGS
ALL DES PRINCES
ALL DE L'ETANG BEAUCLAIR
BD HARDY
AV VICTOR HUGO
RTE DE MONTFERMEIL
AV GAY LUSSAC

LEGENDE

Zonage
- ZP0
- ZP1
- ZP2
- ZP3a
- ZP3b

Zone de publicité numérique autorisée
Limites d'gglomération
Zone hors agglomération

Monument historique
Arrêt de tramway : ligne des Coquetiers
Gares de voyageurs : quaies à ciel ouvert considérés comme des voies ouvertes à la circulation publique
Autoroutes et voies express
Interdiction de publicité aux abbords de ces voies par les articles R418-7 du Code de la Route et R581-31 du Code de l'Environnement

N
0 500 1 000 m

Plan de zonage - Version : 23 Juin 2023

Grand Paris Grand Est

Règlement Local de Publicité Intercommunal



Gagny

Livry-Gargan
Clichy-sous-Bois
Le Raincy
Montfermeil
Villemomble
Neuilly-sur-Marne
Gournay-sur-Marne
Noisy-le-Grand

LEGENDE

Zonage
- ZP0
- ZP1
- ZP2
- ZP3a
- ZP3b

Zone de publicité numérique autorisée
Limites d'agglomération
Zone hors agglomération

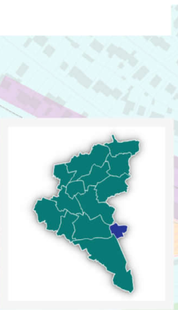
Monument historique
Arrêt de tramway : ligne des Coquetiers
Gares de voyageurs : quaies à ciel ouvert considérés comme des voies ouvertes à la circulation publique
Autoroutes et voies express
Interdiction de publicité aux abbords de ces voies par les articles R418-7 du Code de la Route et R581-31 du Code de l'Environnement

N

0 500 1 000 m

Plan de zonage - Version : 23 Juin 2023

Grand Paris Grand Est **Règlement Local de Publicité Intercommunal**



Gagny

Gournay-sur-Marne

Neuilly-sur-Marne

Noisy-le-Grand

LEGENDE

Zonage

- ZP0
- ZP1
- ZP2
- ZP3a
- ZP3b

- Zone de publicité numérique autorisée
- Limites d'agglomération
- Zone hors agglomération

- Monument historique
- Arrêt de tramway : ligne des Coquetiers
- Gares de voyageurs : quaies à ciel ouvert considérés comme des voies ouvertes à la circulation publique
- Autoroutes et voies express Interdiction de publicité aux abbords de ces voies par les articles R418-7 du Code de la Route et R581-31 du Code de l'Environnement

0 500 1 000 m

Plan de zonage - Version : 23 Juin 2023

Grand Paris Grand Est

Règlement Local de Publicité Intercommunal



Le Raincy

Les Pavillons-sous-Bois

Livry-Gargan

Clichy-sous-Bois

Gagny

Villemomble

LEGENDE

Zonage

- ZP0
- ZP1
- ZP2
- ZP3a
- ZP3b

- Zone de publicité numérique autorisée
- Limites d'agglomération
- Zone hors agglomération

- Monument historique
- Arrêt de tramway : ligne des Coquetiers
- Gares de voyageurs : quaies à ciel ouvert considérés comme des voies ouvertes à la circulation publique
- Autoroutes et voies express
  Interdiction de publicité aux abbords de ces voies par les articles R418-7 du Code de la Route et R581-31 du Code de l'Environnement

N

0 500 1 000 m

Plan de zonage - Version : 23 Juin 2023

Grand Paris Grand Est

Règlement Local de Publicité Intercommunal



Les Pavillons-sous-Bois

Livry-Gargan

Le Raincy

Villemomble

Gagny

LEGENDE

Zonage

- ZP0
- ZP1
- ZP2
- ZP3a
- ZP3b

- Zone de publicité numérique autorisée
- Limites d'gglomération
- Zone hors agglomération

- Monument historique
- Arrêt de tramway : ligne des Coquetiers
- Gares de voyageurs : quaies à ciel ouvert considérés comme des voies ouvertes à la circulation publique
- Autoroutes et voies express
  Interdiction de publicité aux abbords de ces voies par les articles R418-7 du Code de la Route et R581-31 du Code de l'Environnement

N

0 — 500 — 1 000 m

Plan de zonage - Version : 23 Juin 2023

Grand Paris Grand Est

Règlement Local de Publicité Intercommunal



Livry-Gargan

Vaujours

Coubron

Les Pavillons-sous-Bois

Clichy-sous-Bois

Montfermeil

Le Raincy

LEGENDE

Zonage

- ZP0
- ZP1
- ZP2
- ZP3a
- ZP3b

- Zone de publicité numérique autorisée
- Limites d'agglomération
- Zone hors agglomération

- Monument historique
- Arrêt de tramway : ligne des Coquetiers
- Gares de voyageurs : quaies à ciel ouvert considérés comme des voies ouvertes à la circulation publique
- Autoroutes et voies express Interdiction de publicité aux abbords de ces voies par les articles R418-7 du Code de la Route et R581-31 du Code de l'Environnement

0 500 1 000 m

Plan de zonage - Version : 23 Juin 2023

Grand Paris Grand Est **Règlement Local de Publicité Intercommunal**



Montfermeil

Clichy-sous-Bois

Coubron

Gagny

LEGENDE

Zonage

- ZP0
- ZP1
- ZP2
- ZP3a
- ZP3b

- Zone de publicité numérique autorisée
- Limites d'agglomération
- Zone hors agglomération

- Monument historique
- Arrêt de tramway : ligne des Coquetiers
- Gares de voyageurs : quaiés à ciel ouvert considérés comme des voies ouvertes à la circulation publique
- Autoroutes et voies express
  Interdiction de publicité aux abbords de ces voies par les articles R418-7 du Code de la Route et R581-31 du Code de l'Environnement

0 500 1 000 m

Plan de zonage - Version : 23 Juin 2023

Grand Paris Grand Est

Règlement Local de Publicité Intercommunal



Neuilly-Plaisance

Villemomble

Rosny-sous-Bois

Neuilly-sur-Marne

Noisy-le-Grand

LEGENDE

Zonage

- ZP0
- ZP1
- ZP2
- ZP3a
- ZP3b

- Zone de publicité numérique autorisée
- Limites d'gglomération
- Zone hors agglomération

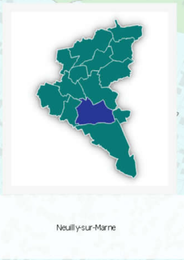
- Monument historique
- Arrêt de tramway : ligne des Coquetiers
- Gares de voyageurs : quaies à ciel ouvert considérés comme des voies ouvertes à la circulation publique.
- Autoroutes et voies express
  Interdiction de publicité aux abbords de ces voies par les articles R418-7 du Code de la Route et R581-31 du Code de l'Environnement

N

0 — 500 — 1 000 m

Plan de zonage - Version : 23 Juin 2023

Grand Paris Grand Est **Règlement Local de Publicité Intercommunal**



Villemomble

Gagny

Neuilly-Plaisance

Gournay-sur-Marne

Noisy-le-Grand

LEGENDE

Zonage

- ZP0
- ZP1
- ZP2
- ZP3a
- ZP3b

- Monument historique
- Arrêt de tramway : ligne des Coquetiers
- Gares de voyageurs : quaies à ciel ouvert considérés comme des voies ouvertes à la circulation publique
- Autoroutes et voies express Interdiction de publicité aux abbords de ces voies par les articles R418-7 du Code de la Route et R581-31 du Code de l'Environnement

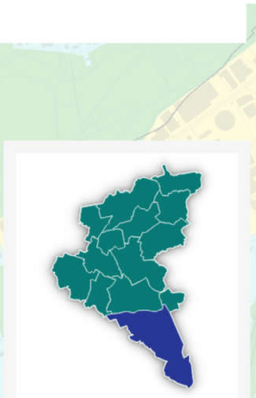
- Zone de publicité numérique autorisée
- Limites d'agglomération
- Zone hors agglomération

0 500 1 000 m

Plan de zonage - Version : 23 Juin 2023

Grand Paris Grand Est

Règlement Local de Publicité Intercommunal



Noisy-le-Grand

Gagny

Neuilly-sur-Marne

Gournay-sur-Marne

LEGENDE

Zonage

- ZP0
- ZP1
- ZP2
- ZP3a
- ZP3b
- Zone de publicité numérique autorisée
- Limites d'gglomération
- Zone hors agglomération

- Monument historique
- Arrêt de tramway : ligne des Coquetiers
- Gares de voyageurs : quaies à ciel ouvert considérés comme des voies ouvertes à la circulation publique
- Autoroutes et voies express
  Interdiction de publicité aux abbords de ces voies par les articles R418-7 du Code de la Route et R581-31 du Code de l'Environnement

N

0 500 1 000 m

Plan de zonage - Version : 23 Juin 2023

Grand Paris Grand Est

Règlement Local de Publicité Intercommunal



Rosny-sous-Bois

Le Raincy

Villemomble

Neuilly-Plaisance

LEGENDE

Zonage

- ZP0
- ZP1
- ZP2
- ZP3a
- ZP3b

Zone de publicité numérique autorisée

Limites d'agglomération

Zone hors agglomération

Monument historique

Arrêt de tramway : ligne des Coquetiers

Gares de voyageurs : quaies à ciel ouvert considérés comme des voies ouvertes à la circulation publique

Autoroutes et voies express
Interdiction de publicité aux abbords de ces voies par les articles R418-7 du Code de la Route et R581-31 du Code de l'Environnement

N

0 500 1 000 m

Plan de zonage - Version : 23 Juin 2023

Grand Paris Grand Est

Règlement Local de Publicité Intercommunal



Vaujours

Livry-Gargan

Coubron

LEGENDE

Zonage

- ZP0
- ZP1
- ZP2
- ZP3a
- ZP3b
- Zone de publicité numérique autorisée
- Limites d'agglomération
- Zone hors agglomération

- Monument historique
- Arrêt de tramway : ligne des Coquetiers
- Gares de voyageurs : quaies à ciel ouvert considérés comme des voies ouvertes à la circulation publique
- Autoroutes et voies express Interdiction de publicité aux abbords de ces voies par les articles R418-7 du Code de la Route et R581-31 du Code de l'Environnement

0 500 1 000 m

Plan de zonage - Version : 23 Juin 2023

Grand Paris Grand Est **Règlement Local de Publicité Intercommunal**



Villemomble

Le Raincy

Clichy-sous-Bois

Gagny

Rosny-sous-Bois

Neuilly-Plaisance

Neuilly-sur-Marne

LEGENDE

Zonage

- ZP0
- ZP1
- ZP2
- ZP3a
- ZP3b

Zone de publicité numérique autorisée

Limites d'agglomération

Zone hors agglomération

Monument historique

Arrêt de tramway : ligne des Coquetiers

Gares de voyageurs : quaies à ciel ouvert considérés comme des voies ouvertes à la circulation publique

Autoroutes et voies express
Interdiction de publicité aux abbords de ces voies par les articles R418-7 du Code de la Route et R581-31 du Code de l'Environnement

0 500 1 000 m

Plan de zonage - Version : 23 Juin 2023

Grand Paris Grand Est

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL
CLICHY-SOUS-BOIS · COUBRON · GAGNY · GOURNAY-SUR-MARNE · LE RAINCY
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS · LIVRY-GARGAN · MONTFERMEIL · NEUILLY-PLAISANCE
NEUILLY-SUR-MARNE · NOISY-LE-GRAND · ROSNY-SOUS-BOIS · VAUJOURS · VILLEMOMBLE



Règlement Local de Publicité Intercommunal

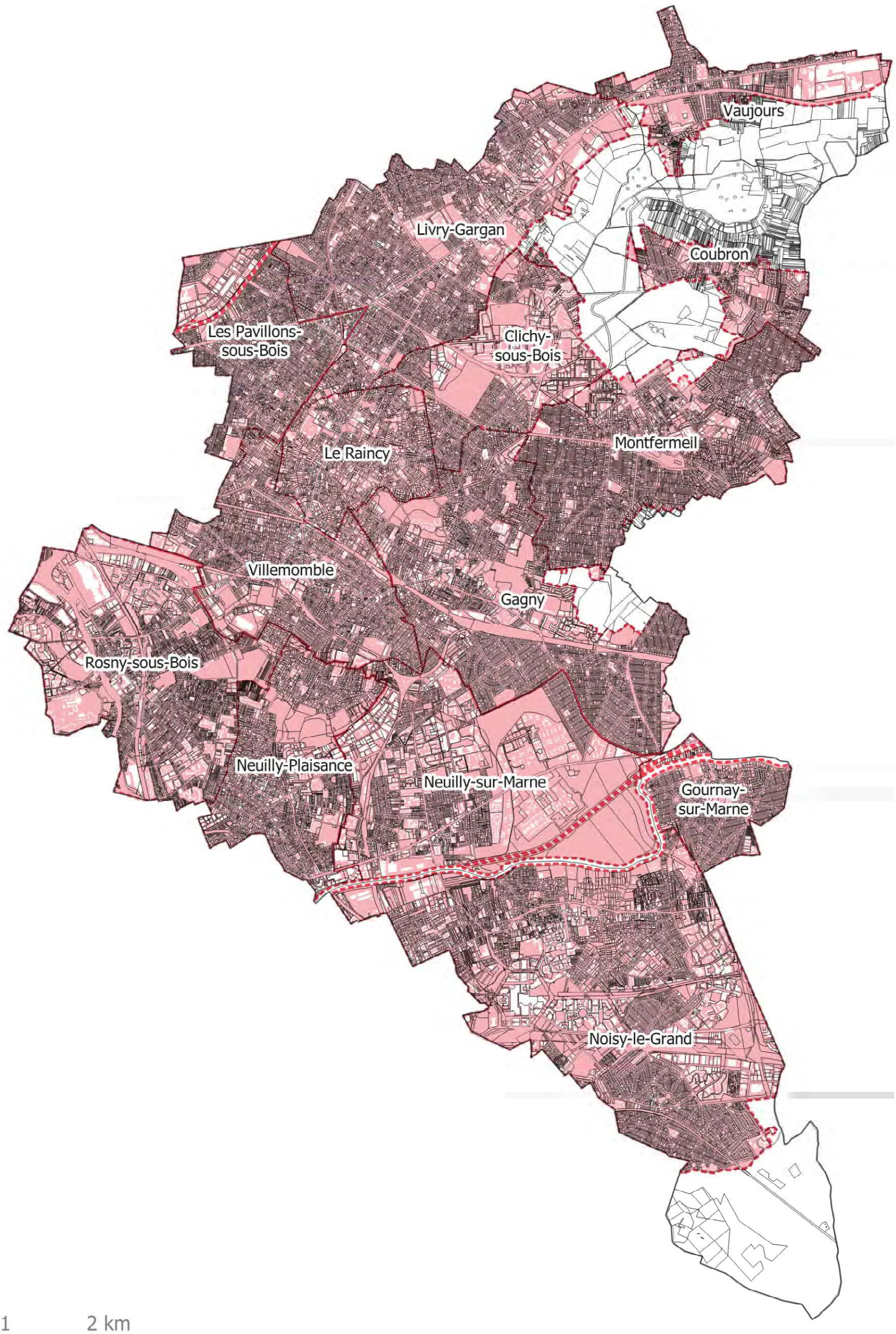
3 - ANNEXES

3 - 2 - Plans des limites d'agglomération et arrêtés municipaux.

Version pour approbation - CT2023/07/11

Limites d'agglomération

RLPi du territoire Grand Paris Grand

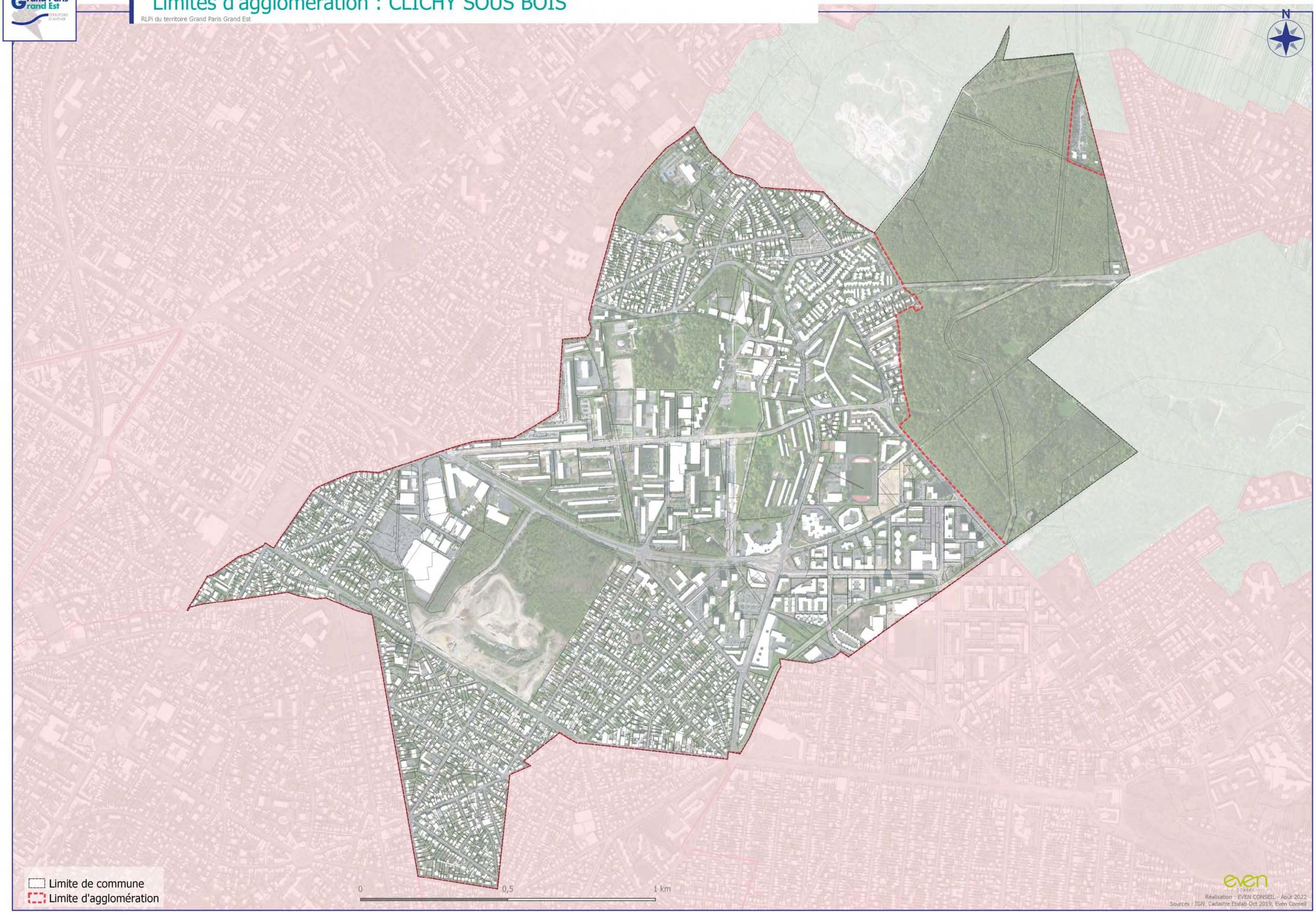


Réalisation : EVEN CONSEIL - Août 2022

Sources : IGN, Even Conseil

Limites d'agglomération : CLICHY SOUS BOIS

RLPi du territoire Grand Paris Grand Est



Réalisation : EVEN CONSEIL - Août 2022
Sources : IGN, Cadastre Etalab Oct 2019, Even Conseil

Limites d'agglomération : COUBRON

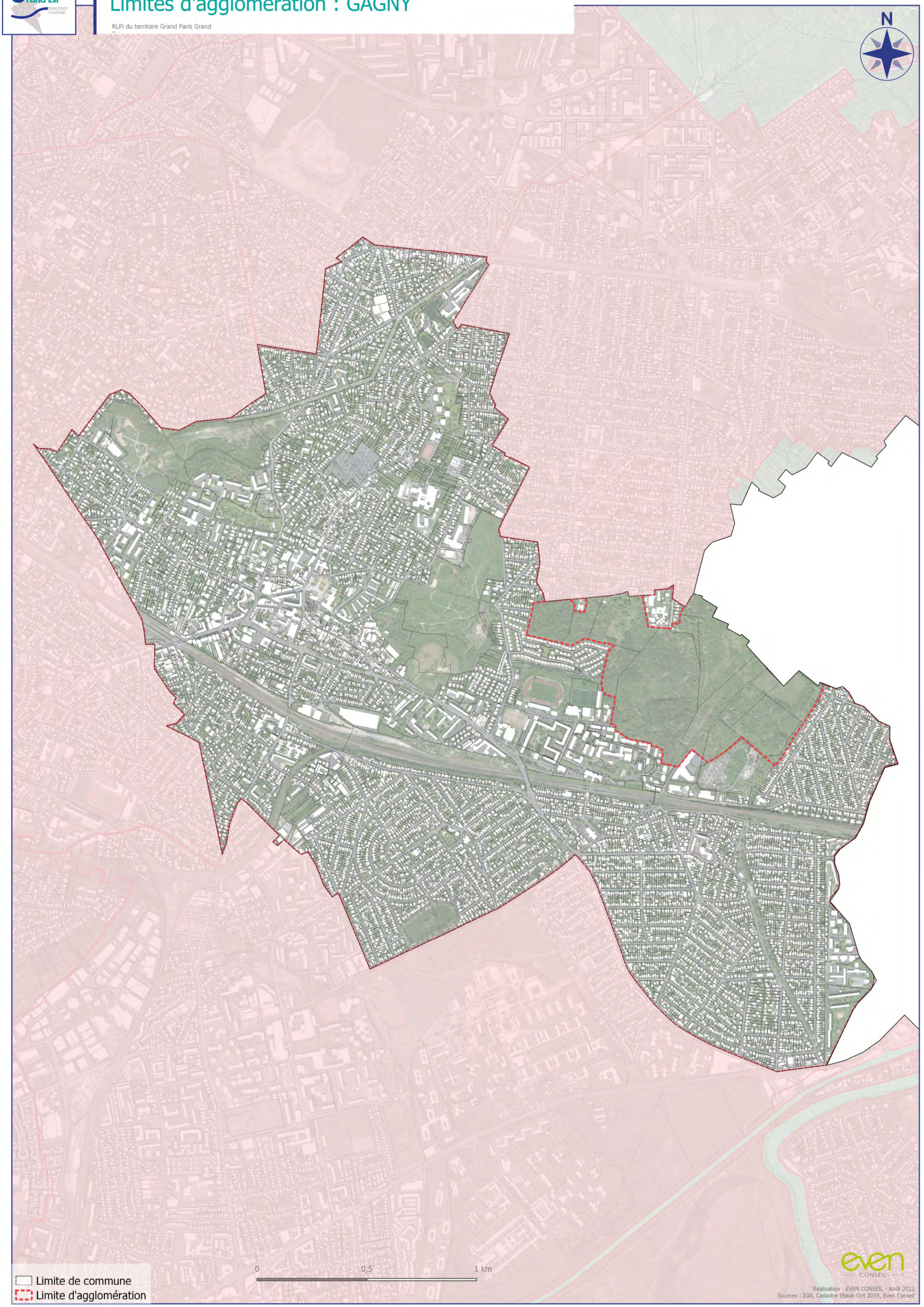
RLPi du territoire Grand Paris Grand



Réalisation : EVEN CONSEIL - Août 2022
Sources : IGN, Cadastre Etalab Oct 2019, Even Conseil

Limites d'agglomération : GAGNY

RLPi du territoire Grand Paris Grand



Réalisation : EVEN CONSEIL - Août 2022
Sources : IGN, Cadastre Etalab Oct 2019, Even Conseil

Limites d'agglomération : GOURNAY SUR MARNE

RLPi du territoire Grand Paris Grand Est



Réalisation : EVEN CONSEIL - Août 2022
Sources : IGN, Cadastre Etalab Oct 2019, Even Conseil

Limites d'agglomération : LE RAINCY

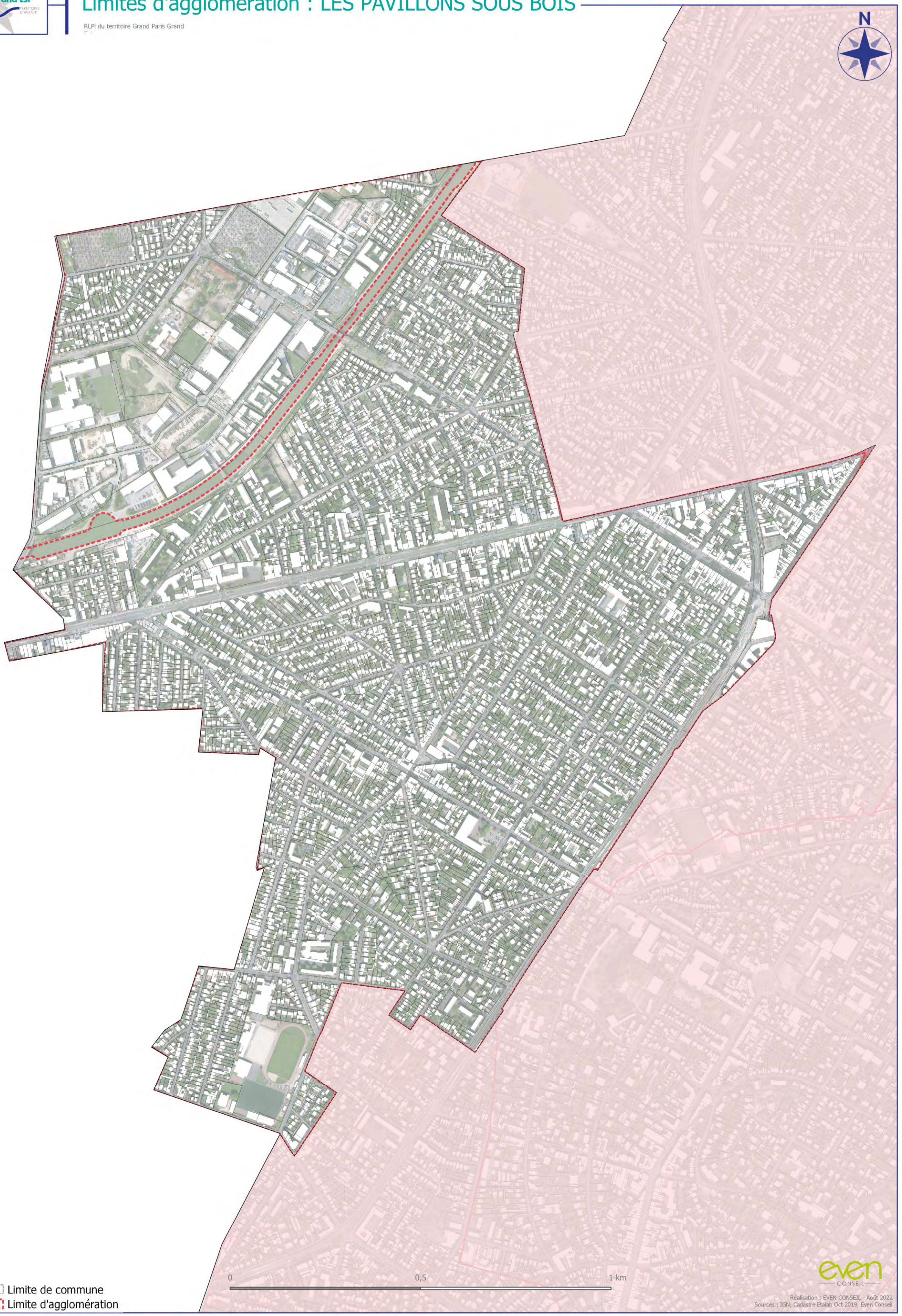
RLPi du territoire Grand Paris Grand



Réalisation : EVEN CONSEIL - Août 2022
Sources : IGN, Cadastre Etalab Oct 2019, Even Conseil

Limites d'agglomération : LES PAVILLONS SOUS BOIS

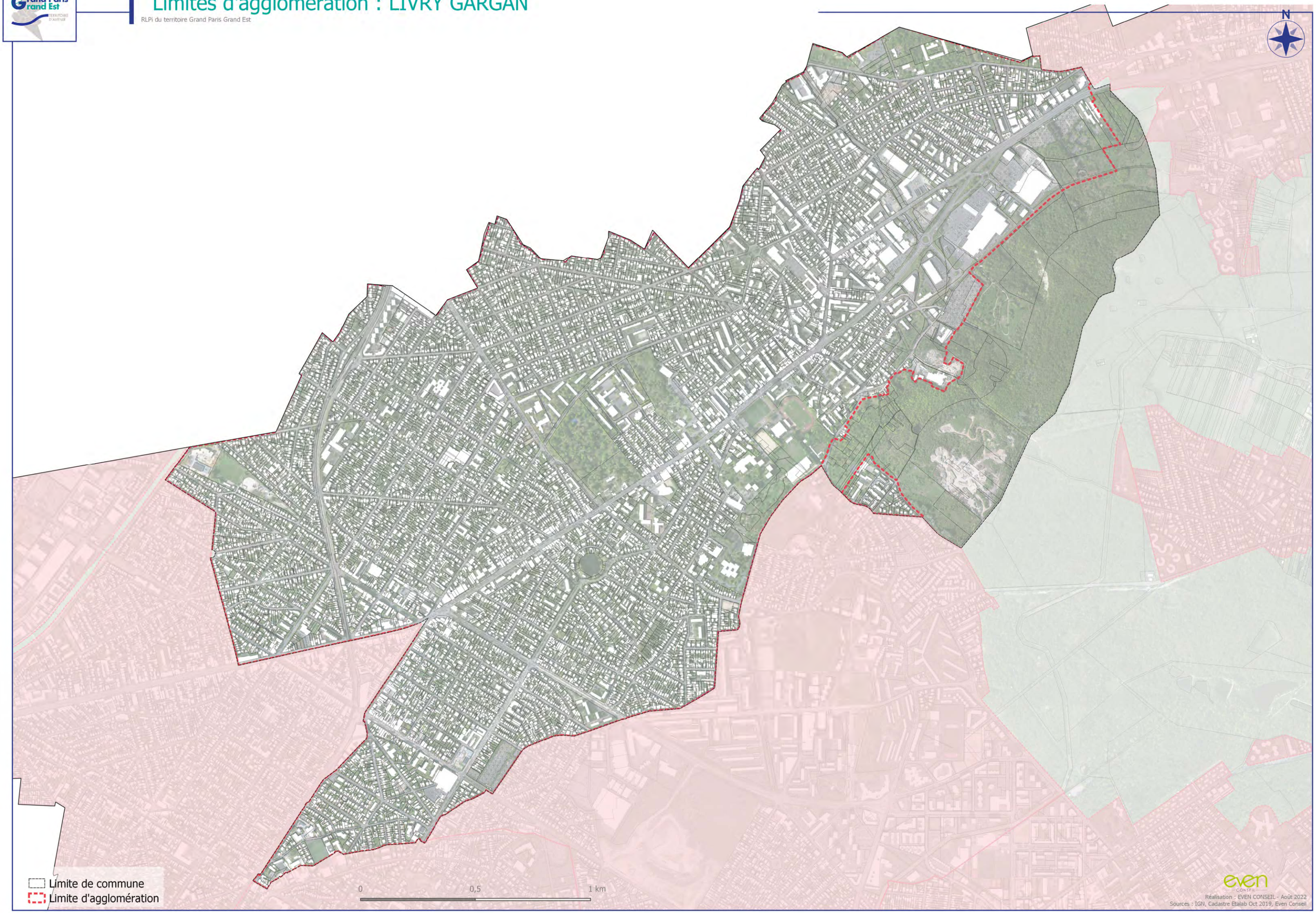
RLPi du territoire Grand Paris Grand



Réalisation : EVEN CONSEIL - Août 2022
Sources : IGN, Cadastre Etalab Oct 2019, Even Conseil

Limites d'agglomération : LIVRY GARGAN

RLPi du territoire Grand Paris Grand Est

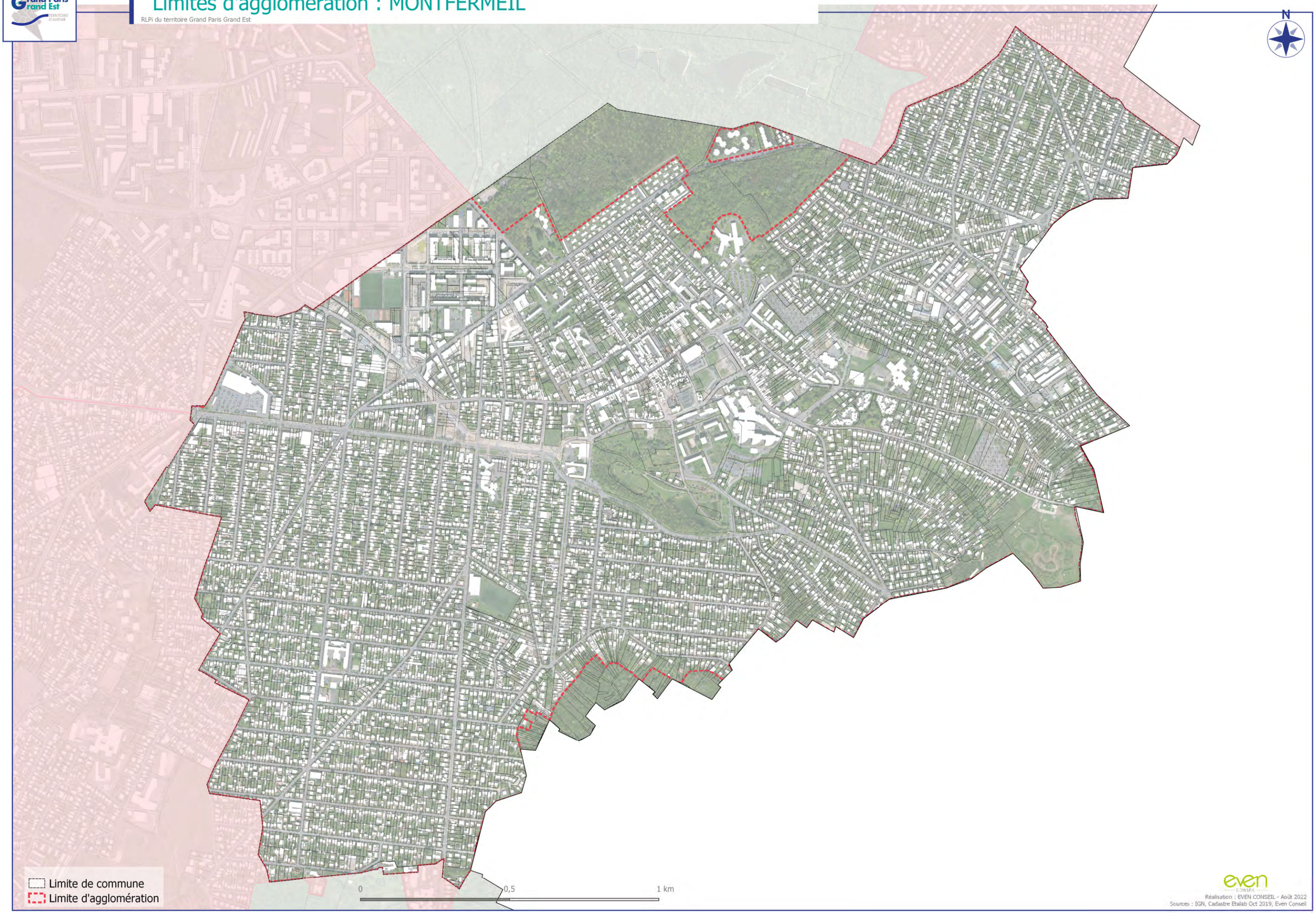


Réalisation : EVEN CONSEIL - Août 2022

Sources : IGN, Cadastre Etalab Oct 2019, Even Conseil

Limites d'agglomération : MONTFERMEIL

RLPi du territoire Grand Paris Grand Est



Réalisation : EVEN CONSEIL - Août 2022

Sources : IGN, Cadastre Etalab Oct 2019, Even Conseil

Limites d'agglomération : NEUILLY PLAISANCE

RLPi du territoire Grand Paris Grand



Réalisation : EVEN CONSEIL - Août 2022
Sources : IGN, Cadastre Etalab Oct 2019, Even Conseil

Limites d'agglomération : NEUILLY SUR MARNE

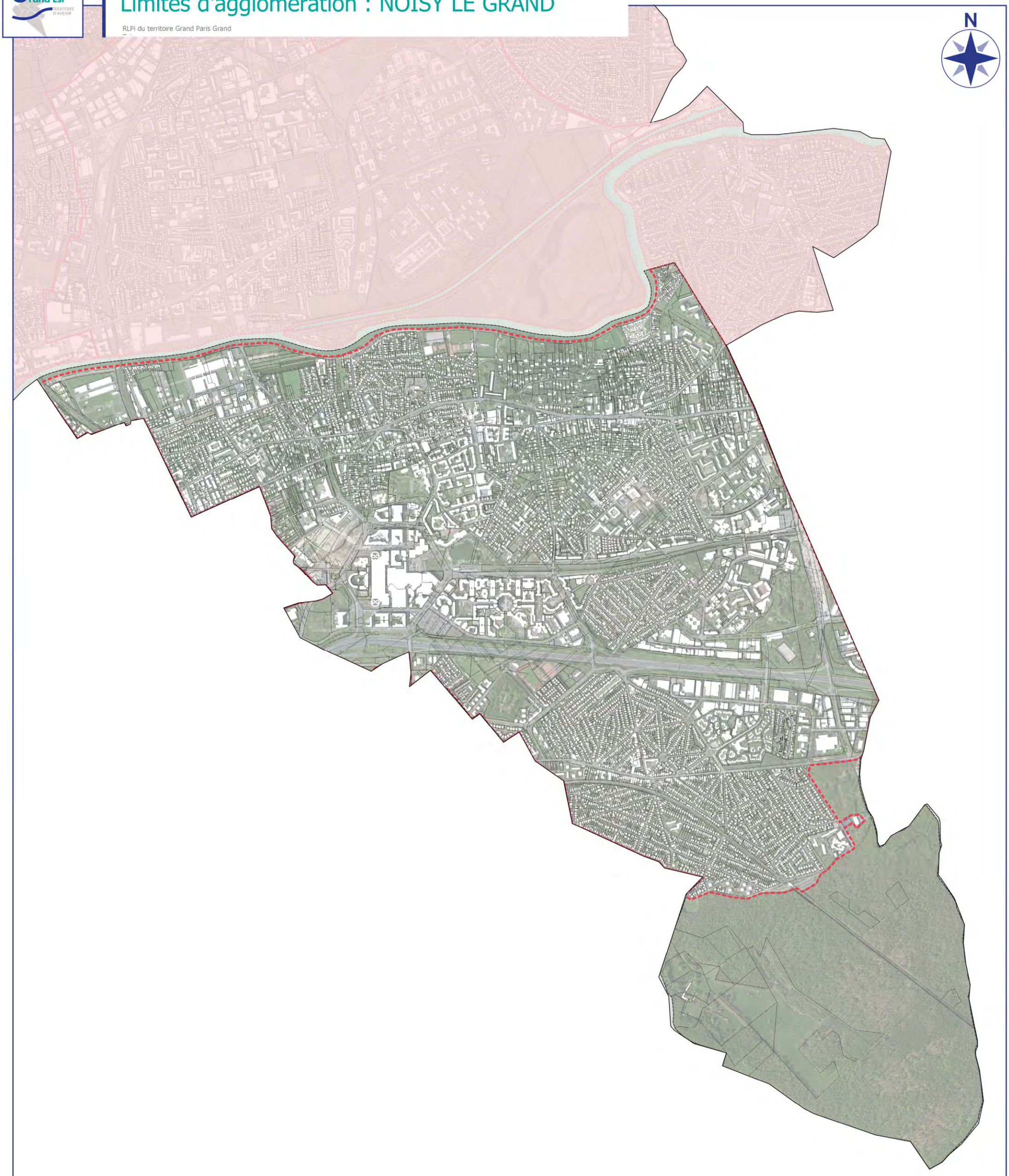
RLPi du territoire Grand Paris Grand Est



Réalisation : EVEN CONSEIL - Août 2022
Sources : IGN, Cadastre Etalab Oct 2019, Even Conseil

Limites d'agglomération : NOISY LE GRAND

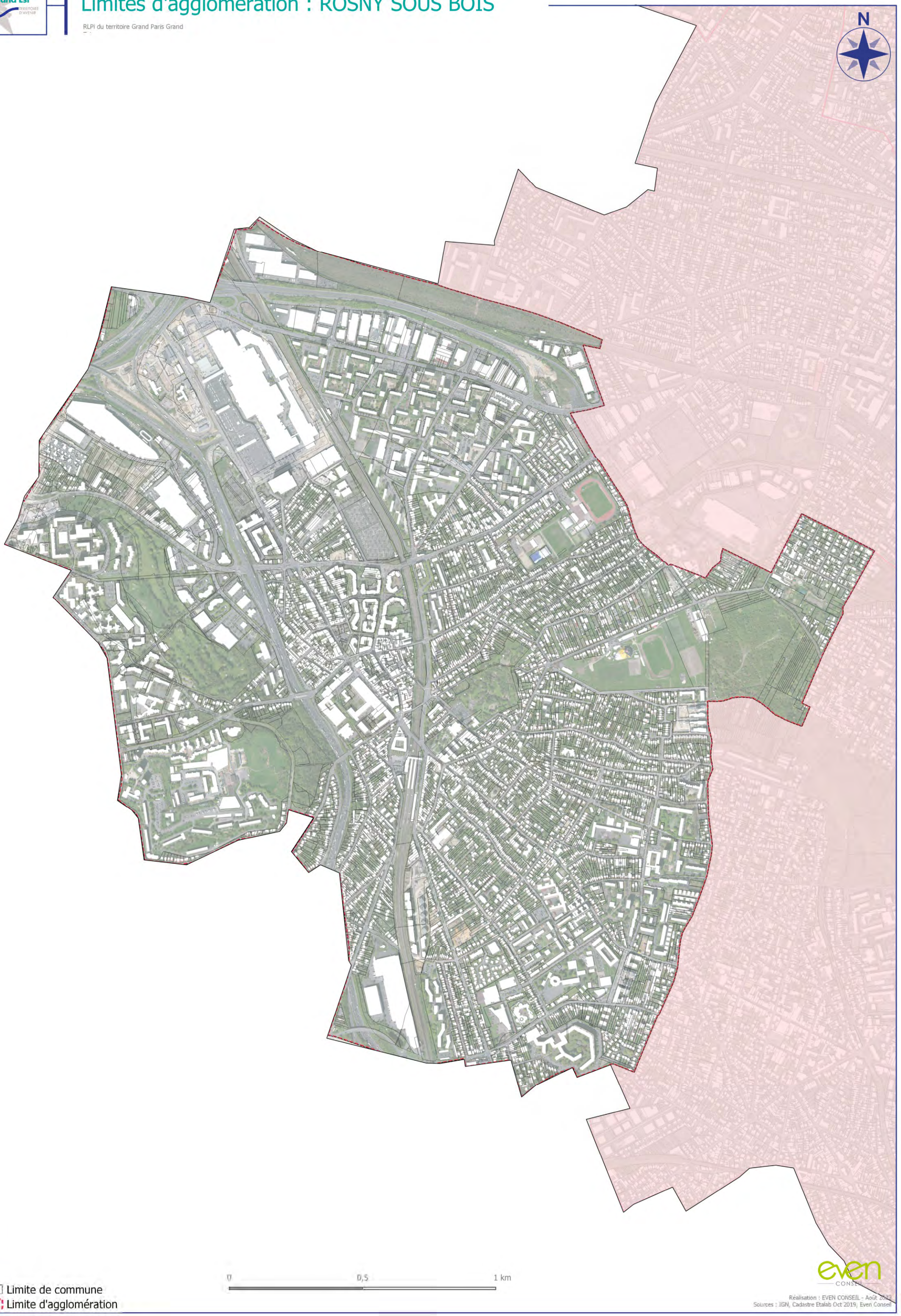
RLPi du territoire Grand Paris Grand



Réalisation : EVEN CONSEIL - Août 2022
Sources : IGN, Cadastre Etalab Oct 2019, Even Conseil

Limites d'agglomération : ROSNY SOUS BOIS

RLPi du territoire Grand Paris Grand



Réalisation : EVEN CONSEIL - Août 2022
Sources : IGN, Cadastre Etalab Oct 2019, Even Conseil

Limites d'agglomération : VAUJOURS

RLPi du territoire Grand Paris Grand Est

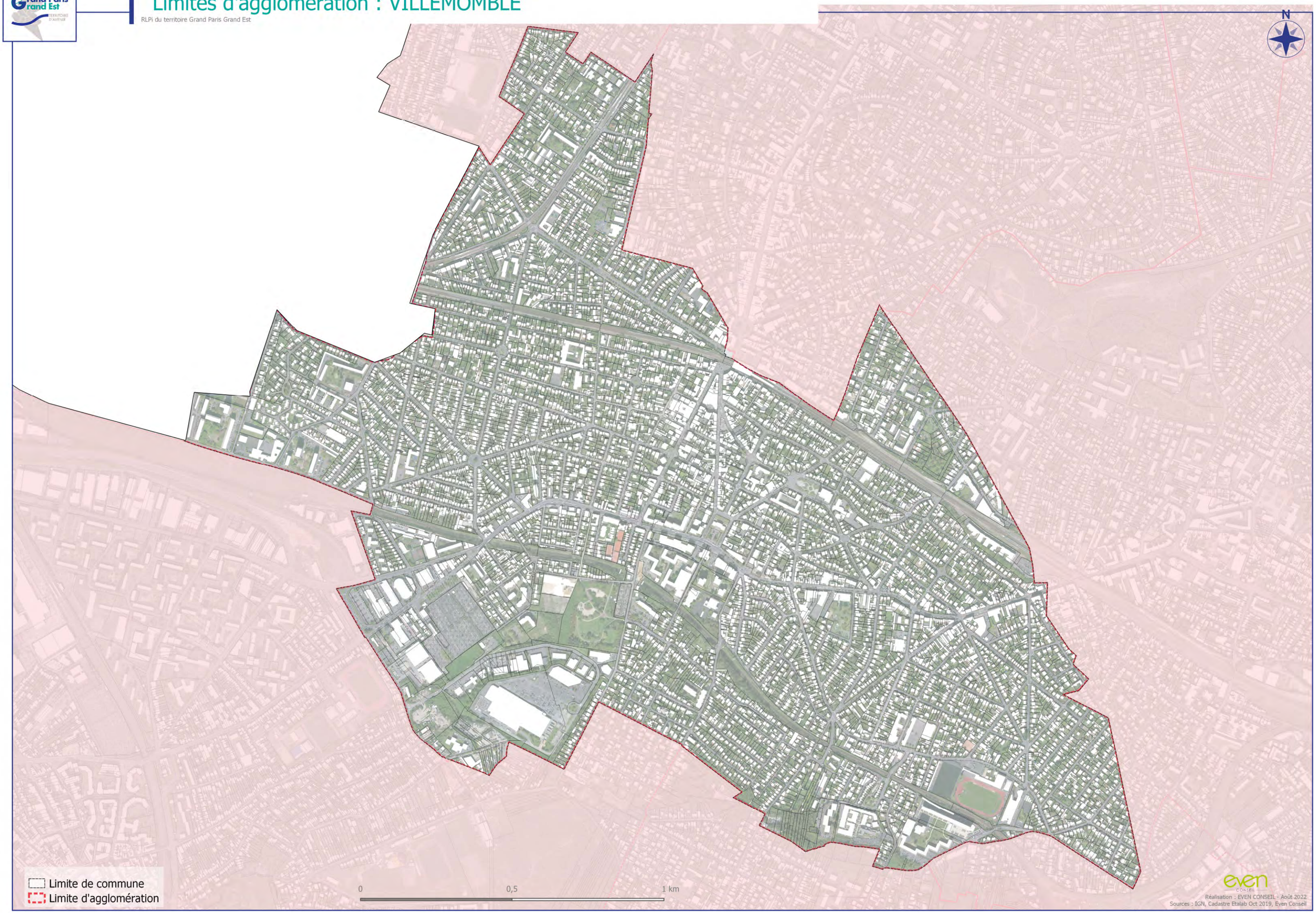


Réalisation : EVEN CONSEIL - Août 2022

Sources : IGN, Cadastre Etalab Oct 2019, Even Conseil

Limites d'agglomération : VILLEMOMBLE

RLPi du territoire Grand Paris Grand Est



Réalisation : EVEN CONSEIL - Août 2022
Sources : IGN, Cadastre Etalab Oct 2019, Even Conseil

ARRETE MUNICIPAL
PORTANT SUR LA FIXATION DES LIMITES COMMUNALES ET D'AGGLOMERATION DE LA VILLE DE CLICHY-SOUS-BOIS

Direction de l'espace public
et des moyens techniques
OK/OW/ASC/GG/ABA
Arrêté N° R 2022.288

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2521-2, L 2122-21 et L 2213-1 à L 2213-6,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code de la Route, et notamment ses articles R.110-2 et R.411-2,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu la loi modifiée n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et, relative aux nouvelles conditions d'exercice du Contrôle de Légalité des Actes Administratifs,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, huitième partie, la signalisation temporaire,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, 5° partie « signalisation d'indication »,

Considérant que les limites des agglomérations sont fixées par arrêté du maire,

ARRETE

Article 1 : Les limites d'agglomération de Clichy-sous-Bois sont fixées conformément au plan d'implantation annexé au présent arrêté.

Article 2 : Les limites de l'agglomération de la Ville de Clichy-sous-Bois, au sens de l'article R 110-2 du code la route, sont fixées conformément au tableau ci-dessous indiquant les entrées de Clichy-sous-Bois avec leur adresse. Les panneaux mis en place sont de type EB10.

n°	Entrées de ville
I	**Allée du Plateau le long du Cimetière nouveau du Le Raincy à 30ml du croisement du Boulevard du Temple**
II	**Carrefour des Limites, Angles allées Pierre Simon et de Montfermeil**
III	**Carrefour Ricordeau angle rue de Clichy et allée de la Limite**
IV	**2 allée Emile Cossonneau**
V	**Avenue Sévigné angle chemin des Postes**

VI	**Boulevard du Temple-bas-86 Boulevard du Temple**
VII	**Carrefour des 7 iles. Allée de Gagny 10ml avant l'arrêt de bus des 7 Iles**
VIII	**3 allée Etienne Laurent**
IX	**Avenue Jean Moulin à l'entrée de la forêt de Bondy 3**
X	**RD 136 (Hors agglomération) face à la résidence la Renardière**
XI	**23 route Stratégique**
XII	**91 allée de Bellevue**
XIII	**28 allée des Chênes**
XIV	**Angle allées de Montfermeil-Angel Testa-Gagny**
XV	**Rond point CDG. Boulevard Gagarine au niveau de l'entrée service Collège Louise Michel**
XVI	**106 allée Paul Dupont**
XVII	**Allée Louis Janny angle allée des Lilas**
XVIII	**Rue Utrillo 30ml du croisement de l'allée Romain Rolland**

Article 3 : Il est précisé que la Ville de Clichy-sous-Bois étant limitrophe de part et d'autre de son territoire avec des agglomérations, il n'y a pas lieu d'installer des panneaux de sortie, l'entrée dans une autre agglomération (Coubron, Montfermeil, Gagny, Le Raincy, Livry-Gargan) correspondant à la sortie de la Ville de Clichy-sous-Bois.

Article 4 : Toutes les dispositions définies par des arrêtés antérieurs sont abrogées.

Article 5 : Un exemplaire du présent arrêté sera relié au registre des arrêtés municipaux.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressé à :
- Monsieur le Préfet,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Clichy-sous-Bois,
- Monsieur le Commissaire de Police de Clichy/Montfermeil,
- Monsieur le Commandant de la Brigade des Sapeurs Pompiers de Clichy-sous-Bois,
- Direction de la Prévention, Sécurité et Tranquillité Publiques de Clichy-sous-Bois,
- Grand Paris Grand Est 11 Boulevard du Mont d'est 93160 Noisy-le-Grand,
- VEOLIA OTUS 40 rue de la Fosse Guérin 95200 Sarcelles,
- TRANSDEV TRA 241 chemin du Loup 93420 Villepinte,
- RATP 132 avenue de Rome 93320 Pavillons-Sous-bois,
- Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, 7/9 rue du 8 Mai 1945, 93190 Livry-Gargan.

Chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clichy-sous-Bois, le 01 juillet 2022.

Clichy Sous-Bois

Le Maire soussigné certifie
le caractère exécutoire
du présent acte reçu
à la préfecture le : 08 JUIL. 2022

Affiché - Notifié le : 08 JUIL. 2022

Le fonctionnaire délégué

Philippe QUALITE

Le Maire,



Olivier KLEIN

« Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif ou gracieux devant Monsieur le Maire de Clichy-sous-Bois dans le délai de 2 mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent acte peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois, 7, rue Catherine Puig - 93100 Montreuil-sous-Bois. »

Plan d'implantation des panneaux d'entrées de ville



✿	**Implantation des panneaux d'entrées de ville**
CLICHY-SOUS-BOIS	**Panneau d'entrée de ville AB2**

VILLE de COUBRON
Seine-Saint-Denis

2019- 133

ARRETE PERMANENT FIXANT LES LIMITES DE L'AGGLOMERATION DE COUBRON

Le Maire de Coubron,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4,

VU le Code de la Route et ses décrets subséquents et notamment les articles R.411-2 à R 411-25, R 110-1 et suivants,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-5ème partie-signalisation d'indication),

CONSIDERANT qu'il convient de déterminer le périmètre d'agglomération de la commune de Coubron,

CONSIDERANT la nécessité d'informer des limites d'agglomération de Coubron dans le cadre de l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal,

CONSIDERANT la zone agglomérée et son étendue,

CONSIDERANT qu'il appartient à Monsieur le Maire, en vertu de l'article R 411-2 du Code de la Route précité, de fixer les limites d'agglomération de la commune de Coubron,

ARRETE

ARTICLE 1 : Les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de Coubron sont abrogés ;

ARTICLE 2 : Les limites de l'agglomération nommée COUBRON au sens de l'article R 110-2 du Code de la Route sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

Rue Jean Jaurès RD 136	Entrée d'agglomération de la parcelle B n°2424 – limite communale avec Clichy Sous Bois Fin d'agglomération : au niveau de la parcelle B n°2010 et A n°216 – limite communale avec la commune de Courtry	
Rue de Courtry	Entrée d'agglomération : n° 53 – parcelle B n°1837 Sortie d'agglomération : n° 92- parcelle B n°650	
Route du Bois de Bernouille	Entrée d'agglomération	Hors agglomération
Avenue Ampère	Limite territoire communal : n°42 - parcelle B 1920 et n°55 parcelle B n°842	
Avenue de la Marche	Limite territoire communal : parcelle B 1960	
Avenue Pascal	Limite territoire communal : parcelle B n°827 et n° 18 B n°1297	
Avenue Monge	Limite territoire communal : parcelle B 805 et B n°1086	
Rue Gay Lussac	Limite territoire communal : parcelle B 787 et B n°786	
Avenue Vauquelin	Limite territoire communal : parcelle B 787- B n°786 (ville de courtry) – B n°861 et B n°863 (ville de Chelles)	
Rue de Chevreul	Limite territoire communal : du n°2 au n° 10	
Avenue Pasteur	Limite territoire communal : parcelle B n°1040 (n° 2) et B n°781 au B n°1228 (n°52)	
Rue Jean Moulin	Limite territoire communal : du n° 2 au n° 28 bis et du n°29 au n°67 – parcelles B n°1859 à B n°1063	
Boulevard Hardy	Limite territoire communal : du n°149 au n° 157	

Route du Chat	Limite territoire communal : parcelle B 1982 – B n°1984	
Chemin du Cahouet	Limite territoire communal : parcelle B 664 et B n°1625	
Rue Victor Hugo	B n°654	
Route stratégique RD 129	Entrée d'agglomération : parcelle A n°11 (limite communale avec Clichy Sous Bois) Fin d'agglomération : parcelle A n°904 (limite communale avec Vaujours)	Hors agglomération
CV n°2 chemin de Montauban	Limite communale avec Vaujours Parcelle A n°893	Hors agglomération
Rue des Grands Champs	Limite agglomération	

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – Livre I- 5ème partie- signalisation d'indication- sera mise en place et maintenue à la charge de la commune.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Coubron.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible de recours gracieux auprès de l'autorité compétente et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montreuil - 7 rue Catherine Puig - 93100 Montreuil, dans les deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis,
Monsieur le Commissaire de Police de Livry-Gargan,
Monsieur le Directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne,
Monsieur le Capitaine de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Clichy-sous-Bois,
Monsieur le Chef de la Police Intercommunale de Coubron/Vaujours,
Monsieur le Président de GRAND PARIS GRAND EST,
La Direction de la Voirie et des Déplacements du CG 93, pour information,
Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Coubron,
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7: Le présent arrêté est susceptible de recours gracieux auprès de l'autorité compétente et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montreuil - 7 rue Catherine Puig - 93100 Montreuil, dans les deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Coubron le 16 décembre 2019

MAIRIE DE COUBRON (Seine-St-Denis)

Le Maire,
Conseiller Régional d'Ile-de-France
Vice-Président de l'EPT du GPGE

Ludovic TORO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
093-219300159-20191216-2019-133-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 20/12/2019
Affichage : 20/12/2019
Pour l'autorité compétente par délégation

HOTEL DE VILLE – 133 rue Jean Jaurès – 93470 COUBRON
Téléphone 01.43.88.51.45 – Télécopie 01.43.88.63.85
Site www.coubron.fr – courriel cabinet.maire@coubron.fr
Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
093-219300324-20220822-DUC2022-09-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/08/2022
Publication : 25/08/2022

DUC N° 2022-09

ARRÊTÉ DU MAIRE DE GAGNY

(Seine-Saint-Denis)

OBJET : LIMITES DE L'AGGLOMÉRATION DE GAGNY SUIVANT PLAN ANNEXÉ

Le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1,

VU le Code de la Route, et notamment ses articles R. 110-1, R. 110-2, R. 411-2 et R. 411-25,

VU le Code de l'Environnement,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1) approuvé par l'arrêté interministériel du 21 juin 1991 et modifiée par les textes subséquents, notamment la 5° partie « signalisation d'indication »,

CONSIDÉRANT que la fixation des limites d'agglomération détermine les conditions d'application des dispositions législatives et réglementaires, notamment dans les domaines de la circulation routière, de l'urbanisme et de l'environnement,

CONSIDÉRANT que les limites des agglomérations sont fixées par arrêté du Maire,

ARRÊTE

Article 1 : Toutes les dispositions définies par des arrêtés antérieurs sont abrogées.

Article 2 : Les limites d'agglomération de Gagny sont fixées conformément au plan annexé au présent arrêté.

Article 3 : Les limites sont matérialisées conformément au Code de la Route et à l'instruction ministérielle, du modèle fixé par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 susmentionné.

Article 4 : La signalisation sera mise en place et entretenue par la Direction des Interventions Techniques.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montreuil dans les deux mois à compter de sa notification.
Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commissaire de Police,
- au Commandant de Brigade des Sapeurs-Pompiers,
- au Directeur Général des Services,
- à la Direction de la Tranquillité Urbaine,

- à la Direction des Interventions Techniques,
- à l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est - Direction de l'aménagement et de l'urbanisme,

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Gagny, le vingt-deux août deux mille vingt-deux

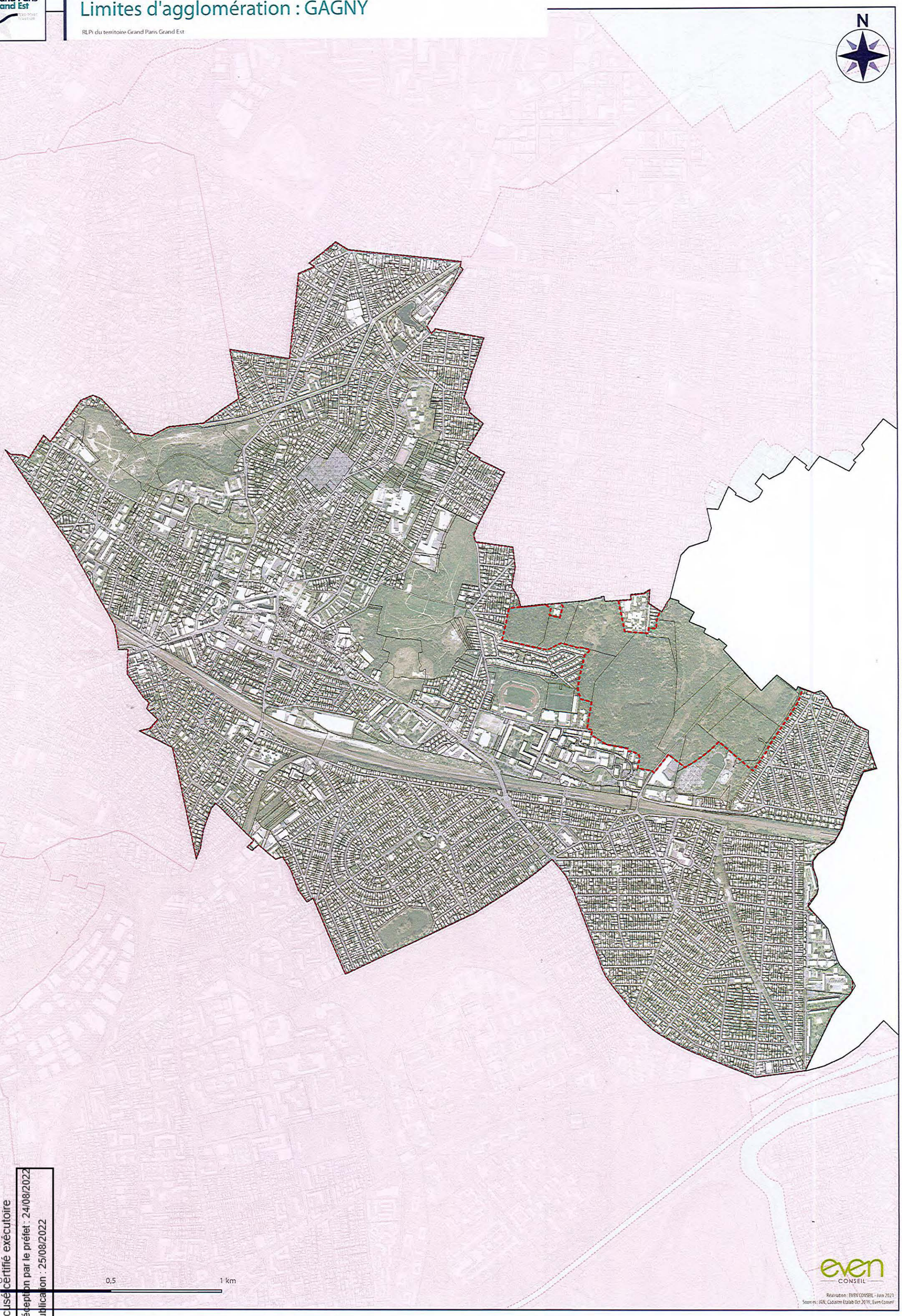
Le Maire,
Conseiller Départemental,

MAIRIE de GAGNY 93 (Seine-St-Denis)

Rolin CRANOLY,

Limites d'agglomération : GAGNY

RLPi du territoire Grand Paris Grand Est



Réalisation : EVEN CONSEIL - Juin 2021
Sources : IGN, Cadastre Etalab Oct 2019, Even Conseil

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
093-219300324-20220822-DUC2022-09-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/08/2022
Publication : 25/08/2022

GOURNAY
SUR MARNE

ARRÊTÉ DU MAIRE
U 2022-51

Objet : Limites d'agglomération de la commune de Gournay-sur-Marne.

Le Maire de Gournay-sur-Marne (Seine-Saint-Denis),

VU le Code de la Route, et notamment ses articles R.110-2 et R.411-2 ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, 5° partie « signalisation d'indication » ;

CONSIDÉRANT que les limites des agglomérations sont fixées par arrêté du Maire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1ER : Les limites d'agglomération de Gournay-sur-Marne correspondent aux limites du territoire communal, à l'exception de la Marne et du canal de Chelles.

ARTICLE 2 : La signalisation règlementaire – panneaux entrée d'agglomération EB10 et sortie d'agglomération EB20 – sera mise en place par la commune chaque fois que nécessaire.

Lorsque la limite d'agglomération est limitrophe d'une autre agglomération, il n'y a pas lieu d'installer des panneaux de sortie d'agglomération.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article R. 102 du Code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Seine Saint Denis dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

ACTE RENDU EXÉCUTOIRE
Compte tenu de la notification/publication le :

Le Maire,
Éric SCHLEGEL

Fait à Gournay-sur-Marne,
Le 15 juin 2022

Le Maire,
Éric SCHLEGEL

Acte original consultable en Mairie,10 avenue du Maréchal-Foch 93460 Gournay-sur-Marne.
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

VILLE DU RAINCY

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20220512-22-110-AR
Date de télétransmission : 23/05/2022
Date de réception préfecture : 23/05/2022

SERVICES TECHNIQUES

ARRETÉ N°22.110: PERMANENT FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMERATION SUR LA COMMUNE DU RAINCY

LE MAIRE DU RAINCY,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles de L 2212-1 à 2213-4,
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiées ;
VU le nouveau Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-2 à R.411-25 et les articles R.417-10, R.417-11 et suivants,
Code de la Route,
VU l'avis favorable du Conseil Départemental en date du 6 mai 2022,
VU la Circulaire Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par Arrêté Interministériel du 24 Novembre 1967, modifié par l'Arrêté du 8 janvier 2016,

CONSIDERANT que la fixation des limites d'agglomération détermine les conditions d'application des dispositions législatives et réglementaires, notamment dans les domaines de la circulation routière, de l'urbanisme et de l'environnement,

CONSIDERANT que les limites d'agglomération doivent être fixées par arrêté du maire conformément à l'article R.411-2 du Code de la Route,

ARRÊTE

Article 1 : Les limites d'agglomération de la Commune du Raincy, au sens de l'article R.110-2 du Code de la Route, sont fixées comme suit :

DESIGNATION DE LA VOIE	POINT DE REPERE
RD 117 Avenue Thiers	Côté pair 2 avenue Thiers, à la limite du territoire communal des Pavillons-sous-Bois Côté impair à partir du 9 , à la limite du territoire communal de Livry-Gargan Panneau EB 10
RD 117 Allée de Montfermeil	114 allée de Montfermeil, à la limite du territoire communal de Clichy-sous- Bois
RD 116 Avenue de la Résistance	1 place du Général de Gaulle à la limite du territoire communal de Villemomble Panneau EB 10
RD 116 Avenue de Livry	43 avenue de Livry, à la limite du territoire communal de Livry-Gargan Latitude 48,90336, longitude 2,52116 Panneau EB 10
Allée Thiellement	Entrée de ville, en limite du territoire communal de Clichy- sous- Bois Latitude 48,903540, longitude 2,52199 Panneau EB 10

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20220512-22-110-AR
Date de télétransmission : 23/05/2022
Date de réception préfecture : 23/05/2022

Allée de la Limite	Côté impair, sans trottoir et chaussée
Allée de Clichy	Intersection avec l'allée de la Limite Panneau EB 10
Allée des Brûlis	Intersection avec l'allée de la Limite
Allée des Sapins	Intersection avec l'allée de la Limite Panneau EB 10
Allée Jean Bancel	Intersection avec l'allée de la Limite
Allée de Chelles	Intersection avec l'allée de la Limite Panneau EB 10
Allée des Pommiers	Intersection avec l'allée des Maisonnettes à Gagny
Allée Augusta	8 allée Augusta, en limite de la commune de Gagny
Allée du Télégraphe	38 et 45 allée du Télégraphe Latitude 48,892915 longitude 2,531627 Panneau EB 10
Allée des Bois de Gagny	1 allée des Bois de Gagny Latitude 48,8891874 longitude 2,52609
Allée des Oiseaux	8 allée des Oiseaux Latitude 48,892395 longitude 2,525354
Allée Maurice Prolongée	Latitude 48,893291 longitude 2,523162
Allée de l'Aqueduc Saint Fiacre	Latitude 48,893123 longitude 2,522673
Allée de la Fontaine	Sortie de ville au 52 bis Entrée de ville au 57 allée de la Fontaine
Avenue Charles	1 et 6 avenue Charles, en limite de la commune de Gagny
Avenue Didier	1 et 2 avenue Didier, en limite de la commune de Gagny
Allée Victor Hugo	31 et 46 avenue Victor Hugo, en limite de la commune de Villemomble avenue Marie Panneau EB 10
Allée du Chenil	Latitude 48,892166 longitude 2,50973 et latitude 48,892193 longitude 2,50972 en limite de la commune de Villemomble
Allée Velleda	21 et 26 allée Velleda, en limite de la commune de Villemomble
Allée Marius Gonin	16 et 17 allée Marius Gonin, en limite de la commune de Villemomble
Allée des Fougères	1 et 2 allée des Fougères, en limite de la commune de Villemomble Panneau EB 10
Allée Charles Hildevert	Du 10bis au 50 allée Charles Hildevert, trottoirs inclus Panneau EB 10
Allée des Petites Villas	Intersection avec l'allée Charles Hildevert
Allée Gambetta	1 et 2 allée Gambetta, en limite de la commune de Villemomble, à l'intersection avec l'allée Charles Hildevert Panneau EB 10
Allée Epinette	1 et 2 allée Epinette, à l'intersection avec le boulevard d'Aulnay, à l'intersection avec l'allée Charles Hildevert Panneau EB 10
Boulevard d'Aulnay	Du 108 au 164 boulevard d'Aulnay chaussée comprise Panneau EB 10

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20220512-22-110-AR
Date de télétransmission : 23/05/2022
Date de réception préfecture : 23/05/2022

Allée Valère Lefebvre	1 allée Valère Lefebvre et parcelle AK 515 Panneau EB 10
Allée des 4 Frères	4 et 5 allée des 4 Frères, en limite de la commune de Livry-Gargan
Allée de l'Eglise	Parcelles AC 55 et AC56 Panneau EB 10
Allée des Bois de Livry	Parcelles AC 0058 et AC 0118, en limite de la commune de Clichy-sous- Bois

Article 2 : La signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par les services de la Ville.

Article 3 : Le présent arrêté est exécutoire dès sa publication. Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : Monsieur le Directeur des Services Techniques, Madame la Commissaire de Police, Madame la Responsable de la Police Municipale et tous les agents placés sous leurs ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent Arrêté.

Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la réception en Préfecture

le : 12 MAI 2022

et de la publication le : 23 MAI 2022

Le Maire :

Fait au Raincy, le 12 MAI 2022

Jean Michel GENESTIER
Maire du Raincy
Vice-Président
Grand Paris - Grand Est

Le présent Arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Service Gestion Technique de Proximité
RL/SA 2022/246GTP

ARRÊTÉ DU MAIRE 2022/246GTP
PORTANT RÈGLEMENTATION À TITRE PERMANENT DES LIMITES DE L'AGGLOMERATION DES PAVILLONS-SOUS-BOIS

Le Maire des Pavillons-sous-Bois,

Vu le Code Général de la Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2212-22, L. 2212-2 et L. 2213-1, L. 2213-2, L. 2521-1 et L. 2521-2 ;

Vu le Code de la Route, notamment les articles R.110-2, R.411-2 ;

Vu le code de l'environnement, notamment l'article R.581-78 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, 5° partie « signalisation d'indication »,

Considérant, que les limites des agglomérations sont fixées par arrêté du Maire,

ARRÊTE

Article 1 : Les limites d'agglomération des Pavillons-sous-Bois correspondent aux limites du territoire communal, à l'exception du canal de l'Ourcq.

Article 2 : La signalisation réglementaire - panneaux entrée d'agglomération EB10 et sortie d'agglomération EB20 - sera mise en place par la commune chaque fois que nécessaire.
Lorsque la limite d'agglomération est limitrophe d'une autre agglomération, il n'y a pas lieu d'installer des panneaux de sortie d'agglomération.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la commune et affiché aux lieux et places habituels.

Article 4 : Le présent arrêté est exécutoire de plein droit à dater de sa transmission en Préfecture et de sa publication. Tout recours peut être formé contre cet acte dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Montreuil, à compter de sa date de publication. Le tribunal peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Monsieur le Commissaire de Police de Bondy, Monsieur le Chef de la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et fera l'objet d'un affichage en mairie.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
- Monsieur Le Préfet de la Seine Saint Denis,
- Monsieur le Commissaire de Police de Bondy - dspap-dtsp93-csp-bondy-upa@interieur.gouv.fr,
- Brigade des Sapeurs-Pompiers de Bondy – bryan.labise@pompiersparis.fr,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale – police.municipale@lespavillonssousbois.fr,
- Monsieur ANATCHKOV, Adjoint au Maire délégué à la Sécurité publique, la Sécurité des Bâtiments, la Délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières.

Fait aux Pavillons-sous-Bois, le 22 juin 2022
L'Adjoint au Maire,
Délégué à la Voirie et aux Affaires économiques
hors commerce de proximité

Marc SUJOL

ARR2022_182

Montfermeil

Développement urbain

ARRETE PORTANT SUR LA FIXATION DES LIMITES D'AGGLOMERATION DE LA VILLE DE MONTFERMEIL

Le Maire de Montfermeil,

Vu la demande susvisée,

Vu le Code de la Route, et notamment ses articles R. 110-2 et R. 411-2,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, 5° partie « signalisation d'indication »,

Considérant que les limites d'agglomération sont fixées par le maire,

A R R E T E

Article 1 : Les limites d'agglomération de Montfermeil sont fixées conformément au plan annexé au présent arrêté.

Article 2 : La signalisation règlementaire – panneaux entrée d'agglomération EB10 et sortie d'agglomération EB20 – sera mise en place par la commune chaque fois que nécessaire.

Lorsque la limite d'agglomération est limitrophe d'une autre agglomération, il n'y a pas lieu d'installer des panneaux de sortie d'agglomération.

MONTFERMEIL, le 12 juillet 2022

Le Maire,
Xavier LEMOINE

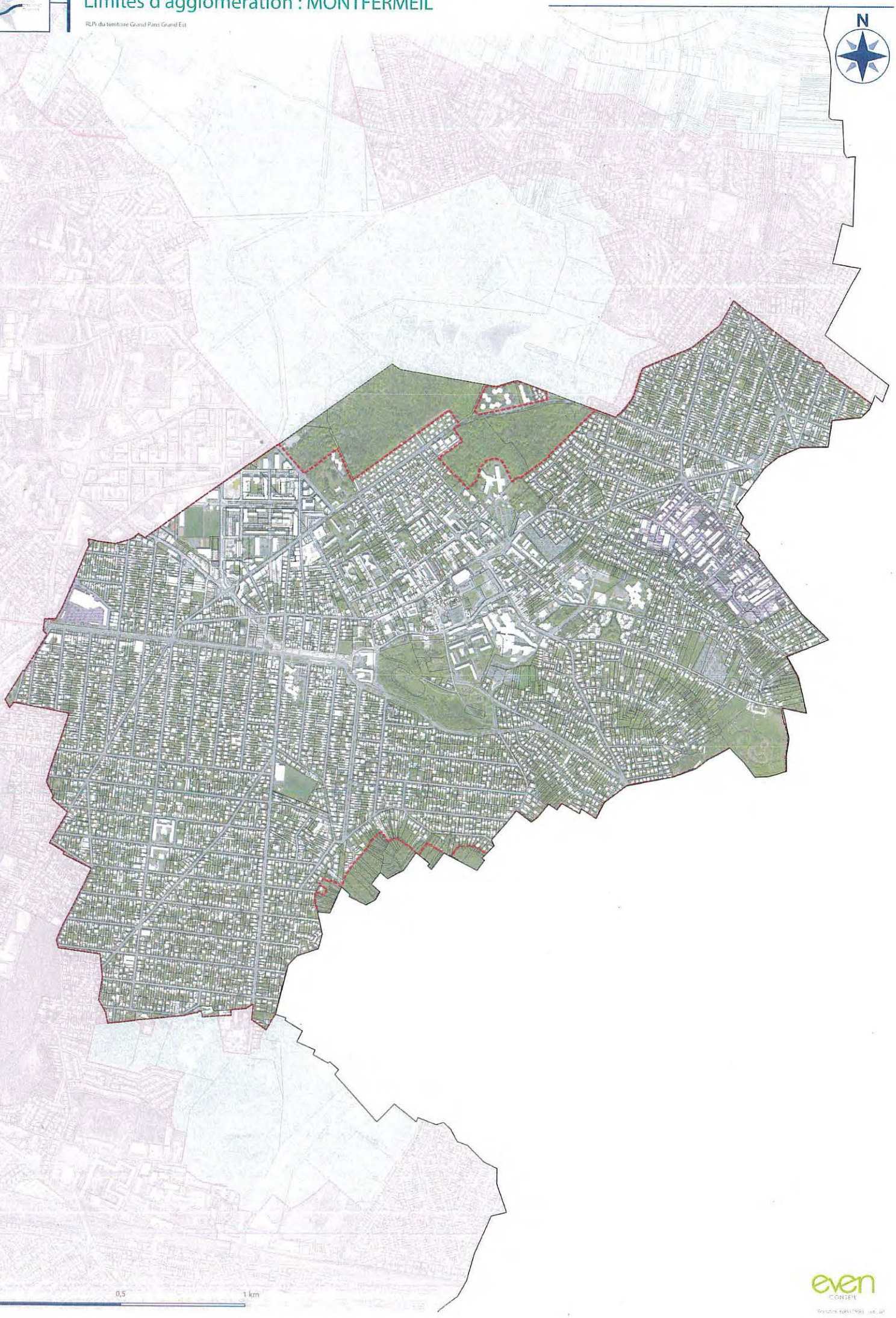
MAIRIE DE MONTFERMEIL SEINE SAINT-DENIS

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois, 7, rue Catherine Puig – 93 100 Montreuil-sous-bois.

CERTIFIE EXECUTOIRE
Transmis le
Au Représentant de l'Etat
Publié le
Montfermeil, le
Pour le Maire, par délégation,
Directeur Général (Adjoint)

Limites d'agglomération : MONTFERMEIL

RLPi du territoire Grand Paris Grand Est



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE NEUILLY-PLAISANCE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

SERVICE DE L'URBANISME

LE MAIRE

CHRISTIAN DEMUYNCK

ARRETE FIXANT LES LIMITES DE L'AGGLOMERATION DE LA COMMUNE DE NEUILLY-PLAISANCE
N° SU.143/2022

Le Maire,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5, L.2521-1 à L.2521-2,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.581-1 et suivants,

Vu le code de la route, notamment ses articles R.110-2 et R.411-2,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 approuvée par arrêté ministériel du 6 décembre 2011, livre 1, 5° partie « signalisation d'indication »,

Considérant que les limites des agglomérations sont fixées par arrêté du Maire,

ARRETE

Article 1 : Les limites d'agglomération de Neuilly-Plaisance correspondent aux limites du territoire communal, à l'exception de la Marne.

Article 2 : La signalisation réglementaire – panneaux entrée d'agglomération EB10 et sortie d'agglomération EB20 – sera mise en place chaque fois que nécessaire.

Lorsque la limite d'agglomération est limitrophe d'une autre agglomération, il n'y a pas lieu d'installer des panneaux de sortie d'agglomération.

6 rue du Général de Gaulle
93360 Neuilly-Plaisance
Tél : 01 43 00 96 16
Fax : 01 43 00 42 80
Courriel :
contact@mairie-neuillyplaisance.com

(Tous les courriers doivent être adressés impersonnellement à Monsieur le Maire)

Accusé de réception en préfecture
093-219300498-20220530-AR-URB-2022143-AR
Date de télétransmission : 03/06/2022
Date de réception préfecture : 03/06/2022

Article3: Les dispositions contenues dans le présent arrêté seront applicables à compter de sa signature. Il sera affiché et publié au recueil des actes administratifs et transmis à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis et à Monsieur le Président de l'EPT Grand Paris Grand Est.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois suivant sa publication devant le tribunal administratif de Montreuil.

Article 5 : Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Neuilly-Plaisance, le 30 mai 2022

Christian DEMUYNCK

Maire

MAIRIE de NEUILLY-PLAISANCE
Seine-St-Denis

Accusé de réception en préfecture
093-219300498-20220530-AR-URB-2022143-AR
Date de télétransmission : 03/06/2022
Date de réception préfecture : 03/06/2022

ARRETE N° URB 2022/328
PORTANT DELIMITATION DU PERIMETRE D'AGGLOMERATION

Le Maire de Neuilly-sur-Marne,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2213-28,
Vu le code de la Route, et notamment ses articles R.110-2 et R.411-2,
Vu le code de l'Environnement,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, 5° partie « signalisation d'indication »,

Considérant que les limites des agglomérations sont fixées par arrêté du maire,

ARRETE

ARTICLE 1 - Objet
Les limites d'agglomération de Neuilly-sur-Marne correspondent aux limites du territoire communal, à l'exception de la Marne et du canal de Chelles.

ARTICLE 2 - Signalisation
La signalisation réglementaire - panneaux entrée d'agglomération EB10 et sortie d'agglomération EB20 - sera mise en place par la commune chaque fois que nécessaire.
Lorsque la limite d'agglomération est limitrophe d'une autre agglomération, il n'y a pas lieu d'installer des panneaux de sortie d'agglomération.

ARTICLE 3 - Publicité
Le présenta arrêté sera :

- affiché en mairie,
- et publié au recueil des actes administratifs et au registre des arrêtés ainsi que sur le site internet de la ville.

ARTICLE 4 - Exécution
Le Directeur Général des Services de la commune, les collectivités gestionnaires de voies sur le territoire, le Commissaire de Police et la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 - Recours
Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé à M. le Maire - Hôtel de ville - 1 place François Mitterrand - 93330 Neuilly-sur-Marne ;
- d'un recours contentieux adressé à M. le Président du Tribunal Administratif de Montreuil - 7 rue Catherine Puig – 93558 Montreuil dans le même délai de deux mois à compter de sa publication ou à compter de la décision de l'administration si un recours gracieux a été formé. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr .

ARTICLE 6 - Ampliation
Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis,
Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis,
Monsieur le Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est.

Fait à Neuilly-sur-Marne, le 17/06/2022

Le Maire,

Zartoshte BAKHTIARI

Ville de Noisy le Grand

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 22/122

Objet : **Fixation des limites de l'agglomération de la Commune de Noisy-le-Grand.**

Le Maire de Noisy-le-Grand,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

Vu le Code de la Route, et notamment ses articles R.110-2 et R.411-2 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L2213-1 ;

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, 5° partie « signalisation d'indication » approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;

Vu le plan fixant les limites de l'agglomération de Noisy-le-Grand ci-annexé ;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer les limites de l'agglomération et que le Maire est compétent pour les arrêter en application de l'article R. 411-2 du Code de la route ;

ARRÊTE :

Article 1er : Les limites d'agglomération de Noisy-le-Grand au sens de l'article R. 110-2 du Code de la route sont fixées conformément au plan annexé au présent arrêté.

Article 2 : La signalisation réglementaire - panneaux entrée d'agglomération EB10 et sortie d'agglomération EB20 - sera mise en place par la commune chaque fois que nécessaire.

Lorsque la limite d'agglomération est limitrophe d'une autre agglomération, il n'y a pas lieu d'installer des panneaux de sortie d'agglomération.

Article 3 : Toutes les dispositions contraires définies par des arrêtés antérieurs sont abrogées.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles l'acte fait grief, dans un délai de deux mois, à compter de la notification de cet arrêté ou de sa publication. Le recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de Montreuil, sis 7, rue Catherine-Puig (niveau 206, rue de Paris) à Montreuil (93558 cedex). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 5 : Le présent arrêté sera transmis au Préfet de la Seine-Saint-Denis, et publié en ligne sur le site internet de la commune : https://www.noisylegrand.fr/ dans la rubrique « Publication officielle des actes administratifs municipaux ».

Fait à Noisy-le-Grand, le - 7 SEPT 2022,

Le Maire,

Brigitte MARSIGNY

Document transmis à la Préfecture
de la Seine-Saint-Denis le 7-9-2022

N° identifiant de l'accusé de réception (AR)
en préfecture :

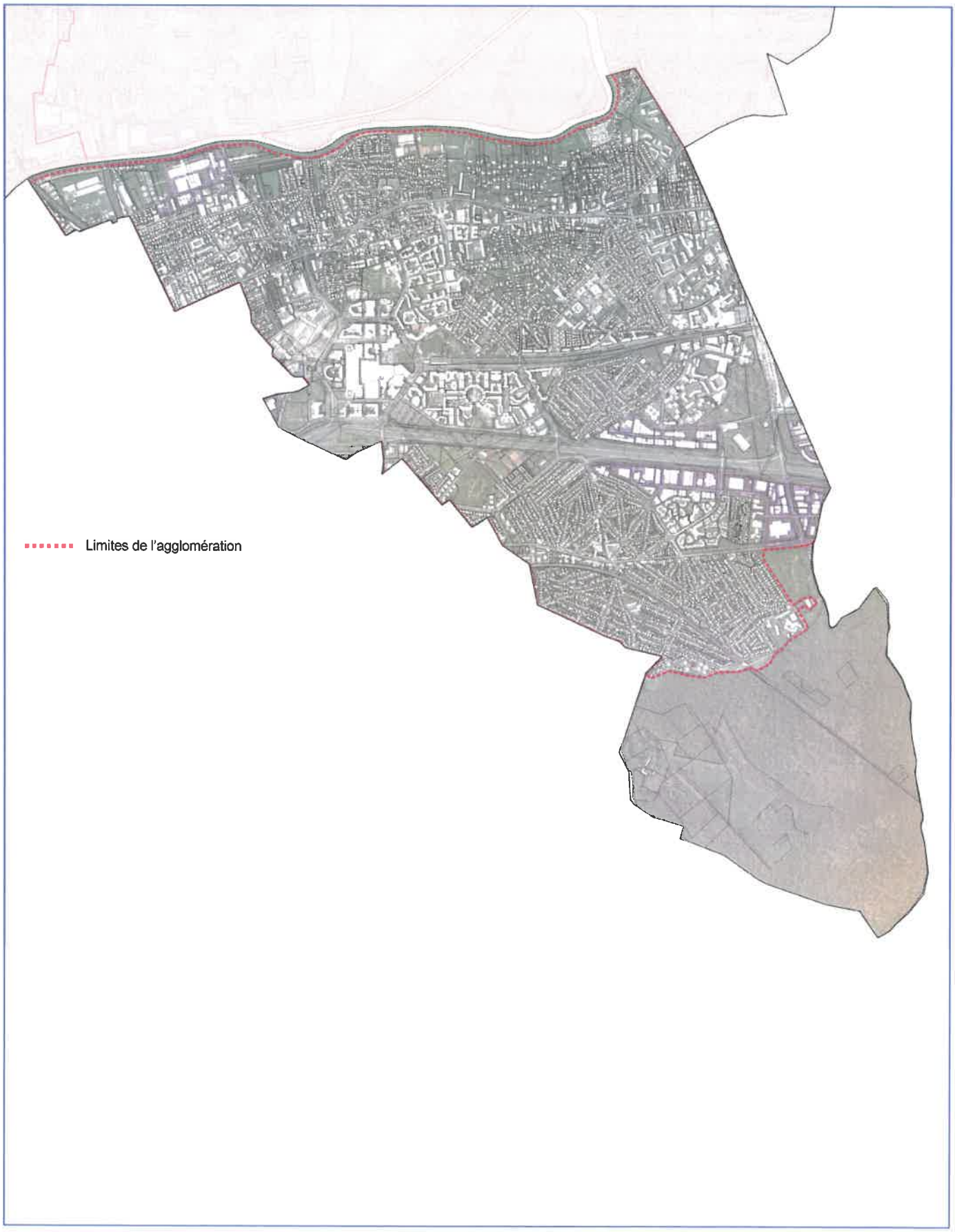
093-219300514-20220907-CM-AR-22-122-AR

Publié en ligne le 7-9-2022

ACTE RENDU EXÉCUTOIRE
Pour le Maire et par délégation,

Myriam TASSIN
Directrice générale adjointe

Arrêté n°22/122 portant fixation des limites de l'agglomération de la Commune de Noisy-le-Grand



ROSNY
SOUS-BOIS

République Française
Liberté Egalité Fraternité

Direction des espaces publics
Service voirie et réseaux divers
CA

ARRETE N° SG22- 881

ARRETE FIXANT LES LIMITES D'AGLOMERATION DE LA VILLE DE ROSNY-SOUS-BOIS A PARTIR DU LUNDI 19 SEPTEMBRE 2022

Le Maire de Rosny-sous-Bois, Vice-Président de Grand Paris Grand Est,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code général de la Propriété des Personnes Publiques,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté du 6 novembre 1992 modifié,
Vu le Règlement de Voirie adopté par le Conseil Municipal du 30 Juin 2021,
CONSIDERANT que la fixation des limites d'agglomération détermine les conditions d'applications législatives et réglementaires, notamment dans les domaines de la circulation routière, de l'urbanisme et de l'environnement,
SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur des espaces publics,

ARRETE

Article 1 : Les limites retenues par la commune de Rosny-sous-Bois afin de définir son périmètre d'aglomération, telles qu'elles sont prévues par le code de la route pour avoir les effets prescrits par le ledit code, sont ainsi fixées :

Limitrophe avec la commune de Neuilly-Plaisance :
- Sentier de la Mare aux Loups, ruelle du bois de Neuilly n° pairs, rues des Deux Communes n° impairs, Eugène Sue n° pairs, Docteur Roux n° pairs jusqu'au n° 46, rue du Bois Châtel et avenue de L'Ouest.

Limitrophe avec la commune de Fontenay-sous-Bois :
- Rue Philippe Lebon n° 128 et 44, 209 bis et 140 avenue Jean Jaurès, avenue Faidherbe.

Limitrophe avec la commune de Montreuil :
- 155 avenue de la République, rue Simon Dereure n° impairs, rue des Ruines, rue Camélinat, rue Babeuf, rue du docteur Charcot, boulevard Théophile Sueur, boulevard de la Boissière, rue Etienne Dolet, rue de la Dhuys et ruelle Boissière Haute et Basse.

Limitrophe avec la commune de Noisy-le-Sec :
- Chemin de Monttreuil à Claye, rue de Brément, rue des frères Joseph et Etienne Montgolfier.

Limitrophe avec la commune de Villemomble :
- Rue du 8 Mai 1945, allée de l'Espérance, boulevard Alsace Lorraine, rue Laennec, rue Danton, rue Louis Soyer.

Article 2 : le présent arrêté sera affiché et transmis :
Pour exécution :
- à la Direction Générale des Services de Rosny-sous-Bois,
- à Monsieur le Commandant de Police de Rosny-sous-Bois,
- à Monsieur le Directeur de la Police Municipale de Rosny-sous-Bois,

Pour information :
- à Monsieur l'Adjudant commandant la Brigade de Gendarmerie,
- à Monsieur le Capitaine commandant la Compagnie du Régiment de Sapeurs-Pompiers.

Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés municipaux.
Fait à Rosny-sous-Bois, le 12 septembre 2022.

Pour le Maire et par délégation,
la 1ère Adjointe au Maire en charge
des espaces publics, de la mobilité,
du cadre de vie et de l'écologie urbaine

MAIRIE DE ROSNY-SOUS-BOIS Seine-Saint-Denis

Patricia VAVASSORI

La personne à laquelle le présent acte est notifié, peut saisir le tribunal administratif par voie de recours contre cet acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessibles par le site www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir, soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Ville de Vaujours

ARRETÉ DU MAIRE N° 2022 / 340

ARRETÉ FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMERATION DE LA COMMUNE DE VAUJOURS

Le Maire de la ville de Vaujours,

VU les articles L.2122-18 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code de la route, et notamment ses articles R.110-2 et R.411-2,

VU le code de l'environnement,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, 5° partie « signalisation d'indication »

CONSIDERANT que les limites des agglomérations sont fixées par arrêté du Maire,

ARRETÉ

Article 1 :

Les limites d'agglomération de Vaujours sont fixées conformément au plan annexé au présent arrêté.

Article 2 :

La signalisation réglementaire – panneaux entrée d'agglomération EB10 et sortie EB20 – sera mise en place par la commune chaque fois que nécessaire.

Lorsque la limite d'agglomération est limitrophe d'une autre agglomération, il n'y a pas lieu d'installer des panneaux de sortie d'agglomération.

Article 3 :

Le Tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de sa réception en Préfecture de Seine-Saint-Denis ou de sa publication/notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale.

Mairie de Vaujours
20, rue Alexandre Boucher 93410 VAUJOURS
Tél : 01 48 61 96 75 Télécopie : 01 48 60 78 03
contact@ville-vaujours.fr / www.vaujours.fr

Ville de Vaujours

Article 4 : La Direction Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié au recueil des actes administratifs
- Affiché en mairie

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis
- Adressée à Monsieur le Commissaire de Police de Livry Gargan
- Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Tremblay en France
- Monsieur le Président du Grand Paris Grand Est

Fait à Vaujours, le 29 septembre 2022

MAIRIE DE VAUJOURS - 14 (Seine-Saint-Denis)

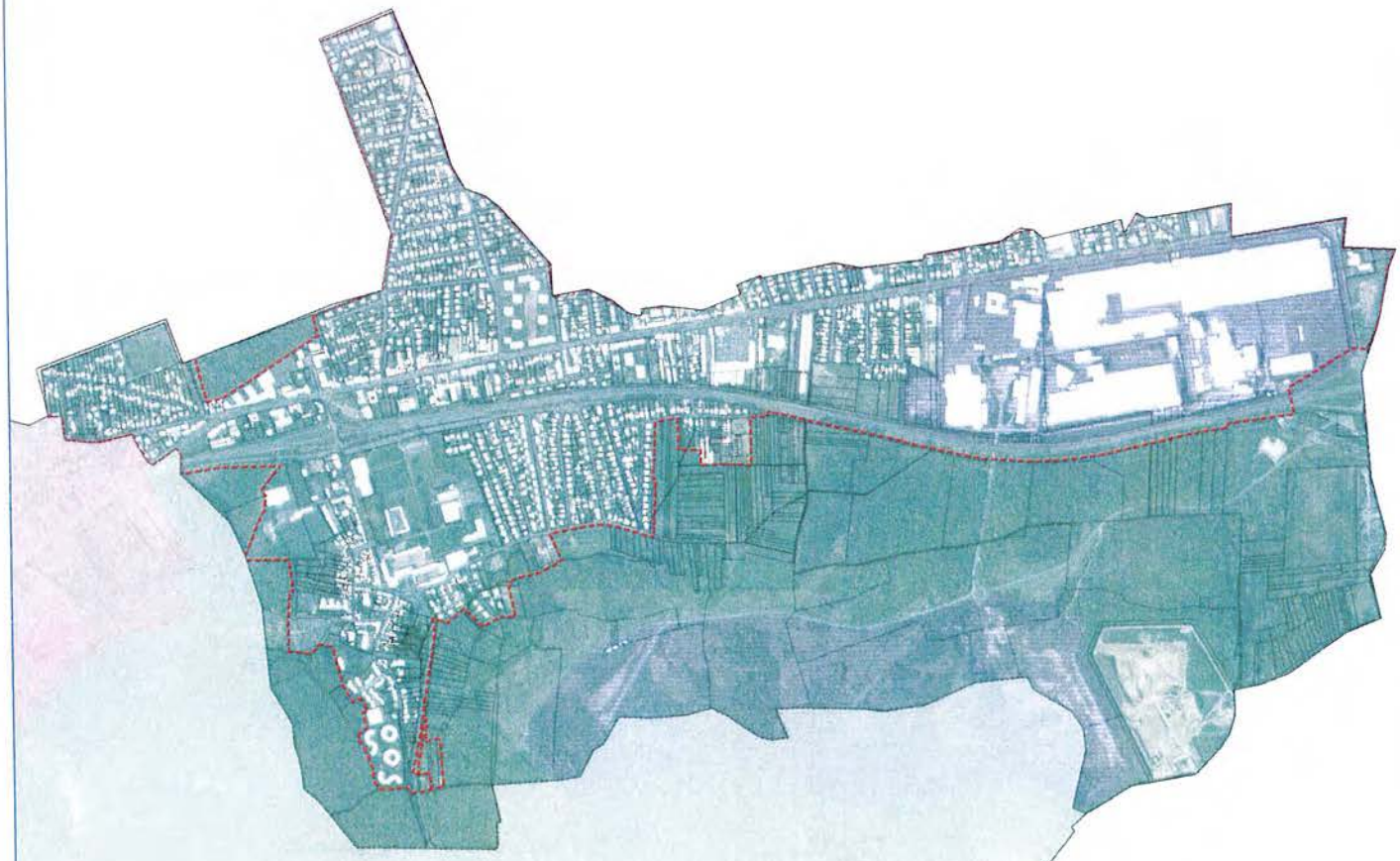
Le Maire,

Dominique BAILLY
Vice-président de Grand Paris Grand Est

Mairie de Vaujours
20, rue Alexandre Boucher 93410 VAUJOURS
Tél 01 48 61 96 75 Télécopie 01 48 60 78 03
contact@ville-vaujours.fr / www.vaujours.fr



Limites d'agglomération : VAUJOURS



Villemomble

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Égalité – Fraternité

ARRETE N°AR2022-353

Réf : HA/LN

OBJET : Arrêté fixant les limites d'agglomération
[Nomenclature « Actes » : 7.2.6.3 Autres taxes et redevances (électricité, balayage, ...)]

Le Maire de Villemomble,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 relatifs à la police de la circulation et du stationnement,
VU le Code de la route, notamment les articles R.110-2 et R.411-2 relatifs à la fixation des limites d'agglomération par Le Maire,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, 5° partie « signalisation d'indication »,
CONSIDERANT que les limites des agglomérations sont fixées par arrêté du maire,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Les limites d'agglomération de Villemomble correspondent aux limites du territoire communal fixées par le cadastre.

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire - panneaux entrée d'agglomération EB10 et sortie d'agglomération EB20 - sera mise en place par la commune chaque fois que nécessaire.

Lorsque la limite d'agglomération est limitrophe d'une autre agglomération, l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération sera soumise à l'appréciation du Maire.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois par courrier, 7 rue Catherine Puig - 93558 MONTREUIL Cedex ou sur l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
- Monsieur le préfet de la Seine-Saint-Denis,
- Monsieur WOHLGROTH, Direction de l'aménagement et de l'urbanisme de Grand Paris Grand Est.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
093-219300779-20220823-4515-AR-1-1
Acte certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14 octobre 2022
Affichage : 14 octobre 2022

Rendu exécutoire le : 14 octobre 2022

Fait à Villemomble, le 23 août 2022

Le Maire
Conseiller départemental de la Seine-Saint-Denis



Jean-Michel BLUTEAU